

**CONSEIL INTERUNIVERSITAIRE DE BUKAVU
CIUB**

**LA CONSTRUCTION DE LA PAIX AU NORD
KIVU ET AU SUD-KIVU : ETAT DE LA
RECHERCHE**

**Rapport final du symposium international
tenu à Bukavu au Centre Olame du 03 au 05 mars 2003**

Bukavu, mars 2003

Edition du CERUKI

Comité d'édition :

Professeur Barnabé MULYUMBA wa Mamba, ISP/Bukavu
Professeur Séverin MUGANGU Matabaro, UCB
Professeur MURHEGA Mashanda, ISP/Bukavu
Dr Koen Vlassenroot, Université de Gant
Chef de Travaux Basile Kabazimya Kabeziwa, ISP/Bukavu
Chef de Travaux Oscar Baharanyi Bya Dunia, ISTM/Bukavu
Chef de Travaux Bosco Muchukiwa, ISDR/Bukavu
Hans Romkema, Institut Vie et Paix

Editeur : CERUKI/ISP Bukavu

Communicateurs :

Professeur Barnabé MULYUMBA wa Mamba, ISP/Bukavu
Professeur Séverin MUGANGU Matabaro, UCB
Professeur MURHEGA Mashanda, ISP/Bukavu
Professeur Déogratias BONYINKEBE, UNR Butare
Professeur Thomas TURNER, UNR Butare
Dr Koen Vlassenroot, Université de Gant
Chef de Travaux Basile Kabazimya Kabeziwa, ISP/Bukavu
Chef de Travaux Oscar Baharanyi Bya Dunia, ISTM/Bukavu
Chef de Travaux Bosco Muchukiwa, ISDR/Bukavu
Chef de Travaux Masumbuko Ngwasi, CUEG/ Goma
Assistant KAMBALE Malumalu
Mr SAIDI Aloï-I Bya Sango

Conseil Interuniversitaire de Bukavu
CIUB
B.P. 203 Cyangugu, Rwanda
Email : ciu_secretariatexecutif@yahoo.fr

Publié avec l'appui de l'Institut Vie et Paix
Bureau de représentation de Bukavu

Imprimerie Kivu Presse
Mars 2003

PRESENTATION DU SYMPOSIUM

1.1. INTRODUCTION

Depuis le mois d'août 2002, l'Institut Vie et Paix (IVP) a confié au Conseil Interuniversitaire de Bukavu (CIUB) la réalisation d'une recherche portant sur l'inventaire et l'analyse de la documentation produite localement et relative au domaine de la construction de la paix au Nord et Sud-Kivu. La recherche a effectivement eu lieu pendant les mois d'août, septembre et octobre 2002.

L'étude faite avait entre pour objectifs de :

- identifier les universités, les centres de recherche et autres organisations du Nord et Sud Kivu actifs par leurs écrits dans la question des conflits et de paix dans la région des grands lacs ;
- faire un inventaire aussi complet que possible de la documentation produite au nord et sud Kivu relative à l'étude des conflits et de la paix ;
- produire un rapport sur l'état de lieu des travaux de recherche entrepris localement, une bibliographie aussi exhaustive que possible des documents existants accompagnés d'une analyse qualitative de chaque document ;
- préparer une réunion finale au cours de laquelle les travaux seront présentées aux acteurs congolais en commençant par une validation auprès des scientifiques.

Le présent symposium répond au dernier objectif de la consultation IVP-CIUB, dans la finalité d'une analyse sur la pertinence des thèmes de recherche, la connaissance et la maîtrise des outils théoriques, des méthodes et approches utilisées, par ceux qui font ou ont fait des recherches.

C'est aussi le lieu de produire un programme cohérent de recherche opérationnel et un cadre de travail d'une recherche inter universitaire autour du CIUB, impliquant les autres universités et centres de recherche de l'espace du CIUB, en collaboration avec les acteurs de terrain.

Etant donné la masse des productions inédites contenues dans les travaux de fin d'études et les mémoires des étudiants, un tel programme de recherche s'articulerait sur une écriture scientifique plus harmonieuse. Une telle activité serait conduite par des professionnels de la recherche engagés qu'on trouve dans les institutions d'enseignement supérieur et universitaire et les centres de recherche, avec l'appui et l'accompagnement de l'IVP et de l'Université de Gand.

En effet, la faiblesse des productions scientifiques au niveau des chercheurs locaux pourrait se justifier entre autres par le contexte mais aussi et surtout par l'absence d'un cadre approprié et des appuis conséquents. On peut souligner particulièrement l'accès limité à l'information scientifique à travers des systèmes multimédia, le manque d'un cadre de publication et de diffusion des résultats de recherche sans oublier la précarité des moyens consacrés à la recherche et aux échanges locaux et régionaux en la matière.

En dehors de quelques activités menées par les ONGs, l'étude a démontré l'absence d'un programme cohérent de recherche consacré aux conflits et à la construction de la paix. Certaines activités entamées n'ont pas pu se poursuivre. D'autres qui essaient de se mettre en place ne connaissent pas un développement systématique d'autant plus que la mobilisation des moyens aux fins de la recherche scientifique reste le cadet des soucis dans le système de financement.

Aussi, il y a peu d'ouvertures offertes aux chercheurs locaux pour investiguer sur des situations analogues d'autres régions qui ont connu ou connaissent des conflits. A ceci s'ajoute la question des contacts avec d'autres universités et centres de recherche intéressés par le sujet. Ce qui permettrait d'établir des aspects comparatifs et de s'inspirer de l'expérience des autres. Faute de cette dimension, les chercheurs locaux sont limités et ont tendance à traiter de la question en vase clos.

1.2. OBJECTIFS

1.2.1. Objectif global :

Monter un programme de travail basé sur les résultats de la recherche sur la documentation produite localement et l'évaluation des capacités des universités, centres de recherche et organisations du Nord-Kivu et du Sud-Kivu en matière de conflits et de construction de la paix, en tenant compte des besoins des bénéficiaires.

1.2.2. Objectifs spécifiques :

- identifier, ensemble avec les acteurs, les thèmes prioritaires de recherche sur les conflits et la construction de la paix au Nord-Kivu et au Sud-Kivu ;
- créer un cadre de travail sous forme de centres de paix (i) pour l'encadrement et la capacitation des chercheurs impliqués dans le programme, (ii) pour l'accès à l'information scientifique par multimédia et à une bibliothèque spécialisée sur la question, (iii) pour l'accès aux ressources et aux facilités de publication et de diffusion) ;
- arrêter des stratégies et des mécanismes (i) de publication, (ii) de diffusion des résultats de recherche sur les conflits et la construction de la paix (iii) et d'accès à l'information ;
- définir une approche appropriée pour accompagner les acteurs congolais intéressés à construction de la paix ;
- favoriser les échanges régionaux et sous régionaux sur des expériences qui contribueront à mieux cerner la question des conflits et la construction de la paix ;
- présenter un échantillon de travaux de recherche réalisés où les chercheurs locaux pourront s'inspirer des expériences des autres qui ne sont pas de l'Est de la République Démocratique du Congo.

1.3. CONTENU :

En fonction des objectifs du symposium, le contenu a été subdivisé en trois principaux thèmes :

- Thème 1. Synthèse du travail de recherche réalisé au Nord-Kivu et au Sud-Kivu par le CIUB
- Thème 2 : Echanges des expériences locales et régionales

Travaux en carrefours :

Panel 1 : *identifier avec les acteurs de terrain les thèmes prioritaires de recherche sur la transformation des conflits et de construction de la paix*

Panel 2. *Réfléchir sur les mécanismes des échanges régionaux de publication, d'accès à l'information et à la documentation, d'approches d'accompagnement des acteurs de terrain.*

- Thème 3. *Elaboration du programme prioritaire de recherche*

Axe 1 : Développement de la capacité de recherche des structures (universités, centres de recherche et organisations) et des chercheurs ;

Axe 2 : Définition des thématiques prioritaires de recherche au niveau local et régional

Axe 3 : Arrêter les mécanismes de mise en route et de fonctionnement du programme de recherche inter universitaire (cadre de travail, accès à l'information multimédia, bibliothèque spécialisée, accès aux ressources, publication et diffusion des résultats de recherche, accompagnement des structures de base, etc.)

1.4. RESULTATS ATTENDUS

- Les axes d'un programme de recherche inter universitaire sont clairement définis : les thèmes prioritaires de recherche sur les conflits et la construction de la paix au Nord-Kivu et au Sud-Kivu sont définis de commun accord avec les acteurs.
- Les stratégies et les mécanismes de rendre opérationnel ce programme sont arrêtées : un cadre de travail sous forme de centres de paix pour l'encadrement et la capacitation des chercheurs impliqués dans le programme est défini pour faciliter l'accès à l'information scientifique par multimédia et à travers une bibliothèque spécialisée sur la question, l'accès aux ressources et aux facilités de publication et de diffusion.
- Un consensus est obtenu sur l'approche d'accompagnement des acteurs congolais engagés dans la transformation des conflits et la construction de la paix;
- Des lignes concrètes de collaboration sont tracées entre d'une part le CIUB et les Universités impliquées dans la recherche et les organisations travaillant sur la transformation des conflits, et d'autre part entre le CIUB, l'IVP et l'Université de Gand.
- Un premier programme des échanges régionaux sur les expériences qui contribueront à mieux cerner la question des conflits et la construction de la paix est arrêté.
- Un échantillon de travaux de recherche réalisés et des expériences de terrain est présenté aux participants pour s'en inspirer.

1.5. CALENDRIER DES TRAVAUX

Lundi 03 mars 03

Modérateur : Professeur Augustin Bashwira Sanvura, UCB

RAPPORTEUR : ASSISTANT BYA'ENE, UEA

| Heures | Programme |
|-------------------|---|
| 08 h 00 - 08 h 15 | Accueil des participants |
| 08 h 15 - 08 h 30 | Arrivée des Autorités |
| 08 h 30 - 09 h 30 | Cérémonie d'ouverture des travaux : - Allocution Monsieur le Président du C.I.U.B. |

| | |
|-------------------|--|
| | <ul style="list-style-type: none"> - Mot de circonstance du représentant de l'IVP - Mot de circonstance de Son Excellence Monsieur Gouverneur de Province du Sud-Kivu |
| 09 h 30 -10 h 00 | Cocktail |
| 10 h 00 -11 h 00 | Présentation du programme des travaux du symposium |
| 11 h 00 - 11 h 30 | <p>Thème 1. Synthèse du travail de recherche réalisé au Nord-Kivu et au Sud-Kivu par le CIUB :</p> <p>L'état de la recherche sur la transformation des conflits et évaluation des capacités de recherche des universités, des centres de recherche et des organisations au Nord-Kivu et au Sud-Kivu. (B. Kabazimya Kabeziwa., O. Baharanyi Bya-Dunia et B. Muchukiwa).</p> <p>Les questions transversales en matières des conflits (Professeur Mugangu Matabaro, UCB).</p> <p>Les instruments d'évaluation des capacités de recherche en matières des conflits (Professeur Murhega Mashanda, ISP/Bukavu)</p> <p>Echanges et débats</p> |
| 11 h 30 - 11 h 45 | PAUSE CAFÉ |
| 11 h 45 – 12 h 30 | ECHANGE ET DEBATS |
| 12 h 30 – 14 h 00 | Repas et repos |
| 14 h 00 – 16 h 00 | Travaux en carrefours |
| 16 h 00 – 16 h 15 | PAUSE CAFÉ |
| 16 h 15 – 17 h 15 | Travaux en plénière de mise en commun des carrefours sur le thème 1 |
| 17 h 15 | Fin des travaux. Evaluation de la journée par le bureau du Symposium |

Mardi 04 mars 03

Modérateur: Professeur Murhega Mashanda, ISP/Bukavu

Rapporteur : Bosco Muchukiwa, ISDR/Bukavu

| HEURES | Programme |
|-------------------|--|
| 08 h 00 - 08 h 30 | <p>Début des travaux</p> <p>Synthèse des travaux de la première journée du 03 mars 03</p> |
| 08 h 30 –11 h 00 | <p>Thème 2 : Echanges des expériences locales et régionales</p> <p>1° Modes traditionnels de règlement des conflits dans la région des grands lacs :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les modes traditionnels de prévention des conflits (Professeur Mulyumba wa Mamba, ISP/Bukavu) ; - Le gacaca, un outil "traditionnel" de résolution des conflits gacaca: le mot et la chose (Professeur Déogratias Mbonyinkebe, UNR Butare, Rwanda); - Le conflit ethnique comme objet d'étude, quelles méthodes s'imposent (Professeur Thomas Turner, UNR Butare, Rwanda) - Construire la paix au Nord-Kivu : des initiatives |

| | |
|-------------------|--|
| | <p>habituelles aux perspectives de recherche scientifiques (C.T. Masumbuko Ngwasi, CUEG/Goma)</p> <ul style="list-style-type: none"> - Diagnostic et pistes de transformation des conflits au Nord-Kivu : cas des territoires de Beni et de Lubero , Assistant Kambale Malumalu, ISC/Beni) <p>ECHANGE ET DEBATS</p> |
| 11 h 00 – 11 h 15 | PAUSE CAFE |
| 11 h 15 -12 h 30 | <p>2° Echange régional :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la topographie des conflits à la lumière des enquêtes de terrain (Saidi, ADEPAE) ; - Les conflits dans la région des grands lacs : enjeux et perspectives (Koen Vlasseroot / Université de Gand, Belgique) <p>ECHANGE ET DEBATS</p> |
| 12 h 30 - 14 h 00 | REPAS ET REPOS |
| 14 h 00 – 16 h 00 | <p>Travaux en carrefours :</p> <p><i>Panel 1 : identifier avec les acteurs de terrain les thèmes prioritaires de recherche sur la transformation des conflits et de construction de la paix.</i></p> <p><i>Panel 2 : réfléchir sur les mécanismes des échanges régionaux, publication, d'accès à l'information et à la documentation d'approches d'accompagnement des acteurs de terrain</i></p> |
| 16 h 00 – 16 h 15 | PAUSE CAFE |
| 16 h 15 – 17 h 15 | Travaux en plénière de mise en commun des carrefours sur le thème 2 |
| 17 h 15 | Travaux en plénière de mise en commun des carrefours sur le thème 1 |
| 17 h 15 – 19 h 00 | Fin des travaux. Evaluation de la journée par le bureau du Symposium |

Mercredi 05 mars 03

Modérateur : Professeur Nyakabwa Mutabana, CUB

Rapporteur : Oscar Baharanyi Bya-Dunia, ISTM/Bukavu

| Heures | Programmes |
|-------------------|---|
| 08 h 00 - 08 h 30 | <p>Début des Travaux</p> <p>SYNTHESE DES TRAVAUX DES CARREFOURS</p> |
| 08 h 30 –11 h 00 | <p>Thème 3. Elaboration du programme prioritaire de recherche</p> <p><i>Exposé introductif suivi des travaux en trois panels</i></p> <p>Panel 1. Développement de la capacité de recherche des structures (universités, centres de recherche et organisations) et des chercheurs ;</p> <p>Panel 2. Définition des thématiques prioritaires de recherche au niveau local et régional et des mécanismes de collaboration et</p> |

| | |
|-------------------|---|
| | des échanges |
| | PANEL 3. ARRETER LES MECANISMES DE MISE EN ROUTE ET DE FONCTIONNEMENT DU PROGRAMME DE RECHERCHE INTER UNIVERSITAIRE (CADRE DE TRAVAIL, ACCES A L'INFORMATION MULTIMEDIA, BIBLIOTHEQUE SPECIALISEE, ACCES AUX RESSOURCES, PUBLICATION ET DIFFUSION DES RESULTATS DE RECHERCHE, ACCOMPAGNEMENT DES STRUCTURES DE BASE, ETC.) |
| 11 h 00 – 11 h 15 | PAUSE CAFE |
| 11 h 15 -12 h 30 | TRAVAUX EN TROIS PANELS (SUITE) |
| 12 h 30 - 14 h 00 | Repas et repos |
| 14 h 00 – 16 h 00 | Plénière des trois panels : synthèses, résolutions et mécanismes suivis |
| 16 h 00 – 16 h 15 | PAUSE CAFE |
| 16 h 15 – 17 h 00 | Cérémonie de clôture : - Lecture des résolutions et recommandations du forum - Mot des participants - Mot du représentant de l'IVP - Discours de Monsieur le Président du C.I.U.B. - Clôture des travaux par Son Excellence Monsieur Gouverneur de Province du Sud-Kivu) |
| 17 h 00 | Cocktail |

II. DEROULEMENT DES TRAVAUX

Avec l'appui de l'Institut Vie et Paix, le Conseil interuniversitaire de Bukavu a organisé du lundi 03 au mercredi 05 mars 2003 au Centre Olame, le Symposium Universitaire International sur *"la construction de la paix au Nord-Kivu et au Sud-Kivu"*. Ce symposium a réuni les délégués venant des universités, centres de recherche et organisations du Sud-Kivu (Bukavu et Uvira), du Nord-Kivu (Goma, Butembo et Beni), du Rwanda (Université de Buare), de Belgique (Université de Gand, de Suède (Institut Vie et Paix), des Etats Unis d'Amérique (Université d'Oxford).

LUNDI 03 MARS 2003

Deux activités essentielles étaient prévues ce lundi 03 mars 2003 :

- la cérémonie d'ouverture du Symposium, et
- les travaux proprement dits du Symposium.

CEREMONIES D'OUVERTURE SOLENNELLE DU SYMPOSIUM

Son Excellence Monsieur le Gouverneur de la Province du Sud-Kivu, Xavier CHIRIBANYA CIRIMWAMI a procédé, ce lundi 03 mars 2003 au Centre Olame de Bukavu, à l'ouverture solennelle du symposium universitaire international sur la construction de la paix au Nord-Kivu et au Sud-Kivu.

Pour des raisons protocolaires, l'ouverture solennelle initialement prévue à 8h30', est intervenue à 9h14'.

Etaient présents Son Excellence Monsieur le Gouverneur de Province du Sud-Kivu, le Bourgmestre de la Commune de Kadutu, les Recteurs et les Directeurs Généraux des institutions membres du CIUB ou leurs délégués, les invités et tous les participants sauf quatre qui ne sont pas arrivés à Bukavu. Il s'agit de Professeur. Dr Liboire KAGABO de l'Université Nationale du Burundi , Professeur SALISSIMBA de l'Université de Makerere de l'Ouganda, de Monsieur MATONDO KUBU TOURE de l'Université Marien Ngouabi du Congo-Brazzaville et de quelques participants locaux empêchés.

Trois allocutions ont été prononcées :

1. Allocution du Vice-Président du CIUB, Professeur Augustin BASHWIRA Sanvura.

Dans son allocution, le Vice-Président du CIUB a souhaité la bienvenue à Monsieur le Gouverneur de Province, aux invités en provenance de la Suède, de la Belgique, de la Grande-Bretagne et du Burundi ainsi qu'à tous les participants à ce symposium. Il a ensuite souligné que la présence des autorités du RCD à l'ouverture de ces travaux était un gage et une preuve de leur engagement à la paix au Nord-Kivu et au Sud-Kivu.

Présentant le Conseil Inter Universitaire de Bukavu (CIUB), le Président a relevé que le CIUB est un organisme de coopération universitaire qui regroupe six institutions publiques et privées de l'Enseignement Supérieur et Universitaire du pool de Bukavu, République Démocratique du Congo. Il existe formellement depuis juin 1998. Ces institutions membres sont :

- le Centre Universitaire de Bukavu (C.U.B.) ;
- l'Institut Supérieur de Développement Rural de Bukavu (I.S.D.R.) ;

- l'Institut Supérieur Pédagogique de Bukavu (I.S.P.) ;
- l'Institut Supérieur des Techniques Médicales de Bukavu (I.S.T.M.);
- l'Université Catholique de Bukavu (U.C.B.)
- l'Université Evangélique en Afrique (U.E.A.)

La finalité du CIUB est de canaliser toutes les activités de coopération inter universitaire des institutions membres en vue de concourir à une meilleure contribution de l'enseignement supérieur et universitaire pour la reconstruction nationale de la R.D.C., notamment en mettant sur le marché de l'emploi des produits bien formés, revalorisés et compétitifs.

Le CIUB vise à renforcer les capacités de travail en synergie afin de mieux réaliser les projets et les programmes d'action.

Ce symposium, a-t-il déclaré, vient à propos compte tenu de l'actualité du sujet en République Démocratique du Congo ou dans la région des Grands Lacs où les conflits datent de plus d'une décennie.

2. Allocution du Représentant de l'IVP en RDC, Monsieur Hans ROMKEMA.

L Représentant de l'Institut Vie et Paix à Bukavu a remercié le CIUB pour lui avoir accordé la parole dans ces assises combien importantes regroupant les hommes et les femmes chercheurs. Il a par la suite féliciter l'organisateur pour avoir su mobiliser autant de cerveaux pour venir échanger sur les questions de la paix et des conflits dans la Région des Grands Lacs, le Kivu, le Congo et les pays voisins. Ceci constitue une marque de crédibilité du CIUB.

En présentant l'Institut Vie et Paix, il a souligné c'est une organisation œcuménique internationale qui pour objectif principal d'accompagner les initiatives de paix. L'Institut Vie et Paix a été créé en 1984 à Uppsala en Suède, à la suite d'une conférence œcuménique internationale sur la vie et la paix rassemblant les différentes confessions chrétiennes d'Afrique, d'Asie, d'Amérique et d'Europe en 1983 dans la même ville d'Uppsala. Ces dernières s'interrogeaient sur le rôle qu'elles devaient jouer pour protéger la vie et promouvoir la paix dans cette période caractérisée par l'éventualité d'un affrontement atomique entre l'URSS et les Etats-Unis. La Conférence appela donc les Eglises à développer des programmes d'éducation à la paix. L'IVP est opérationnel en République Démocratique du Congo depuis juin 2002. Les premiers contacts remontent à l'année 2000.

C'est sur base de l'objectif susmentionné que l'IVP a appuyé la recherche menée par le CIUB sur l'inventaire et l'analyse de la documentation produite localement relative à la construction de la paix au Nord-Kivu et au Sud-Kivu afin non seulement de faire un état de lieu mais aussi et surtout d'accorder aux chercheurs un cadre d'échange dans l'objectif de leur permettre de définir des pistes de recherche répondant au contexte conflictuel du Nord et du Sud-Kivu.

Enfin, il a exprimé le souhait de voir :

- la recherche et les actions être plus coordonnées qu'avant ;
- les acteurs pour la paix et les chercheurs marcher la main dans la main afin de se compléter et de renforcer mutuellement ;

- l'approche recherche-action être intégrée dans tous les programmes de transformation des conflits ;
- les chercheurs locaux publier et partager avec le public intéressé et concerné les résultats de leur recherche.

3. Le Gouverneur de Province du Sud-Kivu, Monsieur Xavier CHIRIBANYA

Il a souhaité la bienvenue à Bukavu à tous les participants du Symposium. Il a tenu à féliciter les universités pour avoir pris cette initiative de réfléchir sur la construction de la paix et de faire de cette matière l'objet de la recherche. Sous d'autres cieux, a-t-il affirmé, ce sont les universités qui réfléchissent sur la paix. Ici, les universités sont en retard.

Le RCD/Goma attend beaucoup des résultats de ce symposium et encourage le CIUB à mener des recherches qui permettront au mouvement de militer pour la paix.

Il a également félicité l'IVP pour l'appui financier. A la fin, , au nom du Président du RCD, il a déclaré ouverts les travaux du Symposium Universitaire International sur "la construction de la paix au Nord-Kivu et au Sud-Kivu".

Un cocktail a été pris à l'honneur du Gouverneur, des invités et des participants.

La deuxième activité de la journée était les travaux proprement dits du Symposium qui ont commencé à 10h16'.

TRAVAUX DU SYMPOSIUM

2.1. RESTITUTION DU TRAVAIL DE RECHERCHE RÉALISÉE AU NORD-KIVU ET AU SUD-KIVU PAR LE CIUB

2.1.1. Présentation du programme

Avant de présenter le programme de la journée, le Rapporteur Général, CT Me Basile KABAZIMYA a tenu à expliquer aux participants les modalités pratiques. C'est ainsi qu'il a présenté les outils du travail et le livret jaune qui contient les directives du Symposium , la modération du jour assurée par le Professeur Augustin BASHWIRA SANVURA et le rapportage par l'Assistant Pasteur Nelson BYA'ENE. La traduction en anglais a été confiée à une étudiante de deuxième licence Anglais/ISP. Quatre hôtes étaient chargées de l'accueil et de la distribution des documents de travail. Les charges prises par l'organisation du symposium étaient expliquées dans les invitations distribuées. Les textes des communications devaient être déposés au Secrétariat du symposium pour la saisie et la distribution.

Dans la matinée, le programme de la journée comprenait trois exposés axés essentiellement sur la restitution de la synthèse de la recherche réalisée au Nord et au Sud-Kivu par le C.I.U.B. :

1. *Monographie des Structures locales de Recherche et état de la production scientifique*, par CT Basile KABAZIMYA KABEZIWA, ISP/Bukavu ;

2. *Présentation des thématiques récurrentes et ponctuelles par rapport à la diversité des contenus et des regards* par Oscar BAHARANYI
3. *Qualité et capacité des recherches des universités, centres de recherche et des organisations*, par CT Bosco MUCHUKIWA, ISDR/Bukavu.

Dans l'après-midi : deux exposés ont été présentés :

- 1) *Les instruments d'évaluation des capacités de recherche en matière de transformation des conflits et de construction de la paix*, par Professeur MURHEGA MASHANDA, ISP/Bukavu.
- 2) *Les questions transversales dans l'étude des conflits au Nord et au Sud-Kivu*, par Professeur Séverin MUGANGU MATABARO, UCB

La méthodologie

La méthodologie ci-après a été suivie :
l'orateur expose pendant vingt minutes ;
puis suivent les échanges ;

- les questions sont posées à tous les intervenants,
- chaque intervenant répond aux questions qui lui ont été adressées.

2.1.2. Synthèses des exposés

2.1.2.1. " MONOGRAPHIE DES STRUCTURES LOCALES DE RECHERCHE ET ETAT DE LA PRODUCTION SCIENTIFIQUE "

Par CT Me Basile KABAZIMYA Kabeziwa.

L'orateur a d'abord présenté la typologie des acteurs impliqués dans les travaux de recherche. Trois catégories de structures locales sont concernées dans la production des travaux de recherche sur la transformation des conflits et la construction de la paix au Nord-Kivu et au Sud-Kivu . il s'agit des institutions de l'enseignement supérieur et universitaire, des centres de recherche et des organisations dans les pôles d'Uvira, Bukavu, Goma, Butembo et Beni.

a) Institutions de l'enseignement supérieur et universitaire :

| localisation | institution de l'ESU |
|--------------------------|--|
| Uvira | -Institut Supérieur de Gestion et Management, ISGM ; -Université du CEPROMAD/ISGEA ; -Institut Supérieur de Techniques Commerciales, ISTC |
| Goma : | - Université Libre des Pays de Grands Lacs (ULPGL) avec un Centre Africain de Recherche et d'Education pour la Paix et la Démocratie (CAREP), en léthargie ; - Centre Universitaire Extension de Goma (UNIKIS/CUEG) avec trois articles en projet et cinq mémoires en rédaction. |
| Butembo, Beni et Lukanga | - l'Université Catholique du Graben avec un Centre de Recherche Interdisciplinaire du Graben (CRIG) qui contient trois articles et un bon nombre de TFC et de TFE. - L'Institut Supérieur de Commerce, ISC/Beni, avec un seul TFC ; - l'Université Adventiste de Lukanga, UNADEL, s'intéresse à la question mais ne publie pas. |
| Bukavu | - le Centre Universitaire de Paix, C.U.P., mène des recherches sur les conflits et la construction de la paix ; - l'Institut Supérieur Pédagogique avec un Centre de Recherches Universitaires au Kivu, ainsi que les publications de mémoires du département d'Histoire de 1990 à nos jours ; - l'Université Catholique de Bukavu (U.C.B.), avec un Centre de Formation et d'Etudes sur la Gestion et la Prévention des Conflits dans la Région des Grands Lacs (CEGC) au sein de la Faculté de Droit qui a déjà organisé un séminaire et publié un ouvrage et trois articles ainsi que quatre mémoires de licence ; - le Centre Universitaire de Bukavu (C.U.B.) avec neuf TFC et TFE de la Faculté des Sciences Sociales, Administratives et Politiques ; - l'Institut Supérieur de Développement Rural (I.S.D.R.) avec un Centre de Recherche pour la Promotion Rurale (CERPRU). |

b) Centres de Recherche

| Localisation | Centres de Recherche |
|--------------|----------------------|
| Uvira | - |

| | |
|--------------------------|---|
| Goma : | CAREG/ULPGL a publié un rapport de séminaire de réflexion |
| Butembo, Beni et Lukanga | CRIG/UCG vient de publier la revue "Parcours et Initiatives" et un ouvrage |
| Bukavu | <ul style="list-style-type: none"> - CERUKI/ISP Bukavu - CEGC/UCB a organisé un séminaire sous-régional sur les "Droits de l'homme dans la région des Grands Lacs : réalités et illusions". - Le CERPRU/ISDR publie les actes des colloques et des journées scientifiques organisés par l'ISDR et une revue "Les Cahiers du CERPRU". |

c) Organisations du Nord-Kivu et du Sud-Kivu

| localisation | Organisations |
|--------------------------|--|
| Uvira | - l'UGEAFI, la MIJAS et le CADI |
| Goma : | L'Institut Pole et la Campagne pour la Paix |
| Butembo, Beni et Lukanga | |
| Bukavu | - BECILAC, l'AFECEP et Héritiers de la Justice |

2° L'orateur a dégagé huit thématiques (thèmes récurrents) dans les documents produits localement :

- les modes traditionnels de prévention des conflits ;
- les conflits dans les entreprises et dans l'administration ;
- les conflits de pouvoir coutumier ;
- la formation de l'Etat ;
- les résistances populaires
- les conflits fonciers et ethniques ;
- la nationalité et les problèmes connexes.

3° Démarches méthodologiques

a. Composition de l'équipe

Le CIUB a confié la responsabilité scientifique de la recherche au CEGC/UCB sous la supervision de trois professeurs : un juriste, un anthropologue et un psychopédagogue. L'équipe de recherche était composée de trois chefs de travaux : un psychopédagogue, un géographe et un finaliste en développement.

b. Techniques de recherche

- un questionnaire et un canevas de collecte des informations élaborés par l'équipe de travail et approuvés par l'I.V.P. ;
- ce canevas propose deux grilles de lecture des travaux, l'une relative à l'analyse critique et l'autre à son évaluation.

c. Collecte d'informations des données

Le CEGC a réparti les chercheurs et les superviseurs sur le terrain : le premier à Goma, le second à Butembo et à Beni et le troisième à Uvira. Les trois chercheurs ont travaillé ensemble sur la ville de Bukavu, sous la supervision des Professeurs.

d. Résultats attendus

- Un rapport sur l'état de s lieux de recherche des documents existant, leur analyse qualitative, une bibliographie analytique;
- un rapport sur la connaissance et la maîtrise des outils théoriques et des méthodes ou approches;
- un rapport d'analyse sur la pertinence des thèmes de recherche et le degré ou l'effort d'objectivité dans les travaux réalisés.

2.1.2.2. "PRESENTATION DES THEMATIQUES RECURRENTES ET PONCTUELLES PAR RAPPORT A LA DIVERSITE DES CONTENUS ET DES REGARDS"

par CT Oscar BAHARANYI - Bya - Dunia

Huit principales thématiques ont été inventoriées:

- Les conflits dans les entreprises et dans l'administration. Six travaux de fin d'études traitent de ce sujet.
- Les conflits de pouvoir coutumier.

Un seul travail de fin de cycle s'intéresse à ce sujet qui est du reste apparenté aux modes traditionnels de règlement des conflits.

- La formation de l'Etat, l'autorité politico-administrative et les crises socio-politiques dans les territoires du Nord-Kivu et du Sud-Kivu.

Quatorze travaux répertoires et bien d'autres en vie de publication.

Ce sujet intéresse beaucoup les étudiants à cause des enjeux politiques.

- Les migrations et les conflits interethniques

Sept travaux répertoriés estiment que les immigrations sont la cause fondamentale des conflits. Il s'agit ici de l'immigration des Rwandais.

- Les résistances populaires

Cinq ouvrages traitent de cette question et trouvent que les causes de cette émergence de la résistance populaire des mayi-mayi sont:

- Le sectarisme exagéré dans la gestion de la chose publique
- La question de la nationalité
- La lutte pour la sauvegarde des intérêts des groupes
- La proximité de la province avec des pays où règne l'ethnisme à outrance.
- Les conflits fonciers et ethniques
- La nationalité et les problèmes connexes

Huit travaux dont deux mémoires, trois articles scientifiques et trois travaux de fin de cycle s'intéressent à la question et trouvent que la question de nationalité se pose avec acuité dans les provinces du Nord-Kivu, du Sud-Kivu et du Katanga.

- Les modes traditionnels de prévention des conflits.

Vingt-cinq travaux ont été repérés dont un ouvrage, un article, onze mémoires de licence, huit travaux de fin de cycle et quatre rapports.

2.1.2.3. «QUALITE ET CAPACITE DES RECHERCHES DES UNIVERSITES, CENTRES DE RECHERCHES ET DES ORGANISATIONS DE LA SOCIETE CIVILE »

Par C.T Bosco MUCHIKIWA

Cette question des chapitres, 3, 4 et de la conclusion du document étudié est présentée en 3 points .

1. Domaine de recherche et répartition des centres d'écrits

Quatre créneaux de recherche sur les conflits ont été explorés par les étudiants sous la direction des professeurs :

- La nationalité
- Les conflits armés
- Les conflits de pouvoirs coutumiers
- Les conflits de terre.

Les travaux des étudiants présentent un intérêt de fournir des données empiriques, de s'intéresser aux tensions éphémères mais leurs investigations sont restées superficielles au niveau des informations difficilement vérifiables. La recherche scientifique conduite par un personnel compétent est restée marginale par l'absence d'une politique de recherche soutenue.

Pourtant, la recherche scientifique aurait joué dans ce contexte de conflictualité quatre fonctions essentielles :

- Proposer des solutions ;
- Faire la prospective,
- Revisiter le passé
- Prévoir les actions.

La recherche scientifique est peu productive sur les conflits et la construction de la paix.

Les organisations de la société civile ont présenté des problématiques peu pertinentes afin de capter l'attention des bailleurs des fonds pour des projets de développement.

2. La Méthodologie et formulation des problématiques de recherche

Les travaux des étudiants présentent des hypothèses peu cohérentes et fiables. Les méthodes et approches empruntées pour expliquer les faits sont peu élaborées. Leurs recherches attachent l'importance à des données empiriques. Peu d'efforts de conceptualisation, de recours aux théories modernes sur les approches des conflits et sur l'analyse des faits de société. Les bibliographies sont limitées.

3. Les échelles de recherches sur les conflits et la paix

Les études se situent à trois échelles :

échelle réduite : les études cherchent à expliquer les tensions entre les individus, les expliquer les groupes restreints, les communautés religieuses

échelles macro : les études cherchent à comprendre les conflits structurels qui menacent les équilibres sociaux

échelle supra-nationale : les études ont pour but de comprendre les conflits nationaux à partir de la dimension internationale et de proposer la résolution à partir du haut.

Après-midi

2.1.2.4. « LES INSTRUMENTS D'ÉVALUATION DES CAPACITÉS DE RECHERCHE EN MATIÈRE DE TRANSFORMATION DES CONFLITS ET DE CONSTRUCTION DE LA PAIX ».

Par Pr. Dr. MURHEGA MASHANDA

Trois axes principaux ont été pris en compte :

Instruments d'évaluation relatifs aux produits de la recherche présentés sous forme d'un rapport scientifique

Instruments d'évaluation liés aux chercheurs

Instruments d'évaluation des structures de recherche

1. Résultats des recherches

L'orateur a montré que le but d'un rapport scientifique est de communiquer à des lecteurs déterminés le problème à résoudre, les méthodes utilisées pour comprendre et résoudre le problème, les résultats de la recherche et les conclusions inférées des résultats.

L'objectif n'est pas de convaincre les lecteurs mais leur permettre d'inférer leurs propres conclusions.

La grille d'évaluation comporte dix éléments : la question de départ, la problématique, les hypothèses, la revue de la littérature, la méthodologie, les résultats, la discussion des résultats, la conclusion, les références bibliographiques et les annexes

2. Evaluation des capacités de recherche

Il comprend cinq éléments :

Les motivations à la base d'une recherche en matière de transformation de conflit et de construction de la paix.

L'objectif de la recherche

Les qualités particulières exigées d'un chercheur

Les connaissances nécessaires à acquérir

Les disciplines en rapport avec les recherches en matières de conflit et la construction de la paix .

3. Grille d'évaluation institutionnelle pour un centre de recherche

Elle repose sur six éléments :

Analyse de la gouvernance de la structure

Analyse du leadership

Analyse des objectifs du centre

Analyse des résultats du centre

Analyse de l'efficacité de moyens mis en œuvre pour le fonctionnement du centre

Analyse de la viabilité du centre.

4. Pistes de recherche

Quatorze thèmes ont été inventoriés par le CIUB :

- Les modes de production des biens et la problématique de la démocratie ;
- L'avenir des Twa ou des pygmées dans la région des Grands Lacs ;
- La pression démographique et la pauvreté comme source des conflits ;
- La contestation du pouvoir et le clivage entre les modes de succession ;
- Le droit à la terre et les conflits fonciers,
- La promotion et l'entretien de la paix dans un contexte des tensions ;
- L'histoire internationale et la culture de la paix ;
- La culture africaine et la construction des grands ensembles politiques ;
- Le nationalisme frein au moteur à l'union de l'Afrique ;
- L'occident et la construction de la paix en Afrique ;
- Le mythe bantou opposé aux Hamites,
- Le rôle des médias dans la transformation des conflits ;
- Les migrations anciennes et modernes ;
- La construction et le développement de l'Afrique face aux enjeux de la mondialisation-globalisation.

A l'issue de cet inventaire, le CIUB a focalisé à première vue les recherches sur sept axes thématiques ci-après :

- Les conflits de nationalité, les conflits identitaires ;
- Les conflits frontaliers, les conflits religieux,
- Les conflits territoriaux, les conflits de prestige et d'intérêts ;
- Les conflits interethniques ;
- Les conflits de pouvoirs ;
- Les conflits fonciers, les conflits, les conflits d'intérêts ;
- Les conflits sociaux divers.

5. Les questions transversales

Quatre questions transversales se sont dégagées :

- Les mutations internes et des recompositions sociales qui débouchent sur des conflits
- Les interventions politiques en terme des lois sur la nationalité, sur la création de nouvelles entités territoriales générées par le pouvoir et qui entretiennent ou attisent les conflits ;
- Le rapport entre l'Etat, la paysannerie et les pouvoirs politiques locaux ;
- Les conflits et les enjeux fonciers autour des pouvoirs économiques des communautés et/ou des entités administratives, les enjeux régionaux, la gouvernance locale et se différencient dans les conflits.

6. Les dimensions comparatives

La présentation des problématiques et hypothèses est fort pertinente mais les positions sont volontaristes, humanitaristes et dichotomiques.

Les solutions proposées pour transformer les conflits ne sont pas réalistes et ne tiennent pas compte du contexte historiques et culturel, et de la dynamique territoriale.

7. L'avenir de la recherche scientifique au Nord-Kivu et au Sud-Kivu

Le CIUB voudrait développer un programme de recherche pour:

- encourager les potentialités existantes ;
- démarrer un observatoire des conflits et de paix ;
- favoriser le groupement des chercheurs autour d'un professeur ;
- organiser un colloque sous-régional sur la transformation des conflits et la paix.

Débats et échanges

Les échanges se sont déroulés en deux temps :

- Dans un premier temps, il a été question d'éclaircissement :
- le Carep n'a pas publié qu'un seul numéro. En 1998, il a organisé un colloque à Bujumbura sur la bonne gouvernance, colloque qui regroupait toutes les universités de la sous-région. Il est devenue un centre interuniversitaire.
- L'UCG est dotée d'une bibliothèque
- Trois femmes ont dirigé la production de l'AFECEF et non deux.
- Il existe quelques points de lacune et d'inexactitude dans la présentation des institutions.
- Dans un deuxième temps, des questions ont été adressées aux trois intervenants :
- Sur la question d'inventorier des ressources humaines pour avoir l'information sur la mobilité des professeurs, il a été dit que cela est une préoccupation du CIUB en vue de capitaliser ces potentialités. Cela a été l'objet du dernier Forum organisé par le CIUB.
- Au sujet des chercheurs privés et indépendants, ils n'existent pas sauf à l'Institut Pole. A l'étranger, par contre, on trouve ces chercheurs pour de grands espaces qui publient dans des grandes maisons d'édition.

Il nous faut donc une démarche complémentaire pour accéder à ce genre d'information.

- Sur la question d'identifier les acteurs du conflit et de proposer des pistes de résolutions aux pouvoirs coutumiers, il a été dit que le travail présenté est celui de l'analyse des écrits sur les conflits et non le conflit lui-même.
- Il a été relevé l'inertie des universités dans les recherches sur la construction de la paix.

Des raisons de cette inertie sont les suivantes :

- les enseignants sont partagés entre différentes universités pour des raisons de survie. On travaille dans un contexte de crise de sorte que le budget de ces institutions provient du minerval dont le gros est réservé à la prime des enseignants. Le fond alloué à la recherche est inexistant. Seules l'UCB et UCG ont bénéficié d'un fond de recherche en provenance de l'étranger.
- A la question de savoir s'il n'y a pas lieu de séparer le droit de terre du problème de nationalité, il a été dit qu'il faut nécessairement le séparer. Il faudra alors noter trois approches ; les populations autochtones considèrent que les entités qui ont existé constituaient déjà des nations. Les peuples qui ont apporté leur capital social et leur capital de richesse, la terre, peuvent jouir de tous les droits du pays. Selon ce principe, les immigrants n'ont rien apporté à la nation en terme de capital social et de

richesse, en s'établissant sur un territoire donné et en accédant à des fonctions politico-administratives ou militaires ; ils sont considérées comme des usurpateurs par les autochtones.

La nation est considéré comme un état d'esprit. En Afrique, et surtout en République Démocratique du Congo, le nom du chef est attribué souvent au territoire et à la population.

- Quant au conflit entre les parcs et les autres espaces protégés et les terres habitées, il a été souligné qu'il faudra, pour résoudre ce conflit, développer l'agriculture et l'élevage intensifs .
- A la question de savoir pourquoi les chercheurs du CIUB n'ont pas exploité l'ouvrage de GANYAMACUMBI, qui est du reste, approprié au thème traité, il a été expliqué que ce livre a été lu et analysé. C'est une omission de la part du dactylographe.

5^{ème} exposé :

2.1.2.5. LES QUESTIONS TRANSVERSALES DANS L'ETUDE DES CONFLITS AU NORD ET AU SUD-KIVU

Par Pr Dr Séverin MUNGANGU

L'exposé s'est articulé sur quatre points essentiels

Les prolégomènes dégagent les questions transversales à traiter : L'orateur s'appuie sur proposition suivante de W. Zartman qui suggère six causes de conflit en Afrique : la lutte des régimes autocratiques, la survivance des mouvements de libération nationale, les territoires mal définis, les rivalités structurelles et internationales, l'emballlement des moyens stratégiques. Il constate que les questions transversales dans l'étude menée au Nord et au Sud-Kivu recoupent ces différentes causes identifiées par W.Zantman. Il s'agit des enjeux politiques et territoriaux, des dynamiques régionales et de la recomposition des alliances, des enjeux fonciers et de la problématique de la nationalité, des aspirations communes qui apparaissent en filigrane dans les études localement proposées.

1. Enjeux politiques et enjeux territoriaux

Les conflits au Nord et au Sud-Kivu reproduisent une dynamique politique déclenchée à l'aube de l'indépendance et des atermoiements sur la forme de l'Etat et l'organisation administrative. La réforme territoriale de 1962 a mis en évidence l'enjeu territorial dans les conflits en cours en République Démocratique du Congo. Un nouveau tracé des frontières provinciales plus respectueux des affinités entre les communautés congolaises était envisagé.

Au Nord-Kivu, la création du territoire de Gishari sera à l'origine d'un conflit récurrent opposant les populations banyarwanda aux autres communautés de la région . Il en est de même de la création du Parc National des Virunga (PNVI) et de la Province du Nord-Kivu.

Au Sud-Kivu, l'opposition entre les élites traditionnelles et modernes met à jour un problème de conception du rapport à l'autorité étatique. Il faut signaler également des conflits anciens entre Ngweshe et Kabare et récents Bashi-Barega, et la

création des territoires de Bunyakiri et surtout de Minembwe qui laissent penser qu'une escalade est prévisible.

2. Des aspirations communes

Trois éléments récurrents sont à relever : l'équivoque exaltation de la paix ; la recherche de bien-être, la légitimité des institutions gouvernementales et le respect de l'intégrité territoriales d'autres Etats.

3. Dynamiques sociales et recompositions des alliances

Il s'agit ici :

- de l'exil des Rwandais et des Burundais en République Démocratique du Congo, en Ouganda, en Tanzanie et au Kenya
- de l'intégration des réfugiés banyarwanda en République Démocratique du Congo, et en Ouganda
- de l'expulsion par Milton Obote des réfugiés banyarwanda, considérés comme partisans de Museveni qui a gagné le maquis de celle des familles Banyankore et Bahima qualifiés des subversifs.
- De l'invasion du Rwanda par l'Armée Patriotique Rwandaise, APR.
- De la politique du gouvernement Habyarimana de vouloir établir les Rwandais dans leurs pays d'accueil ou consacrée par la ratification de la convention sur la libre circulation et le droit d'établissement dans les Etats membres de la CEPGL
- De la question de l'unité nationale au Burundi après les événements de Ntega et de Marangara en Août 1988 ;
- De la fragilité du « parrain congolais » sur fond de pauvreté et d'opposition radicale en République Démocratique du Congo,
- De la montée des groupes de résistants locaux ;
- De la guerre menée par l'AFDL

4. Enjeux fonciers et problématique de la nationalité

Les sociétés de la Région des Grands Lacs sont décrites comme des sociétés féodales. Des liens de dépendances personnelles se construisent à partir des transactions foncières.

ECHANGES et DISCUSSION

- Par rapport aux chefs coutumiers, ils n'ont pas été invités à ce symposium parce que ce cadre regroupe les universités, les centres de recherche et les organisations qui doivent réfléchir sur un programme de recherche sur la construction de la paix au Nord et au Sud-Kivu.
- Concernant l'analyse de la capacité de gestion et de projet de recherche, l'accent a été mis sur la cohérence de la gestion d'un centre de recherche. Par exemple si le Professeur Murhega Mashanda et le CT Masumbuko géraient ensemble un centre de recherche, chacun serait apprécié en fonction de sa capacité de chercher des financements locaux (chez les étudiants) ou extérieur pour ses programmes et son fonctionnement.
- L'évaluation des instruments proposés a été centrée trois catégories d'outils de collecte des données, d'analyse et d'utilisation ou d'exploitation sur base desquels il faut les évaluer et apprécier les chercheurs qui les manipulent.

- Quant au rapport entre les résultats et la problématique, l'accent a été mis sur la critique interne des résultats qui consiste à situer, par des contradictions ; les résultats dans un contexte, à se détacher de ces résultats et examiner la réalité.
- L'exposé de C.T. Bosco Muchukiwa a sous-estimé, dans sa communication, la qualité de chercheurs, en particulier les étudiants, sous estimant en même temps ou indirectement les encadreurs qui sont les enseignants membres du personnel académique ou scientifique. Cette sous estimation apparaît donc gratuite et devra être nuancée.
- Il est clairement ressorti la nécessité d'accompagner les chercheurs par des formations complémentaires en matière de négociation, de médiation, de réconciliation.
- Il est aussi été démontré qu'il existe quand même des centres de recherche qui malheureusement ne réunissent pas les conditions requises au Nord ou au Sud-Kivu. Des besoins d'accompagnement et de capacitation en gestion et en méthodologie de recherche ont dégagés au niveau des responsables et des chercheurs. Aussi, Il faut-il un test de recrutement des chercheurs.
- Les participants ont apprécié le texte de rapport de recherche et l'ont jugé de bien fait en dépit de quelque lacunes signalées. Cependant, les exposés de restitution de la recherche sont allés au-delà dudit document comme fruit des différentes rencontres.
- L'exposé du Pr. Dr. Séverin MUGANGU s'inscrit dans le cadre du symposium dégage les questions transversales qui traitent de ce qui est commun à l'ensemble des travaux diversifiés. Son mandat était de clarifier ces questions et de relever les débats au-delà dudit document pour élaborer un programme de recherche.
- Après les échanges, il a été constaté que l'ethnisme ne fait pas partie des questions transversales parce il véhicule tout simplement un discours mobilisateur au profit des politiciens pour accéder au pouvoir et aux nouvelles terres. L'ethnisme est un discours mobilisateur qui occulte les enjeux fonciers des acteurs. Mais le rôle du discours d'ethnisme peut constituer une question transversale. De même, les enjeux politiques et territoriaux sont des exemples des questions transversales.
- Au sujet de savoir si avant la question Banyamulenge, l'enrôlement des jeunes banyamulenge dans l'APR et la création du territoire de Minembwe, il n'existait pas d'autre conflits dans la contrée, il a été rappelé que les Banyamulenge ont bataillé pour obtenir cette entité comme solution à leur problème. Mais de l'autre côté, les Babembe et le Balega considèrent que leur territoire ancestral a été morcelé. Cependant, il faut le remarquer, le contrat du Professeur Séverin MUGANGU dans ce symposium n'était pas de traiter des cas particuliers.
- Quant à la question du rôle de l'universitaire dans la construction de la paix, quatre points ont été soulignés. L'universitaire doit fournir des explications ; exploiter la réalité qui est diversifiée. La réalité, c'est la paix et cette aspiration est équivoque. Dans les écrits qui ont fait l'objet de la recherche du CIUB, on conclut que pour avoir la paix, il faut que chacun rentre chez lui. Le rôle de l'universitaire ici est de dépassionner les débats, produire des écrits qui ne sont pas chargés d'émotion. Il doit clarifier un certain nombre des faits qui ont été manipulés et travailler en toute objectivité. Plusieurs travaux de recherche étayaient des arguments qui soutiennent une cause et l'auteur se cache ainsi derrière le manteau de chercheur. Il doit enfin proposer des modèles capables de construire la paix.

- A la question de savoir si l'on connaît les causes des conflits de notre Région des Grands Lacs , pourquoi ne pas s'inspirer des modèles occidentaux pour les résoudre, il a été souligné que les modèles ne sont pas transposables. Les modèles occidentaux sont des compromis existentiels obtenus à l'issue des combats sans vainqueurs dans des contextes bien précis. Chez nous, les causes ne sont pas encore connues, on peut tout simplement donner des explications plausibles. La recherche continue à ce sujet.

Idées maîtresses de la journée

De ces débats riches et enrichissants, ressortent des idées maîtresses suivantes :

- La nécessité d'avoir un programme de recherche sur la construction de la paix. Le besoin d'avoir des équipes pluridisciplinaires pour élaborer des modèles de travail pour appréhender la complexité des conflits. Le travail doit se faire en synergie.
- La formation multidisciplinaire du chercheur et la formation en gestion d'un centre de recherche.
- Le souci de revisiter le passé et de mettre à la disposition des acteurs politiques et du peuple des idées nouvelles, objectives qui permettent une acceptation mutuelle.
- La volonté de développer l'agriculture et l'élevage pour essayer de résoudre les conflits entre les parcs et les espaces habités.
- Le besoin d'avoir une documentation récente et adéquate sur la question et de fonds de recherche dans la construction de la paix.
- La volonté de voir la femme jouer le rôle qui lui revient dans la construction de la paix
- Le besoin d'inventorier les ressources humaines pour les capitaliser.
- La volonté de continuer les recherches pour améliorer la qualité du document sur l'état de recherche dans la construction de la paix au Nord et au Sud-Kivu produit par le CIUB d'une part, et d'autre part à contribuer à l'amélioration de sa qualité.
- L'inertie des universités dans la construction de la paix et la volonté de mettre sur pied un observatoire de paix.
- La mise sur pied des programmes de recherche - action pour la production d'un meilleur ouvrage sur les résultats de la recherche scientifique dans le milieu ambiant.
- La création d'une bibliothèque centrale du CIUB spécialisé sur la construction de la paix

MARDI 04 MARS 2003

2.2. ECHANGES REGIONALES EN MATIERES DE TRANSFORMATION DES CONFLITS

La journée a débuté par la lecture de la synthèse de travaux du 03 mars 2003. Il a été recommandé au rapporteur d'élaguer des éléments non importants.

Concernant la journée du 04 mars 2003, les participants ont suivi sept communications; ces exposés ont été suivis des travaux en atelier sur cinq questions essentielles devant conduire au montage d'un programme de recherche sur la construction de la paix au Nord-Kivu et au Sud-Kivu.

Par rapport à chaque exposé, on peut retenir les idées maîtresses suivantes :

2.2.1.« MECANISMES LOCAUX ET TRADITIONNELS DE RESOLUTIONS DES CONFLITS »

Professeur Barnabé MULYUMBA wa Mamba, ISP/Bukavu

La communication a insisté sur le processus de formation des conflits (gestation, latence et éclatement). Les conflits mettent sur scène les individus ou les groupes (acteurs) autour des (enjeux) besoins alimentaires, sexuels ou territoriaux (de protection, sécurisation et de reproduction, production de l'espace). L'auteur a procédé à une typologie des conflits (d'objectivité, cognitif et affectif), conflits selon quatre acteurs (conflits par individu, conflit entre groupe), conflit verticale, conflit selon des positions sociales, conflit vertical, conflit selon la durée (conflit passager, conflit permanent, conflit selon le cercle social, conflit interne, conflit externe).

L'auteur a trouvé que la société lega a couvert des modes de prévention des conflits dont l'anthroponymie pacigène (identification de la personne). C'est dire que l'auteur a identifié des mécanismes de prévention et des mécanismes curatifs école de vie/initiation. Ex : la couture genya des Tolondoli de Kisangani, le swahili et Bwami chez les Balega). Ces institutions font partie de l'école de vie ou initiation, ce sont des institutions culturelles de contrôle social. A partir des mécanismes de prévention ou curatif de procéder aux cérémonies de médiations conduisant au recouvrement de la haine, à la décision.

L'auteur a proposé de revisiter les savoirs traditionnels, le reste des chefs coutumiers, les formations d'insertion et de socialisation des immigrants pour pacifier les relations sociales. Il souligne qu'il faut tenir compte du contexte et des évolutions récentes, de cerner les enjeux des conflits actuels dont le pouvoir, l'identité, le territoire et l'argent.

Commentaire.

Le texte de l'exposé du Professeur a été lu à l'attention des participants et a été versé dans le débat général. Il a été demandé à l'auteur d'enrichir le document avec des exemples d'autres communautés locales du Sud-Kivu et de dégager les mécanismes qui régissaient les modes traditionnels de conflits dans la zone couverte par son travail au lieu de se limiter aux lega

2.2.2. « CONSTRUIRE LA PAIX AU NORD-KIVU : DES INITIATIVES HABITUELLES AUX PERSPECTIVES DE RECHERCHE SCIENTIFIQUES »

Par Denis Masumbuko Ngwasi, Chercheur
Centre Universitaire Extension de Goma

L'auteur a posé la question de l'absence des dynamiques localisées de conflits qui charrient des problématiques connexes des conflits fonciers, de nationalité, les affrontements interethniques, les guerres ouvertes, etc. Des problématiques connexes ont nécessité des initiatives de paix qui ont pris des orientations diverses selon les aptitudes des intervenants et des opportunités offertes par les organismes d'assistance. L'auteur propose que la recherche scientifique soit coordonnée autour des savoirs traditionnels, les savoirs de vie en matière de paix, d'élaboration

des connaissances nouvelles, des outils d'accompagnement. Une telle orientation de la recherche nécessite une structuration des chercheurs universitaires en réseau autour des thématiques sur la transformations des conflits.

2.2.3. « TOPOGRAPHIE DES CONFLITS A LA LUMIERE DES ENQUETES DE TERRAIN »

Par SAIDI Aloï-I Bya Sango, ADEPAE

La topographie des conflits (Kalehe, Fizi, Uvira) localise les espaces des conflits violent, latents et non conflictuel. L'intervenant a abordé la question de typologie des conflits : ouverts / latents, selon l'activité et les échelles. Il a trouvé que les sociétés qu'il a enquêtées étaient organisées en familles, clans et tribus. Au cours de leur existence, elles ont inventé des modes de résolution des conflits dont la négociation, la médiation, la conciliation, l'arbitrage. Il stigmatise la manipulation politique comme source des conflits au niveau local et propose de transformer les conflits en tenant compte des échelles des conflits, de la complexité. Il suggère de faire des études sur des modes traditionnels de prévention et de résolution des conflits autour des cadres traditionnels comme le Lubunga, le Bushonga, etc au vu de leur objectif et importance sociale et historique.

2.2.4. « POUR UNE ANALYSE SOCIALE DES GUERRES EN AFRIQUE »

Par Dr Koen Vlassenroot
Conflict Research
University of Ghent

L'auteur pose toute la question de savoir si les cités ont des outils nécessaires pour étudier les violences. Quelle est la lecture ou la compréhension qu'on se fait des miliciens. Quelle est la rationalité derrière les actes de violence ? Ces violences ont éclaté en Afrique, là où l'Etat s'est décomposé. Il existe des théories populaires qui expliquent les mouvements de résistance. Lesquelles ?

L'auteur contredit la thèse de la théorie de la guerre pour forger des Etats stables. Il critique les théories classiques et utilitaristes de certains marxistes qui insistent sur l'écurie de guerre. Il propose une approche de l'étude de l'action paysanne contre les violences perpétuelles des guerres civiles. Il insiste sur le rôle de la jeunesse marginalisée dans la production des violences, à partir duquel on peut comprendre la structure dynamique des conflits.

L'auteur propose deux axes de recherche d'une part la genèse des milices et groupes armés jeunes et leur utilisation de la violence qui provoque un changement fondamental dans la structure sociale, et d'autre part, accorder une attention aux fractions de l'espace économique qui, pendant les conflits, changent et coopèrent avec des miliciens en rôle crucial dans l'articulation des dynamiques locales et régionales même au-delà.

2.2.5. « DIAGNOSTIC ET PISTES DE TRANSFORMATION DES CONFLITS AU NORD-KIVU : CAS DES TERRITOIRES DE BENI ET DE LUBERO »

Assistant Kambale Malumalu Timothée
Institut Supérieur de Commerce de Beni

L'auteur se réjouit de la communication du Professeur Mulyumba a sujet de la définition du conflit, comme phénomène et processus social. Il relève l'idée de dynamique de recherche évoquée dans toutes les communications précédentes. Sa communication circonscrit les espaces des conflits au Nord-Kivu (Beni, Lubero) et à ce titre, elle rencontre les études de cas évoquées par Saidi en ce qui concerne la topographie des conflits les plus visibles et récurrents au Nord-Kivu qui sont d'ordre foncier, familiaux, du pouvoir coutumier, religieux, de nationalité, interethnique, d'affaire et du travail. Tous ces conflits se résument autour des enjeux matériels et politiques dont les acteurs se recrutent au sein de l'administration, des groupes armés et d'hommes d'affaire. L'auteur propose d'explorer ces faits et offre deux pistes de recherche, notamment les guerres et la transformation des conflits d'une part, et d'autre part la problématique de restauration d'une justice préventive et de résolution des conflits ethniques au Nord-Kivu à partir des mécanismes d'intégration locale ou régionale.

2.2.6 « LE CONFLIT ETHNIQUE COMME OBJET D'ETUDE, QUELLES METHODES S'IMPOSENT »

Par Professeur Thomas Turner
Université Nationale du Rwanda
B.P. 540 Butare

La communication insiste sur la dynamique de l'identité . L'auteur considère que l'identité n'explique nécessairement pas la réalité, l'essentiel du conflit serait ailleurs. Il propose d'orienter les études vers des méthodes ou approches comparatives suivant une vision multidisciplinaire.

2.2.7. « LE GACACA, UN OUTIL "TRADITIONNEL" DE RESOLUTION DES CONFLITS GACACA: LE MOT ET LA CHOSE »

Professeur Déogratias Bonyinkebe,
UNR Butare

L'exposé a établi la distinction entre le gacaca traditionnel et les juridictions gacaca. Ces dernières sont nées dans un contexte de restauration de l'Etat Rwandais et des règlements des conflits liés au génocide. Il démontre l'importance socio-historique du gacaca, et la capacité dont disposent les acteurs pour l'adapter à des contextes culturellement en mutation. L'exposé pose tout le problème de transférabilité des modèles culturels et de revisiter les modes de gestion de la mémoire. L'exposé du Prof. Mbonekage réjouit ceux du Prof Mulyumba, de Masumbuko Ngwasi, de Saidi, de Turner et de Kambale sur cet aspect là.

Le conférencier a d'abord expliqué pourquoi il a modifié l'intitulé de sa contribution en vue de montrer dès le départ que la démarche du Rwanda en instituant les juridictions Gacaca, n'est pas du tout une démarche passéiste. Il s'agit en effet, à partir de l'ancien, d'innover très fortement pour résoudre la question du contentieux du génocide.

Après avoir défini concept de Gacaca et décrit les contours de la réalité que recouvre le terme Gacaca, il en montre la réalité prégnante du point de vue socio-historique au

sein d'autres formations sociales africaines, notamment au Congo et à l'Est du continent.

Il s'agit d'une instance d'arbitrage et de conciliation à travers les médiations des personnes sages, probes et de la participation de la communauté (voisinage, parenté, lignage, etc.) dans une quête de justice restauratrice, réconciliatrice, thérapeutique et pédagogique.

L'auteur évoque à grands traits ses usages pendant la colonisation et sous les deux premières Républiques ; ensuite le processus d'appropriation de la vision, des stratégies et des mécanismes de cette vieille institution au regard des contraintes du présent et des enjeux de l'avenir du peuple rwandais, en vue de vider le contentieux du génocide et de refonder la nation Rwandaise.

Il souligne à quel point la démarche de l'Etat rwandais n'est pas mimétique, par simple reprise passéiste du Gacaca traditionnel. Il y a en effet de régulation étatique de la nouvelle Institution, notamment par sa soumission au Code pénal ; il y a aussi la mise en place des structures et des modes de fonctionnement inédits, notamment les élections à tous les niveaux, la définition des compétences, la formation des juges, les initiatives de sensibilisation et les mécanismes de suivi, le tout chapeauté, mais sans ingérence, par un Département spécialisé au sein de la Cour Suprême.

La matière même des Juridictions Gacaca est intimement liée à l'innommable génocide.

Le génocide, avec ses impératifs de Justice, de Réconciliation et de Reconstruction a exigé ce choix radical.

ECHANGES ET DISCUSSION

L'exposé sur le Gacaca a suscité des nombreuses questions.

- En quoi le génocide trouve-t-il comme solution pour le présent et l'avenir l'instruction des Juridictions Gacaca ?
- Quel est le niveau de confiance des populations vis-à-vis des Juridictions Gacaca ?
- l'interdépendance des Juridictions Gacaca est-elle bien garantie contre l'intrusion de l'Exécutif ?
- N'y a-t-il pas nécessité de mettre en place des mécanismes extra-légaux d'accompagnement du processus, notamment en termes d'encadrement psychosocial et clinique ?
- N'y a-t-il pas quelque contradiction entre le processus Gacaca en tant qu'instance de jugement et de sanction (ici comprises comme négatives), les modalités de présentation de la Mémoire telles qu'elles s'exercent aujourd'hui et l'impératif d'unité, de Réconciliation et de Reconstruction ?
- Qu'est-ce qui garantit le succès futur des Juridictions Gacaca , les politiques d'usure seulement ou encore de la peur ?
- Quelles sont les possibilités d'adoption des Juridictions Gacaca dans ce qu'elles contiennent de transférable, au contexte du Congo Oriental ?
- Quelles ont été les vraies motivations du recours à l'institution traditionnelle Gacaca ?
- Quelles sont les compétences réelles des Juridictions Gacaca ?

A toutes ces questions, l'orateur a essayé de donner une réponse tout en soulignant que certaines des questions posées méritent des approfondissements ultérieurs.

A l'issue des travaux en plénière, les participants ont été répartis en trois panels pour répondre à cinq questions ci-dessous pour apporter leur contribution à un

programme de recherche interuniversitaire sur la construction de la paix au Nord-Kivu et au Sud-Kivu.

Questions des panels

- Quel genre de recherche répond aux besoins locaux en matière de construction de la paix au Nord-Kivu et au Sud-Kivu et dans quel domaine de recherche faut-il investir prioritairement ?
- Quels mécanismes faut-il mettre en place pour garantir des recherches de qualité au plan institutionnel et de la capacitation des chercheurs ?
- Que peut-on faire de la recherche conscientisante de la population locale et de la région de grands lacs sur la transformation des conflits et la construction de la paix au Nord-Kivu et au Sud-Kivu ?
- Quels sont les liens et les limites de collaboration entre les chercheurs et les organisations travaillant sur la transformation des conflits et la paix?
- Quels sont les mécanismes et les stratégies des échanges régionaux des publications et de diffusion des résultats ?

MERCREDI 05 MARS 2003

2.3. PROGRAMME DE RECHERCHE SUR LA CONSTRUCTION DE LA PAIX AU NORD-KIVU ET AU SUD-KIVU

En fonction des objectifs du symposium, le contenu était subdivisé en trois principaux thèmes : la restitution du travail de recherche du CIUB, les échanges locaux et régionaux et le montage d'un programme de travail.

Les activités en panel ont porté sur cinq thèmes dont voici les résultats constituant l'esquisse du programme à mettre en place.

2.3.1. Thèmes des recherches prioritaires sur la transformation des conflits et la construction de la paix au Nord-Kivu et au Sud-Kivu :

- Etude sur l'économie politique de la distribution des terres.
- Les stratégies de survie des couches pauvres et des marginalisés.
- La crise de l'autorité, ses racines et son incidence sur la situation des conflits.
- Politique et stratégies de réaménagement du territoire voie vers la résolution des conflits terriens.
- Identification des acteurs, des enjeux des conflits ouverts latents ou potentiels.
- Etude comparative des espaces conflictuels et non conflictuels.
- Prise en charge des situations conflits en termes de prospective institutionnels.
- Impact des médias sur la genèse, le développement et la transformation des conflits.
- Etude des mécanismes locaux de prévention et de transformation / résolution des conflits.
- Problématiques identitaires (ethnicité et religion) et son impact sur les conflits.
- Etude du rôle de la jeunesse, de ses rapports avec les groupes armés et son rôle potentiel dans la reconstruction.
- La femme comme actrice et victime des conflits et son rôle potentiel dans la construction d-ou la transformation des conflits.
- Le rôle des ONGs et des confessions religieuses dans la transformation des conflits.
- Recherche sur les alternatives contre la violence.
- Les relations entre le pouvoir administratif, coutumier et le contre pouvoir.
- La crise de l'autorité, ses racines et son incidence sur la situation des conflits.
- La bonne gouvernance : mode d'accès au pouvoir, participation citoyenne et lutte contre l'impunité.
- Etude des représentations collectives et de la mémoire des groupes par rapport aux conflits.
- Rôle des mémoires collectifs dans la mise en circulation des mythes, genèse et résolution des conflits.
- Monographie des groupes armés dans la région des grands lacs.

- Problématique des normes et des institutions pour la construction d'une paix durable.
- Enquête sur l'état de la culture des droits de l'homme.
- Les stratégies de survie.
- Etude sur les stratégies d'implication des recherches dans les interventions en zone des conflits.
- Les criminalisations de l'économie locale et ses liens avec les acteurs régionaux et internationaux.
- La problématique des minorités et des stratégies de leur intégration.
- Les identités nationales et la construction des ensembles régionaux.
- Relecture de l'histoire de la région et montage des supports didactiques adaptés de diffusion pour la construction de la paix.
- Les mouvements des populations et leur impact sur la dynamique des conflits et la promotion de la paix.
- Les mécanismes d'adaptation de l'Afrique face aux effets et aux enjeux de la globalisation.
- Les modes de socialisation des enfants et leur impact sur la transformation des conflits.
- Recherche méthodologique sur l'analyse des conflits.
- Problèmes ethnique et déontologique en situation des conflits.

2.3.2. Mécanisme à mettre en place pour garantir la qualité de la recherche et renforcer les capacités des chercheurs.

a) Au plan institutionnel

- procéder à un diagnostic institutionnel et organisationnel des structures de recherches existantes
- renforcer les structures de recherches qui présentent une viabilité minimale (au plan administratif des ressources humaines et matérielles)
- programmer les thématiques de recherche et se doter d'un cadre juridique de gestion des projets et d'un cadre de conduite de chercheur
- mettre en place un organe ou une structure de coordination de la recherche au sein du C.I.U.B.

b) Renforcement des capacités des chercheurs

- placer des personnalités scientifiques à la tête des projets de recherche
- organiser la formation continue des chercheurs au moyen des séjours de mobilité et des séminaires de recherches
- organiser des conférences périodiques
- organiser des chaires thématiques
- offrir une logistique de base aux chercheurs
- mettre en place une banque de données sur les conflits

2.3.3. Approche du programme pour une recherche conscientisante en matière de transformation des conflits et de construction de la paix au Nord-Kivu et au Sud-Kivu

la recherche doit répondre aux besoins de la population cible

mettre sur pied une pédagogie appropriée aux organisations actives en matière de transformation des conflits et de construction de la paix

traduire les résultats de recherches en initiatives et supports pédagogiques utilisables pour les groupes cibles et les acteurs de terrain.

La recherche conscientisante implique certaines attitudes de la part du chercheur :

engagement dans les changements avec des moyens non violents
objectivité
la recherche doit cibler les racines de la violence
la recherche doit proposer des voies alternatives et servir de support au dialogue entre groupes en conflit
la recherche doit anticiper sur l'évolution des situations conflictuelles (rôle de vigile)
les résultats de la recherche doivent être restitués aux communautés ou groupes concernés par l'intermédiaire des ONG, des médias, des écoles, des syndicats, etc.

2.3.4. Collaboration entre les universités, les centres de recherche et les chercheurs avec les organisations travaillant sur la transformation des conflits et la paix.

Evaluer les besoins et les attentes des organisations vis-à-vis des universités et centres de recherche et vice-versa.

arrêter des mécanismes pour la consommation des produits de recherche par les acteurs

assurer la formation et la capacitation des animateurs des organisations travaillant sur la transformation des conflits et la construction de la paix

2.3.5. Mécanismes et stratégies des échanges régionaux d'accès à l'information, de publication et de diffusion des résultats de recherche :

- Le C.I.U.B. doit mobiliser les moyens financiers par viabiliser les organes de publication et de diffusion des résultats de recherche dans les institutions membres du C.I.U.B. et partenaires et aider à la création d'autres là où il n'en existe pas.
- Faciliter l'accès des institutions de l'E.S.U. membres du C.I.U.B. et partenaires du Nord-Kivu et du Sud-Kivu au réseau Documentaire International de la Région des Grands Lacs.
- Créer dans l'avenir une maison d'édition pour la publication et la diffusion des résultats de recherche.
- Faciliter les échanges des documents scientifiques entre les institutions membres du C.I.U.B. et partenaires nationaux et internationaux.

2.4. RÉSULTATS

Deux principaux résultats ont été dégagés :

- la définition du programme de recherche en matière de transformation des conflits et de construction de la paix au Nord-Kivu et au Sud-Kivu ;
- la détermination des mécanismes structurels et de capacitation des chercheurs sur la question.

2.5. MÉCANISMES DE SUIVI DES RÉSULTATS.

Les mécanismes de suivi se résument en quatre principaux points, à savoir :

- la mise en place à l'intérieur du CIUB d'une équipe chargée de traduire les différents mécanismes proposés en programme d'action à partir d'un cadre logique cohérent ;

- la valorisation des différentes contributions de ce forum dans une publication ; le socle de base étant constitué de l'étude qui a été menée, complétée par les communications ;
- la poursuite des contacts avec les institutions invitées au symposium pour stimuler et accompagner la mise en place des structures de concertation qui seront les partenaires futurs du C.I.U.B. ;
- la mise en route et l'opérationnalisation du programme ainsi arrêté à diligenter par le C.I.U.B.

III. COMMUNICATIONS

3.1. Restitution de l'état de la recherche sur la construction de la paix au Nord-Kivu et au Sud-Kivu et questions transversales

3.1.1. Synthèse de l'état de la recherche sur la transformation des conflits et la construction de la paix au Nord –Kivu et au Sud-Kivu.

3.1.1.1. MONOGRAPHIE SUR LES STRUCTURES LOCALES DE RECHERCHE ET ETAT DE LA PRODUCTION SCIENTIFIQUE

par Me Basile KABAZIMYA Kabeziwa
ISP/Bukavu

Introduction et objectifs de l'étude

Dans le contexte actuel des perturbations et des troubles qui affectent la République Démocratique du Congo et la région des Grands Lacs, l'Institut Vie et Paix (IVP), en collaboration avec l'Université de Gand en Belgique, s'intéresse à la recherche locale menée en matière des conflits. Les universités, les centres de recherche et certaines organisations du Nord et du Sud Kivu ont été actifs par leurs écrits sur la question des conflits et de la paix dans la région des grands lacs. L'INSTITUT VIE ET PAIX (IVP) a ainsi voulu rechercher dans ces institutions les informations de base. C'est la raison pour laquelle il a confié au CONSEIL INTER UNIVERSITAIRE DE BUKAVU, CIUB en sigle, une mission de consultation pour réaliser un inventaire sur l'état de la recherche sur la construction de la paix et évaluer les capacités de recherche des universités, centres de recherche et organisations à travers leurs écrits au Nord Kivu et au Sud Kivu .

1. Les objectifs de l'étude

Les objectifs globaux de la recherche confiée au CIUB par l'IVP sont :

- présenter et analyser la documentation produite localement en matière de la construction de la paix au Nord Kivu et au Sud Kivu ;
- évaluer la qualité des travaux consultés et les capacités de recherche des universités, centres de recherche et des organisations du Nord Kivu et du Sud Kivu sur la question des conflits et de la construction de la paix ;
- dégager les problématiques et/ ou thématiques majeures et les démarches méthodologiques développées dans ces travaux.

Il s'est dégagé de ce qui précède :

- la mise sur pied des questionnaires et des outils de travail permettant une collecte d'informations;
- l'identification des universités, des centres de recherche et les autres organisations du Nord Kivu et du Sud-Kivu actifs par leurs écrits en matière des conflits et de paix dans la région des Grands Lacs ;
- un large inventaire (et une collecte) de la documentation produite au Nord Kivu et au Sud-Kivu relative à l'étude des conflits et de la construction de la paix ;
- la préparation d'une restitution des résultats de l'étude auprès de la population congolaise, en général et du monde scientifique en particulier.

2. Les résultats attendus étaient:

- un rapport sur l'état des lieux de recherche des documents existants et leur analyse qualitative, une bibliographie analytique;
- un rapport sur la connaissance et la maîtrise des outils théoriques et des méthodes ou approches;
- un rapport d'analyse sur la pertinence des thèmes de recherches et le degré ou l'effort d'objectivité dans les travaux réalisés.

3. Démarches méthodologiques

3.1. Composition de l'équipe

Pour réaliser cette étude, le CIUB a confié la responsabilité scientifique de la recherche au « *Centre de formation et d'études sur la gestion et la prévention des conflits dans la région des Grands Lacs* », en sigle CEGC de la Faculté de Droit de l'Université Catholique de Bukavu. Le Centre a mis en place une équipe de supervision composée de trois Professeurs (Séverin MUGANGU, Juriste, Barnabé MULYUMBA wa Mamba, Anthropologue et MURHEGA Mashanda, psychopédagogue) et une équipe de recherche composée de trois chefs de travaux (Oscar BAHARANYI Bya-Dunia de l'ISTM/Bukavu; de Basile KABAZIMYA Kabeziwa de l'ISP/Bukavu et de Bosco MUCHUKIWA de l'ISDR/Bukavu.).

3.2. Techniques de recherche

a) Elaboration du canevas de collecte des informations

L'équipe de travail (de supervision et de recherche) a tenu plusieurs séances de travail à l'issue desquelles elle a élaboré un questionnaire et un canevas de collecte des informations qui ont été approuvés par le commanditaire de l'étude, le représentant de l'IVP à Bukavu. Ces canevas, repris en annexe, décrivent la conduite du chercheur sur le terrain, la procédure d'identification des organisations, des centres de recherche et des universités et de leurs sites et la manière de classer les documents. Aussi, les canevas en précisent le profil et proposent deux grilles de lecture des travaux, l'une relative à l'analyse critique et l'autre à son évaluation.

Chaque document a été étudié grâce à une première grille de collecte et d'analyse des données par structure de recherche. A l'issue de l'étude, un rapport informatif sur le document a été établi et permet de connaître l'auteur, le titre, l'année, l'éditeur, le nombre de pages, la nature du document (ouvrage, article, etc.), le contenu minimum, les points saillants (ou positions de l'auteur et ses explications), les idées principales, les arguments ou les thèses avancées, les idées secondaires (position de l'auteur, fond idéologique) et les conclusions. Le travail d'analyse a consisté alors à apprécier le type de recherche menée, les objectifs de l'étude, les problématiques, les hypothèses avancées, les méthodologies, les systèmes d'explication (théories expliquées), les propositions d'action, les modes de diffusion et les publics touchés ou visés.

C'est à partir des observations faites qu'une évaluation de la capacité de la recherche est dégagée en termes des relations ou des liens entre des problématiques, des hypothèses, des objectifs, des démarches, des collectes des données, des résultats, des accords et des désaccords au niveau de l'argumentation et de l'exploitation des documents pour parvenir à une analyse critique.

La seconde grille d'analyse des éléments écrits s'est réalisée sous la direction de l'équipe de supervision. Elle visait à relever les liens ou la logique entre les différents éléments évoqués, l'adéquation des actions par rapport aux enjeux ; à dégager la véracité ou l'exactitude des faits ou événements, la pertinence des thèmes et des conclusions par rapport au contexte (la pertinence implique les enjeux, les causes, l'existence réelle et significative, véridique des faits, le degré de mobilisation) ; à vérifier l'objectivité des faits ; à examiner la pondération des arguments , la maîtrise des outils, le réalisme et la faisabilité des conclusions.

b) Collecte d'information des données.

Pour réaliser cette étude, le « *Centre de formation et d'études sur la gestion et la prévention des conflits dans la région des Grands Lacs* » , en sigle CEGC de la Faculté de Droit de l'Université Catholique de Bukavu a réparti les chercheurs et les superviseurs sur le terrain : Oscar BAHARANYI Bya-Dunia, pour la ville de Goma sous la supervision du Professeur MURHEGA Mashanda ; Basile KABAZIMYA Kabenziwa, pour les villes de Butembo et Beni sous la supervision du Professeur MURHEGA Mashanda et Bosco MUCHUKIWA pour la ville d'Uvira sous la supervision du Professeur Séverin MUGANGU. Les trois chercheurs ont travaillé ensemble sur la ville de Bukavu sous la supervision du Professeur Barnabé MULYUMBA wa Mamba .

Avant la descente des chercheurs sur le terrain, l'équipe de supervision a mis au point avec les intéressés un questionnaire pour une collecte d'information systématisée. Ensuite, des missions de recherche ont été effectuées dans les provinces du Nord Kivu (Goma, Butembo, Beni et Lukanga) et du Sud Kivu (Uvira et Bukavu), les trois chercheurs précités.

Dans chacune des institutions identifiées, la mission a procédé à un inventaire et à la collecte de la documentation produite localement relative à l'étude des conflits et de la construction de la paix. Elle a également procédé à l'évaluation de la qualité des travaux consultés.

A partir des données disponibles, il a été possible d'établir l'étendue des ressources institutionnelles et humaines actives dans le domaine de la recherche sur la transformation des conflits et la construction de la paix. Les forces et les faiblesses des structures de recherche ont été clairement mises en évidence de manière à optimiser le soutien que l'IVP pourrait apporter.

Le rapport fait l'état des lieux de la recherche à partir de l'inventaire des documents produits et accompagnés de leurs analyses qualitatives. L'inventaire bibliographique n'est pas exhaustif mais reflète l'essentiel du volume des écrits sur la question de la construction de la paix au Nord et au Sud Kivu.

Pour évaluer les capacités de recherche des Universités, centres de recherche et organisations, le canevas suivant a été suivi par institution : la nature, le domaine de formation, la catégorie des ressources humaines, la taille de l'institution en terme d'effectifs des étudiants, les types de publications (documents édités comme des ouvrages et des articles des revues scientifiques, ou non édités par exemples les exercices académiques de rédaction des thèses de doctorat, des mémoires de licence et des travaux de fin de cycle de graduat ou encore des textes ronéo (colloques, conférences, etc.).

4. Structure du rapport

Ce rapport est subdivisé en quatre chapitres. Le premier chapitre est consacré à la description des structures locales de recherche et de l'état de la production scientifique. Ce chapitre aborde la typologie des acteurs impliqués dans les travaux de recherche (par zone), la typologie des travaux de recherche en termes de type d'ouvrages, d'articles, de rapports, de documents de travail, etc, les thématiques (thèmes récurrents) et la périodisation.

Le deuxième chapitre est consacré à la présentation des fiches de lecture dont l'essentiel a été regroupé par thème. L'évaluation de la qualité des travaux et des capacités de recherche fait l'objet du troisième chapitre. Des questions transversales ont été dégagées des lectures à partir des critères d'évaluation. Il s'agit par exemple des problématiques relatives à la recomposition sociale et politique et conflits, les politiques législatives et conflits (nationalité, question territoriale, quota régionaux, etc.), les enjeux fonciers et conflits, la géopolitique régionale et la recomposition des alliances. Ensuite, les dimensions comparatives (par rapport aux productions étrangères) sont sommairement abordées par rapport à la lecture locale. Enfin, cet aspect comparatif permet une certaine évaluation des capacités locales de recherche à partir d'un certain nombre de critères.

Le quatrième chapitre introduit des pistes de recherche en termes des problématiques nouvelles et des méthodologies. Il s'agit des propositions des hypothèses à explorer, des thématiques, des problématiques méthodologiques et épistémologiques. Ces pistes de recherche pourront être confirmées ou infirmées au cours de la restitution de cette étude aux acteurs congolais dans le domaine de la construction de la paix au Nord et au Sud Kivu. C'est grâce à la « recherche – action – participation » appliquée à la construction de la paix qu'on peut mieux comprendre la pertinence de nouvelles problématiques.

5. Typologie des acteurs impliqués dans les travaux de recherche (par zone)

Trois catégories de structures locales sont concernées dans la production des travaux de recherche sur la transformation des conflits et la construction de la paix au Nord-Kivu et au Sud-Kivu. Il s'agit des institutions de l'enseignement supérieur et universitaire, des centres de recherche et des organisations de la société civile.

5.1. Les institutions d'enseignement supérieur et universitaire

Les institutions supérieures et universitaires sont présentées en tenant compte de leur répartition par axe, des effectifs des étudiants et de l'intérêt porté sur la recherche et de leurs écrits sur la construction de la paix.

a) Uvira

Les Instituts Supérieurs d'Uvira sont du secteur privé; il s'agit de l'Institut Supérieur de Gestion et Management, en sigle ISGM, l'Université du CEPROMAD/Institut Supérieur de Gestion et des Affaires, en sigle UNIC/ISGEA et de l'Institut Supérieur Technique Commerciale, en sigle ISTC. Leurs domaines de formation sont principalement le management. Ils fonctionnent principalement avec un personnel scientifique qui ne remplit pas les critères officiels de recrutement. Ces institutions supérieures privées fonctionnent dans des conditions précaires et utilisent un personnel scientifique souvent à temps partiel. Elles ne disposent d'aucun professeur attiré.

Leur taille dépasse difficilement un effectif de 100 étudiants par institution. Ces institutions n'ont pas aucune publication à leur actif. Ils n'organisent que le graduat ; les dissertations de nature scientifique se limitent à des travaux de fin d'études. Leurs fonds de bibliothèque sont de moindre importance. Quelques ouvrages et des travaux de fin cycle et des mémoires se rapportant essentiellement au management ont été enregistrés.

b) Goma

Deux institutions d'enseignement supérieur et universitaire sont actives par leurs écrits sur la question des conflits et de la construction de la paix. Il s'agit de l'Université Libre des Pays des Grands Lacs (ULPGL) et du Centre Universitaire Extension de Goma (CUEG)

L'Université Libre des Pays de Grands Lacs (ULPGL)

Créée en 1991, l'ULPGL est une institution privée protestante. Elle organise les Facultés de Droit, de Théologie et de Gestion qui devraient accorder une certaine attention à la question des conflits et de construction de la paix. L'Université fonctionne dans ses infrastructures propres. Elle a enregistré un effectif de 700 étudiants au cours de l'année académique 2000-2001. Au niveau des ressources humaines, l'ULPGL compte cinq professeurs permanents et près de vingt-sept assistants et chefs de travaux.

En 1996, l'ULPGL a animé le Centre Africain de Recherche et d'Education pour la Paix et la Démocratie (CAREP) sous la responsabilité collective des trois Facultés. Depuis sa création, le CAREP n'a organisé qu'un forum universitaire au cours de l'année de sa création en 1996 et qui a alimenté l'unique numéro de la revue qui porte le même nom.

L'ULPGL dispose de la plus grande bibliothèque de Goma. Au niveau des publications sur le thème des conflits, elle compte seize articles produits localement et publiés dans la revue CAREP, une thèse de doctorat, un mémoire de maîtrise (DEA) et plusieurs mémoires de licence.

Le Centre Universitaire Extension de Goma (UNIKIS/CUEG)

Créé en 1993, le CUEG est une institution publique. C'est une extension de l'Université de Kisangani avec une autonomie de fonctionnement. Le CUEG fonctionne dans des infrastructures appartenant à l'Institut de Goma, une école

secondaire officielle de la place. Il organise, entre autres, les Facultés de Droit et de Sciences Sociales, Administratives et Politiques présentant plus d'intérêt certain au thème des conflits et de la paix. Au cours de l'année académique 2000-2001, le CUEG a reçu 1200 étudiants. En dehors des professeurs visiteurs qui viennent principalement de l'Université de Kisangani, le CUEG fonctionne avec environ avec cinq professeurs, des Chefs de Travaux et des assistants permanents.

Les documents non édités constituent les types de productions rencontrées au CUEG sur la construction de la paix. Il s'agit de trois articles en projet et des exercices académiques constitués de travaux de mémoire et de fin d'études des étudiants. Cinq mémoires ont été analysés. Ces exercices académiques des étudiants ont bénéficié de l'encadrement scientifique de deux, d'un Chef de Travaux et de deux Assistants en qualité de directeurs.

La bibliothèque du CUEG contient essentiellement des travaux de fin de cycle et des mémoires des étudiants. Les ouvrages sont très peu nombreux et il n'y en a pas beaucoup sur les questions relatives à la gestion des conflits.

Aucune des Facultés recensées à Goma n'a un programme systématique de recherche sur la transformation des conflits et la paix. A l'ULPGL, la Revue CAREP n'a paru qu'une seule fois, en 1996, pendant le séjour des réfugiés rwandais dans la région. Les quelques textes publiés ne sont que des réflexions ou encore des présentations des faits chronologiques sans beaucoup d'analyse. Mais des individualités existent qui sont capables d'animer la dynamique scientifique en la matière. Elles restent limitées par les moyens et le cadre.

c) Butembo, Beni et Lukanga

L'Université Catholique du Graben

L'Université Catholique du Graben, UCG en sigle, est une institution privée de l'Eglise Catholique, Diocèse de Butembo-Beni. Elle a été créée en 1989. Elle fonctionne à Butembo dans les installations de l'Institut Technique Agronomique et Vétérinaire, ITAV. Sur le site propre de l'Université, l'UCG est en pleine construction et compte deux amphithéâtres et une dizaine d'auditoires qui seront déjà achevés à la rentrée académique 2002-2003.

L'UCG organise les Facultés de Droit, de Sciences Sociales, Administratives et Politiques, de Médecine Humaine, de Médecine Vétérinaire, d'Economie et d'Agronomie. Au niveau des ressources humaines, l'université fonctionne avec un personnel académique permanent (10 Professeurs, plusieurs Assistants et Chef de Travaux). Cependant, le poids des professeurs visiteurs pèse encore lourdement sur le fonctionnement de l'Université.

L'Université organise un Centre de Recherche Interdisciplinaire du Graben (CRIG) dirigé par un professeur. En matière de publications, la question des conflits et de paix a fait l'objet d'un chapitre du seul ouvrage publié par le CRIG intitulé « Identité culturelle dans la dynamique du développement communautaire ». Deux autres articles du premier numéro de la revue « Initiatives et Parcours » du CRIG publié en août 2002 sont consacrés à la question des conflits et de construction de la paix.

Un nombre important d'écrits à caractère plus ou moins scientifique s'observent surtout dans des monographies inédites, des travaux de fin de cycle et mémoires des étudiants des Facultés de Droit et de Sciences Sociales, Administratives et Politiques de l'UCG.

L'Institut Supérieur de Développement Rural de Beni (ISDR/Beni)

L'ISDR/Beni est une institution publique dirigée par un professeur et qui fonctionne dans les infrastructures précaires que lui prête une communauté locale des sœurs de l'Eglise Catholique à Beni. Il compte quelques assistants et bénéficie de la mobilité du personnel scientifique de l'ISDR/Bukavu pour assurer l'essentiel des cours. L'institution fonctionne aussi avec quelques chargés des pratiques professionnelles. Il organise le cycle de Graduat en développement rural. Ses effectifs estudiantins atteignent difficilement 100 candidats depuis trois ans. Les travaux académiques sur les conflits sont quasi absents et le seul qui existe est un document non édité, à savoir un travail de fin d'études.

L'Institut Supérieur de Commerce, ISC/Beni

L'ISC/Beni est une institution publique dirigée par un Chef de Travaux. Il fonctionne dans les infrastructures d'une école secondaire de la place. Il organise le cycle de graduat en sciences commerciales et en douanes.

Les ressources humaines qui animent l'ISC/Beni sont composées d'un chef de travaux, de quelques assistants. On trouve aussi à l'ISC certains assistants chargés des pratiques professionnelles.

Les effectifs des étudiants atteignent 150 candidats au cours de cette année académique 2001-2002. Un seul document non édité, consulté à l'ISC/Beni, constitue un travail de fin d'études portant sur les conflits. Ce travail a bénéficié de l'encadrement scientifique d'un assistant, le Secrétaire Général Académique de l'institution.

Université Adventiste de Lukanga, UNADEL.

L'UNADEL est une institution privée de l'Eglise Adventiste du 7^{ème} jour. L'Institution organise les Facultés de Théologie, d'Economie et de Médecine Humaine au niveau du cycle de graduat. L'UNADEL fonctionne dans ses infrastructures propres à 35 Km au Sud de Butembo. Il a un personnel académique et scientifique provenant des établissements d'enseignement supérieur de Butembo et de Kisangani. Il compte près de 300 étudiants pour l'année académique 2001-2002.

L'UNADEL dispose d'une modeste bibliothèque de plus de 3000 ouvrages. Elle compte des documents non édités produits localement par les étudiants. Deux d'entre eux traitent de la question des conflits.

L'on peut déceler un intérêt évident de la part des scientifiques de la province du Nord et du Sud Kivu intéressés à la question des conflits et de la construction de la paix mais l'initiative ne vient pas quant à la mise en route d'un projet ou d'un programme de recherche. Par ailleurs, certains d'entre eux ne veulent pas s'exprimer pendant cette période de guerre pour des raisons de sécurité à cause des conséquences probables ; d'autres, par attachement sentimental, sont incapables de

réaliser des analyses objectives des faits qui peuvent ouvrir à des théories constructives de la paix.

Si les conflits existent entre les populations locales et les communautés d'origine rwandaise, il y a aussi des conflits à caractère économique et d'autres qui ne sont pas clairement élucidés.

Peu de publications sont consacrées à la question. Il existe une importante documentation non éditée, notamment des mémoires et des travaux de fin d'études réalisés par les étudiants sous l'encadrement du personnel académique et scientifique. La plupart des écrits scientifiques existant sur place reviennent à des auteurs étrangers ou encore à des autochtones de la diaspora.

Le CAREP à Goma et le CRIG à Butembo constituent des structures pouvant encadrer un programme de recherche interuniversitaire mais qui nécessitent une redynamisation.

d) Bukavu

Le Centre Universitaire de Paix (C.U.P.)

Le Centre Universitaire de Paix est une institution privée d'obédience protestante qui organise trois options dont la Missiologie, la Communication et l'Irénologie. Il a produit au cours de l'année académique 2001-2002 sa première promotion de graduat. Notre intérêt a porté sur l'option d'Irénologie qui compte treize étudiants menant des recherches actuellement sur les conflits et la construction de la paix.

L'Institut Supérieur Pédagogique de Bukavu, ISP/Bukavu

Créé en 1962, l'ISP/BUKAVU est une des veilles institutions publiques du Kivu. Il fonctionne dans ses propres infrastructures. L'ISP/Bukavu a deux sections. La Section Lettres et Sciences Humaines comprend les départements d'Anglais et Culture Africaine, Français et Linguistique, Histoire et Sciences Sociales, Sciences Commerciales et Administratives (avec ses deux orientations, d'une part financière, et d'autre part informatique et gestion des entreprises). La Section Sciences Exactes est constituée des départements de Biologie - Chimie, Chimie - physique, Géographie - Sciences naturelles, Mathématique - Physique, Physique - Technologie. Il dispose d'une importante bibliothèque de près de 30.000 ouvrages, revues, thèses de doctorat, mémoires et travaux de fin de cycle des étudiants. Il organise le Centre de Recherche Universitaire du Kivu, CERUKI et le Centre d'Appui à la Pédagogie des Sciences, CAPS.

Du point de vue des ressources humaines, l'ISP/Bukavu dispose d'un personnel académique constitué de 15 professeurs et d'un personnel scientifique considérable qui comprend 40 Chefs de Travaux et 38 Assistants.

Pour l'année académique 2001-2002, l'effectif des étudiants s'élève à 1300 candidats

Par rapport à l'inventaire, la recension n'a porté que sur les travaux des départements d'histoire pour la période allant de 1990 à nos jours. Aussi, le CERUKI publie les revues « Cahiers du CERUKI » et « Antenne », une Collection Etudes, des ouvrages et des manuels scolaires aux Editions du CERUKI.

L'Université Catholique de Bukavu (UCB)

L'UCB est une institution privée de l'Archidiocèse de Bukavu. Elle fonctionne dans quatre sites, celui de Bugabo, de Karhale, de l'Hôpital Général et de Labotte. Elle organise les Facultés de Droit, d'Economie, d'Agronomie et de Médecine Humaine. Elle compte 51 unités enseignantes au cours de l'année académique 2001-2002, dont 7 professeurs et plusieurs Chef de Travaux et Assistants, soit au total 51 unités en 2001-2002. Au cours de la même année, elle a accueilli 950 étudiants.

L'UCB dispose à Bukavu d'une bibliothèque ayant des ouvrages très récents (18500 ouvrages, revues, mémoires et travaux de fin d'études). Il publie un annuaire qui contient un ensemble des travaux scientifiques produits localement ou d'origine externe.

L'UCB dispose aussi d'un « Centre de Formation et d'Etudes sur la Gestion et la Prévention des Conflits dans la région des Grands Lacs » (CEGC) au sein de la Faculté de Droit. A l'UCB, la Faculté de droit est la plus active en matière d'études et de recherche sur les conflits et la paix dans la région des Grands Lacs. Le Centre est animé par un Professeur et cinq assistants. Le Centre a déjà organisé un séminaire international sur la question et vient de publier un ouvrage. Il a déjà produit trois articles publiés et quatre mémoires de licence.

Le Centre Universitaire de Bukavu (CUB)

Le CUB est une institution officielle. Il fonctionne dans les locaux de l'Institut d'Ibanda et les installations de la Division des Affaires Sociales à Kadutu. Ses bureaux administratifs sont localisés au rez-de-chaussée de la Division Provinciale du Plan.

Le CUB organise les Facultés de Droit, de Sciences Sociales, Administratives et Politiques, de Médecine Humaine, de Lettres et de Sciences. Il a peu de professeurs permanents (5), quelques chefs de Travaux et beaucoup d'assistants. Des professeurs visiteurs assurent la plupart des charges d'enseignement et d'encadrement des étudiants.

Le CUB a enregistré un effectif de 1000 étudiants au cours de l'année académique 2000-2001.

L'inventaire des travaux sur les conflits a permis de relever des documents inédits constitués de neuf travaux de fin d'études de graduat et des mémoires de licence à la Faculté des Sciences Sociales Administratives et Politiques.

L'Institut Supérieur de Développement Rural, ISDR/Bukavu

L'ISDR/Bukavu est une institution publique à deux cycles (graduat et licence) créée en 1962. Il fonctionne dans ses propres infrastructures. Il organise la Section développement rural avec les options suivantes : planification régionale, organisation

sociale, administration rurale, gestion de l'environnement et développement avec deux cycles : graduat et licence. Il a en son sein également le Centre de Recherche pour la Promotion Rurale (CERPRU). L'ISDR Bukavu fonctionne avec son personnel propre comprenant six professeurs, cinq Chef de Travaux, quatorze assistants, sept Assistants des Pratiques Professionnelles et treize Chargés des Pratiques Professionnelles. L'ISDR a accueilli un effectif de 771 étudiants inscrits pour l'année académique 2001-2002.

En résumé, à l'exception de l'ISP/Bukavu et de l'ISDR/Bukavu, les autres établissements de l'Enseignement Supérieur et universitaire au Nord-Kivu et au Sud-Kivu sont très jeunes et sont pour un bon nombre issus de la politique d'essaimage. La plupart des responsables de ces établissements ont révélé que les travaux de recherche ne se font pas en raison de la conjoncture actuelle de guerre, de différentes sollicitations des enseignants pour des raisons de survie, de l'indisponibilité des professeurs qui sont pour la plupart visiteurs. L'essentiel de la réflexion plus au moins scientifique est constitué de documents non édités et constitués de mémoires de licence et de quelques travaux de fin de cycle de graduat.

Il apparaît que les scientifiques de la région sont intéressés à la question de transformation des conflits et de construction de la paix mais une recherche systématique tarde à se concrétiser. Les raisons sont multiples ; beaucoup ne veulent pas s'exprimer sur la question à cause des conséquences probables ; d'autres ne savent pas dégager le sentimental (très fort) de l'analyse objective des faits qui ouvrent sur une théorie constructive de la paix.

5.2. Les Centres de recherche

Cinq centres de recherche ont été identifiés au Nord et Sud-Kivu : le Centre de Recherche Universitaire du Kivu (CERUKI) de l'ISP/Bukavu, le Centre de Formation et d'Etudes sur la Gestion et la Prévention des Conflits dans la région des Grands Lacs (CEGC) de l'UCB, le Centre de Recherche pour la Promotion Rurale (CERPRU) de l'ISDR/Bukavu pour le Sud Kivu et le Centre de Recherche Interdisciplinaire du Graben (CRIG) de l'UCG à Butembo et le Centre Africain de Recherche et d'Education pour la Paix et la Démocratie (CAREP) de l'ULPGL

(i) Le Centre de Recherche Universitaire du Kivu (CERUKI)

Le CERUKI a été créé en octobre 1973 sur l'initiative du R.P. Dominique Milani, Directeur Général de l'ISP/Bukavu. C'est un centre interdisciplinaire qui fonctionne conformément à la décision rectorale n°0034/UNAZA/R/73 fixant organisation des centres et instituts de recherche de l'Université Nationale du Zaïre. Il a été agréé par la décision n° 002/UNAZA/R/76 du 4 septembre 1976 du Recteur de l'UNAZA. Ses publications ont été reconnues scientifiques lors de la 3^{ème} session de la Commission de la Recherche, tenue à Kinshasa du 20 au 22 décembre 1979.

La mission du CERUKI est de promouvoir la recherche scientifique sur le Kivu dans tous les domaines, de coordonner les différents projets de recherche sur le Kivu, d'organiser tous les deux ans des colloques scientifiques afin de stimuler la recherche sur le Kivu dans un domaine déterminé, et enfin de favoriser les groupes

de recherche sur les ethnies dans le but de sauvegarder le patrimoine culturel ancestral.

A l'actif du CERUKI, l'on compte de nombreuses conférences, des journées scientifiques, quatre colloques internationaux (*la Géographie physique et humaine du Kivu* en 1974, *le mythe et les rites de Lyangombe* en 1976, *la problématique du développement au Kivu* en 1979 et *la production culturelle et matérielle des peuples des Grands Lacs et des régions environnantes* en 1982), des publications (ouvrages, revues scientifiques notamment Antennes du CERUKI et Cahiers du CERUKI, collection études).

Il existe au CERUKI des programmes de recherche mais aucun d'entre eux n'est centré sur la question des conflits.

Le CERUKI dispose une bibliothèque spécialisée et dispose d'un personnel de recherche, actuellement réduit en raison de la conjoncture actuelle : un Directeur, Professeur Molowayi wa Kayemba, Historien, un Directeur Adjoint, Chef de Travaux Makomo Makita, Licencié en Français, un chercheur linguiste, Licencié en linguistique africaine et une unité d'appoint.

(ii) Le Centre de Formation et d'Etudes sur la Gestion et la Prévention des Conflits dans la région des Grands Lacs (CEGC)

Le CEGC a été créé en 2001 à l'initiative du Doyen de la Faculté de Droit de l'Université Catholique de Bukavu et a été agréé en 2002 par le Recteur de l'UCB.

La mission du CEGC est de mettre en place des mécanismes de prévention et de résolution des conflits en vue de restaurer et de renforcer la paix dans la région , seule condition pour un développement endogène, autogéré et durable.

Le CEGC fonctionne au sein de ladite Faculté sous la direction d'un professeur. A l'actif du CEGC, l'on peut relever l'organisation d'un séminaire sous régional sur les « Droits de l'homme dans la région des grands lacs : réalités et illusions ». Différents auteurs intéressés à la question des conflits dans la région des grands lacs africains y ont présenté les résultats de leurs recherches.

iii) Le Centre de Recherche pour la Promotion Rurale (CERPRU) de l'ISDR/Bukavu

La gestion du CERPRU est assurée par une équipe composée d'un Chargé de recherche et huit Attachés de recherche. Le Centre de Recherche pour la Promotion Rurale (CERPRU) publie des actes des colloques et des journées scientifiques qu'organise l'ISDR et une revue, « Les Cahiers du CERPRU ».

(iv) le Centre de Recherche Interdisciplinaire du Graben (CRIG)

La création du CRIG remonte à 1995. Le CRIG a pour mission de promouvoir et de publier les recherches menées dans toutes les Facultés de l'UCG ou dans les formations universitaires du Nord Kivu. Le CRIG fonctionne au sein de l'Université Catholique du Graben. Le Centre est dirigé par un professeur (spécialité Sciences de l'Education) assisté d'un Secrétaire.

Le CRIG a publié un premier ouvrage et un numéro de la Revue « Parcours et Initiatives » en Août 2002. Deux articles de cette publication sont consacrés sur les questions d'Etat de droit en période de guerre.

(v) Le Centre Africain de Recherche et d'Education pour la Paix et la Démocratie (CAREP) de l'ULPGL

Le CAREP est un centre qui a été créé par l'Université des Pays de Grands Lacs en 1996. Son directeur est un professeur de formation théologique. En réalité, il s'agit d'un rapport de séminaire de réflexion qui a porté sur les événements survenus au Rwanda en 1994. Le Centre n'a publié jusqu'à là que l'unique numéro.

5.3. Organisations du Nord-Kivu et du Sud-Kivu actives sur la question des conflits et de la paix dans la région des grands lacs,

Uvira :

UGEAFI (Union des groupes d'études et d'action en territoire de Fizi) et Groupe Milima

Ce sont des ONGs qui ont évoqué les publications de Müller Ruhimbika sur "*les Banyamulenge entre les deux guerres*" et de Joseph Mutambo sur "*Qui sont les Banyamulenge?*" Muller Ruhimbika est fondateur du groupe Milima. Les autres associations locales en ont entendu parler mais elles ne les ont jamais vues et lues. Les publications ne circulent pas à Uvira, pour diverses raisons, notamment l'inexistence des services spécialisés de bibliothèque de type académique et des librairies.

La plupart d'écrits que les responsables des ONGs qualifient de production scientifique ne sont que des rapports de séminaires ou d'ateliers de formation sur la cohabitation pacifique, la réconciliation, la prévention et la résolution des conflits.

La production locale est limitée aux feuillets d'information et aux rapports d'enquête ou des séminaires.

MIJAS (Mission des Jacobins Sages)

MIJAS est une association de création récente à Uvira ; elle produit le feuillet "Messager du Peuple" pour informer le public sur la situation politique locale, régionale, nationale et internationale.

CADI (Comité d'Action pour le Développement Intégré) et CCDPR (Centre Chrétien pour le Développement et la Promotion Rural)

Ce sont deux ONG locales qui ont organisé des enquêtes dans le cadre des recherches - actions, à la demande de leurs bailleurs de fonds. L'objectif de ces recherches était d'aboutir à un programme d'actions à leur soumettre. A la lecture des résultats d'enquête, le niveau d'interprétation des données n'est pas suffisamment intelligible et consiste à un triple sens de conception, de méthodologie et de cadre théorique (approches et concepts).

En résumé, la capacité de recherche locale sur les conflits et la paix n'est pas développée au sein des organisations locales. Les guerres ont non seulement contribué à la détérioration de la paix mais aussi à la résurgence des structures œuvrant dans le domaine de la pacification. La consommation des publications est limitée en raison de la pauvreté, du niveau d'éducation et de l'insécurisation des intellectuels.

Goma

L'Institut Pole

L'Institut Pole est une association qui a mené des enquêtes et des interviews ; il a produit des documents de vulgarisation et organise une exposition d'ouvrages et de revues publiés ailleurs. Il a publié cinq numéros de son bulletin « Regards croisés ».

La Campagne pour la Paix

Campagne pour la Paix publie des rapports de descente sur le terrain et des ateliers qu'elle organise. La recherche n'est pas prévue dans son objet social.

Si les conflits existent entre les populations locales et les communautés d'origine rwandaise, il y a aussi des conflits à caractère économique et autres qui ne sont pas clairement exprimés. C'est ce qui ressort de la lecture des différents rapports des deux ONGs.

Les centres de recherche et autres organisations de la société civile de Goma ne sont pas actifs dans le domaine de la recherche en matière de paix et des conflits.

c) Butembo, Lukanga et Beni

A l'exception du Symposium International sur la Paix en Afrique (SIPA) organisé par les associations de la société civile du Nord-Kivu et du Sud-Kivu à Butembo, il existe aussi localement une organisation dénommée GADHOP (Groupe d'Actions pour les Droits de l'Homme et la Paix), une fédération de 18 associations de droit de l'homme qui publie des messages, des rapports d'ateliers et des dénonciations des violations de droits de l'homme. Il en est de même de la Commission Justice et Paix du Diocèse de Butembo.

En dehors du Symposium sur la Paix (SIPA), les organisations de la Société Civile de Butembo et de Beni n'ont pas produit des écrits publiés. Ils sont plus actifs dans les écrits de dénonciation des violations des droits de l'homme.

d) Bukavu

Le Bureau d'études pour la Résolution des Conflits et Intégration dans la Région des grands Lacs (Becilac)

Le BECILAC est un Bureau d'études qui gère une importante documentation sur le foncier, le droit et les conflits dans la région des Grands lacs. Les documents sur les conflits reprennent les prises de position, les rapports de mission d'enquête et les articles.

L'Association des Femmes Cadres pour l'Epanouissement Intégral de la Femme (AFECEF)

L'organisation AFECEF est une organisation locale des femmes. Elle a publié un document sur « Les conflits au Sud-Kivu, des anciens royaumes à 1996. Rôle de la femme ». Elle n'a pas évolué sur le sujet. Elle n'a pas de programme propre de recherche ni des stratégies pour mobiliser les scientifiques sur la question. L'organisation a plutôt offert un cadre de publication à des chercheurs indépendants qui ont travaillé sur différents aspects de la question. Ces chercheurs ont été recrutés dans les universités et la société civile.

Héritier de la Justice

Héritier de la Justice est une ONG locale qui a publié sous la plume du Professeur B. Mulyumba wa Mamba un ouvrage sur « *la paix et la résolution pacifique des conflits dans les sociétés traditionnelles* ». Il anime au niveau des écoles un programme d'activités sur la paix

6. Typologie des travaux de recherche

L'inventaire des documents produits localement et relatifs à la transformation des conflits et à la construction de la paix au Nord Kivu et au Sud Kivu a révélé par institution, une situation représentée comme suit par axe :

Tableau n° 1: Travaux inventoriés à Goma

| Institution | Ouvrages | Articles | Thèses | Mémoires | Travail de fin d'études | Documents de travail |
|--------------------------------|----------|-----------|------------------|----------|-------------------------|----------------------|
| U.L.P.G.L. Faculté de droit | | 1 | 1 DEA 1 thèse | 4 | | |
| CAREP | | 16 | | | | |
| C.U.E.G | | 1 2 | | 4 | 1 | |
| Campagne pour la paix | | 2 | | | | 5 |
| Autres | 5 | | | | | |
| Total | 5 | 22 | 2 | 8 | 1 | 5 |

Tableau n°2 : Travaux inventoriés à Butembo, Beni et Lukanga

| Institution | Ouvrages | Articles | Thèses | Mémoires | Travail de fin d'études | Documents de travail |
|--|----------|----------|--------|----------|-------------------------|----------------------|
| UCG | | | | | | |
| CRIG | 1 | 2 | | | | |
| Faculté de Droit | | | | 1 | | |
| Faculté de Sciences Sociales, Administrative et Politiques | | | | 1 | 9 | |
| UNADEL | | | | | 2 | |
| Autres | 1 | | | | | |
| ISC/Beni | | | | | 1 | |
| ISDR/Beni | | | | | 1 | |
| Total | 2 | 2 | | 2 | 13 | |

Tableau n° 3 : Travaux inventoriés à Uvira

| Institution | Ouvrages | Articles | Thèses | Mémoires | Travail de fin d'études | Documents de travail |
|--------------|----------|----------|--------|----------|-------------------------|----------------------|
| ONG | 3 | | | | | |
| UNIC/ISGEA | | | | | 2 | |
| ISTC/Uvira | | | | | 2 | |
| CADI | | | | | | 1 |
| CCDPR | | | | | | 1 |
| CECI-ACIPA | | | | | | 1 |
| BUCONGD | | | | | | 1 |
| Autres | 3 | 3 | | | | |
| Total | 6 | 3 | | | 4 | 4 |

Tableau n° 4 : Travaux inventoriés à Bukavu

| Institution | Ouvrages | Articles | Thèses | Mémoires | Travail de fin d'études | Recherche en cours ou en projet |
|---|----------|----------|--------|-----------|-------------------------|---------------------------------|
| UCB Faculté de Droit CEFGC | 1 | 2 | | 4 | | 3 |
| ISP Département d'Histoire | | | | 8 | 6 | |
| CUB Faculté de Sciences Sociales, Administratives et Politiques | | | | 1 | 27 | |
| CUP Urénologie | | | | | 12 | |
| UNIC/ISGEA | | | | | 9 | |
| AFECEF | 1 | | | | | |
| Héritier de la Justice | 1 | | | | | |
| Christian Aid | | 1 | | | | |
| Total | 3 | 3 | | 13 | 54 | 3 |

TABLEAU DE SYNTHESE

| Entité | Ouvrages | Articles | Thèses | Mémoires | Travail de fin d'études | Recherche en cours ou en projet et documents de travail | Total | % |
|--------------|--------------|--------------|-------------|--------------|-------------------------|---|------------|------------|
| Goma | 5 | 22 | 2 | 8 | 1 | 5 | 43 | 27,74 |
| Uvira | 6 | 3 | - | - | 4 | 4 | 17 | 10,97 |
| Bukavu | 3 | 3 | - | 13 | 54 | 3 | 76 | 49,03 |
| Butembo-Beni | 2 | 2 | - | 2 | 13 | - | 19 | 12,26 |
| Total | 16 | 30 | 2 | 23 | 72 | 12 | 155 | 100 |
| % | 10,32 | 19,35 | 1,29 | 14,84 | 46,45 | 7,75 | | |

Commentaires :

La recherche a permis de découvrir 155 documents essentiellement produits localement sur la question des conflits au Nord et au Sud Kivu. 61,29% des documents inédits sont constitués de travaux de fin de cycle et de mémoires de licence des étudiants. Les productions scientifiques (ouvrages et articles) ne représentent que 29,68%. Environ 9% des productions portent sur des recherches en cours ou des documents autres que des rapports scientifiques.

Le point de départ d'un programme de recherche en matière de conflits et des problématiques liées à la paix reposerait sur les matériaux rassemblés au cours de la recherche. Une partie de ces matériaux se retrouvent déjà dans les exercices académiques de rédaction des documents par des étudiants.

7. Thématiques (thèmes récurrents)

Les quelques recensions faites sont révélatrices des thématiques pertinentes déjà abordées par les étudiants et même par certains professeurs. Les travaux de recherche produits localement et de grande facture n'existent pas. La plupart de travaux sont des témoignages, des mémoires et des travaux de fin de cycle qui participent à la réification de l'histoire des conflits.

Les documents évoqués font transparaître trois types de conflits : les conflits intra ethniques ou intra claniques (qui ne rentrent pas dans les préoccupations habituelles), les conflits interethniques et les conflits interétatiques. Le quatrième type de conflit qui rencontre le moins les préoccupations, c'est le conflit de l'économie des plantations ou d'entreprises, essentiellement des conflits des limites des entités ou de partage de pouvoir ou de responsabilité.

Les approches développées pour expliquer les différents types de conflits ci-dessus sont politico-juridique, économique, politique, historique, géostratégique, managérial et démographique (migrations, pression démographique, etc.).

Les documents édités localement (ouvrages et articles) produits par des natifs, ou non édités

(les mémoires et les travaux de fin de cycle) abordent un ensemble des thématiques spécifiques notamment : (i) les migrations, (ii) la nationalité, (iii) la gestion foncière (les conflits de pâturages, par exemple, (iv) le pouvoir coutumier, (v) les conflits interethniques, (vi) les crises socio-politiques.

Par rapport au travail d'inventaire jusqu'à ce stade, nous examinons un certain nombre des thématiques en raison de leur récurrence.

i) Les modes traditionnels de prévention des conflits.

Depuis la crise de l'Etat en Afrique, et surtout celle qui a affecté l'administration et les structures juridiques officielles les rendant incapables d'arbitrer les conflits et d'assurer la paix, les chercheurs ont commencé à réfléchir sur les modes traditionnels de prévention des conflits comme substitut. Le postulat de départ est que les sociétés traditionnelles ont inventé au cours de leur existence des mécanismes de pacification des relations sociales qui ont été supplantées à la colonisation par les juridictions modernes et qui aujourd'hui seraient de grande utilité dans le règlement des conflits. La formation de l'Etat en Afrique étant inachevée, les modes traditionnels s'imposent dans la résolution des conflits liés au réveil identitaire : le Gacaca au Rwanda, le Bushinganda au Burundi et leurs équivalences au Kivu. Le travail de MULYUMBA wa Mamba sur « *les mécanismes traditionnels d'éducation des enfants à la paix et à la résolution des conflits* » entre dans cette préoccupation.

ii) Les conflits dans les entreprises et dans l'administration.

L'analyse des conflits dans les entreprises et dans l'administration n'est pas approfondie. Les quelques travaux des étudiants des instituts privés selon l'approche managériale ne tiennent pas compte de la culture de l'entreprise et de l'analyse stratégique, en termes d'acteurs et de système. Il faudra procéder à un travail de systématisation.

iii) Les conflits de pouvoir coutumier.

Les conflits de pouvoir coutumier se produisent et se développent dans les chefferies, et se nouent autour de la succession, du contrôle des clans et des entités. Les travaux des étudiants ont montré que les tendances autonomistes se manifestent actuellement là où l'administration coloniale a interféré dans les groupements ou les chefferies. Le pouvoir coutumier affaibli ne disparaît pas. Il se maintient malgré les changements introduits par le mouvement associatif et des seigneurs de guerre. Il résiste à tout changement, et à ce titre, il mérite des recherches pour analyser ses mécanismes, et ce que serait le rôle des chefs coutumiers dans une perspective démocratique.

iv) La formation de l'Etat.

Cette question n'est pas suffisamment étudiée. Elle permettrait pourtant de clarifier les thèses sur les royaumes des Grands Lacs, les échanges qui ont existé et de comprendre le phénomène de pluri-tribalité qui est à la base de crises affectant l'Etat post-colonial, surtout dans le contexte de mondialisation et des guerres extraterritoriales.

v) Les résistances populaires.

A côté des rébellions ouvertes, la région est caractérisée par des mouvements de résistance populaire qui se sont étendus et développés depuis 1990. Emmanuel Lubala a entrepris des analyses de ce phénomène dans l'Annuaire des Grands Lacs. Cette thématique n'a pas jusqu'à présent retenu l'attention des chercheurs et des centres de recherche au Nord et au Sud-Kivu. Pourtant ce phénomène n'est pas suffisamment expliqué pour mieux le comprendre.

Certains travaux de mémoire de licence de l'UCG Butembo donnent les premières analyses quelque peu élaborées sur les résistances populaires et pourront constituer une base de travail.

vi) Les conflits fonciers et ethniques.

Le Professeur Séverin MUGANGU a réalisé une thèse appréciée sur le foncier au Bushi, mais les conflits parcellaires, de pâturage, des limites autour du parc et des chefferies ne sont pas étudiés en détail. Les conflits ethniques sont étudiés, mais il n'existe pas un travail de systématisation de cette problématique. Il existe cependant plusieurs articles dont certains sont des prises de position et de moindre importance scientifique.

vii) La nationalité et les problèmes connexes.

La question de nationalité n'est pas suffisamment étudiée au Sud-Kivu. Elle est au centre des plusieurs travaux au Nord Kivu (Goma et Butembo). Les mémoires, les travaux de fin d'études et les articles abordent les aspects juridiques, mais leurs contours sociologiques et anthropologiques ne sont pas fixés. Le Professeur NGUYA NDILA a écrit un ouvrage sur la nationalité et la citoyenneté au Congo, mais les aspects tels que les migrations, les réfugiés, les déplacés, les guerres et leurs

conséquences, les mouvements de résistance, la citoyenneté transfrontalière n'ont pas été traités en profondeur.

De ce qui précède, il existe donc des axes thématiques susceptibles d'être explorés par une équipe pluridisciplinaire. Une méthodologie adéquate devra être mise au point au regard des insuffisances des travaux des étudiants. La justification des anciens cadres théoriques qui ont servi les missionnaires et les administrateurs coloniaux pour travestir les faits et justifier la colonisation sont à examiner. Il faudra entreprendre un travail de fond dans les Universités, Instituts Supérieurs et Centres de Recherche pour *réécrire l'histoire des conflits au Kivu et dans la région des Grands Lacs*.

8. Périodisation

Les universités et centres de recherche sont très jeunes au Nord et au Sud-Kivu. En dehors de l'ISP et de l'ISDR Bukavu créés en 1962, quatre institutions d'enseignement supérieurs ont vu leur naissance dans la décennie 1980-1990, trente trois dans la décennie 1990-2000. En conséquence, la plupart des travaux (documents édités ou non édités) sont récents et foisonnent pendant cette dernière période des troubles politiques (afflux massif des réfugiés rwandais en 1994 à la suite du génocide au Rwanda) et des rébellions armées qui ont éclaté en République Démocratique du Congo depuis 1996. Avant 1990, des travaux sur les conflits sont rares.

CONCLUSION PARTIELLE

Les universités, les centres de recherche et les organisations du Nord et du Sud Kivu sont très peu actifs dans les recherches scientifiques sur la transformation des conflits et la paix. Cette attitude est attribuée à leur jeunesse car la plupart sont issus de la politique d'essaimage ou des initiatives privées des confessions religieuses. Aussi, la recherche ne constitue pas une grande préoccupation dans les milieux du Kivu. Les raisons de survie obligent la plupart d'enseignants à répondre à différentes sollicitations. Enfin, nombreux sont les professeurs attirés recrutés comme visiteurs dans les universités de la région de grands lacs.

Cependant, il existe un grand nombre de documents non édités et constitués des travaux de fin de cycle et des mémoires de licence. Ces débuts de recherche ont été souvent encadrés par le personnel académique et scientifique des universités et centres de recherche. Un tel personnel constitue un potentiel des ressources humaines intéressées à la recherche sur la transformation des conflits et la paix. Il peut être mobilisé dans un programme conjoint de recherche inter universitaire sous la supervision des professeurs qualifiés.

Le programme de recherche sur la transformation des conflits et la paix trouve les meilleurs cadres institutionnels à Bukavu au sein des universités et des instituts supérieurs tels que l'UCB (avec son centre *CEGC*), l'ISP (avec son département d'Histoire et Sciences Sociales et le Centre Universitaire du Kivu, *CERUKI*), l'UEA (avec la Faculté de Théologie), le CUB (avec la Facultés de Sciences Sociales, Administratives et Politique et la Faculté de Droit) et le CUP (*Urénologie*)

Pour terminer, les ONGs ne produisent pas de travaux de recherche mais plutôt des rapports d'enquête ou des séminaires sur les conflits et la résolution pacifique. Les ouvrages produits par AFECEF et Héritiers de la Justice font exception et ont bénéficié du concours du personnel académique et scientifique recruté dans les universités.

3.1.1.2. PRESENTATION DES THEMATIQUES RECURRENTES ET PONCTUELLES PAR RAPPORT A LA DIVERSITE DES CONTENUS ET DES REGARDS

Par C.T. Oscar BAHARANYI Bya-Dunia
ISTM/Bukavu

Selon le besoin de la conceptualisation, dans cette partie de la restitution, nous présentons le résumé des lectures faites par thématique et selon le plan stratégique suivant :

Les problématiques

Les hypothèses

Les argumentations, positions et regards diversifiés

Les tendances et contradictions éventuelles

Les documents édités (les ouvrages et les revues), ou non édités (les mémoires et les travaux de fin de cycle) produits localement abordent des thématiques spécifiques soulevés qu'on peut examiner sous huit principales thématiques :

1. Les conflits dans les entreprises et dans l'administration
2. Les conflits de pouvoir coutumier
3. La formation de l'Etat, l'autorité politico-administrative et les crises socio-politiques dans les territoires du Nord et du Sud-Kivu
4. Les migrations et les conflits interethniques
5. Les résistances populaires
6. Les conflits fonciers et ethniques
7. La nationalité et les problèmes connexes
8. Les modes traditionnels de prévention des conflits

1. Les conflits dans les entreprises et dans l'administration

Le matériel de base dans cette thématique est constitué en général des documents non édités, notamment six rédactions d'exercice académique sous forme de travaux de fin d'études de PALUKU M. (2000), PILIPILI M (1996), MUHINDO M. (2001), KASEREKA M. (1993), LWALABA M. (1997) et NSENGIMANA R. (2000)

1.1. Problématiques

D'abord au sein des églises, la question des conflits de succession des mandats résulte des clivages dans l'administration qui partent du sentiment selon lequel les intérêts des pasteurs sont mal desservis par les Administrateurs dirigeants. Les pasteurs mécontents forment alors des dissidences, ou exigent des réformes ou simplement des changements des mandats. Ces contestations religieuses ont des impacts négatifs sur les projets ou les initiatives de développement socio-économique du milieu rural.

Au sein des entreprises étatiques, le conflit naît de des divergences d'interprétation des textes en fonction des intérêts que tirent les dirigeants. Ce cas est illustré par le conflit survenu à Beni au niveau de la perception des recettes par la DGC et l'IPMEA à la suite de l'application du régime forfaitaire et du régime des patentés. Etant donné que certaines entreprises sont soumises au régime forfaitisé et d'autres au régime patenté, le conflit repose sur la confusion qui existe dans la perception d'impôts entre le DGC et l'IPMEA.

1.2. Hypothèses

A l'intérieur des églises, les mandats des dirigeants ne reposent sur des bases démocratiques. Selon cette hypothèse, on peut considérer que les facteurs de ce conflit sont de deux ordres : interne et externe. Les variables internes seraient les implications de certains riches chrétiens de l'église et les clivages claniques. Les variables externes comprendraient la complicité des bailleurs de fonds interférant et encourageant les scissions. A l'intérieur des entreprises publiques, les dirigeants politiques interprètent souvent les textes qui les régissent en fonction des intérêts qui les arrangent.

1.3. Argumentations, positions, regards diversifiés

Quelques soient les types d'entreprises, confessionnelles ou laïques, les réformistes ou les dirigeants en exercice tombent souvent dans le même piège une fois aux commandes. A l'origine du conflit, il y a les intérêts des dirigeants et leur mauvaise gestion. Au sein des églises, la sanction de l'éloignement des pasteurs contestataires est appliquée et, en réaction, ces derniers érigent alors une nouvelle église. Au sein des entreprises publiques ou privées, différentes sanctions sont appliquées selon les cas.

Tous les auteurs sont unanimes que les conflits au sein des entreprises naissent de la divergence des objectifs et de perception, de l'interdépendance de groupes, de la non définition des postes d'attache, de la compétition au pouvoir et surtout de la lutte d'intérêts.

1.4 .Tendances et contradictions

Les éléments de malaise qui sont à l'origine des conflits ont des liens avec la crise qui rongent les églises. Les faits sont exacts et par rapport au contexte actuel, il a été déploré que les liens familiaux jouent un grand rôle dans la crise. Dans la liste des facteurs explicatifs sont enregistrés les mécanismes de résolution des conflits dans les entreprises. Les conflits s'y développent sur fond de tribalisme, de trafic d'influence, de non respect des attributions de chacun, du recrutement qui ne tient pas compte de poste, de la résolution subjective, du manque de communication et de l'utilisation inefficace des ressources humaines. Trois façons de traiter les conflits apparaissent, notamment les mécanismes de défense (agression, régression et compromis), la planification et la gestion adaptative.

2. Les conflits de pouvoir coutumier

Les conflits de pouvoir coutumier sont au centre de beaucoup de débat mais il y a peu des rédactions scientifiques élaborées : juste un travail de fin de cycle et un rapport de KABAYA B. (1995) et un rapport d'enquête ont été rencontrés dans les productions locales de recherche. Néanmoins, la question est discutée dans des chapitres isolés d'autres documents traitant de la gestion foncière par la coutume ou encore des modes traditionnels de règlement des conflits

2.1. Problématiques

Pour différentes raisons de gestion de terroir se développent des tensions entre les agriculteurs et les éleveurs du petit et gros bétail. Ces tensions dégénèrent souvent en conflits parfois sanglants entre les deux groupes. La plaine de la Ruzizi n'y a pas échappé. L'auteur se pose la question sur des conditions de cohabitation entre ces deux activités débouchant sur une harmonie entre les deux groupes.

L'enquête effectuée par le CADI est particulièrement indicative. Elle identifie les mécanismes traditionnels (coutume, initiation, dot, régime patrimonial de propriété et d'héritage) et modernes (système éducatif, religion, droit) par lesquels opèrent les inégalités entre homme et femme.

2.2. Hypothèses

L'agriculture et l'élevage étant complémentaires, si la gestion du terroir est bien faite, les récoltes pourront être performantes et le bétail serait florissant.

Ce rapport d'enquête montre que les familles sont, par excellence, les lieux de production des inégalités et des conflits qui embrasent à long terme la société entière.

2.3. Argumentation, positions, regards diversifiés

Il a été examiné les différents facteurs qui sont à la base de rupture d'un type de confiance entre les éleveurs et les cultivateurs dans la Plaine de la Ruzizi. En vrac, l'auteur a retenu l'aridité liée aux conditions climatiques, la diminution des surfaces cultivables et des pâturages, la diminution de la production agricole, l'explosion démographique et la surcharge animale, la compétition entre activités, etc.

Il soutient que les conflits de pâturage sont violents et aboutissent à des pertes en vie humaine et en bétail.

2.4. Tendances et contradictions

Les mécanismes de production des inégalités sont plus contraignants dans le territoire de Fizi que dans celui d'Uvira. Les résultats de l'enquête indiquent la prise en compte du concept genre dans la résolution des conflits et pour susciter la participation de la femme au développement. Plus précisément, il s'agit d'abandonner les coutumes rétrogrades et d'éduquer les populations en matière du GED.

3. La formation de l'Etat, l'autorité politico-administrative et les crises socio-politiques dans les territoires du Nord-Kivu et Sud-Kivu

Dans cette thématique, quatorze rédactions ont été identifiées, notamment des ouvrages publiés de MUTAMBO J. (1997), HAMULI Kabarhu (1996), BAGALWA

Muheme G. (1999), TEGERA, A (1994), plusieurs articles scientifiques, MUHINDO Malonga (2002), KATSVUVA Muhindo, A (2002), des mémoires, KASHINDI Rashidi. (2000), GUHANDA Magane (1998), ZIHALIRWA Chirhagage P. (1995), LWABOSHI CHIBIKWA (2000) et travaux de fin de cycle, KAMBALE Shayinga M (2000), CIZA Nkalarwa. (1999), des textes ronéo en voie de publication, KISANGANI Endanda.S.(texte ronéo, non publié, 2002),.

3.1. Problématiques

Dans un contexte de contestation à travers des textes juridiques de la R.D. Congo, les Banyamulenge ont connu différents problèmes. A partir des actions menées à travers les guerres de libérations, la question de l'identité et de la nationalité ne cesse de rebondir.

A partir des phénomènes de conflits et des tensions ethniques vécus au Kivu en particulier et au Congo en général, amplifiés par l'afflux massif des réfugiés rwandais au Kivu à la suite du génocide au Rwanda, les auteurs voudraient répondre à la question de savoir comment l'Etat congolais en crise pourra, sous les différents aspects, pouvait les prévenir et les résoudre.

Depuis l'indépendance du pays, la plupart des guerres déclenchées en République Démocratique du Congo ont affecté le Kivu ou elles y ont commencé. Les auteurs voudraient connaître les raisons, les facteurs qui les favorisent.

Le conflit actuel en RDC paraît être une guerre hybride ou mixte, relevant à la fois du conflit interne par la présence des rébellions, elles-mêmes déchirées en leur sein, et du conflit international, avec l'implication des Etats voisins qui les soutiennent.

Depuis plus d'une demi décennie déjà, la République Démocratique du Congo est déchirée par la guerre, première dans l'histoire de l'Afrique et du pays par son ampleur. Ses causes sont identifiées dans les dynamiques sociales et géopolitiques internes et externes. Les deux grandes épisodes du conflit présentent une similitude, leur épiscentre s'avère être l'Est, spécialement les provinces du Sud et du Nord Kivu. Les initiatives de rétablissement de la paix et de la légitimité politique ont déjà été entreprises. Parmi les acteurs de la voie négociée, une des grandes composantes de la Société civile du Congo, l'Eglise Catholique Romaine, a multiplié le zèle en stigmatisant les conflits locaux, nationaux et régionaux. Son intervention est remarquable au niveau des déclarations concertées ou isolées de son Clergé, spécialement de ses évêques, au niveau des prises de position contre la rébellion, au niveau diplomatique et des actions politiques.

Ces initiatives présentent cependant quelques limites : la montée du pluralisme confessionnel qui met en cause le leadership social de l'Eglise Catholique, le conservatisme du Clergé qui lui empêche une prise d'actions plus engagées et adaptées à la situation, à l'instar des Théologies de Libération et le risque de partialité de ses hiérarchies. Pourtant, l'Eglise Catholique reste une institution qui unit encore le pays balkanisé, autour de laquelle se construisent tant soit peu les identités communautaires. Elle reste un partenaire, un interlocuteur et un acteur avec lequel il faut compter pour construire la paix et promouvoir la bonne gouvernance au Congo.

Il se pose au Nord-Kivu la question de l'occupation des terres et de peuplement. Il y a au Nord-Kivu des terres fertiles, un climat tempéré par l'altitude, deux éléments naturels attractifs à côté d'un Rwanda où la famine sévit à répétition. Par ailleurs, il n'existe pas de frontière naturelle entre le Rwanda et le Nord-Kivu. Ainsi des hommes qui découvrent cet espace de vie vont s'y installer et y organiser leur vie économique, sociale et politique en concurrence avec les autochtones. On a alors parlé de migration d'abord libre et ensuite de migration clandestine.

A ceci s'ajoute l'action du colonisateur qui a péché par deux façons de faire :

d'abord la création des Parcs (1.242.210 hectares) entraînant un déplacement important des populations de leurs terres coutumières devenues parcs ou réserves forestières. Aussi la création des parcs a réduit l'espace de vie des populations, ce qui a généré des nouveaux conflits.

l'immigration organisée des Banyarwanda au Congo pour trois raisons, notamment la famine qui sévissait régulièrement au Rwanda, le souci de désengorger le Rwanda surpeuplé tout en sur peuplant la région du Kivu et enfin le besoin de main-d'œuvre pour les plantations, les mines et les usines du Kivu. Cela s'est fait spécialement entre 1927-1937 ; 1945-1948 ; 1949-1951. C'est la fameuse M.I.B. En même temps, il est créé l'affaire de l'enclave de Gishari sur un terrain acheté aux chefs coutumiers des Bahunde (1936), en faveur des immigrés Banyarwanda, et en 1940, avec des Chefs Rwandais ; ce qui donne au roi Rwandais RUDAHIGWA le sentiment de prolongation du territoire rwandais dans le Masisi. Il manifestait déjà les mêmes sentiments pour les territoires de Rutshuru et de Nyiragongo.

Par la suite (en 1957) la chefferie Bahunde sera remis dans ses droits d'exercice du pouvoir coutumier sur l'enclave de Cishari.

Il y a eu différents flux des réfugiés rwandais au Congo (1959-1960; 1963, 1966, 1972 et plus tard 1993-1994). Au Congo l'UNHCR va les installer à Ihala (Walikale), à Bibwe (Masisi), Kalonge (Kalehe) et Baraka (Fizi). On connaît l'histoire de 1993-1994 et les guerres subséquentes. C'est dans cet environnement historique chargé de confusion que les populations du Nord-Kivu vivent des conflits à répétition.

On ne sait pas ignorer tout ce qui s'est passé après l'indépendance avec Mobutu, notamment la zaïrianisation et les acquéreurs essentiellement Banyarwanda, la manipulation de la loi sur la nationalité en 1972 avec la présence de BISENGIMANA à la Présidence de la République au Zaïre, l'action socio-politique de la MAGRIVI qui est une Mutuelle des Agriculteurs de Virunga à partir de 1992, etc

La recherche de solution à ces conflits ont procédé à deux logiques : une logique pacifiste et une logique militaire.

Le gouvernement congolais (ex-zaïrois) avait alors mené des campagnes militaires dévastatrices avec des forces armées déployées sur le terrain. Il avait d'abord envoyé des troupes d'élite de la Division Spéciale Présidentielle (DSP) dans le territoire de Masisi et la chefferie de Bwito en 1993. Face à l'incapacité de juguler la crise du Nord-Kivu, le gouvernement a alors ordonné deux opérations militaires de grande envergure et meurtrières dites "Kimia-Masisi" (paix dans le Masisi) et "Mbata" (gifle) dans le Bwito. Ces opérations ont aggravé la crise qui s'est empiré par la suite. Au regard de cette situation, les auteurs voudraient répondre à la question de savoir les avancées en matière de pacification qu'ont apporté ces différentes interventions sur les conflits déclenchés au Nord Kivu par rapport aux préoccupations de fonds

d'une part , et, d'autre part, les raisons de la persistance des conflits en dépit de ces actions.

D'autres abords touchent à la présence des armées étrangères en RD Congo comme facteur aggravant des conflits. On voudrait répondre à la problématique de savoir si les seuls arguments de la légitime défense et de droit de poursuite justifient, sur le plan juridique, la présence des armées régulières ougandaise et rwandaise en RD Congo. Il faudrait également comprendre les mécanismes que la R.D. Congo et l'Ouganda devront mettre en place pour résoudre la crise à la frontière commune.

Il y a aussi le problème de la propension des circonscriptions de base (groupements) à se séparer des entités administratives décentralisées, à être dotée d'un statut juridique qui leur confère le droit de se gouverner et de s'administrer et la création de nouvelles entités territoriales. Il s'agit des cas des groupements d'Irhambi-Katana, de Nyangezi et du Quartier Kasha, Bunyakiri, Minembwe, Ici se pose la question de savoir comment limiter les tendances autonomistes des entités de base. Comment comprendre le processus de formation des chefferies modernes et les réformes territoriales qui ont suivi.

D'autres problématiques touchent directement à la question de fond : la formation de l'Etat. Le Rwanda, la République Démocratique du Congo et le Burundi subissent depuis 10 ans dans des conditions d'accumulation des contradictions et d'oppressions politiques. Les régimes issus des coups d'Etat militaires ont reposé leurs stratégies de gouvernance par la force militaire qu'ils ont imposé à toute la société. On voudrait sonder quels sont les facteurs explicatifs de l'irruption des armées au pouvoir dans les Etats de la région des Grands Lacs. Et quelles sont les implications politiques pour comprendre les conflits qu'elles génèrent (les armées au pouvoir).

3.2. Hypothèses

La pénétration arabe, la colonisation et l'étatisation du pays qui en est le corollaire ont procédé au déplacement des légitimités traditionnelles et constituent des ressorts des conflits aujourd'hui.

Les diverses autorités se réfugient derrière les nécessités ou les impératifs militaires pour justifier les entorses ou distorsion à l'Etat de droit, fragilisant ainsi la situation juridique des administrés.

A l'instar de l'Eglise d'Afrique du Sud, l'Eglise Catholique du Congo est résolue à participer activement au retour à la paix . Pour elle, le débat social n'est pas l'apanage des seuls hommes politiques qui d'ailleurs n'ont pas fait preuve d'efficacité pour juguler les différentes crises successives qu'a connues le pays.

En dépit des actions de pacification déployées au Nord Kivu persistent encore des conflits. Leur persistance serait liée à d'autres causes qui dépassent les stratégies pacifistes et militaires adoptées par les acteurs.

Les tentatives du règlement du conflit à la frontière par la force vont de paire avec la voie diplomatique entre les deux Etats pour une solution durable de l'insécurité aux frontières.

Au Burundi et au Rwanda, l'irruption de l'armée au pouvoir serait due (i) au climat de violence et de conflits qui ont régné dans ces pays depuis des années, (ii) à l'insuffisante participation citoyenne la gestion de l'Etat, (iii) au surarmement grâce à des soutiens extérieurs inconsiderés avec des objectifs cachés, (iv) à la suite des réfugiés rwandais et burundais parmi lesquels des militaires et des milices, (v) au sentiment d'exclusion mutuelle hutu/tutsi avec leurs idéologies d'extermination, (vi) au souci de défense des intérêts de la classe bourgeoise au pouvoir.

En République Démocratique du Congo, la crise serait le résultat (i) du suicide de l'économie nationale suite à trente ans de dictature militaire sous le régime de Mobutu, (ii) de la permanence d'une crise socio-politique, (iii) du débâcle de l'armée et des services secrets au cours de la chute du régime dictatorial, (iv) de l'instauration des régimes d'exception et (v) la transition interminable.

3.3. Argumentations, positions, regards diversifiés

La gestion pacifique des conflits au Kivu passe par la relecture objective de l'histoire. Les différentes contributions des auteurs saisissent les conflits en termes du développement inégal, de la mauvaise gouvernance, du délabrement de l'administration publique, de l'étatisation, de la divergence des idéaux et styles de vie, de la transition démocratique et enfin, des intérêts politiques et économiques en jeux.

L'auteur précise le contenu d'un Etat de droit, une notion d'actualité qui exige que les personnes publiques et les gouvernants soient soumis au même titre que les particuliers, au respect de droit ou qu'ils soient sanctionné en dernier ressort par un juge indépendant. C'est le corollaire de la démocratie libérale qui passe (i) par le respect de l'ordre juridique par les pouvoirs publics, (ii) par la protection des droits et des libertés des citoyens et (iii) par le contrôle juridictionnel exercé sur les gouvernants.

L'incitation des populations autochtones à la haine par certains politiciens est consécutive à l'incertitude politique et à la radicalisation ethnique. Il s'ensuit des confusions, des contradictions, des conflits résultant des dissensions ethniques. Les guerres dites de libération ou de rectification qui en sont des manifestations traduisent cette situation de crise au Nord Kivu, un terrain naturellement favorable.

Les auteurs insistent sur les questions de l'agression et les responsabilités internationales, le problème de crime contre l'humanité, de génocide et de guerre, l'intérêt et la place de la solidarité des Etats surtout invités comme un moyen de refuser que le Droit International puisse continuer à être bafoué.

Au Nord-Kivu, la création de la commission de pacification et de concorde a constitué une innovation positive en matière de règlement des conflits au Nord-Kivu. Ce cadre a permis aux membres de différentes communautés ethniques en conflit de se parler. C'est une percée majeure dans le processus de paix au Nord-Kivu. On peut rappeler qu'en 1993, le dialogue était impossible entre les Hutu et les Hunde au Nord-Kivu. L'une des mérites de la commission, par rapport aux instances judiciaires aura été de privilégier le recours au dialogue, à la concertation, au consensus, à l'équité, au bon sens. Une voie à explorer !

La réalisation des conditions de paix au Nord-Kivu passe inexorablement par le déblocage du système politique congolais dans son ensemble afin que ce dernier

permette la transformation de ses structures socio-politiques pour une stabilité globale de la société congolaise.

Les visées territoriales du pouvoir rwandais sur le Kivu paraissent constituer un autre obstacle. On peut les référer aux rumeurs remontant à la période de 1962-1963 (République des Volcans), 1982 (idéologie de l'autodétermination avec le soutien du Rwanda) ; 1990 (l'affaire des Tutsis) et surtout la déclaration du Président Rwandais (Pasteur Bizimungu) en 1996 faisant état d'une carte du grand Rwanda et réclamant la tenue d'une conférence internationale afin de réviser les frontières issues de la colonisation.

Il y a des positions qui soutiennent l'existence de deux types d'acteurs aux frontières. Il s'agit des Etats et des mouvements rebelles. Tous les deux acteurs violent le principe de non ingérence dans les affaires intérieures d'un autre Etat en recourant soit à la force, soit au soutien à des activités subversives à l'intérieur d'un autre Etat.

Des conflits se sont développés entre les trois pays de la région, chacun ayant ses propres préoccupations et motivations. La fragilité des régimes politiques fait que la R.D.Congo est devenue le lieu où ses voisins viennent régler leurs comptes et s'enrichir. Du coup, ces conflits reposent sur des enjeux économiques, notamment sur les pillages des ressources naturelles du Congo tant convoitées par les pays voisins.

3.4. Tendances et contradictions

Le sentiment très fort révélé de certains écrits amène à fausser certaines données de l'histoire et à les exagérer par exemple l'exagération des effectifs démographique des Banyamulenge situés à 400. 000 habitants contrairement au recensement scientifique de 1984.

Pour trois raisons évoquées, notamment de notions de circonstances exceptionnelles, de circonstance incertaine en droit et de difficulté de l'action administrative, l'Etat de droit en tant de guerre n'existe pas.

Il se pose le problème de la viabilité des entités décentralisées et d'une administration nouvelle qu'il faut mettre en place pour déclencher leur développement et non celui de leurs gestionnaires.

Dans la région des grands lacs africains, la classe politique a adopté la logique de la force militaire en lieu et place du développement de la démocratie. On peut pousser l'analyse et essayer de comprendre que probablement les conflits sont aussi alimentés par le refus de démocratiser les systèmes politiques ; les classes politiques privilégient les coups de forces pour accéder facilement au pouvoir.

4. Les migrations et les conflits interethniques

Dans ce chapitre ont été identifiés sept travaux dont ouvrage. Il s'agit donc d'un sujet qui intéresse les chercheurs de la région, en particulier MAHANO G. M. (1998), KASEREKA K. F (2000), CAMPAGNE POUR LA PAIX (1996), KAKULE V. (2000), KAMBALE K. (2001), KAMBALE M. (1996) et SHIKAYI A. (2001).

4.1. Problématiques

On peut situer l'origine des conflits dans l'évolution historique des peuplements au sein des organisations politiques pré-coloniales et dans la réforme territoriale. Il faut reconnaître les crises et surtout de déterminer les liens qu'il y a entre les problèmes ethniques et les dimensions économiques, politiques et sociales et culturelles.

Les conflits actuels qui déchirent le Congo trouvent leurs origines dans les migrations et les peuplements au Nord et au Sud-Kivu.

Sur le plan interne, la question flottante de la nationalité d'immigrés des populations d'expression Kinyarwanda est restée mal gérée. De même, les tendances dictatoriales du Président Laurent Désiré Kabila et les violations des droits civils et politiques par son régime (par exemple, la suspension des activités des parties politiques) ont posé des problèmes au niveau international. Enfin, les avantages matériels et moraux qu'offre l'exercice du pouvoir ont constitué pour les mobutistes et les anciens opposants des frustrations et des barrières à leur retour au pouvoir devenu pour eux un métier.

Sur le plan externe, il y a les intérêts économiques des pays engagés militairement ou politiquement dans la guerre, les besoins sécuritaires pour certains d'eux et le désir expansionniste ardent de leur leadership pour d'autres. Enfin, l'enjeu des intérêts politiques, économiques et stratégiques des puissances occidentales s'explique par la position qu'occupe le Congo (R.D.) en Afrique et dans la région des Grands Lacs.

Les problèmes qui caractérisent les conflits actuels au Nord-Kivu sont de plusieurs ordres. Un premier problème est le conflit foncier entre populations autochtones et les immigrés. Les immigrés utilisent toute une série de stratégies pour accéder à la terre. Au niveau du pouvoir coutumier, des brèches d'affaiblissement des chefs coutumiers locaux apparaissent avec le pouvoir colonial qui entêtait les immigrés. Enfin, la question de la nationalité est apparue pour les immigrés comme un aboutissement du processus et un support de toutes les autres causes des conflits.

Avec la démocratisation et le multipartisme, en République Démocratique du Congo s'observent depuis 1990 des flambées de dissensions ethniques au Nord Kivu. Dans le cadre des élections démocratiques, l'importance démographique fondée sur l'espoir d'un « vote ethnique » constitue un facteur déterminant de la compétition politique en situation de crise et d'instabilités foncière, économique, politique, existentielle et identitaire.

La problématique des conflits au Nord-Kivu serait le résultat des manœuvres des politiciens à la recherche de la légitimité sociale à travers la compétition politique, en cas de prise en compte de la participation populaire à la mise en place des animateurs des institutions publiques. Même sans cela, les acteurs politiques savent que l'importance démographique compte toujours dans la représentativité; on peut observer le cas au niveau des rébellions, par exemple. Les dissensions ethniques résulteraient ainsi des incitations des populations autochtones à la haine par certains politiciens contre les populations migrantes (immigrés rwandais).

4.2. Hypothèses

Un auteur part de l'hypothèse de l'existence des rwandais congolais qui ont laissé des traces dans l'histoire du pays au cours des migrations et de peuplement du pays. Il voudrait le vérifier à travers les données de l'histoire du Congo.

La paix au Congo peut contribuer à la stabilité de la sous région des Grands Lacs en Afrique à cause des intérêts politiques, économiques, de sécurité au plan national et international.

Les conflits naissent donc de l'appropriation des terres comme facteur de reproduction sociale, de la densité démographique, de la réussite économique des déplacés et de leur participation à la gestion de la chose publique.

4.3. Argumentations, positions, regards diversifiés

Le souci des politiciens a toujours été éloigné de la satisfaction des besoins de participation citoyenne à la vie politique et de contrôle du pouvoir à travers des actions endogènes et exogènes. Aussi, face à la question des réfugiés (de 1959 à 1994), la réaction des gouvernés n'a pas rencontré celle de la communauté internationale. Enfin, les autochtones et les immigrés ont connu différentes frustrations et violations des droits humains vis-à-vis des conflits qui affectent la R.D. Congo. Les interférences extérieures (rwandaises) ont accompagné ces conflits.

Dans la question des conflits du Nord-Kivu, le problème est celui de l'existence des groupes d'immigrés, les Hutu et Tutsi autochtones à côté des réfugiés rwandais contre les Hunde et l'autre fraction d'autochtones très minoritaire.

Les implications politiques et militaires : plus d'une dizaine d'armées opèrent aujourd'hui en R.D. Congo avec des effectifs variés (RDC : 45.000 à 55.000 hommes; Angola: 2.000 à 5.000 hommes ; Namibie: 1.600 à 2.000 hommes ; Zimbabwe: 11.000 hommes; Rwanda: 17.000 à 25.000 hommes) selon Jeune Afrique / L'intelligence n° 28 du 23 au 29/01/2001 pp. 20-21. A ceux-ci s'ajoutent les forces qualifiées de négatives actives à l'Est de la RD Congo (Interahamwe et ex-FAR : 30.000-40.000 hommes ; ADR, FUNA, LRA, UNRF, WNBK; FDD, CNDD; MAYI-MAYI; RCD/GOMA : 17.000 à 20.000 hommes ; MLC : 6.500 à 9.000 hommes ; RCD/ML). Ces armées entretiennent l'insécurité des personnes et de leurs biens et déstabilisent l'Etat congolais et toutes les entités politiques et administratives.

La Province du Nord-Kivu est aujourd'hui divisée en deux entre le RCD/GOMA et RCD/ML qui occupent respectivement le Sud le Nord. Le RCD/ML a accordé le statut de ville à Butembo et à Beni sans certaines infrastructures urbaines.

Les implications économique et commerciale concernent le tissu économique et l'industrie locale qui sont en état de délabrement avancé. Les entreprises étatiques, para-étatiques et privées sont réduites à une situation chaotique. Les infrastructures routières sont quasi inopérantes suite au manque d'entretien et à l'insécurité. Aussi, il s'observe une réduction manifeste de la production agricole et d'élevage, et une déstabilisation du marché local et des échanges commerciaux.

Les auteurs insistent aussi sur les implications sociales en constatant des phénomènes de détérioration de la santé des populations, de réduction de

l'accessibilité à l'éducation, de baisse de niveau de vie, d'aggravation du phénomène d'enfants de la rue.

Les enjeux de la guerre portent sur (i) l'exploitation minière et d'autres richesses, (ii) la nationalité en termes d'octroi de la nationalité aux Banyamulenge, (iii) l'occupation d'une partie du pays par les pays voisins et (iv) le positionnement politique.

Pour les auteurs, les facteurs favorisant les conflits sont, entre autres, les ambitions politiques démesurées et les précipitations qu'elles entraînent ; elles poussent les acteurs de la province à faire des manigances pour réussir leurs forfaits. Ils font des alliances avec l'extérieur sous n'importe quelles conditions et avec des objectifs différents pourvu que cela leur permette d'occuper une portion du pouvoir. Fondées sur des conflits, ces alliances ont dégénéré en affrontements interethniques et ont joué en faveur de deux guerres de 1996 et 1998.

4.4. Tendances et contradictions

Des liens semblent se dégager autour de certaines questions transversales observées dans l'analyse des conflits actuels en République Démocratique du Congo : les migrations et les réfugiés, la question de la nationalité au Congo, la sécurité des Etats voisins, les intérêts économiques, l'exploitation des ressources du Congo, etc.

5. Les résistances populaires

En réalité la question de la résistance populaire est nouvelle dans la dynamique politique régionale longtemps caractérisée par la dictature outrageante et l'indifférence des populations face aux questions de gestion publique. On a pu néanmoins identifier cinq travaux suivants dont un ouvrage : MBINDULE M (2000), KASEREKA M. (2001), NYALUMA M (2001), NINDA B. (1998), BADESIRE C. (1999).

5.1. Problématiques

La problématique de la bonne gouvernance et les facteurs politiques et socio-économiques qu'elle sous-tend constituent les principales interrogations que l'auteur voudrait appréhender. Une autre préoccupation concerne la nature de contrat à établir entre la société civile et le pouvoir public pour garantir une gestion saine de l'Etat congolais pour restaurer sa crédibilité tout en solidifiant les structures sociales.

Le pouvoir est institué pour user de sa souveraineté au profit de la personne. Des mécanismes juridiques existent pour limiter l'arbitraire du pouvoir et protéger les droits de la personne. Cependant, ces mécanismes comportent des déficiences à bien d'égards. Bien plus, le pouvoir souverain conserve le monopole de la violence et peut décider à tout moment du sort à réserver à ces mécanismes en invoquant « des raisons d'Etat », « l'intérêt général » ou « l'ordre public et les bonnes mœurs ».

En général, le droit (interne, régional ou universel) réprime les actes de révolution, d'insurrection, de révolte, de subversion et les dispositions sont contradictoires concernant le droit à la rébellion. Le paradoxe est que, même là où les dispositions admettent dans leur esprit ou dans leur lettre le droit à la rébellion, aucune modalité de sa mise en œuvre n'est expressément définie. Aucun texte n'organise un véritable régime juridique du droit à la rébellion. Finalement il existe-t-il réellement un droit à la

résistance à l'oppression. Et dans l'affirmative, comment concilier sa consistance juridique avec les impératifs de l'ordre public.

La principale question est de savoir si la société civile a une influence sur les enjeux politiques au Sud-Kivu. La seconde question repose sur des enjeux politiques République Démocratique du Congo ou encore dans la province du Sud-Kivu avec des animateurs politiques capables de conduire le peuple au processus démocratique. La dernière préoccupation consiste à dégager les atouts et les limites des acteurs de la Société civile en tant que groupes de réflexion .

Les auteurs posent la problématique autour du pourquoi des conflits dans la Province du Sud-Kivu. Ils se demandent quelles en seraient les causes. Ils voudraient savoir les stratégies entreprises par la Société Civile du Sud-Kivu vis-à-vis des causes des conflits et le degré d'efficacité de ces stratégies sur le terrain.

5.2. Hypothèses

La crise congolaise n'est pas éloignée de la mauvaise compréhension des concepts de société civile, de bonne gouvernance, de démocratie, d'état de droit, de souveraineté, les questions de nationalité, de citoyenneté, d'ethnicité.

Partant d'un aperçu sur la crise politique au Congo, les principaux indicateurs paraissent être d'ordre politique, administratif, judiciaire, économique et financier. Les causes de mauvaise gouvernance seraient structurelles ou conjoncturelles et s'appuieraient sur des mécanismes de résignation d'une partie de la base congolaise qui, en réaction, s'organise et mène une résistance à la fois civile et armée. Ces forces sociales de la société civile peuvent contribuer à inverser les rapports entre les belligérants pour un avenir radieux et une bonne gouvernance. Elles traduisent la capacité de la base à doter l'Etat congolais des chefs dignes d'elle, des "représentants" qui mettent sur pied des institutions et des politiques répondant aux aspirations sociales, culturelles et économiques de la base, ou de la collectivité.

Les diverses garanties juridiques seraient inaptes à protéger la personne humaine contre un pouvoir devenu oppressif. En conséquence, le droit à la rébellion devrait être admis dans son chef. Malheureusement, les normes juridiques en la matière demeurent tellement éparses et incohérentes qu'une nécessité de coordination voire de codification s'impose.

En considérant le travail énorme accompli par ses acteurs, il y aurait une influence de la société civile sur les enjeux politiques au Sud-Kivu et en République Démocratique du Congo. Mais par rapport à ces enjeux, le nombre d'hommes politiques réellement engagés dans la logique de la démocratie et de la participation citoyenne des populations à la bonne gouvernance serait très limité.

Le sectarisme ou la politique d'exclusion utilisée par les acteurs politiques du pays comme moyen de gouverner, le problème de nationalité, la proximité avec les pays où règne l'ethnisme à outrance, la pauvreté du sol et du sous-sol des pays voisins seraient à la base des conflits dans la province du Sud-Kivu.

5.3. Argumentations, positions, regards diversifiés

Les modes de revendication de l'homme noir pendant la colonisation se manifeste en termes de résistance à l'impérialisme politico-économique occidental. C'est le cas aussi vis-à-vis des rébellions récentes.

L'opinion de sur les combattants mayi-mayi porte sur leurs traits caractéristiques propres. Au niveau de l'importance, de la qualité, des moyens humains et matériels, de la structure interne, de l'organisation et de l'instabilité des groupes Mayi-Mayi, un certain nombre des faits suivants les catégorise : la forêt est l'élément stratégique pour leur existence et ils combattent un ennemi extérieur commun, l'occupant. Ces mouvements sont ethno-nationalistes et ont des pratiques magiques des rites d'initiation d'immunisation et d'interdits. Ils ont en commun des empreintes communes d'un passé d'engagement dans la violence politique ou militaire. Les adhérents sont issus de toutes les couches sociales.

Au niveau de l'appartenance à la nationalité congolaise, les résistants Mayi-Mayi, soutiennent qu'elle ne doit pas être accordée aux allochtones par "sentiment humanitaire" ou par simple "présomption d'apatridie". Ils mettent en cause l'origine de la dénomination "Banyamulenge" et insistent sur l'exclusivité et l'unicité de la nationalité congolaise.

Les conséquences de ces conflits se ramènent à la méfiance et aux antagonismes aux frontières du Kivu avec le Rwanda, le Burundi et l'Ouganda, à des transferts des modèles de gestion politique des pays voisins hérités des putschs et à des clivages et des transferts des violences interethniques hutu/tusi. Dans un tel contexte, la promotion d'une gouvernance fondée sur la démocratie dans un Etat de droit, le partenariat ou un contrat social entre la société civile et les gouvernants politiques devraient jeter les bases d'un Congo fort de demain. Dans ce cas, la gestion de la question des réfugiés et des milices armés en serait facilitée.

Au fait, le droit à la rébellion est un droit légitime et défendable mais dont l'exercice pose des difficultés réelles de par la difficile distinction entre, d'une part, la rébellion défense des droits et la rébellion purement criminelle du genre terrorisme ou subversion.

5.4. Tendances et contradictions

Par rapport aux poussées identitaires à l'Est du Congo, il y a d'abord la problématique ethnique dans la région des Grands Lacs. Le transfert du trop plein démographique des pays voisins (Burundi, Rwanda et Uganda) vers l'Est du Congo est lié aux conflits embrasant la région. Ce transfert démographique est à l'origine des conflits avec les populations autochtones autour de la question foncière. Ils exacerbent certains conflits locaux déjà existants. Les conflits entre autochtones et immigrés se manifestent aussi à travers les rivalités basées sur le clivage hutu-tutsi depuis le Rwanda et le Burundi. La complicité de l'élite politique congolaise est d'attiser le feu en jouant sur des questions aussi sensibles comme celle de la nationalité et de la possession des terres. Les motifs des principaux des conflits sont des questions d'identité, de conflits de terre, de pouvoir coutumier, de nationalité congolaise et d'électorat.

La Société civile du Kivu est à l'épreuve des poussées identitaires. Il s'observe au sein de la société civile du Kivu l'apparition de certains clivages à base ethnique et qu'utilisent les politiciens. Aussi, la société civile du Kivu est minée par la

géopolitique et les rivalités interethniques, autochtones-allochtones ; tout cela se fait sous l'ombre des autorités religieuses et coutumières. Elle est donc malléable et sans ressources propres. Elle est aussi victime de son incapacité financière.

La rébellion apparaît être à l'origine de la segmentation identitaire au Kivu. Les rébellions n'ont pas changé les prémisses des conflits. Les questions d'accès à la terre et à la nationalité n'ont pas évolué. On a plutôt créé des nouveaux territoires aggravant ainsi les conflits. La toile des fonds des violences au Kivu, constituée des tensions identitaires entre autochtones et allochtones, n'a pas été ébranlée. Les poussées identitaires sous l'AFDL, lues à travers les postes politiques de décisions, les bavures exprimées et non réprimées, l'insécurité interne et même régionale, restent d'actualité. Par contre, les poussées identitaires sous le RCD s'expriment aujourd'hui à travers la montée de la discrimination ethnique, les massacres, la question de la nationalité toujours active. On insiste également sur le fait que le RCD ait servi principalement les intérêts du Rwanda.

La citoyenneté et le patriotisme de la société civile du Kivu traduisent son attitude nationaliste qui est exprimée par la résistance civile sous ses différentes formes, avec l'appui des églises (Eglise Catholique), des ONG de DH et certains chefs coutumiers. La résistance populaire est également reflétée à travers la lutte armée, connue sous l'expression « mayi-mayi » ; c'est une autre forme d'opposition des populations du Kivu à la réalisation par les « occupants » de leurs objectifs avoués ou supposés. Ce sont donc deux formes de réaction sociale, citoyenne et nationaliste d'une société contre l'occupation.

Quant à l'aspiration aux faits politiques, l'activisme de la société civile de l'Est repose des principes clairs (i) d'aider les tenants du pouvoir à rectifier le tir, (ii) d'aider la base à s'organiser en groupes d'intérêts sociaux, économiques et politiques dont les politiciens au pouvoir doivent prendre en compte et (iii) d'être l'écho des besoins et des aspirations de la base.

6. Les conflits fonciers et ethniques.

A part les documents non publiés et les rapports, dans cette thématique, les recherches ont permis d'identifier quatre travaux dont deux articles scientifiques et deux mémoire de licence : MASUMBUKO N. (1996), LOHATA T. O. (1996), KUBUYA N. (2001), BASHEKA C. (2000) et un RAPPORT de la Commission Interministérielle chargée de la délimitation du PNKB.

6.1. Problématiques

Chacune des parties en conflits porte à son sein ses cadres sociaux et ses énergies psychologiques : la parole, les pulsions, les motivations, les frustrations, les angoisses, les problèmes refoulés, les espoirs, les attentes, le tout mêlé avec le sous-jacent informel. Il est nécessaire de "libérer", de "réhabiliter" ces dimensions psychophysiologiques et de comprendre comment elles jouent dans les interactions humaines soit comme facteurs de facilitation, soit comme facteur de blocage. Autrement dit, sans la "libération" de ces énergies, sans leur "réhabilitation", il n'y a

pas d'interactions humaines coordonnées et productives ; il y a seulement violence ou tricherie d'une partie sur l'autre ou encore duperie mutuelle

Les instances intergouvernementales (OUA, ONU, etc.) s'intéressent beaucoup au règlement des différends et des conflits dans et entre les Etats membres. Nous devons examiner si en tant qu'instance qui propose l'arbitrage, elles interagissent de manière équilibrée avec les parties en conflits ; c'est-à-dire en prenant en compte à sa juste valeur l'expérience réelle de chacune des parties.

Il en est de même des organisations d'assistance humanitaire pour lesquelles il faut examiner les interventions en termes d'interactions avec les parties en conflits assistés ; penser à leurs attitudes, leurs représentations vis-à-vis des ces parties et discuter de comment leurs contributions sont appréciées.

Il faudrait examiner le fonctionnement des pays à configuration bi-ethnique à l'instar du Rwanda et qui exploite idéologiquement cette configuration dans leurs histoires et leurs systèmes sociaux, en discuter la portée de la fonction idéologique quant à l'avenir du pays

La conscience ethniste est fausse car elle procède des techniques artificielles ; elle n'est ni une conscience spontanée ni une donnée naturelle, mais travaillée conformément au champ politique. Au-dedans des luttes ethniques se cachent des conflits de type élitiste pour le pouvoir, le prestige et les biens matériels. Ce qui est surprenant, c'est de constater que ces luttes génèrent des consciences bipolaires qui, en réalité, sont fausses.

La non-intégration des populations dans la vie socio-politique du territoire de Masisi a créé une bipolarité à la base des luttes violentes depuis la veille de l'indépendance du pays. Dès lors, les antagonismes vécus au Rwanda entre les deux groupes ont rebondi en territoire de Masisi. Par exemple avec la victoire du FPR en 1994, il s'est observé un mouvement des Tutsi vers le Rwanda et une arrivée massive des réfugiés Hutu au Kivu. L'auteur cherche à analyser les affirmations "gratuites" et "énoncées qu'il qualifie de tendancieuses et selon lesquelles les conflits se justifient par l'immigration, les terres et le pouvoir coutumier, l'ethnisme, l'autochtonie, l'allochtonie. Il voudrait démontrer que le grand responsable reste l'Etat post colonial qui devrait en principe être le garant de la nation, arbitre des antagonismes et juge impartial

On s'interroge sur les causes des conflits fonciers dans la collectivité chefferie de Buhavu et cherche à en scruter les conséquences. Convaincu que les conflits perdurent, il se demande pourquoi les structures locales n'arrivent-elles pas à résoudre ces conflits. L'auteur voudrait savoir quelles sont les stratégies à adopter pour mettre fin aux conflits dans cette collectivité chefferie.

Les principes du droit traditionnel ne répondent plus aux conditions nouvelles créées par le régime de propriété privée et entretiennent par conséquent des conflits. La gestion directe des terres en milieu rural n'est pas clairement définie par la législation congolaise. Les conflits sont la conséquence des incertitudes liées à l'utilisation du système foncier en dualisme avec la réglementation foncière formelle.

Il faut relever aussi les conflits fonciers nés de l'extension du parc en 1975 et qui a porté sa superficie à 600.000 hectares. Les conflits fonciers sont violents au niveau

de la collectivité de Nindja, du bloc Mulume Munene et du Kalubwe. A Nindja, par exemple, plus de 4000 habitants se retrouvent dans le parc surtout en groupements Irega Barhonyi et de Luhago. D'autres populations en territoires de Shabunda et de Walikale se retrouvent dans la même situation. A Itebero, certaines familles ayant quitté le PNKB réclament un dédommagement au Gouvernement Congolais.

En 1975, la partie rétrocédée à la population dans la collectivité de Buloho par le gouvernement a été distribuée par les chefs de groupements de Bitale et de Ndondo aux fermiers en provenance de Bukavu sans préciser les périmètres et les limites des terres cédées. Ces fermiers débordent en étendant leurs concessions dans le parc.

6.2. Hypothèses

Si les approches politico-juridiques échouent d'une certaine manière, c'est puisqu'elles ne prennent pas assez en considération l'existence d'une logique complexe dans chacune des parties en présence, logique qui s'ordonne à leurs dimensions psychosociologiques respectives profondes.

Il y a trois institutions majeurs d'équilibre traditionnel pour la stabilité, le lignage, la chefferie et le groupe de fidélité autour d'un patron. Ces relations ne servent plus de stricte observance. Donc, ce seraient les conflits élitistes et d'intérêts socio-économiques qui sont à la base de l'ethnicisme au Rwanda.

Le pouvoir central a amplifié les conflits. Avant même de régler le problème délicat de la nationalité, sous la deuxième république, les migrants furent intégrés au sein des structures administratives par le pouvoir central et, au fil de temps, ils prirent progressivement charges et avantages dans l'appareil de l'Etat. Dans ces conditions, il était évident que ces migrants, déjà en position de force, soient capables de défier toutes les velléités nationales des autochtones, puissent revendiquer les mêmes droits, sinon plus.

6.3. Argumentations, positions, regards diversifiés

Les auteurs soutiennent que les approches à caractère politico-juridique, caractérisées par les négociations, médiations ou conférence de paix produisant des protocoles d'accord, des arrangements particuliers, des déclarations de paix, tendent à prendre appui sur ce qui est factuel, sur le "ici et maintenant", sur les aspects historico-événementiels immédiats et sur les aspects psycho - humains de surface. Souvent leurs résolutions et recommandations restent lettre morte, des vœux pieux.

La conscience d'être Hutu ou Tutsi est là. En ce sens, le discours politique à orientation ethnique mérite d'être qualifiée d'hégémonique. L'élite intellectuelle a réussi à inculquer facilement cette "fausse" conscience pour deux raisons fondamentales : la masse aime les idées courtes et plus on utilise des concepts ou expressions élémentaires comme "c'est la faute au groupe ethnique - Hutu ou Tutsi - plus on a la chance d'être suivi". Les catégories sociales populaires sont en général plus violentes que celles qui sont moyennes ou supérieures. Plus un thème favorise la violence, plus il trouve d'adhérents. La preuve est que les salles de conférence sont généralement moins remplies que les stades ou les manifestations de rue.

6.4. Tendances et contradictions

Il suffit de réfléchir au fonctionnement des relations humaines duelles et bipolaires de type familial (parents - enfants), conjugal (époux - épouse), professionnel (patrons - ouvriers) et surtout de type dirigeant politiques - masses populaires.

Ce dernier type et bien d'autres donnent lieu au modèle "dominant - dominé" s'exprimant en terme de rapport de force qui finit par donner lieu aux préjugés qui établissent la supériorité d'une partie sur l'autre. La partie dominant se perçoit comme porteuse de pouvoir et de biens. Par contre les sujets dominés sont loin de vivre leur condition de façon normalement acceptée, mais plutôt de façon résignée. On parle même de minorité silencieuse. D'où un "enlèvement" des énergies psychologiques chez les sujets dominés. Suite à ces énergies accumulées, étouffées et réprimées, ils arrivent parfois à des points de débordement et réagissent souvent de façon explosive. Les relations humaines structurées sur le mode duel et bipolaire sont naturellement sujettes à des malentendus, des ambiguïtés graves.

La commission interministérielle avait proposé d'appliquer la technique de zonage dans les régions d'extension du PNKB pour permettre aux populations y résidant de vivre en tranquillité, de déguerpir les fermiers à l'intérieur du parc, d'arrêter les nouvelles demandes de terres à l'intérieur et l'extension de concessions à cheval du PNKB, et d'aménager un poste de patrouille dans le couloir.

7. La nationalité et les problèmes connexes

Beaucoup d'écrits sur la transformation des conflits et la construction de la paix portent sur les questions de nationalité et ses corollaires. L'étude en a identifié huit dont un mémoire de maîtrise, trois articles scientifiques, un mémoire de licence et trois travaux de fin cycle des auteurs ci-après : MUGANGU M. (1998 et 2002/sous sa direction), RUHIMBIKA M. (2001), WASSO M. (2001), SAYIBA T. (2000), BALAGA E. (1999), KASEREKA M. (2000), KALUNGERO L. (2001), GEAD. (1993).

7.1. Problématiques

La première énonciation de la nationalité congolaise est exprimée par l'ordonnance législative n° 25/554 du 6 novembre 1959 et la loi du 23 mars 1960 distinguant les indigènes de statut congolais et des ressortissants du Rwanda-Urundi. Le droit de vote et le droit d'être éligible étaient d'abord réservés aux indigènes de statut congolais. Par contre, les textes étendaient le droit de vote aux ressortissants du Rwanda-Urundi ayant résidé en 1960 au Congo depuis 10 ans au moins. Ils étaient électeurs et non éligibles, du fait que l'autorité coloniale entendait réserver les droits politiques aux indigènes de statut congolais.

En marge des considérations générales, certains acteurs ont eu l'avantage à participer au pouvoir d'Etat. On peut les appeler les élites ; ici prédomine l'enjeu politique. D'autres, par contre se sont légitimement attachés au territoire ethnique, car c'est le lien de leur reproduction sociale. Il s'agit des autorités coutumières et des paysans.

Pour tous ces acteurs, le droit à la participation et à la représentativité politique, de même que l'exercice des droits sociaux et économiques dans un état trouvent ou devaient en tous les cas trouver leurs fondements dans les territorialités ethniques. En d'autres termes, c'est le rapport au territoire ethnique et à la société, mieux à l'appartenance ethnique, qui fonde le rapport politique, selon l'auteur.

Dans le contexte de l'étude, le processus territorial dans les argumentations de l'élite autochtone est stratégique; au fait, l'insistance des élites sur la nationalité "douteuse" des Banyarwanda relève moins du patriotisme que de la stratégie politique. Il s'agit tout simplement d'éliminer un concurrent dans la compétition au pouvoir.

Un enjeu social et économique important détermine le jeu des acteurs au Kivu ; c'est l'enjeu foncier. On parle de « nationalisation du sol » dans un contexte de changement du paysage agraire. Les autochtones pensent que, forts de leur position politique et à la base matérielle qu'ils se sont constitués, les "allochtones" tenteraient de morceler "frauduleusement" le territoire ethnique des autres en revendiquant la constitution des circonscriptions administratives autonomes, c'est-à-dire sans lien avec les chefferies traditionnelles. On soupçonne aussi qu'ils essaieraient de constituer sur ces territoires un Etat indépendant dont ils seraient naturellement les maîtres, ou, à défaut, d'annexer ces territoires à un mythique empire hamite en train de se former dans la région.

La problématique traite de la nationalité et de la constitution en posant sa problématique autour des points saillants qu'on peut résumer à travers quelques aspects. La nationalité relève normalement du droit privé ; mais devant la fascination du phénomène ainsi que son importance en droit constitutionnel, la nationalité relève finalement, qu'on le veuille ou non, du droit public. La nationalité doit être comprise d'abord comme une mentalité, un état d'esprit, une conscience ; elle a une certaine redondance idéologique fondée sur une conviction culturelle, avant d'être considérée comme un lien juridique.

On soutient que la question de nationalité est complexe et politiquement très délicate en R.D.Congo, spécialement dans les provinces du Nord et Sud-Kivu. Il enregistre plusieurs lamentations de la part des uns et des autres . Les Banyarwanda accusent le reste de la population de militer pour le départ du sol Congolais sur lequel ils ont aussi droit. Les autres populations Congolaise considèrent la présence des banyarwaranda sur le sol Congolais comme une complicité d'invasion du territoire avec leurs frères du Rwanda pour former l'Empire Hima.

Les promulgations des lois ont amplifié ces différends et ont exacerbé des velléités ethniques tantôt favorables aux autochtones, tantôt aux immigrés. L'ordonnance loi n° 71/02 du 26/03/1975 reconnaît la nationalité congolaise aux immigrés rwandais et burundais. La loi n° 72-2002 du 05/02/1972 leur reconnaît la qualité de congolais au Nord-Kivu s'ils y étaient établis avant 1950. La loi n° 81/002 du 21/06/1982 change la considération de la nationalité des populations rwandaises et burundaises du Kivu, suivie des décisions d'application qui la retirent.

S'ajoute le mythe hamite, une exaltation de la supériorité de la population pastorale aux agriculteurs bantous (Hunde, Nyanga, Tembo, Shi, Yira et Hutu). Des exemples sont enregistrés dans les cas de Bwisha et de Kishali. Depuis l'époque coloniale, à Bwisha en territoire de Ruthuru, vit une population Hutu d'origine rwandaise.

La problématique de la nationalité congolaise constitue un autre axe de l'accentuation de l'ethnicité et de la militarisation du Nord-Kivu. Administrativement, la nationalité obéit à un processus légal pour l'acquérir ou la perdre. La genèse de l'accès à la nationalité congolaise était pour les indigènes congolais le jus soli sous

l'époque coloniale (1892). Les sujets rwandais ou burundais avaient le statut d'immigrés mais jouissaient des mêmes droits que les autochtones.

7.2. Hypothèses

La territorialité de l'Etat ne sera définitivement réalisée que lorsque la population dans son ensemble aura transcendé les particularismes ethniques et territoriaux pour cultiver le même rapport interne et idéologique au territoire de l'Etat et aux institutions qui s'y développent.

On considère carrément au Kivu les "allochtones" comme des étrangers. Par voie de conséquence, ils n'auraient droit ni à la représentation politique, ni à la détention des droits fonciers. Les autochtones estiment que non seulement leur représentation politique dans l'Etat est usurpée par des "étrangers", mais en plus ces derniers utiliseraient leurs positions pour accaparer des terres au détriment des autochtones.

Une étude voudrait vérifier si les guerres de rébellion déclenchées par l'AFDL et le RCD ont permis de faire évoluer le statut des Banyamulenge au Kivu.

Pour l'étude, la question de la nationalité est un facteur non négligeable qui expliquerait en partie la situation tumultueuse de crise profonde qui s'observe en R.D.Congo. Cet état de chose laisse la porte ouverte aux guerres sanglantes qui semblent se justifier par la lutte pour un droit qui est la jouissance du droit de la nationalité. En effet, depuis les événements de Masisi en 1993 jusqu'aux deux dernières guerres, les Banyamulenge n'ont pas mâché les mots pour dire qu'ils se battent en vue de la reconnaissance de leur nationalité d'origine.

Les mécanismes de décision ou de résolution des conflits ne favorisent pas la paix et la sécurité internationale dans la Région des Grands lacs car il y a plusieurs influences : les intérêts privés des Etats qui causent des contradictions, les intérêts économiques et stratégiques, la présence d'autres forces ou groupes privés, etc.

7.3. Argumentations, positions, regards diversifiés

On soutient que la présence des immigrés au Kivu a suivi des trajectoires différentes, à tel point qu'il faut les distinguer en vue d'éviter l'amalgame, le discours globalisant et leur exclusion en bloc.

Avant l'avènement de l'Etat indépendant du Congo, plusieurs groupes ethniques s'étaient constitués des territoires plus ou moins délimités et sur lesquels fonctionnaient une organisation socio-politique et des modes de production spécifiques. La dynamique territoriale en cours dans la région des Grands Lacs fut hélas arrêtée par la colonisation.

Au cœur du problème de la cohabitation ethnique conflictuelle, il y a un phénomène de superposition de territoires et d'appartenance ou de légitimité territoriales, phénomène gros d'implications politiques, économiques et sociales. L'auteur considère donc le processus territorial comme l'élément de fond de l'explication du problème et des conflits que l'on vit dans le Kivu montagneux.

Passant en revue la législation sur la nationalité, l'auteur montre à quel niveau se pose ce problème. Pour prétendre à la nationalité congolaise d'origine, il faut appartenir à une communauté laquelle doit avoir contribué à la formation de l'Etat par un double apport humain et territorial. C'est à ce prix que l'on peut alors prétendre

aux droits politiques, économiques et sociaux que l'Etat reconnaît et organise en faveur de ses citoyens". Cette compréhension relève de la conception sociologique de la nationalité.

Apparemment, les mouvements AFDL, APR et RCD n'ont pas contribué à résoudre le problème de Banyamulenge, mais ils l'ont compliqué davantage.

Toute cette réalité soulève la problématique de la distinction entre la nationalité de fait et la nationalité de droit. Pour le premier, c'est l'appartenance à une communauté, donc la notion relève de la sociologie ; pour la seconde, c'est l'appartenance juridique d'une personne à la population constitutive d'un Etat. L'auteur n'explicite pas le niveau de liaison entre les deux ni comment cela joue dans les conflits actuels ni comment il y agit.

La nationalité comme la souveraineté de l'Etat ne vaut rien si elle ne s'identifie pas à la réalité, si elle ne prend pas corps, si elle ne s'appuie pas sur le sentiment d'appartenance de tous à une communauté, si la nation (mieux le nationalisme) ne fait irruption pour diriger les consciences.

La nationalité est un concept à la fois juridique et sociologique et qu'il faut toujours la comprendre dans ces deux aspects à la fois.

Depuis que cette question de nationalité pose problème, c'est l'Etat qui a démissionné de sa mission de régulateur.

Concrètement, à partir des avancées enregistrées dans le conflit congolais, il est possible d'espérer une paix au Congo. Le rôle de la société civile du Congo aura été déterminant au plan local et national pour l'avènement d'une paix durable.

7.4. Tendances et contradictions

Il faut distinguer la nationalité d'origine de la nationalité adventice (acquise) que l'on acquiert par la nationalisation. On pense que le recensement de la population, l'octroi d'une carte d'identité nationale, la réflexion sur la nationalité congolaise sur une base moins problématique que la loi de 1981, la démystification de la nationalité pour en faire simplement un rapport juridique à l'Etat, et de limiter ce statut des réfugiés à ceux de la première génération pour éviter toute instrumentalisation de la question de la nationalité.

Ces conflits procèdent d'un processus historique qui a cumulé ses effets. Les enjeux du moment ne font qu'actualiser des oppositions structurelles nées d'une absence de maîtrise du "processus territorial".

Il y a lieu d'opposer la territorialité de l'Etat à ce qu'on appelle "géographicités" des groupes socio-ethniques divers composant la population générale. Le territoire de l'Etat avec son caractère abstrait est opposé aux territoires "primaires" de solidarité maximale.

La résolution de la question de nationalité passe par les volontés des seuls Kivutiens qui influencent le parlement et le Gouvernement.

Au sujet de la «citoyenneté», les Etats souverains de cet espace n'ont pas vu les choses de la même manière, après leur accession à l'indépendance. Ainsi au Congo

Kinshasa, la nationalité est une et exclusive et ne peut être détenue concurremment avec une autre nationalité. Il y a une grande explication à ce principe levé depuis 1964 et qui se maintient à ces jours. Il en est de même du Burundi qui affirme qu'on renonce à la qualité de burundais si on possède ou si on acquiert ou recouvre une nationalité étrangère.

Au Rwanda, par contre, il est admis le principe de la double nationalité. Bien entendu, il n'existerait pas de loi d'application du principe, mais il est effectif et agit normalement.

8. Les modes traditionnels de prévention des conflits

Dans cette thématique, on a repéré le plus de documents ; vingt-cinq au total dont un ouvrage, un article, onze mémoires de licence, huit travaux de fin de cycle et quatre rapports dont voici les auteurs : NJANGU A., BIRHAKAHEKA P., MUHIGIRWA C., CHAHIHABWA F., KUSINZA J., KAYOWA V., BISIMWA V. et MUCHUKIWA J.B. (2000), KAKULE M., KAMBALE M. et KIWETE M. (2002), MUGEREKE K. J. (1996), MUGULANO S. (1995), MIRUHO M. (1998), KAJANGE N. (1989), ENINGA I. A. (1989), MUNDERE L. K. (1999), RUGUYE M. (1988), MUNYAMAHORO B. D. (1999), BAHONE N. A. (1991), MASTAKI B. M. (2000), SHAURI T. (2000), KASEREKA S. M. (2000), PALUKU K. N.C. (1999), MASIKA B. (2000), MASUZO B. (2001), NYANGI M. A. (1995), BITA K. (1997), WABULAKOMBE K. I. (1998), KIBWE L. B.K.B. (1996) .

8.1. Problématiques

Un des écrits s'inscrit dans le cadre d'une série des préoccupations relatives à l'histoire du Sud-Kivu et de ses peuples. Pendant plusieurs décennies, très peu d'efforts ont été menés pour éclairer l'opinion sur l'histoire du Sud-Kivu et produire des manuels capables d'informer la jeunesse et de prévenir des conflits qui peuvent provenir des déformations des faits historiques.

Un autre cas concerne la sucrerie de Kiliba, en tant qu'entreprise d'exploitation agricole, qui est entrée en compétition avec les intérêts des paysans de la contrée pour l'occupation des terres. Cette compétition avait été récompensée dans le temps par la création du travail rémunéré au profit des agriculteurs et leurs familles. Peu à peu, la société a connu une évolution plutôt chaotique, jusqu'à sa fermeture totale. Une crise est née alors du chômage des agents couplé du manque de terre à cultiver. La coopérative agricole, « COOPASUCKI » s'est organisée pour faire face aux multiples problèmes provoqués par la crise. Mais à côté des questions purement économiques, on peut reconnaître l'existence d'autres liés aux facteurs socio-politiques, économiques, culturels et psychologiques voire de gestion de la coopérative.

La problématique de ces études assez similaires est posée en terme d'isolement des contrées où sévissent les conflits par rapport aux centres administratifs de décision. On y retrouve aussi le dualisme élevage agriculture à la base d'une certaine rareté des terres, source des conflits.

Les problématiques proposées par les auteurs peuvent être résumées en trois aspects fondamentaux. Il y a à la fois la contestation des droits de la tribu sur la terre, la légitimité du pouvoir coutumier et la nationalité. Les contestations plongent

leurs racines dans le passé et ont pris de l'ampleur avec le transfert des populations, la transposition des conflits des pays voisins au Congo et l'effacement de l'Etat.

La problématique résulte de la concurrence entre deux pouvoirs pour la gestion et l'exploitation du patrimoine foncier. Cette concurrence en a provoqué une autre : celle de la confrontation entre l'exploitation pour les fermes et autres plantations d'exploitation économique l'exploitation des paysans.

On a aussi trouver une étude spécifique sur l'existence d'interaction verbale conflictuelle entre parents et adolescents qui crée une image négative de l'adolescent vis-à-vis de ses parents et vice versa.

Une étude souligne l'adhésion aux partis politiques (MNC/L, CERECA, UNEBAF) et la partialité des leaders politiques dans la nomination des chefs de secteurs qui ont exacerbé les particularismes ethniques et ont été à la base de développement des tensions et des conflits de pouvoir dans la collectivité secteur de Tanganyika et les groupements .

Le clan Banakagela a remis en cause la légitimité du pouvoir d'autres clans s'en sont révoltés. Il a usurpé leur droit d'aînesse et réclamé l'autonomisation.

8.2. Hypothèses

La jeunesse et la population du Sud-Kivu est peu informé de l'histoire de la province pour mieux comprendre les conflits éclatés à l'est du Congo.

Dans un contexte de désétatisation, il existe à Kiliba des conflits mineurs liés à l'économie de plantation et les conflits intra-claniques qui sont très peu connus. Pourtant ces derniers semblent avoir de plus en plus de l'ampleur suite à la situation générale de la sous-région de grands lacs.

Certaines thèses ont été idéologiquement conçues pour justifier la pénétration coloniale. Elles sont aujourd'hui remises en question par des récentes recherches⁽¹⁾ . Pour les auteurs, de telles hypothèses et d'autres qui s'en sont suivies tendent à entretenir la confusion suite à une mauvaise définition du statut des populations « banyarwanda » dès le départ.

La devise de « diviser pour bien régner » a été appliquée par les arabes et les belges pendant l'époque coloniale et elle a affaibli les pouvoir traditionnel des peuples autochtones.

L'hypothèse par l'auteur est celle de la nécessité de redéfinir les conditions d'exploitation foncière en tenant compte des revendications du pouvoir coutumier et des populations.

Les conflits de pouvoir dans cette chefferie seraient fondés sur les ambitions politiques de certains acteurs. La succession des chefs ne serait pas bien organisée et ni structurée dans la chefferie car des vices de procédures dans le système de succession existent. La succession des mouvements des rébellions AFDL et RCD ont déstabilisé les tentatives de solution du problème

L'origine des conflits serait ; (i) la spoliation des terres, (ii) la redevance coutumière et (iii) le non-respect des règles de succession (interne et externe).

Les conflits de pouvoir avec entités voisines seraient les limites qui les partagent. Les compétences pour résoudre les conflits de pouvoir sont les différents niveaux de la hiérarchie administrative.

Les parents doivent satisfaire les besoins matériels de leurs enfants parce que leurs besoins non satisfaits sont à la base d'une mésentente entre parents et jeunes et qui conduisent à une interaction verbale conflictuelle avec eux.

L'administration coloniale et le développement des partis politiques ont fortement affecté le mode de désignation des autorités coutumières et ont générés des conflits.

8.3. Argumentations, positions, regards diversifiés

L'alternative de résolution des conflits consiste en l'instauration d'une vraie démocratie et à l'installation d'un pouvoir fort issu du peuple avec une armée forte pour le maintien de la paix. La rationalisation de la gestion politique et économique du pays est une voie pour résoudre les conflits internes entre différentes classes sociales. Ces types des conflits ont été générés par la mauvaise gestion de la chose publique, la mauvaise distribution du revenu national, les injustices et les inégalités sociales. Il faut pour cela une implication positive de la femme.

Les conflits au sein de la COOPASUCKI découlent donc des multiples facteurs socio-politiques, économiques, culturels et psychologiques à identifier pour mieux gérer la coopérative.

L'intérêt de la monographie de Mugulano Sumuni est de montrer que, dans un quartier, la structure des clans est différemment distribuée. La modernisation des villages par l'administration et l'économie marchande accroît les particularismes et multiplie les conflits qui mettent sur scène une pluralité d'acteurs. Les matériaux fournis étaient l'hypothèse selon laquelle, les clans sont des lieux d'actualisation d'intérêts et des logiques de positionnement.

Les manifestations du conflit ont été à la base des déplacements des Banyamulenge vers Moba et Vyura au Katanga et à Ituri en Province Orientale. Ces déplacements sont tributaires de la pression démographique et de la charge animale. Là aussi, l'arrivée massive des déplacés a eu comme effet les conflits fonciers et de gestion de territoire.

Dans la prise des décisions, le pouvoir colonial ne tenait pas compte de la position du pouvoir coutumier. Et lorsqu'il fallait en tenir compte, c'était pour des menaces ou des sanctions dans le but de réduire les chefs coutumiers au silence. Le pouvoir qui a suivi la période coloniale était taillé sur le même modèle. Bien évidemment, les chefs coutumiers se considèrent comme propriétaires terriens et à leurs yeux, le pouvoir moderne se superpose en usurpateur.

En ce qui concerne les conflits de notabilité dans le groupement, on distingue, dans les conflits internes, trois niveaux d'interférence de la hiérarchie administrative : (i) au niveau de la commune et du territoire ; (ii) de la chefferie pour les grandes entités coutumières; (iii) des groupements, sinon des localités, pour les entités locales.

Faisant l'inventaire des conflits, on distingue les conflits de succession à la tête de la chefferie, conflit de pouvoir dans le groupement et les conflits fonciers ou des terres.

Un auteur a soutenu aussi qu'entre parents et enfants naissent des conflits de discours qui donnent lieu à des incompréhensions.

Les analyses d'un auteur sur les origines, les causes, l'évolution et les conséquences du pouvoir coutumier dans les groupements de Basimunyaga, des Babungwe et des Basilocha montrent que les conflits du pouvoir coutumier au sein des groupements précités ont des origines diverses mais présentent des conséquences sociales, politiques et économiques.

Il soutient que les conflits de pouvoir et même les conflits frontaliers entre groupements Bashilubanda et Banakagela ont émergé à partir des années 1960.

Il a montré dans son travail que le peuple Lega a livré des guerres intestines et étrangères. A ce titre, il a récusé la thèse qui soutient que les Lega sont un peuple pacifique

L'auteur a distingué deux types de guerre : inter clanique et étrangère.

8.4. Tendances et contradictions

Une bonne gestion des relations avec les pays voisins et une capacité des forces armées à défendre les frontières s'imposent. Il en est de même du respect des droits humains, de la promotion de la culture de la paix et de l'éducation civique, du renforcement d'une véritable société civile, « indépendante », espace d'expression des populations, syndicat des aspirations du peuple auprès du pouvoir.

Dans l'espace culturel nande co-existent deux contextes traditionnels et modernes complémentaires dans la gestion des conflits.

Les deux monographies présentent un intérêt particulier dans la mesure où, à côté des conflits majeurs, elles montrent qu'il existe des conflits mineurs liés à l'économie de plantation et les conflits intra-claniques qui, dans le contexte de crise de l'Etat, culminent vers les conflits interethniques.

Les deux monographies fournissent une banque des données brutes aux chercheurs qui voudraient travailler sur les conflits de l'économie de plantation et sur ceux des quartiers.

La concurrence entre l'agriculture et l'élevage pratiqués sur la même terre est réelle dans la région où en plus, on peut observer une implosion démographique élevée. Ce qui est à la base du clivage d'intérêt entre populations des éleveurs et celles des agriculteurs. Des conflits culturels naissent alors de ces conflits d'intérêts.

L'analyse fait ressortir une certaine anarchie autour de la question et de la gestion du pouvoir coutumier dans les contrées de Fizi, Mwenga et Uvira. Cette anarchie est à l'origine des conflits dans cette région.

La réduction des conflits dans cette région exige qu'il soit pris en compte le pouvoir coutumier et ses répondants comme propriétaires originels des biens et des personnes qu'ils doivent protéger et défendre. Une collaboration entre le pouvoir moderne et le pouvoir coutumier avait été tenté par Mobutu, mais cela n'avait pas fait long feu, pour raison d'incohérence entre certaines pratiques.

Les conflits de pouvoir découlent souvent : (i) de la succession en terme d'usurpation de pouvoir, par exemple par un régent ; (ii) des incompréhensions internes entre familles au niveau de la succession à la tête de la chefferie ou du groupement ; (iii) des malentendus au sein de la notabilité (ou de succession des notables) dans un même groupement ; (iv) des problèmes entre entités limitrophes.

Une attention des parents à l'endroit des enfants déscolarisés et l'instauration des mécanismes de dialogue et des perspectives de leur occupation pour diminuer les tensions.

Les conflits de succession à la tête des entités coutumières traversent des perturbations et des contestations inhérentes aux évolutions démocratiques et à l'administration coloniale ou post-coloniale. Au sein des mêmes entités, le découpage territorial des entités sous ces différentes périodes ont entraîné des conflits entre les groupements.

3.1.1.3. QUALITE ET CAPACITE DES RECHERCHES DES UNIVERSITES, CENTRES DE RECHERCHES ET DES ORGANISATIONS DE LA SOCIETE CIVILE

Par C.T Bosco MUCHIKIWA
ISDR/Bukavu

Les chapitres 3, 4 et la conclusion rentrent dans la thématique générale d'évaluation de capacités de travaux de travaux de recherche au sein des universités, centres de recherches et des organisations de la société civile. L'évaluation a été axée sur les productions locales et étrangères dont les ouvrages et articles produits localement, les travaux de fin de cycles et mémoires, les rapports d'enquêtes et les projets non réalisés, les projets d'ouvrage, les recherches en cours et les projets de recherche. La démarche, au départ, sélective a permis à partir des données récoltées d'examiner de quelle manière la recherche a été conduite sur terrain par les auteurs et le jugement objectif que formulent derniers par rapport à l'objectivité des faits, d'apprécier la qualité des publications sur les conflits et la pacification, de dégager quelques créneaux pertinents pour les recherches futures et d'évaluer les résultats. L'opération a consisté à procéder à une évaluation critique en s'interrogeant sur la validité et la pertinence des problématiques et des hypothèses telles qu'elles ont été formulées par les auteurs, sur la méthodologie qui a été appliquée et sur le modèle explicatif. Bref, il a été de déceler le lien entre le système d'explication et les différents éléments énoncés, à procéder à l'étude originaires de la province du Kivu (Maniema, Nord-Kivu,, et Sud-Kivu) ou des étrangers dont le centre d'intérêt est l'étude des conflits au Kivu en particulier et dans la région des grands lacs africains en général ¹. Quelques idées importantes ont été reprises à titre de rappel sur le domaines d'investigation et problématiques de recherche, les hypothèses et méthodologies, les thématiques explorées, les questions transversales, les pistes de

¹ Cinq critère ont été appliquées pour déterminer la qualité des travaux dont la formulation des problématiques des auteurs par rapport aux faits, la fiabilité des documents historiques pour s'y référer, la validité et pertinence des outils de recherche, la cohérence des textes en matières de formulation des questions et la dimension comparative des approches et résultats.

recherche et l'avenir de la recherche en vue de susciter le débat et les questions à approfondir dans les ateliers.

1. Domaines d'investigation et répartition des centres d'écrits

Le rapport de recherche qui a été distribué aux participants montre que le gros de travaux de recherche est produit dans les universités et centres de recherche au nord et au sud Kivu. Mais la production est peu abondante au regard du caractère brûlant des sujets à traiter, les conflits et la paix. Il existe donc des champs inexplorés de recherche scientifique.

Quatre créneaux de recherche sur les conflits ont été jusqu' alors explorés par les étudiants sous la direction des professeurs et les centres de recherche dont, la nationalité, les conflits armés, les conflits de pouvoir coutumier et les conflits de terre. Les travaux des étudiants présentent un intérêt de fournir des données empiriques, de s'intéresser aux tensions éphémères mais leurs investigations sont restées superficielles, les informations sont difficilement vérifiables. La recherche scientifique dans les universités et les centres de recherche conduite par un personnel compétent est restée marginale par l'absence d'une politique de recherche soutenue.

Pourtant, la recherche scientifique aurait joué dans un contexte de conflictualité quatre fonctions essentielles dont de proposer des solutions, de faire la prospective, de revisiter le passé et de prévoir les actions. Au regard du contexte actuel, il faudrait réfléchir sur la contribution des universités et des organisations de la société civile dans la recherche de la paix dans la sous région.

Les organisations de la société civile s'étaient intéressées aux problèmes des conflits dans le but de contribuer à la cohabitation pacifique. Force est d'indiquer qu'elles ont produit des rapports de réflexion, de séminaire inédits, des documents de vulgarisation sur les questions évoquées mais ils n'ont pas un statut de recherche. Les problématiques peu pertinentes ont été présentées de façon à capter l'attention des bailleurs de fonds pour des projets de développement.

Dans l'un ou l'autre cas, la recherche est restée engagée par rapport au contexte de tensions qui opposent les groupes ethniques et par rapport à l'influence des politiciens en quête de positionnement et de l'électorat. Autant dire que la recherche professionnelle au sens strict n'est pas développée. La recherche institutionnelle (Université, centres de recherche) est peu productive sur les conflits et la construction de la paix.

2. Méthodologie et la formulation des problématiques de recherche

Il est ressorti de l'enquête effectuée au nord et au sud Kivu que les travaux des étudiants présentent des hypothèses peu cohérentes et fiables. Les méthodes et les approches qu'ils ont emprunté pour expliquer les faits sont peu élaborées. Leurs recherches attachent l'importance à des données empiriques. Il y a peu d'efforts et de conceptualisation, de recours aux théories modernes sur les approches des conflits et sur l'analyse des faits de société. Les modèles d'analyse sociologique, politique,

économique, culturel sont de niveaux fort élevés ². Les modèles d'explication sont inexistants dans certains travaux, là où ils existent sont peu construits et suivis. Le niveau de conceptualisation s'élève donc rarement au dessus du concret pratique. Le système d'explication peu élaboré est enfermé dans les croyances populaires et le sentimental. Les hypothèses de recherche ne pas féconde, les indicateurs qui permettent la vérification ne sont définis. Les bibliographies que les étudiants se sont servi, sont limitées.

3. Les échelles de recherches sur les conflits et la paix

Les études effectuées jusqu'à présent sur les conflits et la construction de la paix se situent à trois échelles : (i) échelles réduite, les études à ce niveau ont cherché à expliquer les tensions entre les individus, les groupes restreints, les communautés religieuses dont les risques sont limitées, (ii) échelle macro, les études ont cherché à comprendre les conflits structurels qui menacent les équilibres sociaux. Il s'agit des conflits armés entre groupes ethniques et les conflits extraterritoriaux, (iii) échelle supra-nationale, les études à ce niveau ont pour but de comprendre les conflits nationaux à partir du haut ³. C'est à ce niveau qu'il faudrait situer les contributions des congolais non originaires du Kivu et des étrangers. Leur regard ne tient pas compte du contexte culturel, politique et sociologique qui a conduit à la production des conflits.

4. Les pistes de recherche

Quatorze thèmes ont été inventoriés par le CIUB. La mobilisation des (re) chercheurs autour de ces thèmes montre l'intérêt qu'il y a à étudier les conflits qui fragilisent les rapports sociaux et à trouver des mécanismes qui contribueraient à maintenir la cohésion sociale. Les thèmes suivants ont été relevés par le CIUB :

- Les modes de production des biens et la problématique de la démocratie ;
- L'avenir des Twa ou pygmées dans la région de grands lacs ;
- La pression démographique et la pauvreté comme source des conflits ;
- Le droit à la terre et les conflits fonciers ;
- La promotion et l'entretien de la paix dans un contexte des tensions ;
- L'histoire internationale et la culture de la paix ;
- La culture africaine et la construction des grands ensembles politiques ;
- Le nationalisme frein ou moteur à l'union de l'Afrique ;
- L'occident et la construction de la paix en Afrique ;
- Le mythe Bantou opposés aux Hamites ;
- Le rôle des médias dans la formation et la transformation des conflits ;
- Les migration anciennes et modernes ;
- La construction et le développement de l'Afrique face aux enjeux de la mondialisation-globalisation .

A l'issue de cet inventaire, le CIUB a pensé à première vue focaliser les recherches sur sept axes thématiques ci-après :

- Les conflits de nationalité, les conflits identitaires ;
- Les conflits frontaliers, les conflits religieux ;

² Les observations sur lacunes des travaux sont reprises dans le rapport d'enquêtes, version préliminaire, Bukavu, octobre 2002.

³ Lire la partie du rapport d'enquête précité sur les dimensions comparatives (pp.99-102).

Les conflits territoriaux, les conflits de prestige et d'intérêt ;
Les conflits interethniques ;
Les conflits de pouvoirs à l'intérieur d'une entité administrative (groupement, chefferie, territoire,...) ;
Les conflits foncier, le conflits d'intérêt ;
Les conflits sociaux divers (accusation de sorcellerie, vols, adultère, mensonge ou haine spontanée, conflits d'humeur ou d'incompatibilité d'humeur).

5. Les questions transversales

En se référant à toutes les problématiques récurrentes ou majeures, il s'est dégagé quatre question questions transversales suivants : (i) les mutations internes et des recompositions sociales qui débouchent sur des conflits, (ii) les interventions politiques en termes des lois sur la nationalité, sur la création des nouvelles entités territoriales générées par le pouvoir et qui entretiennent ou attisent les conflits, (iii) le rapport entre l'Etat, le paysannerie et les pouvoirs politiques locaux (iv) le conflits et le enjeux fonciers autour du pouvoir politiques communautés et/ou des entités administratives, les enjeux régionaux, la gouvernance locale et ses différente facettes dans les conflits. Les problématiques récurrentes évoquées suggèrent que la question majeure à traiter soit focalisée sur la gouvernance (locale, nationale et internationale) et que les hypothèses à vérifier s'orientent vers trois directions : (i) le capital culturel africain à construire la paix et à être un obstacle à l'édification de l'Etat et de la promotion de la femme, (ii) le discours de légitimation, (iii) les pratiques des africains qui contrarient avec le nationalisme.

6. Les dimensions comparatives

L'étude des conflits a constitué un centre d'intérêt pour des étrangers qui ont cherché à comprendre le ressorts des conflits au Kivu en particulier et dans la région des grands lacs africains. La présentation des problématiques et hypothèses est fort pertinente mais les positions sont volontaristes, humanitaristes et dichotomiques. Les solutions proposées pour transformer les conflits ne sont pas réalistes et ne tiennent pas compte du contexte historique et culturel, et de la dynamique territoriale⁴

7. L'avenir de la recherche scientifique au Nord Kivu et au Sud-Kivu

L'évaluation des travaux de recherche produit localement sur les liens entre le système d'explication et la problématique et le hypothèses, les méthodes et les approches montrent une sorte d'incohérence entre les énoncés et les résultats. Par exemple, les travaux des étudiants sont peu consistants. La recherche scientifique relève d'un fait divers sans envergure. Les rapports des ONG inédits fournissent des données empiriques. Par rapport aux insuffisances soulevées, on peut relever trois questions relatives à l'avenir de la recherche scientifique au Nord-Kivu et au Sud-Kivu :

Quel est l'avenir de la recherche scientifique localisée sur la question des conflits ?

Quelles sont les pistes des solutions pour la paix ?

⁴ Les critiques sont bien exprimées dans le rapport d'enquêtes, PP 101-102.

Comment établir les centres de recherche scientifique pour la construction de la paix ?

Par rapport à ces trois questions, le CIUB voudrait développer un programme de recherche pour encourager les potentialités existantes, démarrer un observatoire des conflits et de paix, favoriser le groupement des re(chercheurs) autour d'un professeur et organiser un colloque sous-régional sur la transformation des conflits et la paix.

3.1.2. Les questions transversales dans l'étude des conflits au Nord-Kivu et au Sud-Kivu

Par Professeur Séverin MUGANGU Matabaro

Doyen de la Faculté de Droit à l'Université Catholique de Bukavu

Directeur du Centre d'Etudes de prévention et de Gestion des Conflits dans la région des grands lacs.

PROLEGOMENES

D'ordinaire, lorsqu'on étudie les conflits la tendance est de privilégier la dimension historique. Les données conjoncturelles sont associées à des faits ou événements passés qu'on considère comme étant à l'origine ou ayant déterminé les évolutions actuelles. Une telle lecture a l'avantage de rendre compte des permanences et des ruptures dans l'histoire des faits politiques, économiques et sociaux. L'observation de diachronie expose toutefois au risque d'une absence de rigueur dans l'articulation des facteurs et l'analyse de leurs dynamiques singulières. En outre, par rapport aux enjeux de notre symposium, une telle lecture ne conduit point à des conclusions utilisables par les acteurs de terrain.

Mus par ce souci d'opérationnalité, les juristes développent des approches plus volontaires. Les faits et l'agir des acteurs sont analysés et évalués au regard des normes posées. L'affirmation de l'autorité de la norme semble suffire aux yeux des juristes pour imposer la paix et départager les protagonistes. La sociologie du droit a toutefois apporté un bémol à cet enthousiasme béat des juristes positivistes face aux vertus des textes juridiques.

La sociologie en général, la sociologie politique en particulier propose relativement à l'étude des conflits des approches plus stimulantes. Elle admet d'abord le principe général de l'existence obligatoire des conflits au sein de toute vie sociale. Au lieu de considérer les conflits comme des phénomènes pathologiques, la sociologie politique prend acte de la diversité et de la divergence des intérêts et interprète les conflits comme un processus de (re)négociation des compromis sociaux de vas ou, pour reprendre l'expression de C. Mironesco, comme « la recherche de l'aménagement des divergences ». « Les conflits, poursuit-elle, font l'intégration sociales, la liberté d'expression et l'ajustement sans contrainte des intérêts divergents entraînent la stabilité démocratique (p. 19)

Si quant au font les conflits peuvent être intégrateurs (SIMMEL et COSER), ils peuvent prendre par contre des formes qui les rendent plus dramatiques, et de

plus en plus complexes. « Crises et conflit, écrit en effet H. MENDRAS, peuvent être dramatisés dans certaines civilisations, ou au contraire traités en douceur dans d'autres. Les mêmes affrontements peuvent donner lieu à des massacres ici et se passer ailleurs sans violence (P. 215). C'est probablement cette même conviction qui a amené Alexis de TOCQUEVILLE à dire de la révolution française que tout ce qu'elle a fait, aurait pu se faire sans elle ; qu'elle n'a été qu'un procédé violent et rapide à l'aide duquel on a adapté l'état politique à l'état social, les faits aux idées et les lois aux mœurs.

L'idée du conflit intégrateur semble s'accommoder des sociétés occidentales marquées par la différenciation structurelle, la sécularisation culturelle, la capacité responsive et régulatrice des systèmes politiques et la tendance à l'égalité. Bref, cette idée s'accommode des sociétés politiquement développées.

Les conflits en Afrique, mis à part le cas de l'Afrique du Sud, ne semblent pas pouvoir s'analyser adéquatement en terme de recherche d'une intégration sociale. Leur récurrence, leur complexité croissante et leur caractère toujours plus dramatique et dévastateur postulent plutôt l'idée que faute d'avoir assimilé ou acculturé l'héritage colonial, le continent s'acheminerait vers une anomie sociale.

J'aime à penser qu'il n'en est rien. Le foisonnement des pratiques informelles en droit montre bien que la société africaine essaie de sortir de la post colonie. Elle cherche dans une très douloureuse transition « démocratique » à fonder ses rapports de pouvoir et le fonctionnement de ses administrations sur des processus autochtones, « endogènes ». D'où la « place de désordre » pour reprendre cette curieuse expression de BALANDIER.

Les conflits actuels constitueraient dans cette perspective une remise en cause des formes d'organisation sociale et politique et du jeu institutionnel que par mimétisme l'Afrique a emprunté à l'accident sans en mesurer la portée et les conséquences.

William ZARTMAN préfère aborder autrement la question : pourquoi, s'interrogera-t-il, l'Afrique est-elle un « continent dominé par les crises, un endroit où des situations conflictuelles parfaitement banales, au lieu de rester dans le domaine de la politique, virent si souvent à la violence, passent ensuite à une quête d'alliés et se muent dès lors en espaces de guerre froide ?

La réponse qu'il propose, est que les conflits africains actuels découlent du caractère inachevé et en voie de développement des Etats africains, tout sur le plan international qu'intérieur. Quand ces Etats naissent et prennent forme, les enjeux sont importants et clairs pour tout le monde, mais les règles de la compétition restent à établir ; les limites et les mécanismes de règlement du conflit font encore partie des enjeux.

W. ZARTMAN propose six causes de conflit en Afrique :

- la lutte pour le pouvoir,
- l'instauration des régimes autocratiques,
- la survivance des mouvements de libération nationale,
- les territoires mal définis,

- les rivalités structurelles et international
- l'emballlement des moyens stratégiques.

Les questions transversales dans l'étude des conflits au Nord et au Sud-Kivu que nous proposons de discuter avec vous et qui se dégagent aussi de la production scientifique locale, recoupent ces différentes causes identifiées par W. ZARTMAN. Il s'agit :

- des enjeux politiques et territoriaux
- des dynamiques régionales et de la recomposition des alliances
- des enjeux fonciers et de la problématique de la nationalité
- et enfin des aspirations communes qui apparaissent en filigrane dans les études localement proposées.

I. ENJEUX POLITIQUES ET ENJEUX TERRITORIAUX

Les conflits au Nord et au Sud-Kivu reproduisent une dynamique politique déclenchée à l'aube de l'indépendance et caractérisée notamment par la fragmentation de l'élite Congolaise et des attermolements sur la forme de l'Etat et l'organisation administrative.

L. KABUYA distingue trois types d'élites Congolaises à la veille de l'indépendance : les élites traditionnelles auxquels correspondent des mouvements ou partis fédéralistes conservateurs ; les évolués ruraux auxquels correspondent des partis fédéralistes radicaux ou rationalistes fédéralistes ; enfin, les évolués citadins auxquels correspondent des partis nationalistes unitaires.

« Les conservateurs fédéralistes, écrit-il, représentent un courant qui tend à maintenir dans le rapport conflictuel entre l'Etat central et les nations tribales, le loyalisme aux institutions traditionnelles représentées par les chefs coutumiers dans leur espace politique, autant que le loyalisme aux institutions coloniales qui garantissent l'essence héréditaire et incontestable de leur pouvoir.

Les nationalistes fédéralistes, par contre, de même que les nationalistes unitaristes, admettent l'espace politique national créé par la colonisation. Contrairement toutefois aux nationalistes unitaires qui rejettent toute idée de continuité des espaces politiques tribaux, les fédéralistes voulaient fonder la nouvelle intégration nationale sur un consensus des sociétés tribales.

L'unité et la cohérence de l'élite Congolaise vola en éclat dès que le principe de l'indépendance fut accepté. Ceci s'explique certes par des enjeux politiques, la Conquête du pouvoir, mais aussi par des enjeux fonciers et territoriaux.

Alors que les élites nationalistes (MNC), craignant la balkanisation du pays, plaidaient en faveur d'un Etat unitaire, les élites rurales militaient pour un Etat fédéral. Ainsi l'ABAKO, après avoir proclamé ses options fédérales, mènera campagne en faveur d'une République autonome du Kongo central ; (ou en reparle actuellement). A sa suite, la CONAKAT (Conférence des Associations Tribales du Katanga) optera pour un « Etat autonome et fédéré » où (je cite) les rênes de commande politique devraient être entre les mains des Katangais authentiques et

ont montré par leurs actes qu'ils collaborent sincèrement avec eux pour le progrès de l'émancipation rapide du Katanga »

Ce pendant, précise la manifeste de la CONAKAT du 26 mai 1959, « seuls les katanga au sein de toutes les assises fédérales. (ceci rappelle tristement le « régime » de Kyungu) ».

Dix jours après la proclamation de l'indépendance du Congo, le Katanga prendra le devant et proclamera sa sécession au motif que le katanga présentait à l'arrivée les européens et à la formation de l'Etat du Congo, que les ethnies qui le composaient, étaient » réunies par des liens de proximité et des relations économiques.

En réalité, le Katanga sécessionniste n'était ni uni ni homogène. D'autre part le gouvernement qui avait proclamé la sécession n'engageait que des groupes hétérogènes et faiblement majoritaire dans la province. Une opposition s'éleva que Tshombe tenta de résorber en se ménageant l'appui solennel des chefs coutumiers (dis furent nommés ministres d'Etat). L'opposition la plus significative fut l'œuvre des nationalistes du Cartel BALUBAKAT, reste fidèle au gouvernement central. A partir de septembre 1960, cette opposition prit la forme de l'action violente dans le Nord du Katanga et aboutit à la Constitution, le 20 octobre 1960 de la province de Lualaba.

Dans la même mouvance, le chef Lulua, KALMBA, avait réclamé au plus tôt « la reconnaissance de l'existence d'un royaume », à l'autorité duquel « les Baluba devaient se soumettre sous peine de devoir regagner leurs terres d'origine ». Les contradictions entre les leaders lulua et baluba aboutirent à l'exode massif des baluba qui s'en allèrent proclamer l'Etat autonome du Sud-Kasaï.

La réforme territoriale du 1962 mettra plus en évidence l'enjeu territorial dans les conflits en cours en RDC. L'unité du pays ayant été sérieusement éprouvée par les conflits rapportés ci-haut, on en était venu à envisager un nouveau tracé des frontières provinciales, plus respectueux des affinités entre les différentes communautés congolaises. Cette tentative fut un échec et l'occasion de nouveaux conflits, les « communautés » s'estimant en droit de décider souverainement des provinces auxquelles elle appartiendraient et récusant parfois de ce chef le découpage effectué.

Au Nord et au Sud-Kivu, les mêmes évolutions observées dans les autres provinces, peuvent mutatis mutandis, être relevées.

Au Nord-Kivu, la création du territoire de Gishari sera à l'origine d'un conflit récurrent opposant de façon général les populations d'expression kinyarwanda et les autres communautés de la région. (A expliquer) De même la création du PNVI a eu pour effet de déplacer des groupes de population qui ont perdu leur « souveraineté » et se sont retrouvées en raison de cette intervention étatique et dans des liens de dépendance sociale avec d'autres communautés.

La création de la province du Nord-Kivu sera l'occasion d'un conflit ouvert entre la communauté rwandophone et les autres communautés.

Au Sud-kivu, l'opposition signalée plus haut entre élites traditionnelles et modernes a mis à jour un problème plus général de conception du rapport à l'autorité

étatique. L'attitude des chefs coutumiers vis-à-vis de la hiérarchie administrative démontre manifestement que ces derniers revendiquent encore leurs attributs traditionnels et les droits particuliers dont ils croient disposer sur leurs territoires ancestraux.

Des conflits anciens (entre NGWESHE et KABARE) et récents (BASHI-BAREGA) influencent diversement l'agir des acteurs politiques, religieux et même ceux de la société civile. Comme le note pertinemment J.C. WILLAME, les contestations et conflits ont généralement lieu à l'occasion de la répartition des postes politiques au sein de l'administration. Il n'est que rarement fait état d'un mécontentement des tribus ou d'ethnies.

Actuellement, la tendance à l'autonomisation des sous-entités administratives met en évidence de nouveaux lieux d'affrontement. La création des territoires de BUNYAKIRI et surtout de MINEMBWE suscitent des réactions diverses qui laissent penser qu'une escalade est prévisible.

Le droit à l'autodétermination revendiqué naguère par des représentants de la Communauté rwandophone a eu quant à lui pour effet de confirmer les soupçons que le Rwanda, mieux les Tutsi auraient des visées territoriales au Congo.

En somme, les enjeux de pouvoir et les enjeux territoriaux qui leur sont corrélatifs semblent constituer une première problématique transversale dans l'étude des conflits au Nord et au Sud-Kivu.

II. DYNAMIQUES REGIONALES ET RECOMPOSITION DES ALLIANCES

La « révolution sociale » au Rwanda et les massacres répétitifs au Burundi avaient poussé à l'exil des fractions importantes des populations de ces pays. Les pays d'exil étaient essentiellement la RDC, l'Ouganda, la Tanzanie et le Kenya.

D'après les rapports du HCR, il existait en 1990, environ 480.000 réfugiés rwandais à l'extérieur, soit environ 6% de la population rwandaise.

En Ouganda, à l'instar de la RDC, les réfugiés rwandais furent rapidement intégrés dans les structures politiques. Sous le régime d'Idi Amin DADA, ils furent promus et utilisés dans l'armée et l'administration pour contrer l'influence des cadres issus des tribus qui soutenaient le chef de l'Etat.

Lorsque Milton Obote prend le pouvoir à l'issue d'élections contestées, il pourchassa les cadres rwandais jusqu'à provoquer une expulsion massive de tous les ressortissants rwandais. En 1983, près de 50.000 réfugiés rwandais furent expulsés de l'Ouganda.

Cette vaste opération d'expulsion des « réfugiés » banyarwanda considérés comme partisans de MUSEVENYI qui alors avait gagné le maquis, atteignit indistinctement à la fois des réfugiés, des familles de Banyarwanda ougandais et même des banyankore et Bahima qualifiés de subversifs. Le régime de Kigali tenta pour des raisons tant politiques qu'économiques d'empêcher cette masse humaine de pénétrer sur le territoire rwandais.

Ces persécutions des partisans d'Obota ont finalement abouti à ce qu'elles étaient censées combattre, c'est-à-dire l'engagement massif des Banyarwanda dans la National Resistance Army. Comme l'écrit PRUNIER, de nombreux jeunes de la Communauté Banyarwanda et les descendants des réfugiés en particulier ont vu dans l'enrôlement proposé par le rebelle MUSEVENYI la seule issue possible à leurs problèmes.

Après la prise de pouvoir par MUSEVENYI, la plupart des réfugiés retournèrent en Ouganda. Toutefois le Gouvernement ougandais maintint sur eux et sur le Gouvernement rwandais une pression constante, aboutissant à l'invasion du Rwanda par les éléments de la NRA d'origine Banyarwanda le 1^{er} octobre 1990.

Les persécutions des partisans d'Obote avaient entraîné une autre conséquence : la question du droit au retour. Le congrès des réfugiés rwandais, organisé en août 1988 y avait spécialement insisté. Lors du déclenchement de la guerre, le « droit inconditionnel des réfugiés à rentrer dans leur pays » fut affirmé sans équivoque.

Sourd à cette revendication, le Gouvernement rwandais préféra négocier des solutions tendent à établir définitivement les réfugiés dans les Etats d'accueil. C'est ainsi qu'il s'empessa d'approuver et de ratifier la convention sur la libre circulation et le droit d'établissement dans les Etats membres de la CEPGL, signé à Gisenyi le 1^{er} décembre 1985.

C'est seulement en 1989, au terme d'une longue polémique sur le « droit au retour » que le problème des « émigrés rwandais » fut quelque peu pris au sérieux. Une « commission spéciale sur des émigrés rwandais » sera créée par arrêté présidentiel du 9 février 1989, avec pour mission d'étudier les problèmes de grande importance ayant trait aux émigrés rwandais. Entre autres attributions, la commission était chargée de :

- proposer des solutions de nature à résoudre les problèmes qui se posent aux émigrés rwandais et spécialement aux réfugiés rwandais ;
- mener avec tous les milieux concernés tout contact ou toute négociation susceptible de contribuer à trouver une solution aux problèmes posés ;
- suivre l'évolution des dossiers relatifs à la libre circulation des personnes et au droit d'établissement dans le cadre de la coopération bilatérale, sous-régionale et régionale ;
- s'intéresser à tout ce qui a trait au bien-être des émigrés rwandais (art. 2).

Cette conscience soudaine des problèmes que posent et qui se posent aux émigrés rwandais intervient dans un contexte de changement des équilibres régionaux.

Au Burundi, après les événements de Ntega et Marangara en août 1988 (affrontements ethniques dans deux communes du Nord-Est du pays), des pressions internes et externes s'exercent sur le chef de l'Etat et aboutissent à la nomination d'un Premier Ministre Hutu et d'un gouvernement à parité ethnique. En même temps, s'affirme le besoin de traiter plus sérieusement la question de l'unité nationale. Une commission est mise en place à cet effet. La victoire du FRODEBU à dominance

hutu aux élections de 1993 fit par ailleurs des attitudes à revanche à l'égard des tutsi. L'assassinat du Président BUYOYA plongea la pays en une guerre civile très meurtrière.

Au début de 1986, la NRA prend le pouvoir en Ouganda grâce à l'aide massive des réfugiés rwandais. Bien qu'ayant promu quelques descendants des émigrés rwandais, l'Ouganda fait néanmoins pression sur le gouvernement rwandais pour une solution globale et rapide à leur retour. Un comité ministériel conjoint ougando-rwandais sur le problème des réfugiés rwandais fut ainsi mis en place.

Au Zaïre, la montée de l'opposition politique (UDPS) et d'organisations de la société civile critiques vis-à-vis du régime, dans un contexte de pauvreté généralisée et de conditionnalité de l'aide au développement à la démocratisation, ont conduit à l'instauration du multipartisme, sonnait ainsi le glas du régime Mobutu. La fragilité évidente du « parrain congolais » exigeait un réajustement de la stratégie par rapport à la question des émigrés.

Pendant ce temps, le FPR recrute dans ses rangs les jeunes réfugiés pour soutenir son combat contre le régime Habyarimana. De nombreux jeunes banyamulenge et tutsi du Nord-Kivu se feront enrôlés dans la même foulée et constitueront plus tard l'avant-garde de l'armée de l'AFDL, montée par les stratèges rwandais pour démanteler dans un 1^{er} moment les camps des réfugiés, dans un second moment le régime de Kinshasa jugé hostile aux intérêt du Rwanda et conspué par les puissances internationales.

Toute cette dynamique régionale fut relayée localement par la montée des groupes de résistants locaux connus sous le nom générique de Mai-Mai lesquels entretenaient des rapports ambigus avec les réfugiés rwandais récents.

Il apparaît donc que les recompositions sociales et politiques et la dynamique des alliances, tributaires de l'évolution des données structurelles, constituent aussi une problématique transversale dans l'étude des conflits dans le Nord et le Sud-Kivu.

III. ENJEUX FONCIERS ET PROBLEMATIQUE DE LA NATIONALITE

Les sociétés de la région des Grands Lacs sont généralement décrites comme des sociétés féodales. Des liens de dépendance personnel se construisent à partir des transactions foncières ou sur le bétail et aboutissent à une extraordinaire hiérarchisation de la société. Tout un système des droits et obligations dans lequel sont enchâssées toutes les composantes de la société, assure la reproduction sociale.

L'intervention du législateur par la loi dite foncière de 1973 a eu pour effet de compromettre du moins virtuellement l'ordre social en vigueur. En domanialisant le sol et en soumettant la concession foncière à la finalité de l'enregistrement, l'Etat a supprimé la suzeraineté des chefs traditionnels et offert aux dépendants sociaux les possibilités de s'émanciper.

Au Nord-Kivu, par exemple, plus précisément dans le Masisi, on assista à de nombreux conflits fonciers qui pour la plupart trouvent leur explication dans cette tentative d'émancipation des paysans. D'autre part, les grandes fermes appropriées par les nouvelles élites politico-bureaucratiques ou commerçantes créaient un déséquilibre dans le paysage agraire, déséquilibre ayant provoqué des rancœurs dans les masses paysannes.

Pour donner un exutoire à ces ressentiments, un bouc-émissaire fut trouvé : le migrant rwandais que l'on considéra comme un usurpateur. La question de la nationalité se posera ainsi avec beaucoup de passions et d'amalgames. Sans faire de distinction, on constate la nationalité des populations d'expressions kinyarwanda, leur aspiration à s'établir à demeure et à participer aux structures locales ou nationales de gestion politique ou administrative.

La loi sur la nationalité ne permettait pas par ailleurs de résoudre le problème. Elle dispose en effet qu'est congolais toute personne dont un des ascendants est ou a été membre d'une des tribus établies sur le territoire congolais dans ses frontières de 1885 telles que modifiées par les conventions subséquentes.

La loi établit quatre critères cumulatifs pour prétendre à la nationalité congolaise et aux droits et avantages qui en découlent :

Ce critérium pose problème. D'aucuns considèrent qu'il exclut les populations d'expression kinyarwanda de la nationalité congolaise. Globalement, et à tort, tous aussi bien ceux du Sud-Kivu que ceux de Masisi, sont considérés comme n'ayant réalisé aucun apport territorial pour prétendre à la nationalité congolaise. A ce critère on ajoute aujourd'hui un critère de loyauté : ils seraient, dit-on au regard des événements récents, plus loyaux au Rwanda qu'au Congo.

En les excluant de la nationalité congolaise, ils perdent du coup conformément à la loi leurs droits fonciers, leurs responsabilités administratives et l'exercice des droits politiques. Et cela semble arranger tout le monde : les élites politiques ou administratives mettraient par ce fait hors jeu des concurrents actuels ou potentiels ; les chefs coutumiers caressent quant à eux l'espoir de remettre la

main sur leurs possessions et se donnent les moyens de reproduire des rapports clientélistes avec les nouvelles élites et les paysans. Ces derniers eux-mêmes espèrent pouvoir récupérer tout simplement les terres des voisins congédiés.

Comme on le voit, le discours sur la nationalité n'est que mobilisateur. Il sert des enjeux multiples et contradictoires, et permet aux élites et aux chefs traditionnels d'occulter les relations asymétriques qu'ils entretiennent avec les masses paysannes.

Foncier et nationalité, on doit le reconnaître, constituent manifestement des problèmes transversaux dans l'étude des conflits au Nord et au Sud-Kivu.

IV. DES ASPIRATIONS COMMUNES

4.1. L'équivoque exaltation de la paix

Un élément récurrent dans le discours à la fois du politicien, de l'ecclésiastique et de l'homme de la rue, dans la région des Grands Lacs est qu'on veut la paix. Cette paix aussi bien que le processus pour y arriver ne sont pas toutefois appréhendés de la même façon.

Il en est pour qui la paix signifie l'absence de guerre ; laquelle suppose l'anéantissement complet des mouvements de résistance. Pour certains congolais, elle suppose en outre « le rapatriement sans condition de tous les réfugiés et immigrants rwandais et burundais » (cfr Rapport de la Commission VANGU).

Il en est par contre pour qui la paix signifie d'une part la cohabitation non conflictuelle entre les communautés, d'autre part absence d'exclusion, mieux participation de tous à la gestion des affaires publiques et répartition équitable des ressources nationales.

En analysant plus profondément le discours populaire et même celui des élites, on se rend compte au contraire que la première acceptation est la plus privilégiée. Elle est toutefois occultée par l'idéologie.

La paix que tous cherchent réside en réalité dans le bien-être individuel et collectif d'une part d'une et dans la légitimité des institutions gouvernantes de l'autre.

4.2. La recherche du bien-être

En discutant sereinement avec le plus extrémiste des citoyens congolais, rwandais ou burundais, on en vient à se rendre compte généralement que ce qui le préoccupe au plus haut point, c'est son bien-être. Celui-ci intègre différents aspects de la vie humaine : la sécurité physique, la liberté d'aller et venir, le respect de son patrimoine (matériel et culturel), l'alimentation, le logement, l'éducation, le loisir, etc.

La revendication des droits économiques et sociaux prime manifestement sur les questions politiques. A la longue, en effet, les gens se rendent compte que s'ils sont si pauvres, ce n'est pas parce qu'il y a tant de Hutu, des Tutsi ou autres dans les rues ou dans les administrations ; que ce n'est pas pour ce motif que les routes

sont en si mauvais état. Il devient de plus en plus évident que les causes de la misère des populations sont à rechercher ailleurs, notamment dans le mauvais fonctionnement de l'appareil de l'Etat, des politiques publiques inadéquates et une gestion chaotique des ressources disponibles.

En dépit des apparences, au delà des discours haineux, les populations des Grands Lacs aspirent au développement économique et social avant tout, lequel développement est conçu en terme de formation et de répartition du surplus économique généré par les activités qui se déroulent dans l'espace national. Ce surplus est, de l'avis général, destiné à résoudre les besoins fondamentaux des citoyens et non à consolider un régime politique

Ceci dit, les populations expriment également des aspirations politiques, à la démocratie et à la bonne gouvernance.

4.3. La légitimité des institutions gouvernantes

Le vocabulaire politique congolais s'est enrichi depuis 1990 de deux concepts devenus très usuels : « la démocratie » et « l'Etat de droit ».

Dans l'acception populaire, ces deux concepts renvoient tour à tour aux élections et à une justice équitable, impartiale. Les élections sont considérées comme le seul mode acceptable d'accès au pouvoir. Elles impliquent naturellement aux yeux du public le pluralisme politique et la liberté d'expression. Seraient donc légitimes uniquement les dirigeants issus des élections organisées dans un contexte de multipartisme et de liberté d'expression.

En plus des élections, la légitimité suppose dans l'acceptation populaire une certaine égalité juridique. Plus concrètement, elle suppose un égal accès aux services publics, spécialement aux cours et tribunaux, l'absence d'impunité et une protection légale contre les abus de l'autorité.

Au delà de ces aspects de participation et d'égalité, la légitimité semble impliquer également la bonne gouvernance. En d'autres mots, les institutions gouvernantes seront considérées comme légitimes si elles sont véritablement capables de prendre en charge avec une certaine efficacité le problème de la population. Ce critère de bonne gouvernance passe même parfois pour un substitut aux élections.

Idéalement toutefois, ce sont ces trois critères cumulés qui confèrent la légitimité aux institutions gouvernantes. Aussi bien au Rwanda, au Burundi qu'en RDC, les populations semblent avoir cette même conception du gouvernement légitime et y aspirent manifestement.

4.5. Le respect de l'intégrité territoriale d'autres Etats

V. CONSIDERATIONS GENERALES ET CONCLUSIVES

5.1. La crise des Grands Lacs est une crise globale qui appelle une solution globale

Pour plusieurs personnes de la région, la crise des Grands-Lacs se résume dans les ambitions démesurées du peuple Tutsi qui chercherait à imposer une domination aux autres communautés.

Pour d'autres, le problème majeur serait l'idéologie du génocide qui est répandue dans la région et qui viserait à l'extermination des Tutsi.

Pour d'autres encore, ce serait la pauvreté ou mieux les inégalités politiques, sociales et économiques qui expliquent la crise dans la région ; des groupes minoritaires ayant confisqué pratiquement la richesse nationale et le pouvoir au détriment de la majorité.

Il est des analystes qui voient dans la crise des Grands-Lacs, la main maléfique de l'occident qui s'appuierait sur certains acteurs politiques de la région

pour réaliser leurs desseins impérialistes ou pour faire main basse sur les richesses des pays de la région.

Toutes ces opinions attestent que la crise des Grands-Lacs est complexe et uniforme. Elle doit être appréhendée à différentes échelles (locale, nationale, régionale et internationale) et sous différents angles (politique, économique, social et culturel). En somme, il s'agit d'une crise globale, et qui doit trouver une solution globale qui tienne compte des intérêts en jeu à la fois au niveau local, national, régional et international.

5.2. Rétablir la vérité historique sur le passé de la région des Grands-Lacs

La production scientifique est partie prenante des conflits dans la région des Grands-Lacs. On va jusqu'à classer les chercheurs en « pro-hutu » et « pro-tutsi », selon que l'on défend des positions interprétées comme favorables aux uns ou aux autres.

Le mythe du hamite (nilotique), créateur des royaumes, intelligent (ou rusé), aux mœurs raffinées, caractéristiques qui le rapprocheraient de l'Européen, continue à influencer les comportements. Certains y croient et développent des comportements belliqueux, tandis que d'autres s'emploient à combattre le mythe, parfois de façon violente.

Les discours politiques relayent la controverse scientifique, si bien que l'on en vient parfois à remettre en cause des limites territoriales des Etats. Des idées du type « Le grand Rwanda », « Le grand Congo » etc. participent de cette interaction politicienne et dangereuse entre une pratique scientifique imbibée d'idéologie et la pratique politique.

Il est impérieux dans le contexte particulier de la région des Grands-Lacs de rétablir la vérité historique sur le passé de la région. Cela permettra d'atténuer, voire d'éradiquer les passions qui sont responsables des massacres cycliques dans la région des Grands-Lacs.

3.1.3. Les instruments d'évaluation des capacités des recherche en matière de transformations des conflits et de construction de la paix

Par Professeur Murhega MASHANDA,
ISP/Bukavu

Trois concepts ou pôles seront pris en compte :

Instrument d'évaluation relatifs aux produits de la recherche présentés sous forme d'un rapport scientifique ;

Instrument d'évaluation liés aux chercheurs et aux structures de recherche ;

Résultat de recherche

I. LES INSTRUMENTS D'EVALUATION RELATIFS AUX PRODUITS DE LA RECHERCHE PRESENTES SOUS FORME D'UN RAPPORT SCIENTIFIQUE

L'évaluation des capacités de recherche en matière de conflit peut partir des résultats des recherches qu'on retrouve souvent dans le rapport scientifique à l'issue de la recherche. Au fait le chercheur est tenu de rédiger un rapport suivant un

certain nombre de règles et de normes. Celles-ci sont généralement connues, autrement dit, en matière de recherche scientifique, l'amateurisme n'a pas assez de place comme certains le pensent. Une formation adéquate s'impose et en matière de conflits, il existe certaines spécificités qui nécessitent des connaissances particulières. Nous préoccupons dans cette partie de notre intervention à l'essentiel qu'on peut retrouver dans un rapport succinct de recherches scientifiques.

Evidemment, il convient de savoir que le but d'un rapport scientifique est de communiquer à des lecteurs déterminés :

- le problème à résoudre
- les méthodes utilisées pour résoudre le problème
- les résultats de la recherche
- les conclusions inférées des résultats

Ces éléments constituent le fonds de l'armature d'un rapport scientifique mais dans la structure globale d'un rapport scientifique, les références et les annexes éventuelles doivent être présentées. Chacune des parties d'un rapport a ses préalables. Il importe que les chercheurs soient informés du contenu et des exigences des différentes composantes.

L'objectif d'un rapport scientifique n'étant pas de convaincre les lecteurs, la communication devra être scrupuleuse, claire de façon que les lecteurs puissent eux-mêmes inférer leurs propres conclusions.

L'évaluation qui pourra s'ensuivre tiendra compte de la présence de différentes parties évoquées ci haut.

L'évaluation d'un rapport scientifique de recherche qui peut s'ensuivre tiendra compte de la présence des différentes parties évoquées ci-haut. Néanmoins, toute évaluation s'effectue sur la base des critères qui se retrouvent dans presque tout travail d'évaluation.

La grille d'évaluation présentée ci-dessous tiendra compte de certaines particularités des recherches relatives aux conflits; voici dix éléments selon les composantes, les indicateurs et les critères :

- **La question de départ** : elle doit réunir les qualités suivantes : clarté, faisabilité, pertinence
- **La problématique** : les problèmes sont-ils sous-tendus par un état de lieux sur le plans ? Ont-ils des liens avec la question de départ ? (ne sont-ils pas de faux problèmes, attentions aux problèmes plus vastes, aux problèmes déjà résolus...)
- **Les hypothèses** sont-elles formulées de façon générale ou spécifique ? Expriment-elles une relation attendue entre les variables essentielles du problème ? Les exigences et les limites principales de la généralisation sont-elles explicitées ?
- La revue de la littérature : les fondements théoriques, les fondements méthodologiques du problème et les recherches antérieures sont-ils énoncés de façon concise ? Sont-ils discutés en relation étroite avec le problème posé ?

- **La méthodologie** : il s'agit ici d'une justification de ce qui a été fait pour résoudre le problème de recherche. La partie méthodologique comprendra plusieurs éléments permettant de rendre capable de reproduire la recherche, de réanalyser les données, d'énoncer les conclusions, d'évaluer la démarche de collecte de données, de traitement de données. Ainsi, les éléments d'évaluation porteront sur la précision et les caractéristiques du cadre géographique de la recherche, l'adéquation de la démarche de collecte, de présentation de traitement, d'analyse et d'interprétation des données, la valeur historique des documents utilisés, la fiabilité des faits et des sources des données.
- **Les résultats** : sont-ils en rapport avec le problème posé ? Dans quelle mesure les résultats se rapprochent de la réalité ? les faits décrivant le conflit sont-ils suffisants ? les repères historiques, les acteurs, les enjeux, les règles de jeu du conflit sont-ils présentés de façon claire et précise ? Les éléments d'analyse du conflit, les idées explicatives de façon claire et précise ? Les éléments d'analyse du conflit, les idées explicatives (causes, théories), les idées transformatives (principes, options fondamentales, doctrines), les propositions d'actions et d'approches sont-ils clairement présentées ? Ces actions et approches sont-elles envisagées dans le temps ? (court, moyen et long termes).
- **La discussion des résultats** : les résultats sont-ils cohérents avec le problème posé ? Avec les hypothèses énoncées ? Dans quelle mesure les résultats sont-ils congruents avec le cadre théorique de la recherche ? Avec la revue de la littérature ? Les tentatives d'explications sont-elles présentées ? Justifiées ? Originales ? Les résultats de la recherche se justifient-ils par rapport au coût ?
- **La conclusion**: contient-elle un rappel des résultats et interprétations les plus importantes, les plus marquantes, les plus significatives ? Les limites de l'étude sont-elles clairement explicitées ? Les implications théoriques et pratiques sont-elles abordées ? Les pistes nouvelles d'actions ou d'approches sont-elles décrites ? Les résultats de la recherche constituent-ils une représentation significative de la réalité qui permet aux différents acteurs de s'impliquer ? Les résultats de la recherche envisagent-ils de placer les acteurs dans un environnement qui n'excède pas leurs capacités ?
- **Les références bibliographiques** : l'ordre alphabétique est-il respecté ? Les références sont-elles complètes ? Les normes internationales sont-elles respectées pour chaque type de documents ?
- **Les annexes** : sont-elles numérotées ? Portent-elles des titres clairs ? Etc.

Questions : Nos recherches répondent-elles à cet ensemble de critères ?

II. EVALUATION DES CAPACITES DES CHERCHEURS : CINQ ELEMENTS

Quelles sont les motivations à la base d'une recherche en matière de transformation des conflits et de construction de la paix ?

Plusieurs argumentations peuvent être avancées: la recherche en matière de transformation des conflits et de construction de la paix s'impose lorsqu'on cherche à :

Elaborer un échafaudage social des conflits à la mesure des problèmes actuels de la société à partir d'une base fondée sur la rationalité, la logique, le doute, la tolérance et donc qui s'éloigne du sens commun.

S'éloigner du sens commun qui fournit maintes fois des réponses à presque toutes les questions relatives aux conflits constituant souvent les prémices fausses, normatives ou idéologiques.

Elle s'impose parce que la recherche en cette matière a l'avantage de systématiser l'observation des conflits

Elle permet de remettre en question les prémices ou les premiers signes d'un conflit

Elle étend le champ des connaissances en se référant à d'autres disciplines pour mieux circonscrire et analyser et interpréter le conflit et ses enjeux.

La recherche en cette matière constitue une voie pour examiner les théories naïves sur les conflits

La recherche permet d'utiliser des outils de mesure contrôlés qui lui offrent l'opportunité d'acquérir la caractéristique d'intersubjectivité

Le fondement de toute recherche est la soif de connaissance, de compréhension. Connaître, comprendre le conflit en vue de proposer des actions sur l'environnement de l'homme et des voies d'amélioration de son sort.

La recherche est un processus et une activité de quête objective de connaissance sur des questions factuelles. En matière de conflits, le bon sens, les réflexions, les savoirs produits par les ONG constituent que des avoirs parcellaires qui doivent être intégrés dans le corpus de la recherche et être capitalisés.

Qu'est-ce qui motive ou devrait motiver nos recherches en Nord et au Sud-Kivu dans la Région des Grands Lacs, centres de recherche universitaire, chercheurs indépendants, chercheurs des organisations de développement ?

Qui doit faire de la recherche en matière de conflit et de construction de la paix ?

Les universités, les centres de recherche, des chercheurs indépendants, des chercheurs des organisations de développement ?

Tout le monde peut faire de la recherche pour autant que la personne dispose d'un bagage méthodologique apparenté aux sciences sociales permettant de mener une activité d'observation systématique sur les conflits. Cette observation est à distinguer de l'expérience personnelle, de l'observation quotidienne qui nous fait tirer des conclusions sur les événements qui nous entourent sans utiliser un regard objectif et sans s'en tenir à l'utilisation d'outils de recherche.

Si beaucoup de gens sont des candidats potentiels à la recherche en matière de transformation des conflits et de construction de la paix, il reste que certains segments de la population sont plus spécialisés dans sa pratique au regard de leur formation et des qualités qu'elles disposent.

Quel est le profit de gens qui font de la recherche dans nos institutions ou organisations ?

Quelles sont les qualités particulières exigées d'un individu qui mène la recherche en matière de transformation des conflits et de construction de la paix ?

L'intelligence
L'ouverture
La perspicacité
La précision du jugement
L'organisation du travail
L'enthousiasme
La tolérance
La persévérance et le courage
L'honnêteté et l'impartialité
La sociabilité.

Nos chercheurs présentent quel profil ? Quelles sont les connaissances nécessaires à acquérir pour se sentir à l'aise dans une recherche en matière de conflit et de construction de la paix ?

Au-delà de ces qualités, le chercheur doit avoir des habiletés techniques professionnelles ayant pour source des connaissances sur la transformation des conflits, les fondements de la construction de la paix, la philosophie et les méthodes de recherche en matière de conflit et de construction de la paix, la gestion, la résolution et la prévention des conflits, etc.

Quelles sont les disciplines qui ont des rapports avec les recherches en matière de conflit et de construction de la paix ?

Histoire : repères historiques,

Droit :

Sociologie

Etant donné le caractère interdisciplinaire de la recherche en une transformation des conflits et en construction de la paix, le chercheur devra être familier à des approches multidimensionnelles, avoir la capacité de voler en équipe.

Quel est le profil de nos chercheurs tant sur le plan de la formation, des connaissances et des valeurs humaines ?

III. GRILLE D'EVALUATION INSTITUTIONNELLE POUR UN CENTRE DE RECHERCHE

3.1. Analyse de la gouvernance de la structure

- Le centre a-t-il un organe d'orientation de la politique de recherche ?
- Existe-t-il une structure légale et adéquate pour le fonctionnement du centre ?
- Existe-t-il un organe de contrôle du centre ?
- Le centre a-t-il une équipe de recherche ou compte-t-il sur des chercheurs ponctuels ?
- Y a-t-il des contrats signés avec les chercheurs ?
- Qu'en est-il de nos structures de recherche ?

3.2. Analyse du leadership

Le leadership a-t-il la capacité de :

- Présenter les priorités et les plans réalistes du centre

- Promouvoir une direction claire
- Diriger, motiver et administrer le personnel
- Etre un porte-parole efficace pour le centre
- Prendre des décisions au moment opportun
- Prendre des décisions après consultations appropriées du personnel
- Distribuer les tâches et les responsabilités
- Faire le suivi des activités de recherche
- Résoudre les conflits internes : avons-nous des responsables capables d'entraîner les structures de recherche vers une un centre dynamique de recherche en matière de transformation des conflits et de construction de la paix ?

Avons-nous des responsables capables d'entraîner les structures de recherche vers une nouvelle dynamique de recherche en matière et transformation de conflits et de construction de la paix?

3.3. Analyse des objectifs du centre

3.3.1. Quels sont les objectifs spécifiques du centre ?

Quels sont les objectifs officiels du centre ?

Ces objectifs sont-ils clairs ? précis ? Si non, quelles sont les sources d'ambiguïté possibles ?

Ces objectifs sont-ils connus des différents protagonistes du centre ? Comment sont-ils perçus et interprétés ? Sont-ils acceptés ?

Apparaît-il des différences d'interprétation ou de définition d'objectifs entre les différents protagonistes du centre ? Quelles sont les conséquences éventuelles de ces divergences ?

3.3.2. Quels sont les objectifs plus généraux du centre ?

- Objectifs à long terme, impact du centre sur la société
- En quoi le centre est-il supposé contribuer au développement de la société sur les plans scientifique, culturel, économique, social, ... ?
- Le rôle du centre dans le contexte éducatif global est-il clairement défini ? Existe-t-il une bonne coordination entre le projet et d'autres institutions ou organismes compétents en matière de construction de la paix ? (Ou au contraire, y a-t-il conflit ou double emploi entre les différents services ?)
- Y a-t-il des valeurs que prône le centre (professionnalisme, interdisciplinarité, travail en équipe, holistique, etc.) ?

3.3.3. Quel est le degré de pertinence de ces objectifs ?

- Au moment où le centre a été créé, les objectifs ont-ils été définis à partir d'une analyse des besoins de transformation des conflits ou de construction de la paix ? (les facteurs démographiques, économiques, sociaux, culturels ont-ils été pris en considération ?)

- Ces objectifs se sont-ils adaptés en fonction de l'évolution de la société ? (Evolution des connaissances, évolution des défis, évolution du niveau général de développement du pays, ...)

- Les objectifs tels qu'ils sont définis actuellement sont-ils pertinents ?

- Les objectifs de nos centres de recherche sont-ils énoncés de façon spécifique ?

3.4. Analyse des résultats du centre (qualité et quantité)

- Les objectifs spécifiques du centre sont-ils atteints ?
- Les objectifs plus généraux du centre sont-ils atteints ?
- Si ces objectifs sont atteints, c'est à quel niveau, avec quelle ampleur ?

3.5. Analyse de l'efficacité des moyens mis en œuvre pour le fonctionnement du centre

3.5.1. Efficacité de la gestion scientifique ?

- Fonction et activités du centre clairement définies
- Programmes de recherches: existence, pertinence des objectifs et des projets, cohérence de différents éléments du programme
- Programme de formation continue clairement défini
- Méthodologies préconisées
- Modalités d'évaluation
- Etat de lieux de la bibliothèque
- Publications du centre : régularité, pertinence
- Dans la gestion scientifique, le programme de recherche est-il prioritaire ?

3.5.2. Efficacité de la gestion administrative

- Les différentes responsabilités sont-elles définies clairement et bien coordonnées ?
- Quels sont les éventuels dysfonctionnements observés ?
- Quelle est la capacité de gestion administrative du centre ?
- Comment les dysfonctionnements sont contournés ?

3.5.3. Efficacité de la gestion des ressources humaines

- Capacité de sélectionner efficacement les chercheurs et les agents
- Capacité de formation du personnel
- Capacité d'attirer des compétences techniques et de gestion
- Degré de satisfaction des agents du centre
- Méthodes de management humain utilisés
- Nos centres ont-ils la capacité d'obtenir des ressources humaines compétentes, motivées et stables ?

3.5.4. Efficacité de gestion financière et matérielle

- disponibilité de fonds pour la recherche
- immeuble et services internes
- système de communication
- le management au niveau du matériel est-il efficace ?
- Avons-nous les ressources matérielles nécessaires pour faire fonctionner un centre de recherche ?
- Infrastructure, équipement
- Fournitures de recherche
- Maintenance, entretien, rénovation
- Facilité d'accès au matériel pour les différents utilisateurs
- Budget de fonctionnement.

3.5.5. Efficacité de la gestion économique globale

- coût global des programmes de recherche

3.6. Analyse de la viabilité du centre

- 3.6.1. L'existence du centre se justifie-t-elle ? Le centre répond-il toujours à un besoin ? (Analyse de différents facteurs)
- 3.6.2. Le centre s'engage-t-il dans de nouveaux domaines de travail et répond-il aux nouveaux besoins ?
- 3.6.3. Les produits du centre donnent-ils satisfaction ? Sont-ils suffisants quantitativement et qualitativement ?
- 3.6.4. La volonté politique à la base de la création du centre existe-t-elle toujours ?
- 3.6.5. Les différentes autorités directement ou indirectement concernées par le centre se montrent-elles favorables à celui-ci ? Leur attitude s'est-elle, le cas échéant, adaptée aux éventuels changements introduits par le centre ? (Ou au contraire, existe-t-il des oppositions, des risques éventuels de blocage, de conflit ?)
- 3.6.6. Les personnes impliquées ont-elles confiance au centre ? (chercheurs, membres de différents organes, ONG nationales et internationales, autorités politiques, bailleurs de fonds)
- 3.6.7. Le centre reçoit-il l'appui de l'environnement externe ?
- 3.6.8. Le rôle du centre dans le contexte global est-il clairement défini ? Existe-t-il une bonne coordination entre le centre et d'autres institutions ou organismes compétents en matière de construction de la paix ?
- 3.6.9. Les agents et les chercheurs trouvent-ils leur avantage ? (satisfaction personnelle, perspective de carrière, ...)
- 3.6.10. Les disponibilités budgétaires, la logistique et la maintenance sont-elles suffisantes à l'heure actuelle ? Seront-elles assurées à l'avenir ? (Le centre est-il éventuellement dépendant d'une aide extérieure (personnel, moyens financiers) ? Le centre est-il viable en cas de retrait de cette aide extérieure ? Le centre génère-t-il des ressources financières internes)
- 3.6.11. Le centre s'engage-t-il dans de nouveaux domaines de travail et répond-il aux nouveaux besoins ?
- 3.6.12. Les produits du centre donnent-ils satisfaction ? Sont-ils suffisants quantitativement et qualitativement ?
- 3.6.13. La volonté politique à la base de la création du centre existe-t-elle toujours ?
- 3.6.14. Les différentes autorités directement ou indirectement concernées par le centre se montrent-elles favorables à celui-ci ? Leur attitude s'est-elle, le cas échéant, adaptée aux éventuels changements introduits par le centre ? (Ou au contraire, existe-t-il des oppositions, des risques éventuels de blocage, de conflit ?)
- 3.6.15. Les personnes impliquées ont-elles confiance au centre ? (chercheurs, membres de différents organes, ONG nationales et internationales, autorités politiques, bailleurs de fonds)
- 3.6.16. Le centre reçoit-il l'appui de l'environnement externe ?
- 3.6.17. Le rôle du centre dans le contexte global est-il clairement défini ? Existe-t-il une bonne coordination entre le centre et d'autres institutions ou organismes compétents en matière de construction de la paix ?
- 3.6.18. Les agents et les chercheurs trouvent-ils leur avantage ? (satisfaction personnelle, perspective de carrière, ...)
- 3.6.19. Les disponibilités budgétaires, la logistique et la maintenance sont-elles suffisantes à l'heure actuelle ? Seront-elles assurées à l'avenir ? (Le centre est-il éventuellement dépendant d'une aide extérieure (personnel, moyens

financiers)? Le centre est-il viable en cas de retrait de cette aide extérieure ?
Le centre génère-t-il des ressources financières internes ?

Au regard de ces critères, sur quel aspect nos structures doivent centrer leur attention ?

3.7. Propositions concrètes et précises

3.2. ECHANGES REGIONALES EN MATIERES DE TRANSFORMATIONS DES CONFLITS

3.2.1. Mécanismes locaux et traditionnels de résolution des conflits

Par Prof. Barnabé MULYUMBA wa Mamba,
ISP/Bukavu

Les concepts

Je me propose de commencer le sujet qui m'est proposé par un éclairage sur certains concepts. Cela nous permettra à chacun de mieux saisir le contenu de l'exposé.

Mécanismes

Selon le Petit Robert 1, ce terme signifie combinaison, agencement des pièces, d'organes, montés en vue d'un fonctionnement d'ensemble. Dans cette définition, les mots agencement, pièces, organes, montés font penser à une machine. En effet, le mot vient du grec mékhané qui signifie machine. Il faut recourir à un sens figuré qui présente la société et toute sa dynamique comme une machine ; ainsi alors peut-on parler de mécanismes de fonctionnement de la société: aussi les mécanismes de résolution des conflits font-ils partie de ces derniers puisqu'ils visent à obtenir la régulation de la société, c'est-à-dire à assurer le fonctionnement correct du système social là où certaines de ses parties sont désaxées. Il s'agit donc en clair d'un ensemble de dispositions sociales (concertations, médiations, conseils, palabres, délibérations, et tous autres trucs) destinées à restaurer le climat social ou à rétablir l'harmonie là où elle a été rompue.

Notre attention portera en outre sur les mécanismes locaux (c'est-à-dire ceux utilisés dans les sociétés locales concernées par un état persistant de belligérance dans cet espace des pays des Grands Lacs); et traditionnels, c'est-à-dire ceux déterminés par des modes de pensée figées, invariables et transmis de génération en génération par des techniques vivantes : oralement ou par imitation "mécanique"⁵ sur fond de souci constant de stabilité sociale. Celle-ci est, selon Henri Janne, "ce que l'homme attend de son milieu social : c'est ... la condition même de son heureuse adaptation au milieu naturel"⁶. C'est dire qu'une société sans stabilité est condamnée à disparaître.

Le conflit

Concept polysémique, c'est le moins que l'on puisse dire. Ses synonymes sont entre autres, tout simplement : choc, mésentente, discorde, hostilité, lutte. On peut dire qu'il y a conflit entre deux parties lorsque l'une défend une position ou une thèse incompatible ou irréconciliable avec la position ou la thèse de l'autre de façon que chaque partie cherche à annihiler la position ou la thèse de l'autre et faire accepter

⁵ Au sens durkheimien du terme dans l'expression Solidarité mécanique, laquelle est, selon Durkheim, fondée sur la loi répressive, ie sur l'expression des coutumes, des croyances traditionnelles d'une communauté tribale.

⁶ H. Janne, Le temps du changement, Marabout Université, Gérard et Cie, Verviers, 1971, p. 10.

de gré ou de force les siennes propres. De là à glisser dans la violence, le pas est vite franchi par l'animal le plus inhumain qui soit: l'homme. Il est des plus inhumains, mais aussi des plus conflictuels (cfr infra).

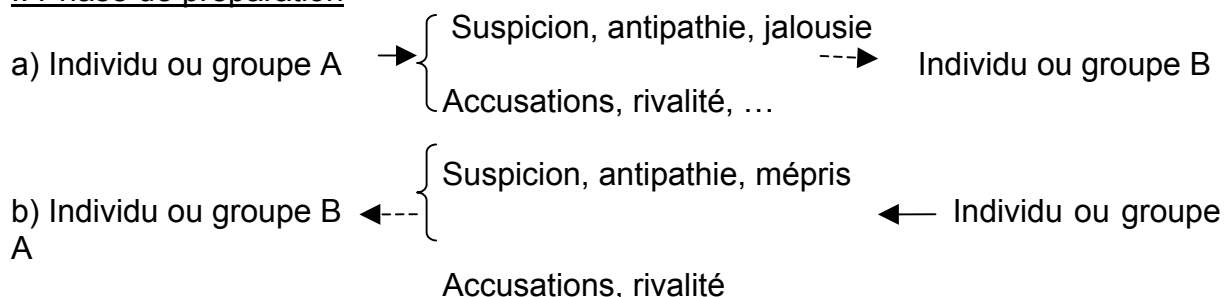
Le conflit, qui passe par trois phases (gestation, latence, éclatement) dans son développement, présente plusieurs formes de manifestations dont les plus perverses comportent la violence entre les parties (antagonistes) : une violence verbale d'abord (critiques, accusations, injustices, propos hostiles, orduriers ou injurieux, menaces, contestations de droits, ...), instrumentale (bagarres, usage d'armes blanches : bâtons, gourdins, couteaux, machettes, lances, etc) et enfin recours aux armes à feu.

Dans les sociétés traditionnelles il n'existait pas d'armes à feu qui caractérisent les conflits intercommunautaires ou internationales aujourd'hui. Mais les lances, les flèches et autres armes usuelles ont été utilisées.

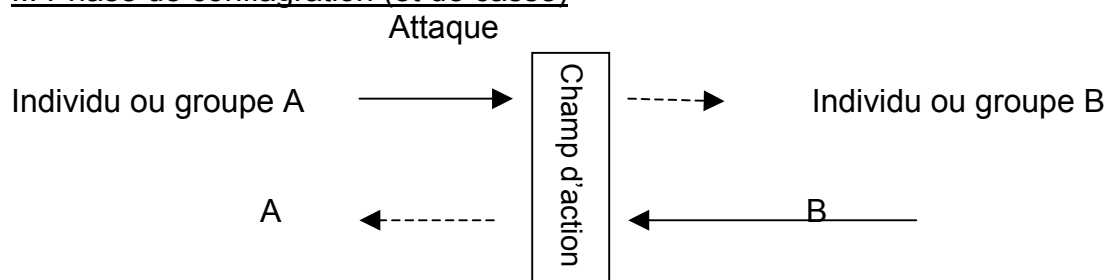
Voilà donc que ce concept de conflit peut désigner divers et très complexes états d'âme, qui vont d'une simple humeur antipathique jusqu'à la confrontation voire à l'embrasement des plus meurtriers, en passant par toutes formes d'agressivités plus ou moins graves.

Illustration

I. Phase de préparation



II. Phase de conflagration (et de casse)



N.B. D'autres types de positions sont possibles.

Les flèches en pointillés indiquent les objectifs des belligérants.

Origines des conflits

Avant d'examiner les mécanismes locaux et traditionnels de résolution des conflits dans la Région des Grands Lacs, essayons de clarifier la question de l'origine des conflits.

Certes, la réponse que l'on peut donner à cette question ne peut en aucune façon être univoque, sous peine de constituer elle-même une source de conflit, c'est-à-dire d'un désaccord entre différentes positions.

Tous les êtres vivants sont en quelque sorte, mais à des degrés divers, portés à quelque forme d'aspiration, à quelque finalité, si on s'en tient à la théorie d'Aristote qui leur reconnaissait une âme végétative par quoi il expliquait leur naissance, leur développement ou croissance, leur vieillissement et leur disparition ou mort.

Dans cette optique, tout être vivant qui entrave l'évolution normale d'un autre être est en conflit avec ce dernier.

Mais c'est surtout dans le règne animal dont l'homme fait partie que le conflit est inscrit dans le code instinctuel de chaque espèce, et se manifeste sous forme d'agressivité. Un coup d'œil sur les sociétés animales nous pousse souvent à conclure que les animaux sont naturellement agressifs. Par exemple, lorsque nous voyons comment ils s'entre-mangent, se dévorent ou s'attaquent entre eux.

Il semble cependant que cette façon de voir soit erronée. A ce sujet, les savants tranchent net : pour eux ce que l'homme croit être de l'agressivité chez les animaux relève de l'instinct de conservation et de besoin homéostatiques : alimentaire, sexuel ou besoin de territoire⁷.

En revanche, l'homme ne bénéficie pas de mêmes circonstances atténuantes en matière d'agressivité ou de conflictualité.

En effet, ici encore les éthologues confirment notre affirmation du départ : "seul parmi les êtres vivants, l'homme peut détruire et se détruire" mais encore, conformément à l'étymologie du mot, "il est capable d'attaque non provoquée, il peut même éprouver du goût pour la destruction. Autrement dit "l'Homme est capable de véritable agressivité" (ibid).

Cette opinion des éthologues sur l'Homme et son caractère agressif est largement partagée par des savants d'autres domaines. On connaît le point de vue de Thomas Hobbes : "l'Homme est un être naturellement méchant". Pour Jacques Willequet, la guerre est un phénomène social ... "L'homme individuel et collectif porte ce phénomène dans les repris de son subconscient"⁸. Pour Napoléon, l'activité de la guerre était synonyme de gloire, ce qui rejoint la maxime de Corneille : "A vaincre sans péril, on triomphe sans gloire" ; etc

Les psychologues reconnaissent que le « Moi » est une source de conflit. Selon la théorie de la libido, le prestige relève d'un groupe des besoins narcissiques. Son existence repose sur l'une de caractéristiques humaines les plus valables, la capacité de s'orienter soi-même par rapport à ses semblables. La recherche du prestige montre ce trait de l'homme sous un mauvais jour, car elle est responsable d'un grand nombre de conflits qui opposent l'homme à lui-même.

Nous pouvons voir un peu plus clair dans le contenu psychologique en examinant les valeurs auxquelles le prestige est attaché : la richesse, la classe, la race, le succès, etc. L'individu qui jouit du prestige est toujours dans la position d'exiger le respect, l'amour, la considération, l'admiration. En d'autres termes, le prestige est un pouvoir. Il place celui qui le possède dans une position d'autorité, ceux qui le reconnaissent dans une position de subordination. Le désir de l'acquérir répond par conséquent, à la peur de la honte, de la dégradation, du mépris de soi.

⁷ Cfr à ce sujet un article d'André Soullairac sur "Bases neurophysiologiques de l'adaptation et de l'agressivité", in Raoul KOURILSKY, André SOULAIRAC et Pierre GRAPIN (dir), Adaptation et agressivité, Paris, PUF, 1965, p. 43.

⁸ Jacques Willequet, la Polémologie à l'U.L.B., 1975, p. 5.

Le succès apporte un accroissement de l'estime de soi. La fortune agrandit les dimensions du "Moi" ; plus on possède, plus le "Moi" est vaste. La propriété devient une partie de vous-même. La recherche du prestige (fortune, estime, renommée) conduit à une attitude particulière - la rivalité - envers les autres personnes cherchant à atteindre le même but. Quand le but est d'offrir ses biens et ses capacités à un utilisateur commun, cette attitude prend le nom de concurrence⁹. "L'effet habituel de l'attitude de la rivalité est d'engendrer l'hostilité, le désir de détruire, de diminuer l'efficacité du rival de l'intimider, de l'effrayer ou de l'humilier" (*ibid*).

De tout ceci se dégage que l'homme est en lui-même source de conflit. En effet, contrairement aux autres primates "dont le psychisme traduit essentiellement le rythme biologique, l'homme crée ses propres stimuli. C'est l'un des aspects de la fonction symbolique. Tel est le cas de chants guerriers qui excitent et exaltent l'agressivité. Enfin, à la différence de l'animal dont l'inhibition des conduites adversives dépend essentiellement d'un facteur externe, l'homme est seul capable d'inhiber normalement et consciemment ses instincts, et cela constitue même une modalité fondamentale de l'adaptation proprement humaine. Mais, seul aussi, il est capable d'inhibitions qui retentissent sur sa biologie.

Il est capable de coopération et de relation véritables¹⁰, ce qui nous ouvre l'esprit sur la capacité de l'homme et son pouvoir de tempérer ses élans, de gérer ses relations avec modération et de résoudre ses conflits ...

De la résolution des conflits

Dans ce point, je voudrais aborder l'examen des mécanismes locaux et traditionnels de résolution de conflits. Dans un papier antérieur, j'ai traité de l'apport des méthodes traditionnelles dans la résolution des conflits actuels¹¹. Les présentes assises se placent dans la même optique. Ici comme là, les matériaux d'analyse sont toujours insuffisants, faute de moyens matériels pour réaliser sur le terrain une récolte de données fiables et représentatives. Ce cri d'alarme est lancé aux âmes de bonne volonté.

D. Hiellriegel et alii distinguent trois types de conflits : le conflit d'objectifs, le conflit cognitif et le conflit affectif¹². Le premier est une situation dans laquelle les buts ou les issues préférées par les parties sont incompatibles. Dans le second type ce sont les idées ou les pensées respectives des parties qui sont incompatibles. Dans le troisième type, l'incompatibilité affecte les sentiments ou les émotions respectives des parties.

En considérant le conflit sous l'angle formel, j'ai essayé pour ma part, de compléter cette typologie de D. Hiellriegel et cie sur des bases véritables. Cinq variables ont été dégagées :

⁹ Cfr à ce sujet Abram Kardiner, L'individu dans sa société "Essai d'anthropologie psychanalytique", Paris, Gallimard 1969, p. 120-122.

¹⁰ Michel GOUSTARD, "Adaptation et agressivité en Bio-Ethologie comparée", in Raoul KOURILSKY et alii, pp. 36-37.

¹¹ Christian Aid : Atelier sur les approches de résolution des conflits au Sud-Kivu, Bukavu, CAP, 03-05 avril 2000.

¹² D. Hiellriegel et alii, *Management des organisations*, cité par N. BYA'ENE, "Quel chemin de réconciliation pour l'Afrique des Grands Lacs brisée par la violence ?", inédit.

1° Variable "nombre" d'(individus) acteurs :

- conflit entre individus;
- conflit entre groupes.

2° Variable "structure" (le conflit affecte une structure stratifiée) :

- Conflit vertical : (sujet-chef) ou (supérieur-inférieur) (parents-enfants).

3° Variable "objectif" (conflit d'intérêt ou de rivalité, de compétition, de sécurité, etc.

4° Variable "durée" : conflit passager ou conflit permanent.

5° Variable "cercle social" : conflit interne (p. ex. à l'intérieur d'une famille) ; conflit externe (p. ex. entre deux familles non apparentées ou deux communautés étrangères l'une à l'autre).

L'analyse approfondie pourrait dégager d'autres variables. Je me limite à ces cinq. Pour plus de maîtrise, je m'appesantirai sur les conflits dans la culture lega dont les données me sont plus accessibles¹³.

Dans la langue lega, toutes les formes de conflits sont désignées par un nom spécifique¹⁴ et, fait intéressant, la majorité de ces noms sont versés dans l'anthroponymie à des fins multiples :

- Lusombo et sombana = la haine, la détestation ;
- Bukoma = un état d'inimitié entre deux personnes, deux groupes de personnes ;
- Mshima = la colère ou une dent contre quelqu'un ;
- Masa'ala = les querelles ;
- Malwana = les bagarres, les mêlées, le combat ;
- Bitu = la guerre, et par extension, tous les changers qui menacent la vie de quelqu'un ;
- Anino est une sorte de rancœur, un ressentiment ou un triste souvenir de quelqu'un à la suite d'un acte fâcheux.
- Mabanga ou mashibo = les luttes, les bagarres, les échauffourées ;
- Iyali = la rivalité des co-épouses.

Tous ces mots soulignés ci-dessus servent d'anthroponymes et sont donnés aux enfants nés après ou en cours des événements ainsi considérés. Pourquoi ?

1. Pour les uns, de tels événements de triste mémoire doivent être fixés à des fins préventives pour que personne, en s'en souvenant, n'y revienne plus.
2. D'autres cherchent, en donnant ces noms à des enfants de leurs familles, à exorciser celles-ci du démon de la division, c'est-à-dire de toute envie de revivre ces faits, et de conjurer à jamais les malheurs évoqués.
3. Il y en a aussi qui, par de tels noms ne veulent pas effacer de mémoire les souvenirs des "torts" dont tel ou tel ont été les auteurs : c'est-à-dire pour ne pas perdre les repères historiques de personnes ou de groupes à **jamais ennemis**. Peu de gens, heureusement, apprécient cette option.

¹³ Il s'agit du Lega de Mwenga principalement, mais non exclusivement.

¹⁴ ...

En réalité, les anthroponymes semblables et pacigènes se retrouvent chez tous les peuples de la Région des Grands Lacs. Au Bushi notamment, des anthroponymes tels que Kadali (dispute), Matabaro (bataille), Mbaka (combat), etc traduisent une même philosophie que les noms à connotation bellimorphe que chez les Lega, chez les Bembe, chez les Nyindu, etc.

D'autres anthroponymes portent en leur forme un appel à la paix : ainsi, en mashi, le nom Murhula (la paix), Cirhuza (le médiateur), Mufungizi (le sauveur, le conciliateur ou médiateur). Ces anthroponymes expriment l'espoir et traduisent la joie de "retomber sur un sauveur qui fasse éloigner la guerre et ses déboires"¹⁵.

Voilà un mécanisme intéressant de résolution des conflits; intéressant non seulement parce que faisant corps avec la personne qui porte l'anthroponyme comme élément de sa personnalité - telle est la conception africaine du moi - mais aussi parce qu'il produit un effet préventif sinon prophylactique, alors que la plupart des autres mécanismes que nous examinerons plus loin ont un caractère plutôt "curatif" une fois que le mal s'est enraciné. C'est même un effet palliatif.

La quête des mécanismes de résolution des conflits se doit, me semble-t-il, impliquer la prévention des conflits. Ici, l'Afrique est riche de scénarios intéressants. Pensons à cette coutume genya des **tolondoli**. Il s'agit d'une institution magnifiquement imaginée (= mise au point) par les Genya de Kisangani et qui consiste à soumettre tous les fils aînés des familles à un rite au cours duquel on leur met dans la bouche un produit avec des paroles (formules) prononcées par l'officiant et interdisant à jamais à une bouche ayant reçu un tel produit de sortir autre chose que des propos conciliants. Ces personnes ne peuvent dès lors s'impliquer dans des querelles et jouent toujours, efficacement, le rôle de conciliateurs grâce à leur position d'aînés.

Chez les Lega, la formation d'un homme passe par l'école de la vie : le **bwali** ou rite de circoncision. La maturité acquise au cours de cette formation prédispose les initiés à s'abstenir de tous comportements qui portent atteinte à la paix et à la morale. Une seconde initiation, celle du **bwami**, destinée aux hommes adultes accompagnés de leurs première femme ou de la femme préférée, dote la société d'une super-structure dont la fonction essentielle est pour ainsi dire d'assurer la toilette de la vie communautaire par la répression toilette de tous les actes délictueux, sources florissantes de conflits. Il s'agit spécialement de tout ce qui touche aux mœurs. Toute violation ou tout délit de mœurs relève du tribunal des bami et expose, si elle n'est pas réglée, à des sanctions immanentes ou mystiques. La peur de telles sanctions amène des gens à éviter un bon nombre de conflits¹⁶.

Ce que j'ai appelé école de la vie ou **initiation** a constitué dans nos sociétés, une phase capitale de **modelage** de l'homme comme membre exemplaire de sa société, comme Homme au plein entendement de ce terme dans sa société : l'initié en sortait

¹⁵ Lire utilement mon livre : *Des mécanismes traditionnels d'éducation des enfants à la paix et la résolution des conflits*, Bukavu, Héritiers de la Justice, juin, 2000, pp. 36-37.

¹⁶ L'initiation au bwami est facultative, mais la confrérie gère bon gré mal gré la société et garde la prérogative exclusive de juger les délits de mœurs.

complètement transformé physiquement¹⁷ et ontologiquement, j'ai signalé dans l'étude mentionnée plus haut que les objectifs spécifiques de l'initiation à la vie visaient :

- le changement ontologique ;
- l'intégration culturelle ;
- la culture de l'humanisme ;
- la culture de la paix ;
- l'amour ou la valeur du travail.

A travers tout cela n'apparaît nullement la recherche des conflits ou l'attachement à la haine ou à la rancune. Voilà pourquoi dans la majorité des cas, toutes les cérémonies de médiation comportent la renonciation à la haine, au ressentiment, à la division et en appelle au rapprochement. On peut voir dans les tableaux en annexe quelques illustrations de ces dires.

Comme on peut le voir, la médiation est un mécanisme quasi-incontournable dans les processus de résolution de conflits de nos milieux traditionnels. Elle a ses contraintes et ses exigences, mais elle s'impose : qui la refuse s'isole et s'expose à la désapprobation. L'harmonie et la paix sont sacrées et les sacrifier à son orgueil personnel apparaît comme un crime.

Dans leur sagesse, les vieux ont plus d'un tour dans leurs poches. Un vieux lega dont les deux fils sont entrés en conflit jusqu'à se séparer, décide d'établir sa maison à mi-chemin entre les deux. Chacun, cherchant à jouir de la grâce paternelle, tient à venir régulièrement rendre visite au vieux, lui apportant des victuailles. Ce vieux, avec son astuce paternelle, parvient à faire coïncider des visites de ses fils et face à son charisme ils finissent par partager, à son insistance et sous sa bénédiction, un même gobelet de kasikisi : le tour est joué et le conflit a vécu.

Pour finir cette communication, j'aimerais proposer à tous les organismes qui tiennent ce type des Séminaires de prendre en compte les trois recommandations suivantes :

1° exploiter la sagesse des "bami" ou chefs coutumiers de tous les pays en conflit pour la recherche des voies de réconciliation, étant donné que dans la tradition africaine, leur rôle a toujours été constructif. Car, il ne faut pas oublier que les "Bami" sont culturellement les garants de l'ordre social.

2° La philosophie des séminaires ateliers sur la réconciliation doit exprimer le souci de sauvegarder l'intégrité des pays en cause sans chercher à faire accepter un état de fait.

3° Les immigrants habitant un pays devront respecter les lois et les règlements du pays et ne pas constituer une pomme de discorde entre ce dernier et le pays d'origine. Ils doivent à cet effet respecter une éthique d'immigration qui soit garante non seulement de l'ordre établi dans cette société et pour leur sécurité. Le respect de la loi d'un pays constitue une base de leur stabilité.

CONCLUSION

¹⁷ La transformation physique due au fait que le néophyte, encore tout gamin à son entrée à l'initiation, en sort adulte.

Qu'avons-nous à chercher dans les conduites des sociétés anciennes pour y repérer des mécanismes "magiques" de résolution des conflits actuels ?

Sans doute avons-nous besoin de modèles applicables peut-être à nos situations actuelles. Mais les données ne sont plus les mêmes ! Les mentalités ont changé avec l'occidentalisation : les modes et les techniques de production, les aspirations et les ambitions, les équipements de guerre, etc. Le contexte n'est plus le même. Sans doute, les principales motivations des conflits demeurent : le pouvoir, l'identité, le territoire, l'agent. Mais sous le prétexte de rechercher ces quatre grands Biens qui incarnent le Mal nos chefs, assujettis par les grands de ce monde, servent des causes qui, en aucune façon, ne mèneront les populations des pays des Grands Lacs ni au bonheur, ni à la puissance tant rêvée par certains¹⁸, ni encore moins au développement.

S'ils veulent être utiles à leurs peuples respectifs, il serait sage de chercher à l'être à tout notre continent qu'il faut à tout prix réhabiliter et exorciser de ses démons de discorde et de division.

Pour y arriver, il faut, non pas créer des dissensions et des haines meurtrières entre nos pays, quitte à voir intervenir certains organismes de réconciliation. Il faut plutôt chercher à sauver nos pays et toute l'Afrique de la gueule du titan occidental en recourant aux mêmes méthodes d'auto-consolidation que celles auxquelles recourent les Occidentaux :

1. renoncer à l'hégémonisme rétrograde ;
2. ressusciter avec force le projet de panafricanisme des Pères de l'Afrique ;
3. privilégier le dialogue dans tous les cas de mésententes et toujours envisager l'unité du continent et sa puissance ;
4. promouvoir les valeurs démocratiques, ce qui nécessite ;
5. le respect de la vie humaine, le respect de la loi de chaque pays ;
6. se soucier de l'image extérieure et du pays et de l'Afrique ;
7. tout faire pour effacer de l'Afrique l'image d'un continent maudit où règne le tribalisme, l'ethnisme et la violence qui en découle, l'image d'un continent où des valeurs étrangères telles que des religions (comme l'islam, le christianisme, ...) mènent à s'exterminer ;
8. tout faire pour que les Africains s'acceptent par les détails qui ne peuvent avoir des références que dans une société déshumanisée.

Si Pierre, Paul et Joseph sont des Africains convaincus et convaincants, voilà la source où ils doivent s'abreuver.

¹⁸ Allusion au fameux empire Hima ...

ANNEXE

TABLEAU DES CONFLITS ET LEUR REGLEMENT CHEZ LES LEGA TRADITIONNELS

| N° | TYPE DE CONFLIT | Antagonistes = personnes/Groupes en conflits | Mécanismes de résolution | Modalités d'intervention et de contrainte | Agents de la médiation |
|----|--------------------|--|---------------------------------|---|---|
| I | Conflit en famille | 1. frères | Réconciliation | Explication + pardon, partage de boisson et de nourriture à charge du fautif. Le têtue est exclu de la société | Père, aînés sages, membres de la communauté. |
| | | 2. Ego et Fe du Fra | Réconciliation et tolérance | Conseils et raisonnement | Fra |
| | | 3. Frère-soeur | Réconciliation | Référence à la coutume: médiation | Parents, ainsi que neveux et nièces nés de la Sœur. |
| | | 1. Mère-fils Mère-fille | Réconciliation | Pardon: séparation et mariage de la fille. | Parents et famille. |
| | | 2. Co-épouses a) jalousie, disputes, rivalité | Réconciliation | Explication et jugement suivis de médiation. L'irréconciliable (têtue) est répudiée. | Grands-pères du mari. |
| | | 3.b) accusation de sorcellerie | Vérité et jugement Médiation | Interpellation du mari et consultation de devins. Si divination positive, ordalie (épreuve de poison ou de l'eau chaude pour l'accusée), répudiation. Si épreuve négative, alors dédommagement par l'accusatrice et réhabilitation publique de l'accusée. | Mari et pression de la communauté. Mari, communauté. |

| | | | | | |
|-----|--------------------------------------|---|---------------------------------------|---|---|
| II | Conflit entre deux groupes claniques | a) cause ordinaire | Médiation (explication) | Réunis par les sages des clans voisins et neutres. Partage de victuailles + promesse de concorde. | Clans voisins ou association du Bwami. |
| | | b) Crime crapuleux | Médiation | Tout effort pour éviter la vendetta : le clan de l'assassin offre une fille en mariage au clan de la victime. | Les sages des deux groupes. Le Mwami du "pays". |
| | | c) Tuer par accident | Médiation | Païement des dommages et intérêts ou mieux une fille en mariage. | Les sages inter-claniques. |
| III | Conflit en famille(suite) | Femmes des frères | Vérité et réconciliation obligatoire. | Les femmes des familles d'origine de chacune sont chargées d'interroger les deux adversaires. Condamnation de la fautive et mise en garde pour les maris afin de mettre fin au différend car très pernicieux. | Sages de la famille et autres membres de la communauté. |
| IV | Conflit entre deux chefferies | Les dirigeants pouvant entraîner les sujets | Réconciliation | Réunion au siège d'un groupe ou en un lieu convenu et acceptés par tous. | Les dirigeants de chefferies voisines appelés en médiation. |
| V | Conflit survenu au "lutende" | Deux individus ou deux groupes | Médiation | Interpellation des antagonistes et médiation obligatoire sans ni, arrière-pensée ni récidive sous peine de sanctions mystiques. | L'esprit collectif et supra individuel dit kimbilikiti. |

| | | | | | |
|-----|------------------------|--|--|---|---|
| VI | Conflits de leadership | Membres de famille régnante briguant le pouvoir (cas rare dans le temps) | Vérité et réconciliation devant les hauts dignitaires de tous les clans. | Dénonciations, accusations, concertation des dignitaires non impliqués et prises de mesures souhaitées par la population afin d'aplanir le différend. Pardon. | Les sages de la chefferie. |
| VII | Conflit avec les Bami | Auteur de délit de mœurs contre les Bami | Absolution | Interrogatoire, amendes en victuailles et discours (rite) d'absolution. | Le membre le plus gradé de la corporation du bwami. |

3.2.2. Topographie des conflits a la lumière des enquêtes de terrain

Par Saidi Aloï-I Bya Sango,
ADEPAE

I. INTRODUCTION

Cette communication présente la topographie des conflits à la lumière des enquêtes que nous avons menées dans les territoires de Kalehe, Uvira et Fizi.

Le conflit est inhérent à l'homme (poujoul). Ainsi dans ces entités, il y a beaucoup de conflits à plusieurs niveaux, de types différents et à des intensités diverses. Nous présentons ici quelques conflits à titre d'exemple. Certains sont ouverts et d'autres sont latents.

II. CONTEXTE ET JUSTIFICATION DES ENQUETES

L'ADEPAE, comme beaucoup d'autres, constate que les conflits perdurent. Elle a estimé qu'il fallait chercher tous les mécanismes pouvant aider, tant soit peu, à la transformation pacifique de ces conflits. Elle s'est posée des questions :

- Est-ce que les sociétés traditionnelles n'avaient pas de modes pour résoudre leurs conflits ?
- Ces modes traditionnels ne peuvent pas contribuer à la résolution des conflits aujourd'hui ?

C'est ainsi que l'ADEPAE a initié « Une recherche et étude sur les modes traditionnels de résolution des conflits ». Elles ont été menées chez les Bahavu, les Bafuliro et les Babembe comme échantillon.

III. PRESENTATION DES QUELQUES CONFLITS

4.1. Territoire de Kalehe

| N° | Type de conflit | Repère géographique | Intensité du conflit | Acteurs | Problèmes Motivation, Intérêt, Enjeux | Processus et Conséquences |
|----|---|------------------------|----------------------|---|---|--|
| 01 | Conflit de localité Mbinga Nord contre Mbinga Sud : c'est un conflit de pouvoir | Groupement Mbinga Nord | Latent | Chef de groupement Mbinga Nord contre les chefs des chefferies Buhavi | Le chef du groupement Mbinga Nord voudrait que son entité devienne une chefferie autonome. Conflit de pouvoir coutumier | Conséquences: - désignation du pouvoir coutumier ; - exaspération du climat de tension |
| 02 | Conflit Batembo-Buhavu Conflit de pouvoir | Territoire de Kalehe | Ouvert | Les notables Batembo contre les notables Bahavi | Les Batembo accusaient les Bahavu : - d'occuper les postes administratifs au niveau du territoire - Ils ont exigé un territoire , celui de Bunyakiri créé par l'Arrêté n°1/MJ/DAT/MB/R OUTE/ du 09/09/99 du Chef de Département de l'Intérieur du RCD. - partage inégal du | Conséquence : - conflit de limites - dégâts humains |

| | | | | | | |
|----|---|--|--------|--|--|--|
| | | | | | territoire au niveau de Bunyakiri (85,6% contre Buhavi, 14,4%) | |
| 03 | Conflits entre les Buhavu, les Batembo contre les populations d'expression rwandaises : - conflit de terre - conflit de pouvoir | Localités de Numbi, Myanzi, Luzirandoka (dans Kalehe) et dans Masisi | Ouvert | Leaders des populations d'expression rwandaises contre leaders Batembo et Bahavu | - Conflit de terre, politique et économique - Enjeux : créer un territoire autonome (supposition) | Conséquence : - tensions ; - mouvements de population |

4.2.Territoire de Fizi

| N° | Type de conflit | Repère géographique | Intensité du conflit | Acteurs | Problèmes Motivation, Intérêt, Enjeux | Processus et Conséquences |
|----|--|-----------------------------------|----------------------|------------------------------------|---|---|
| 01 | Conflit entre le clan Bashimwenda et le clan Bashilwamba : | Makobola dans la localité d'lamba | Ouvert et armé | Le clan Bashilwamba contre le clan | Pouvoir coutumier contesté dans la localité lamba | - Morts d'hommes - Déplacement des populations |

| | | | | | | |
|----|--|---|---|--|---|---|
| | conflit de pouvoir | | | Bashimwenda | | |
| 02 | Les Bakeci, clan de la tribu Babembe, contre les Bashiswema, clan Bazoba : conflit de pouvoir | à Swima (Ngobi) | latent : réclamations dans des rencontres | Clan Bkeci clan Bashimwenda | Pouvoir coutumier(localité Bakeci), Notabilité | |
| 03 | Les Bashisembe contre les Bashinundu, deux lignées du même clan Babungwe : conflit de pouvoir | Aamba, localité Babungwe | Ouvert : changement des chefs | lignée Bshisembe contre celle des Bashinundu | Pouvoir coutumier (localité) dans le groupement Babungwe | course au pouvoir coutumier |
| 04 | Les Basimembe de la tribu Babembe contre les Bashikasingo et les Babuyu : conflit de terre et de pouvoir | Secteur de Lulenge, groupement Basikasingo contre les autres groupements surtout Basimembe et Obekulu | ouvert, armé | - Baikasingo - Babuyu | - Intérêt socio-économiques - Terre (plaine de Kama) - Pouvoir du groupement | - Villages incendiés -Dépeuplement - Pertes en vie humaines |

4.3.TERRITOIRE D'Uvira

| N° | Type de conflit | Repère géographique | Intensité | Acteurs | Problèmes Motivation, Intérêt, Enjeux | Processus et Conséquences |
|----|---|--|----------------|-------------------------------------|--|---|
| 01 | - Conflit Bafuliro contre les Barundi - Conflit de terre - Conflit de pouvoir | Collectivité de la plaine de la Ruzizi | Ouvert et armé | - Tribu Bafuliro - Tribu Barundi | - le pouvoir coutumier - intérêt socio-économique | - 1971 : destitution du Mwami, dénomination de la collectivité Barundi en collectivité de la Plaine de la Ruzizi. - 1980 : le mwami est suspendu |

| | | | | | | |
|----|--|--------------------|----------------|--|----------------------------------|--|
| | | | | | | <ul style="list-style-type: none"> - 1990 : tentative d'annexion de la collectivité à celle de Bafuliro - confusion entretenue par le pouvoir semant la haine et la méfiance |
| 02 | Conflit de pouvoir entre Ndare et son frère Albert | | Ouvert | <ul style="list-style-type: none"> - Ndare (aîné) de la 1^{ère} femme non mufuliro - Mukagabwe II (de mère mufuliro) | - Pouvoir coutumier (succession) | Bipolarisation entre les notables |
| 03 | Conflit Bafuliro-Bavira Conflit de leadership | Territoire d'Uvira | conflit latent | Leaders Bafuliro Leader Bavira | - Leadership | - Les Bavira reclament aussi de passer au pouvoir pour diriger le territoire |

4.4. Territoire de Fizi, Uvira et Minembwe

| N° | Type de conflit | Repère géographique | Intensité | Acteurs | Problèmes Motivation, Intérêt, Enjeux | Processus et Conséquences |
|----|--|-----------------------|----------------|---|--|--|
| 01 | <ul style="list-style-type: none"> - Conflit Babembe, Bafuliro, Bavira, Banyamulenge - Conflit de terre - Conflit de pouvoir coutumier - Conflit politique (nationalité) | Fizi, Uvira, Minembwe | Ouvert et armé | <ul style="list-style-type: none"> - Babembe, Bafuliro, Bavira contre Banyamulenge - Pouvoir MPR, AFDL et RCD | <ul style="list-style-type: none"> - Nationalité des Banyamulenge - Changement du nom Banyamulenge - Pouvoir coutumier - Droit politique, Socio-économique - Création du Territoire de Minembwe en 1996 | <ul style="list-style-type: none"> - Jusqu'en 1964 : harmonie entre les communautés - 1971 loi sur l'acquisition de la citoyenneté n° 71-002 du 26/03/1971 - 1976 : le nom Banyamulenge se fait entendre - 1981 : loi n° 081-002/ du 24/06/1981 : retrait de la nationalité aux Banyamulenge - 1991 : la CNS entérine la loi n° 081/002/ du 24/06/1981 sur la nationalité - 1996 : la guerre de l'AFDL, espoir des Banyamulenge - Création du territoire de Minembwe par arrêté départemental n° 001/MJ/DAT/MB/ROUTE/1999 d'organisation administrative portant création à titre provisoire du territoire de Minembwe dans la province du Sud-Kivu avec amputation : du territoire d'Uvira, territoire de Mwenga et de territoire de Fizi |

***CONSTAT DE L'ENQUETE**

Les sociétés africaines sont organisées en familles, clans, tribus. Ces structures sociales avaient leurs institutions liées à leurs cultures respectives. Ces institutions jouissaient d'une grande légitimité et d'un pouvoir reconnu comme tel. Ces institutions avaient des modes qui les permettaient de résoudre pacifiquement les conflits. Certains de ces modes sont : la négociation, la médiation (Lusambya chez les Babembe) la conciliation, la concertation, l'arbitrage, l'Isaba (pratique de lustration). Les recherches pourraient en trouver d'autres structures influent encore dans des regroupements sociaux.

Les conflits sociaux que nous connaissons se situent à plusieurs niveaux : le niveau local, provincial, national, régional, international. Les auteurs politiques manipulés ou conduits par des intérêts personnels viennent attiser de petits conflits locaux, divisent les populations et les entraînent dans des guerres.

Pour l'ADEPAE, dans la recherche de la paix, il faut agir à tous les niveaux. Si la base arrivait à transformer les conflits et le chaos qu'ils occasionnent en opportunités de paix, l'influence des politiciens divisionnistes à la base peut diminuer. Ceci peut avoir de l'influence, minime soit elle, même à d'autres niveaux.

SUGGESTIONS DE L'ADEPAE

L'ADEPAE suggère aux chercheurs dans le domaine de la paix (CUB, le cadre qui naîtrait du présent symposium, des ONG... de faire plus de recherches et d'études sur des modes traditionnels de résolution de conflits et des institutions comme le LUBUNGA (chez les Babembe et les Bafuliro) et le BUSHENGE (chez les Bahavu). Car, pour l'ADEPAE, ces institutions peuvent contribuer tant soit peu à :

- résoudre les conflits à la base ;
- la pacification ;
- gérer les conflits après la guerre.

Ces modes visent plus la justice restauratrice qui met à l'avant-plan « la réconciliation », guérison du mal et non la punition.

3.2.3. Le gacaca, un outil "traditionnel" de résolution des conflits gacaca: le mot et la chose

Professeur Déogratias Bonyinkebe,
UNR Butare

Résumé

Le conférencier a d'abord expliqué pourquoi il a remodulé l'intitulé de sa contribution en vue de montrer dès le départ que la démarche du Rwanda en instituant les juridictions Gacaca, n'est pas du tout une démarche passéiste. Il s'agit en effet, à partir de l'ancien, d'innover très fortement pour résoudre la question du contentieux du génocide.

Après avoir défini le concept de Gacaca et décrit les contours de la réalité que recouvre le terme Gacaca, il en montre la réalité prégnante du point de vue socio-historique au sein d'autres formations sociales africaines, notamment au Congo et à l'Est du continent.

Il s'agit d'une instance d'arbitrage et de conciliation à travers les médiations des personnes sages, probes et de la participation de la communauté (voisinage, parenté, lignage, ...) dans une quête de justice restauratrice, réconciliatrice, thérapeutique et pédagogique.

Le conférencier évoque à grands traits ses usages pendant la colonisation et sous les deux premières Républiques ; ensuite le processus d'appropriation de la vision, des stratégies et mécanismes de cette vieille institution au regard des contraintes du présent et des enjeux de l'avenir du peuple rwandais, en vue de vider le contentieux du génocide et de refonder la nation Rwandaise.

Il souligne à quel point la démarche de l'Etat rwandais n'est pas numétique, par simple reprise passéiste du Gacaca traditionnel. Il y a en effet régulation étatique de la nouvelle Institution, notamment par sa soumission au Code pénal, il y a aussi mise en place des structures et des modes de fonctionnement inédits, notamment les élections à tous les niveaux, la définition des compétences, la formation des juges, les initiatives de sensibilisation et les mécanismes de suivi, le tout chapeauté, mais sans ingérence, par un Département spécialisé au sein de la Cour Suprême.

La matière même des Juridictions Gacaca est intimement liée à l'innommable génocide.

Le génocide, avec ses impératifs de Justice, de Réconciliation et de Reinstruction a exigé ce choix radical.

L'exposé a suscité des questions dont celles-ci :

- *en quoi le génocide trouve-t-il comme solution pour le présent et l'avenir l'instruction des Juridictions Gacaca ?*
- *quel est le niveau de confiance des populations vis-à-vis des Juridictions Gacaca ?*
- *l'interdépendance des Juridictions Gacaca est-elle bien garantie contre l'intrusion de l'Exécutif ?*
- *N'y a-t-il pas nécessité de mettre en place des mécanismes extra-légaux d'accompagnement du processus, notamment en termes d'encadrement psychosocial et clinique ?*
- *N'y a-t-il pas quelque contradiction entre le processus Gacaca en tant qu'instance de jugement et de sanction (ici comprises comme négatives), les modalités de présentation de la Mémoire telles qu'elles s'exercent aujourd'hui et l'impératif d'unité, de Réconciliation et de Reconstruction ?*
- *Qu'est-ce qui garantit le succès futur des Juridictions Gacaca ? Les politiques d'usure seulement ou encore la peur ?*
- *Quelles sont les possibilités d'adoption des Juridictions Gacaca dans ce qu'elles contiennent de transférable, au contexte du Congo Oriental ?*
- *Quelles ont été les vraies motivations du recours à l'institution traditionnelle Gacaca ?*
- *Quelles sont les compétences réelles des Juridictions Gacaca ?*

A toutes ces questions, l'orateur a essayé de donner une réponse tout en soulignant que certaines des questions posées méritent des approfondissements ultérieurs.

I. INTRODUCTION

La tradition de Gacaca est succinctement décrite par le sociologue Aloys Tegera s'appuyant Selon le dictionnaire rwandais - français en 3 volumes d'Irénée Jacob (I. Jacob, 1983: I/164-165), urucaáca ou agacaáca en graphie phonétique signifie "un lieu couvert d'herbe umucaáca ou lopin de gazon".

Par métonymisation, gacaáca désigne d'abord une *"réunion de gens pour régler un litige à l'amiable ou pour tenter de réconcilier les personnes"*.

Ainsi, on dira: *"urubaánza rwé yarújyaanye mu nkiko rúvuuye muli gacaáca: il a porté son litige devant les tribunaux après qu'on eût tenté de régler à l'amiable devant un petit groupe de conciliateurs"*. Il signifie également *"lieu où ces gens se réunissent"*.

sur la pratique des populations rwandophones riveraines des Virunga aussi bien au Rwanda qu'au Congo voisin et dans le Bufumbira (Ouganda) (A. Tegera, 1998: 24-31, sp. 30).

"En cas d'un différent entre membres du groupe, le Gacaca composé de sages et souvent de responsables lignagers pouvait se réunir, juger et imposer des sanctions (icyiru) en faveur d'une partie lésée".

D'après une enquête réalisée par Alice Karikezi (2001), responsable de l'axe 3 réservé au "juridique" au sein du Centre de gestion des conflits, l'assemblée gacaca est composée essentiellement des personnes dites probes (myangamufayo) en raison de leur âge,; leur sagesse, leur altruisme.

C'est elle qui se constitue en jury pour entendre les parties en conflits, prononcer un jugement et imposer des sanctions.

Cegenre de pratiques "opérant au niveau du face-à-face des relations communautaires" (J. Beattie, 1964: 201-203) se retrouve au sein de beaucoup de formations sociales au niveau des lignages où elles coexistent avec les tribunaux légalement reconnus. L'anthropologue J. Beattie évoque à ce propos le cas de la société nyoro en Ouganda. Je le cite: *"Ainsi, les querelles entre villageois sont souvent réglées par un groupe officieux de voisins qui a le droit traditionnel d'imposer une pénalité au parti jugé dans son tort, mais qui n'a aucun moyen officiel de faire exécuter son jugement. La pénalité imposée est toujours un paiement en viande et en bière, qui doit être versé au domicile du gagnant au jour fixé. Là, viande et bière sont consommées par les participants de la querelle et par les voisins concernés par son règlement (et par quiconque arrive à ce moment-là). Il est évident que le but de cette procédure - qui n'est pas toujours opérante - n'est pas tant de punir le délinquant que de réconcilier les querelleurs et de restaurer l'harmonie du village"*. Il s'agit donc d'une vision de la Justice axée non pas sur les vertus de la punition uniquement mais davantage sur la réintégration et donc la thérapeutique sociale, à travers la médiation groupale impliquant l'auto-implication des parties en conflit et l'efficacité de la parole performative propre aux sociétés fonctionnant fortement sur le registre de l'oralité, avec ce que ceci implique de flexibilité et de pouvoir de négociation à travers une argumentation à la fois intelligente, sensible et moralement fondée (Comparer avec la réflexion de P. Ricoeur sur "Le juste entre le légal et le bon" (à propos de l'argumentation in Ricoeur (1991:193-195). Ceci correspond au paradigme de grâce.

Dans une séquence consacrée à l'administration de la justice selon les pratiques des Gikuyu au Kenya, J. Wanjohi décrit ces procédures informelles jusqu'à un certain point, selon lesquelles des conflits étaient arrangés et apaisés d'après un principe d'économie d'énergies physique, psychique et social, en résolvant ce qui peut l'être au moindre coût possible, d'abord au niveau familial sous l'autorité du pater familias en cas de conflit intra-familial (car selon un proverbe gikuyu fort parlant: les affaires

ou disputes familiales ne s'exposent pas en public), ensuite au niveau du conseil des anciens ou aînés lignagers, avec la possibilité de plaidoiries de la part des parties concernées, ceci devant un public de spectateurs actifs et intéressés, les aînés se retirant ensuite en délibéré. Ces derniers méritaient la confiance de part leur sagesse et leur intégrité morale, à la manière des juges Gacaca appelés pour cela comme dit plus haut inyangamugayo ou personnes qui refusent la mésestime, c'est-à-dire des personnes moralement intègres ou à la conduite irréprochable, bref honnêtes.

Dans le cas des Gikuyu, en cas d'insatisfaction, les parties en conflit pouvaient interjeter appel, le jugement rendu prenant le temps qu'il fallait pour atteindre le consensus souhaité par les membres du jury.

On peut imaginer ce que supposaient en termes de socialisation et d'apprentissage, l'habileté et la sagesse des juges et des aînés des lignages comparés avec la société rwandaise de la seconde moitié du XIXème siècle telle que décrite avec minutie par feu l'historien rwandais Emmanuel Ntezimana (Le Rwanda social, administratif et politique à la fin du XIXème siècle in Gudrun Honke. Au plus fond d'Afrique, le Rwanda et les colonies non allemandes, 1885 - 1919, Peter Hammer, Verlas, 1990, 73-80, sp. P. 74-75 et la fixation des normes de sanctions à la fois pour les offenses d'ordre criminel (exemple: assassinat) et celles d'ordre civil (vol, ...).

Ces traditions quasi légales opèrent davantage dans des contextes marqués par l'importance des liens de parenté, un ethos largement égalitariste, la fréquence des relations de type "face à face", le poids de la pression de l'opinion publique, l'absence d'une compétence agressive pour l'accès aux ressources naturelles (M. Harris, 1991: 172).

II. LE GACACA AVANT LE GENOCIDE RWANDAIS

Si on se reporte à une période assez éloignée, notamment sous le régime de Rwabugiri (1853 - 1896), monarque conquérant et centralisateur, l'on voit que l'exercice de la justice concerne plusieurs niveaux, le local pour des litiges fonciers confiés pour arbitrage au voisinage, tandis que ceux relatifs au bétail sont de la compétence du chef de colline mais sans valeur exécutoire en termes d'exécution de la sentence, car les plaignants pouvaient s'en référer au chef de guerre. Le Gacaca fonctionne alors au niveau intra lignager pour une entente à l'amiable, tandis que les conflits inter lignagers exigent souvent l'arbitrage par le chef de colline profitant de ces opportunités pour renforcer son influence politique et sociale (J. Rumiya, 1992: 220).

Pendant l'époque coloniale, à la suite de l'ordonnance-loi n° 45 du 30 août 1924 (Bulletin non officiel du Rwanda - Urundi), le gacaca est réservé au règlement des affaires civiles et commerciales des indigènes, les affaires criminelles étant de la compétence de juridictions coloniales. Les inyangamugayo (personnes probes) sont des personnes d'influence reconnues par le pouvoir colonial (chefs et sous chefs) réunissant l'assemblée en la renforçant par les notables de la place.

Sous les deux Républiques précédentes, la pratique de Gacaca est monnaie courante dans le règlement des conflits entre voisins sans que l'institution soit reconnue par un texte légal ou réglementaire (F. Reyntjens, 1990: 31-34, sp. 32). Un peu avant la guerre et le génocide, la pratique semble informellement reconnue "tant

par les populations que par les autorités locales" (Ibid.: 32), introduisant un pluralisme juridique de fait. Selon les observations de F. Reyntjens: je le cite " *En pratique, l'assistance est nombreuse, puisque les gens estiment devoir être présents vu qu'ils auront eux-mêmes besoin de l'institution en cas de litige. Les simples passants sont également admis à participer (Gacaáca ntikumiíra, dira-t-on à ce propos, c'est-à-dire que: gacaca n'exclut personne). Le conseiller du secteur, assisté du comité de cellule (une subdivision du secteur), préside les débats. Cependant, tous ceux qui ont quelque chose à dire peuvent prendre la parole, et l'on semble peu faire la distinction entre "témoin" et "participant à la décision".*

Procédure fréquente et extrêmement simple aux dires de l'auteur, elle est en ces années-là reconnue par les instances politico-administratives locales et est relayée, en cas de nécessité, par les autres instances judiciaires soit le parquet, soit le tribunal de canton. Sur 112 litiges récents dans une commune rurale de Butare devant Gacaca à la période de l'enquête, il s'agit en ordre décroissant des affaires concernant des coups et blessures, des terrains pour bornage ou empiètement, de succession, de remboursement de dettes, de contrats, de vol, de relations conjugales, de dot et contre-dot.

Dans l'ensemble, il est question d'affaires à gravité limitée exigeant que l'on statue comme s'il s'agissait de manière générale, de manière civile. Les dommages-intérêts s'ensuivent en faveur de la victime.... (pour d'autres détails, ibid.: 34-35).

Le Gacaca est une instance opérant en situation de voisinage et de proximité et la procédure en est largement effective en termes d'exécution de décisions prises.

Pour F. Reyntjens, je le cite: "*même si elle n'est pas étatique, la procédure du Gacaca est donc juridictionnelle et se présente comme une alternative offrant un meilleur accès à la justice et une adaptation plus harmonieuse à certains besoins locaux des justiciables*". L'auteur insiste sur une certaine complémentarité constatée entre l'informel et le formel (l'étatique) en ce domaine. Une tendance à un usage transitionnel de Gacaca se fait remarquer en termes de néo-traditionnalisation en raison notamment de l'intervention en son sein des conseillers de secteur et "*par voie d'anticipation - par le tribunal de canton. L'adaptation à un environnement "moderne" et semi-officiel est illustrée par le fait que la décision du Gacaca est consignée dans un écrit, sur lequel les parties apposent leur empreinte digitale (pratique administrative très répandue qui vaut signature)*" (ibid. : 40).

Ce texte "symptomal" de F. Reyntjens orienté alors vers une réflexion sur l'informel juridique et son efficacité à la "justice rapide, bon marché tant pour les pouvoirs publics que pour les justiciables, extrêmement accessible, compris et acceptable par tous, et à large participation populaire), semble avoir été peu exploité dans la littérature pour comprendre la faisabilité du Gacaca face au défi de la justice post-génocide, encore que, U-A Karekezi l'évoque. F. Reyntjens ne pouvait sans doute pas imaginer ce qu'allait devenir le Gacaca dans cette période post-génocide unique dans l'histoire du Rwanda contemporain.

III. LES TRIBUNAUX OU JURIDICTIONS GACACA

Le Gacaca traditionnel faisait partie des traditions "*qui sont comme la mémoire vivante de la civilisation*" pour reprendre les termes du philosophe français P.

Ricoeur, 1991: 246, comprise comme l'ensemble inclusif d'outillages, d'institutions et de valeurs (Ibid.: 240). Il fonctionnait dans des contextes historiques marqués par des valeurs telles que la solidarité, la réciprocité, une certaine égalité des conditions générales d'existence selon une combinaison qui en faisait des espaces éthiques et politiques particuliers et largement cohérents, tels qu'on les trouve, réunis dans la société rwandaise de la 2^{ème} moitié du XIX^e S., sans oublier bien sûr ses tares et ses dysfonctionnements.

L'évolution historique du peuple rwandais a subi à la fois des dynamiques institutionnelles internes, notamment la centralisation monarchique, et des interférences extérieures remarquables dont la société brisée d'aujourd'hui (a broken world selon les termes justes de l'historien français Gérard Grunier (1997: 356 et ss)) a pleine conscience, à savoir entre autres, les médiations introduites par l'économie marchande, l'école coloniale, les églises chrétiennes, singulièrement la toute puissante église catholique, l'administration et les politiques coloniales, (N.J. Coletta, L. Cullen, 2000: 49), avec leurs bilans à la fois positifs et négatifs. Aujourd'hui, on évoque surtout les aspects négatifs, hélas!

Ainsi, concernant le Gacaca, F. Reyntjens (Ibid.: 41) constate qu'aux années 70 *"l'importance d'organes informels (dont le Gacaca) diminue avec l'urbanisation (J. Van Houtte, F. Reyntjens, A. Basominger, 1981: 188-203)"*, pour signifier l'impact d'une modernité partiellement subie et pas toujours bien métabolisée, ou encore face à laquelle on se montre plein de ruses en des usages alternatifs.

La survenue du génocide en avril 1994 qui n'est que l'aboutissement énorme d'une longue histoire d'exclusion consacre la grave perte du capital social du peuple rwandais.

Dans ce contexte, l'idée de recourir au Gacaca, l'analogue de l'arbre à palabre sous d'autres cieux, qui, au temps de la colonie, est réservée aux affaires civiles et commerciales des indigènes, correspond aujourd'hui à la nécessité de régler aussi efficacement et rapidement que possible le contentieux du génocide, et ce, à partir de 1995 (U.A. Karekezi, 2001: 59-96), en dépit des craintes exprimées.

Compte tenu du contexte et de la matière, à savoir le contentieux du génocide, la version actuelle du Gacaca traditionnel est très fortement rénovée. Elle a été dictée par l'impératif de recherche de la vérité à travers une large participation populaire et celui de la restauration en profondeur du tissu social fort lacéré, au-delà du dicible, tout ceci face aux limites du droit classique.

Déjà, autour des années suivant le rapatriement des anciens réfugiés dans l'immédiat après génocide, le gacaca est utilisé de manière plutôt spontanée dans le cadre du règlement des disputes foncières et immobilières, notamment en Préfecture de Kibungo (U.A. Karekezi, Ibid.: 33 pour les détails).

Les autorités locales prennent le devant en ce sens en faisant intervenir les parties concernées et les notabilités de la place provenant des couches âgées, des démobilisés, des associations religieuses, des ex-FAR, du milieu des agri-éleveuses.?

Il faut souligner avec U.A. Karekezi la particularité du nouveau contexte marqué par une grave facture sociale et brutevenka de nouveaux acteurs dans l'espace traditionnel des inyangamugayo, à savoir les femmes et les jeunes. On va la retrouver dans l'actuel gacaca rénové par voie élective.

Certaines prisons vont également inaugurer des voies du gacaca à travers l'élection au sein des détenus, par ces derniers, de leurs propres "inyangamugayo" d'une espèce spéciale qu'il faut dire, pour donner impulsion au maniement d'aveux et de plaidoyers de culpabilité (exemple: dans la prison centrale de Gitarama).

A signaler également une dynamique semblable en milieux chrétiens (gacaca nkristu) au sein des communautés de l'Emmaus en préfecture de Butare, Kibungo, Cyangugu, Kigali et Ruhengeri pour de mutuelles demander des pardons (pardons pour les crimes et offenses, pardons pour les colères rentrées).

Tous ces espaces se présentent comme des espaces transitionnels du gacaca traditionnel.

Quant à la décision de recourir au façade traditionnel, elle trouve son point de départ dans les remous de réflexion qui ont lieu au village Ungwiro (où se trouvent les bureaux de la Présidence de la République en commune urabine de Cacyiru) à l'initiative du Pasteur Bizimungu, Président de la République à l'époque (voir le Rapport sur ces réunions, 1998 - 1999). Ces réunions sont les premières du genre où participaient 164 personnes représentant des partis politiques, des membres du bureau de l'Assemblée nationale de Transition et coordinateurs de différentes commissions parlementaires, des membres de la Cour Suprême, du Gouvernement, des Préfets, des représentants de l'armée et de la gendarmerie, des conseillers du Président, du Vice-Président et du Premier Ministre, des responsables d'institutions universitaires, des journalistes, des chefs de groupes religieux et autres leaders d'opinion, des personnes ressources.

Ces rencontres évaluent les effets plutôt fort réduits de la Loi organique de 196 ayant défini les responsables selon trois catégories:

- la catégorie 1 désignant les planificateurs, les organisateurs et les superviseurs et ceux qui ont commis des actes de torture sexuelle;
- la catégorie 2, celle de ceux qui ont commis ou ont été complices des actes d'homicide; ceux qui ont causé des blessures et d'autres violences graves avec l'intention d'entraîner la mort;
- la catégorie 3 désignant ceux qui ont commis des atteintes graves avec l'intention d'entraîner la mort sans y parvenir.

La même loi offre une possibilité de négociation pouvant résulter en une réduction sensible en échange d'aveux complets et d'une demande de pardon aux victimes.

Elle ouvre enfin la possibilité d'une réduction de peines à tous les auteurs et infractions en dehors de toute admission de culpabilité (sauf pour la catégorie n°1) (réduction de la peine capitale pour les assassinats connexes au génocide de la peine capitale à l'emprisonnement à perpétuité; de /// au nom des infractions contre les propriétés ...).

Pour m'échelle de sanctions, il y a la peine capitale pour la catégorie n°1; remplacement de la peine de mort prévue par le code pénal de 1997 pour la catégorie n°2 par dérogation au principe de double qualification; /// allant de 2 à 8 ans pour ceux de la catégorie 2 admis au programme de plaidoyer de culpabilité; maximum du lieu ou de la moitié de la peine prévue par le code pénal pour la

catégorie n°3, selon leur admission au programme de plaidoyer de culpabilité avant des poursuites contre eux, pendant le procès;

la catégorie 4 échappant à la peine de privation de liberté et contrainte à la seule restitution.

De manière plus incluse, la nouvelle loi (celle de 2000) prend en compte l'examen des causes et des conséquences du génocide rwandais.

Le Vice-Président de la République d'alors, Son Excellence P. Kagame, était fort explicite à ce sujet, relayant par ailleurs une certaine opinion publique orientée la solution assez radicale et quelque peu risquée du gacaca. Pour lui *"le problème de justice n'est pas un simple problème des textes ou des tribunaux. Il s'agit de trouver une voie intermédiaire entre la justice classique, la reconstitution du tissu social et la prévention d'une autre tragédie, d'un autre génocide"* (U.A. Karekezi, ibid.: 35, citant le Verdict n°01).

Des voix se sont élevées contre cette alternative qui désormais est devenue réalité. Ainsi, *"les opposants à cette solution, essentiellement des juristes et des membres des organisations de défenses des droits humains émettaient des réserves notamment sur les points suivants: le risque de banaliser le génocide; la nécessité de se conformer aux instruments de protection des droits humains fondamentaux régissant des cas de violations de cette importance; la capacité de la population générale qui siégeaient comme juges gacaca des infractions particulièrement complexes; les conflits d'intérêts inévitables. Pour cette opinion, les poursuites judiciaires au sein d'un système judiciaire classique étaient la meilleure option pour lutter contre l'impunité et contribuer au processus de réconciliation. Tout en réfutant, les opposants au recours à gacaca tenants de cette thèse ne réussirent pas à proposer une solution alternative à ce malaise produit en partie par l'impasse judiciaire constaté"* (A. Karekezi, 2001:35).

Il semble qu'aient prévalu des considérations relatives aux contraintes budgétaires, à l'impératif de paix et de reconstruction sociale, à la nécessité de la participation de la population.

En termes de finalités majeures, les juridictions gacaca ont pour visées principales de:

- éradiquer l'impunité ayant abouti au génocide (a.M. Nkubito, 1995: 275-287; E. Nkunzumwami, 1996: 134-153);
- punir les coupables;
- dédommager et réhabiliter les victimes;
- mettre un terme aux suspicions mutuelles rampantes au sein des couches populaires et des élites (au sein d'une société polarisée et phonotypisée);
- rebâtir la communauté.

Tout ceci, sur fond d'une remise en état d'un appareil judiciaire fortement détruit par la guerre et le génocide, mais aussi par des pratiques anti- constitutionnelles (E. Nkunzumwami; Kampire M.T., Kisangani E., Mbonyinkebe S. D., Abandi R., 2002) et par conséquent à remettre sur pied en vue de mettre en place un Etat de droit. En effet, en 1998, on compte 135.000 prisonniers, l'appareil judiciaire est complètement cassé, le personnel disponible est insuffisant, avec souvent un niveau de formation assez médiocre, la population est peu disposée à témoigner du vu et du vécu du

génocide qui sournoisement se poursuit jusque dans ses derniers soubresauts de 1997 - 1998 avec la fameuse insurrection du Nord - Ouest

La loi organique n° 40/2000 du 26 janvier 2001 a pour objet l'organisation et la mise en jugement des personnes suspectées d'avoir, entre le 1^{er} octobre 1990 et le 31 décembre 1994, commis le génocide ou des crimes contre l'humanité selon les termes de la Convention des Nations Unies du 9 décembre 1948 sur la prévention et la répression du crime de génocide, de la Convention de Genève du 12 août 1949 relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre et les protocoles additionnels, ainsi que dans celle du 26 novembre 1968 sur l'imprescriptibilité des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité; soit des infractions visées par le Code Pénal rwandais tendant à commettre le génocide et les crimes contre l'humanité (art. 1) (pour les détails cf. U.A. Karekezi, *ibid.*: 37).

En quoi consistent les tribunaux ou Juridictions gacaca (nv J.A. Intelligent, texte des MINIJUST)?

Beaucoup d'étapes ont déjà été réalisées dans la mise en application des Juridictions gacaca, notamment:

- création du Département Gacaca au sein de la Cour Suprême (février 2000) (présidée actuellement par Madame Cyanzoyire);
- constitution d'un cadre de collaboration avec des organisations de la Société Civile (cadre opérationnel depuis octobre 2000);
- formation des formateurs des juges (26 - 29 novembre 2000); notamment avec la collaboration des funestes de la Feuille de mort de l'UNK);
- planification des travaux d'Intérêt Général;
- élection des Juges inyangamugayo ou Juges Gacaca (4 - 7 octobre 2001) (voir S. Gasibirege, 2002: 93 - 127);
- démarrage du fonctionnement des Juridictions Gacaca (phase - pilote au niveau des cellules) (2002);
- mobilisation continue pour des aveux de culpabilité notamment avec l'appui des services des communautés religieuses spécialisées en ce domaine;
- démarrage des Juridictions Gacaca dans tout le pays (2003).

Selon Nkusi (2003), Conseiller au Département des Juridictions Gacaca à la Cour Suprême, les Juridictions Gacaca sont déjà fonctionnelles. Elles ont des conséquences bénéfiques en tant que terrain d'entente ou terrain de flash back utile à la réconciliation en libérant la puissance de la parole positive. Gacaca permet de connaître la vérité sur la mort des siens et de pouvoir éventuellement leur rendre un dernier hommage.

Pour l'ensemble du pays, à part la réconciliation, les Juridictions Gacaca devraient permettre d'accéder les procès, d'éradiquer à terme la culture d'impunité, de réhabiliter les victimes, y compris les personnes qui ont été emprisonnées et/ou poursuivies de manière non justifiée.

Quant aux conséquences psychosociales, elles se profilent à l'horizon (exemple : manifestations de trauma, ruptures de foyers et de familles), le tout exigeant des solutions appropriées qui ont retenu l'attention des participants au récent séminaire organisé par le Centre Universitaire de Santé Mentale (CUNISAM) de l'U.N.R. (14-15 février 2003) autour des thèmes ci-après :

- L'impact psychologique du processus Gacaca sur la Société rwandaise ;
- Les problèmes psychosociaux des enfants victimes des adultes.

Les juridictions Gacaca entre tradition et modernité.

Les Juridictions Gacaca répondent largement aux critères caractérisant un système judiciaire traditionnel tels que décrits par l'étude de Penal Reform International, *Traditional an informal justice system in Africa, south Asia and the Caribbean* (Soudou, 1999, 75 p.) à savoir :

- la proximité et la participation de la population à travers les assemblées générales ;
- le but de restauration de l'harmonie totale ;
- l'implication d'arbitres ou juges du genre inyangamugayo ;
- l'importance des témoignages ;
- la visée consensuelle.

Mais d'énormes écarts les différencient du Gacaca traditionnel, en commençant par la toute visible implication de l'Etat y compris dans les modalités d'organisation ; l'intervention des élections à quatre niveaux et leur contrôle par un département spécialisé de la Cour Suprême. La référence incontournable au droit, notamment au code pénal et à ladite organique. Comme la population s'en souvient sans ambiguïté (Mbonyinkebe Sebahire Déo : 2002), « le gacaca n'était pas conçu pour juger que ce soit sous forme de poursuite pénale ou autrement des crimes les plus odieux, a fortiori des actes de génocide » (J. Vandeginste, 2001 :19).

De plus, « Les peines d'emprisonnement, qui vont, par définition même à l'encontre des objectifs de la justice traditionnelle, n'étaient pas considérées comme peine appropriée. Mais le système traditionnel était basé sur la volonté de la communauté locale de résoudre un conflit qui concerne tous les membres, et par conséquent, sur la pression sociale pour un individu d'y participer. Son effectivité ne dépendait nullement d'une contrainte de la part des agents de l'Etat. Par contre, il est clair que dans le système des juridictions Gacaca, son caractère coopératif est le « moteur » de la justice rendue. En fait d'ailleurs de preuve, l'art. 31 qui stipule que « Toute personne qui omet ou refuse de témoigner sur ce qu'il a vu ou sur ce dont il a connaissance, ou qui fait une dénonciation mensongère ou calomnieuse, est poursuivie par la juridiction Gacaca qui en fait le constat ». (Ibid : 19)

Tout ceci amène S. Vandegeste à conclure avec beaucoup de justesse que « les juridictions Gacaca constituent un appareil judiciaire étatique, complémentaire au système classique, mais inspiré par la tradition et avec un rôle actif plus important de la population dans la collecte des éléments de preuve » (Ibid :20).

CONCLUSION OU OUVERTURE

Les juridictions Gacaca s'inspirent d'une Institution « traditionnelle » qui a fonctionné au niveau de ses possibilités dans un contexte historique bien déterminé à partir et au sein d'une matrice socioculturelle dont les variables structurelles ont subi de très profondes modifications. Une question demeure, celle de savoir quelles sont les chances de sa bonne intégration et disabilité et de son transfert volontariste dans un contexte combien différent, saturé de « traces d'un passé fait de violences extrêmes, de rancunes et de peurs enracinées ayant puisé au culte et aux sources non pas de la vie, mais de la mort, et actuellement encore fragile.

Face à des situations d'une extrême complexité, il fallait prendre le risque des solutions osées mais dont un examen et une herméneutique préalables fort réfléchis et qui ont en son temps de mûrissement à travers des buts publics au niveau de la société civile limité les dangers de dérives mortifères. Il fallait le courage des choix difficiles en dehors de toute autre alternative raisonnable. Le présent et l'avenir demandent une extrême vigilance dans le suivi de ces Juridictions dont la mise en place paraît avoir été bien planifié, ce à quoi s'emploient sans trêve les Pouvoirs Publics et l'opinion publique, conscients des risques, mais surtout des promesses contenues dans le pari historique librement accepté.

Ce travail se fait en synergie avec la mobilisation d'autres axes également urgents et complémentaires, à savoir les politiques de bonne gouvernance, de respect de Droits Humains, d'Unité et de Reconstruction, de Lutte contre la Pauvreté, de rapatriement des réfugiés, d'éducation et de formation civique, de démobilisation et de réinsertion socio-économique, d'appui aux groupes vulnérables, dont les rescapés du génocide, d'habitation ristournée.

Toutes les composantes du peuple rwandais sont conviées à cette immense et passionnante tâche de reconstruction, de prévention et de thérapie collective pour une refondation de la Nation.

BIBLIOGRAPHIE

BATAGATA E., Bibliographie sur Gacaca, décembre 2001 (Axe 3 du CGC).

BEATTIE J., Introduction à l'Anthropologie Sociale, Ed. Payot, Paris 1972 (original en anglais : *Other Cultures*, Routledge and Kegan Paul, London 1964).

COLLETTA N.J., CULLEN M.L., Violent Conflict and the Transformation of social Capital. Lessons from Cambodia, Rwanda, Guatemala and Somalia, The International bank for Reconstruction and Development / The World bank, Washington, 2000.

Dialogue, Revue d'information et de réflexion. N°220, janvier - février 2001 (thématique sur « Le gacaca : Juridiction Pénale »).

GASIBIREGE S., L'élection des juges Inyangamugayo : rupture ou continuité, in Cahiers du centre de Gestion des Conflits, n°6 (2002).

HARRIS M., Cultural Anthropology, Harper Collins Publishers, Inc., New York, 1991.

JACOB I., Dictionnaire Rwandais - Français, Institut National de Recherche Scientifique, Butare, 1983 (3 volumes).

Jeune Afrique, L'Intelligent, n°2152 du 8 au 14 avril 2002, (avec un spécial « Rwanda ». Les leçons du génocide. Huit ans après l'apocalypse, la réconciliation est en marche).

KAYITESI U. A Glance at Gacaca Juridictions, Faculty of Law, national University of Rwanda, 27-10-2002, présenté à l'occasion de la visite à l'U.N.R. du Président de la République du Mozambique, s. Exc. Mr. CHISSANO.

KAMPIRE M.T., KISANGANI ENDANDA S., MBONYINEBE Sebahire D., ABANDI R., Evaluation du Secteur Judiciaire Rwandais, MINIJUST-USAID, octobre 2002.

MBONYINKEBE Sebahire D. Etude sur les élections des Juges Gacaca 'Inyangamugayo' : Connaissances, perceptions, attitudes et perspectives, Province de Butare : Butare - ville, Sovu et Maraba, novembre 2002 (non encore publiée), 87 pages.

- NKUBITO A.M., Le rôle de la Justice dans la crise rwandaise, in GICHAOUA A. (dir.), les crises politiques au Burundi et au Rwanda (1993-1994), Université des Sciences et Technologies de Lille, Université de Lille, 1995 pp. 275-287 (Le génocide comme conséquence de l'impunité).
- NKUNZUMWAMI E., La tragédie Rwandaise. Historique et Perspectives, Ed. L'Harmattan, Paris 1996 (ch. V : La Constitution antidémocratique MRND : Ses paradoxes, pp. 134-153).
- NKUSI, Les Juridictions Gacaca, cadre juridique et conséquences psychosociales, LUNISAM - UNR - GTZ, Butare, février 2003.
- NTAMPAKA C., Mémoire et réconciliation au Rwanda : écart entre les pratiques populaires et les actions de l'autorité, in Dialogue, Revue d'Information et de Réflexion, n°220, janvier - février 2001, pp. 3-28.
- PRUNIER G., The Rwanda Crisis : History of a genocide. Columbia University press, New York, 1997 (sepc. Chap. 10, Living in a Broken World).
- Republika y'u Rwanda, peresidansi ya Repubulika, Ubumwe bw'abanyarwanda - Mbere y'abazungu n'igihe cy'ubukoloni. - Mu gihe cya Repubulika ya mbere - Kigali, Kanama 1999.
- REYNTJENS F., Le Gacaca ou la justice du gazon au Rwanda, in Politique Africaine, n°40 décembre 1990 (thématique sur « Le Droit et ses Pratiques »).
- RICOEUR P., Tâches de l'éducateur politique, in RICOEUR P., Lectures 1, Autour du Politique, Ed. Du Seuil, Paris 1991 (pp. 239-255).
- ROULAND N., Anthropologie Juridique, PUF, Paris 1988.
- RUMIYA J., Le Rwanda sous le régime du mandat belge, Ed. L'Harmattan, Paris, 1992.
- TEGERA A., Gestion traditionnelle des conflits : une enquête auprès des populations autour des volcans (Virunga), in Regards Croisés, n°000, février 1998 ;
- U.N.R., Cahiers du Centre de Gestion des Conflits, n°3 (Les Juridictions Gacaca et les Processus de Réconciliation Nationale, n°4 (Rethinking Peace, Coexistence and Human Security in the Great Lakes), Kigali, Rwanda 16-19, 2000, n°6 (De la Paix à la Justice : les enjeux de la réconciliation nationale).
- VANDEGINSTE S., Les Juridictions Gacaca et la poursuite des suspects du génocide et des crimes contre l'humanité au Rwanda, in Dialogue, revue d'Information et de Réflexion, n°220, janvier - février 2001, pp. 3-28.
- VAN HOUTTE J., REYNTJENS F., BASOMINGERA A., Litiges et besoins juridiques au Rwanda. Une enquête préliminaire, in revue Juridique du Rwanda, 1981.
- WANJOHI J., The Wisdom and Philosophy of the Gikuyu proverbs, Paulines Publications, Nairobi 1997.

3.2.4. Le conflit "ethnique" comme objet d'étude, quelles méthodes s'imposent?

Pr. Thomas Turner

Université Nationale du Rwanda
 B.P. 540, Butare
Tomedwin@mail.rw
Tommyagain@yahoo.com

J'ai remarqué, peu après la prise de Kinshasa par l'AFDL, qu'il faudrait revoir les rapports entre l'ethnicité et le nationalisme. (Turner 1997).

Je pars de deux observations. D'abord celle de Lipschutz et Crawford (1995): "Ethnic" conflict isn't, c'est-à-dire le conflit ethnique n'est pas ethnique. Ou que le conflit "ethnique" peut exprimer des demandes, des tensions et des intérêts de différentes sortes. Ensuite, celle de Crawford Young que les identités sont multiples et qu'elles changent en fonction du contexte. (Young 1993)

L'ethnicité, selon Young, a ses racines dans une reconnaissance collective d'affinité, à laquelle sont liées des significations sociales et émotionnelles.

L'aspect intime de l'ethnicité s'exprime souvent en termes de parenté: un membre de la même ethnie est un "frère".

J'ajouterai à cette observation de Young qu'ici en Afrique centrale, on parle souvent de "grand frère" et de "petit frère". Même si le mot n'est pas prononcé il est là. Lorsque Tshisekedi parlait de Laurent Kabila comme son frère, c'était pas seulement que les deux sont Congolais, Bantou, Luba, mais implicitement que c'était lui Tshisekedi le "grand frère" que l'autre devait respecter.

Celui qui n'est pas "frère", c'est l'autre, l'étranger, venu d'ailleurs. Déjà en 1945, Kasavubu a donné un discours sur les droits du "premier occupant". Notez les significations multiples: le premier occupant peut être le Congolais par rapport à l'Européen, le Mondele. Mais également le Mukongo par rapport au Mongala, "l'homme du haut". C'était à la fois le proto-nationalisme congolais et le début de l'ethno-nationalisme kongo.

L'ethnicité a des dimensions multiples, lesquelles sont capturées à travers des approches différentes: instrumentaliste, constructiviste, primordialiste. Mais la force de la mobilisation ethnique repose sur sa dimension primordiale selon Young. On partage avec les autres membres de la communauté ethnique toute une collection de symboles, capable de catalyser les craintes et les animosités.

Les identités ethniques existent aussi au niveau individuel. Notez combien des actuels dans le drame congolais ont des identités multiples et ambiguës (Turner 1997):

- Mobutu, était-il Ngbandi ou Mongala? Homme de l'Equateur? Bantou? Soudanais? Centrafricain?
- Kengo, blanc-juif-métis-tutsi? Homme de l'Equateur ou étranger?
- Laurent Kabila, de père Luba-Katanga mais de mère Lunda. Chez les Lunda, l'identité se transmet de façon matrilineaire.
- Et que dire de Joseph Kabila?

En ce qui concerne le nationalisme congolais, il s'est renforcé depuis la décolonisation. Il y a une conscience d'appartenir à une nation, laquelle dépasse les limites ethniques. C'est une bonne chose, à mon avis. Mais ce nationalisme a pris un aspect inquiétant, qu'il faut signaler ici dans le contexte de notre symposium. Il est devenu une sorte d'ethnonationalisme. Vansina va plus loin, il parle d'une "idéologie raciste". En effet, sous l'influence du grand livre du Professeur Ndaywel (1997) mais aussi sous l'influence des événements politiques et militaires, le Congolais pense qu'il est bantou. Le mot bantou ne se limite plus au domaine qui lui est propre c'est-à-dire la linguistique, mais il y a selon cette idéologie une civilisation bantoue, voire un aspect physique bantou. Je partage le point de vue de Vansina qui trouve cette évolution inquiétante. (Arnaut et Vanhee, 2001)

Je termine avec quelques remarques sur la ou les méthode(s).

Le premier jour de notre symposium, on a assisté à une véritable plaidoirie par la science, pour la science sociale positiviste. On doit établir les vérités, les faits fiables.

Je ne suis pas contre la vérité, ni contre le positivisme. Mais je trouve que la bonne méthode dépend de l'objet d'étude. A mon avis, dans la résolution des conflits il faut déployer plusieurs approches. Il faut comme l'a dit le Chef des travaux Masumbuko, la pluridisciplinarité.

Et surtout, qu'il ne faut pas seulement expliquer, à la manière des positivistes Comte et Durkheim, mais aussi et surtout, comprendre.

Ce qu'il faut, à mon avis, c'est une série d'enquêtes de type ethnographique (Spradley et McCurdy 1972, par exemple), auprès des communautés en question:

- au Nord Kivu par exemple, comment les Bahunde comprennent-ils le monde, et aussi bien entendu, le conflit qui les oppose à d'autres groupes?
- Comment chacun de ces autres groupes comprend-il la situation, et ainsi de suite.

Il ne s'agirait pas de savoir quel groupe a raison, mais de comprendre pour chaque groupe sa façon d'appréhender le conflit et de justifier sa position.

Sources citées

- Arnaut, K. et Vanhee, H. (2001). 'History Facing the Present: An Interview with Jan Vansina', Anvers, 1 novembre (à compléter)
- Lipschutz, R. and B. Crawford (1995). "'Ethnic' Conflict Isn't." IGCC Brief (Institute on Global Conflict and Cooperation, University of California)(2): 4 pp.
- Ndaywel è Nziem, I. (1997). Histoire du Zaïre: De l'héritage ancien à l'âge contemporain. Louvain-la-Neuve, Duculot.
- Spradley, J. P. and D. W. McCurdy (1972). The Cultural Experience: Ethnography in Complex Society. Chicago, Science Research Associates, Inc.
- Turner, T. (1997). "Kabila Returns, in a Cloud of Uncertainty." African Studies Quarterly (electronic journal, Gainesville) I(1).
- Young, C. (1993). The Dialectics of Cultural Pluralism: Concept and Reality. The Rising Tide of Cultural Pluralism: The Nation State at Bay? C. Young (sous la direction de). Madison, University of Wisconsin Press.

3.2.5. Pour une analyse sociale des guerres en Afrique

Par Koen Vlassenroot
Conflict Research Group
University of Ghent

1. INTRODUCTION¹⁹

Lorsque des combattants mayi-mayi tout nous prirent temporairement, en 1997, le contrôle du passage frontalier entre Goma et Gisenyi (Nord du Rwanda), ce fut la première fois qu'ils révélèrent leur existence au monde extérieur. Même si toute authentification de la véritable identité de ces combattants s'avérait difficile à établir,, pour la plupart des observateurs il s'agissait d'une preuve amère de ce que les parties orientales du Congo plongeaient toujours davantage dans la violence anarchique, rendant jour après jour la région proche de la dénomination stéréotypée de « cœur des ténèbres ». Ce qui manquait à ces observateurs, ce n'était pas une compréhension du conflit au sein de la RDC ni les termes descriptifs pouvant servir à une perception claire de ce phénomène. Les images qu'on se faisait de ces combattants étaient fort appréciées, car elles représentaient la réalité exotique et primitive que recherchaient ces observateurs et journalistes. On pourrait même dire que la plupart d'entre eux souhaitaient que cette région reculée fut ainsi : la représentation des côtés les plus sombres de l'humanité, ou alors une autre civilisation n'ayant aucun lien avec le monde occidental civilisé²⁰. Ce qui manquait réellement, c'étaient les outils nécessaires pour rendre compte du comportement violent de ces guerriers. Si l'on suit les termes de Kaplan, la « rage aveugle » de ces jeunes combattants (en RCD ou ailleurs en Afrique) n'avait rien à voir avec la politique, mais devait être stigmatisée comme un comportement criminel de masse.²¹ Même si au XIX^e siècle déjà il a été affirmé que la criminalité était « la forme la plus primitive de la contestation »²², la plupart des observateurs ont continué à faire référence à ces guérilleros ou à ces rebelles comme à des « bandits » ou des « assassins ». Les jeunes combattants, dans leur nudité, furent considérés comme un retour en arrière, par contrecoup de la modernisation, ou une reprimotivisation de la société africaine. En fin de compte, ce type d'approche servait un intérêt évident : il venait appuyer les appels largement répandus à un désengagement international et en même temps il légitimait le désintérêt grandissant et tragique à l'égard des crises africaines.

En y regardant de plus près, cependant, on peut détecter une certaine rationalité derrière ces actes de violence ? L'actuelle violence dans un grand nombre des pays Africains, ne peut être déconnectée du long processus de désintégration

¹⁹ Cette présentation est basée sur : VAN ACKER, F. & K. VLASSENROOT, Les « Mai Mai » et les Fonctions de la Violence Milicienne dans l'Est du Congo, in : *Politique Africaine*, Vol. 84, December 2001, pp. 103-116 ; RICHARDS, p. & K. VLASSENROOT, Les guerres africaines du type fleuve Mano. Pour une analyse sociale, in : *Politique Africaine*, n° 88, 2002, pp. 13-26

²⁰ HUNTINGTON, S., *The Clash of Civilizations and the Remaking of World Order*, New York, Shuster, 1996.

²¹ KAPLAN, R., « The Coming Anarchy ; How Scarcity, Crime, Overpopulation, Tribalism, and Disease are Rapidly Destroying the Social Fabric of our Planet », *The Atlantic Monthly*, February 1994.

²² ENGELS, F., *The Condition of the Working Class in England. From Personal Observation and Authentic Sources*, London, Panther Books, 1969 ; ; voir aussi CRUMMEY, D. (Ed), *Banditry, Rebellion and Social Protest in Africa*, London & Portsmouth, James Currey & Heinemann, 1996, p.3.

politique sans référence à un contexte propre, à savoir l'extrême faiblesse de l'Etat. Le rapport est clair entre cette nouvelle violence locale et la nature de l'Etat africain post colonial, lequel, par manque de mécanismes liant ces citoyens à l'ordre social, a produit des milliers de jeunes marginalisés. Comme le note Richards, « *la nouvelle violence politique en Afrique a une sorte de rationalité pratique directe quoi transcende son contexte originel (...). L'Afrique est confrontée à un problème croissant de chômage des jeunes, et la guerre est un choix permettant un emploi étonnamment viable pour des jeunes qui n'ont qu'un faible support social et un très pauvre arrière-plan d'éducation dans des régions où la base des ressources (...) ou les opportunités du commerce clandestin servent à financer les activités d'un seigneur de la guerre.* »²³

Le but de cette présentation est de formuler quelques idées d'explication de la nouvelle violence en Afrique. En analysant et critiquant les théories populaires de ce moment, je veux plaider pour une approche sociologique, en utilisant la théorie d'Emile Durkheim.

2. EXPLIQUER LA NOUVELLE VIOLENCE EN AFRIQUE

Les guerres africaines récentes ont remis en cause les théories de la guerre. L'analyse politique traditionnelle ne semble pas applicable – que ce soit la position réaliste selon laquelle la guerre est une nécessité déplaisante pour forger des états stables selon le paradigme de l'Europe moderne, ou la perspective révolutionnaire qui veut que l'oppression et la pauvreté mènent inévitablement à l'insurrection violente. L'idée naguère fortement défendue que les guerres africaines (par exemple la rébellion du Biafra) étaient des luttes pour l'établissement des frontières nationales plus adéquates semble avoir peu de partisans aujourd'hui, sauf, peut-être, dans le cas de la guerre sans fin au Sud-Soudan. Il n'y a rien d'un tant soit peu nationaliste ou noble dans les sales confrontations de brousse en Sierra Leone, Libéria, Somalie, ou le Nord de l'Ouganda pour donner quelques exemples.

Si l'argumentaire politique est hors jeu, que peut-on dire alors ? La position consensuelle semble bien résumée par la formule de Bill Clinton pendant sa campagne électorale : « c'est mon économie, idiot ». Les recherches de Paul Collier et d'autres auteurs sur les économies de guerre fournissent quelques thèses tout à fait provocatrices, la moindre n'étant pas que : « c'est la possibilité de la prédation qui détermine le risque de guerre »²⁴. Cela doit nous inciter à considérer les conflits actuels sous un angle différent et à intégrer les dimensions économiques de la guerre civile dans tout autre cadre d'analyse. Comme Slim l'écrit, la meilleure méthode est de partir d'une analyse des acteurs de la violence, notamment de ceux qui sont directement responsables de la guerre et des acteurs secondaires qui aident à sa permanence²⁵.

Cela ne veut pas dire qu'une concentration sur les aspects économiques des guerres en Afrique nous raconte beaucoup sur les origines et dynamiques de ces

²³ RICHARDS, P., « Sur la nouvelle violence politique en Afrique ; le sectarisme séculier au Sierra Leone », *Politique Africaine*, n°70, pp. 85-104.

²⁴ Paul Collier, *Economic Causes of Civil Conflict and their implications for Policy*, World Policy Research Paper, Washington, World Bank, 2000, p.3.

²⁵ Hugo Slim, « Sharing a Universal Ethic : The Principle of Humanity and War », *The International Journal of Human Rights*, vol. 2 (4), hiver 1998, pp. 28-48.

conflits. D'une part, cette économie de guerre est un résultat plus qu'une cause du conflit et l'avidité n'explique guère pourquoi les gens commencent à se battre, sans doute plus pourquoi ils continuent à le faire. Comme nous avons tenté de le démontrer dans nos recherches, cette économie de guerre est surtout la résultante d'une recherche de ressources par les belligérants pour financer leurs activités et d'une adaptation de l'économie locale à un contexte de guerre. De l'autre part, dans la plupart des guerres actuelles, l'économie de guerre diffère de l'organisation économique de l'avant-guerre en termes de degré plus d'essence. C'est l'existence de réseaux d'une économie parallèle et de commerce transfrontalier qui a facilité le développement d'une économie de guerre largement basée sur eux.

Les néolibéraux et certains marxistes sont d'accord pour penser que la guerre en Afrique est mue par « l'avidité, pas les revendications ». Mais ce postulat pose des problèmes. Toute guerre a ses aspects économiques. Sans moyens matériels, la guerre ne peut avoir lieu. Mais il règne une certaine confusion sur la manière d'aborder les données économiques – sont-elles des causes ou des corollaires de la violence ? L'étude économétrique de la guerre civile par Collier repose sur la façon dont il établit sa série des données et dont il qualifie les variables dites 'représentatives'. Il voit par exemple dans le faible niveau de l'éducation un corollaire de la guerre civile, mais il exclut l'absence d'accès à l'éducation de sa liste des revendications. Cela revient à disqualifier une partie des données avérées : ceux qui mènent la guerre en Sierra Leone par exemple, considèrent l'accès à l'éducation comme leur revendication !

Notre principale objection, cependant, est que la thèse de « l'avidité, pas les revendications » dépend beaucoup trop d'une conception utilitariste (ou néolibérale) de l'action humaine. Faire la guerre n'est pas une mince affaire – cela exige une intensité particulière. Les explications utilitaristes qui limitent la compréhension des processus sociaux au monde du calcul routinier, ne peuvent saisir l'intensité particulière de la guerre, par opposition, par exemple, au déploiement quotidien de violence par des criminels ou par la police. Quoi que l'on pense des motivations de ce mouvement, il est clair que le RUF, les rebelles ivoiriennes, le SPLA au Soudan, etc. sont « entrés en guerre », et que cela a impliqué un degré tout à fait exceptionnel de concentration et de mobilisation.

Cela dit, notre approche plaide surtout pour une perspective sociologique. Hobsbawm a soutenu que, dans les sociétés rurales divisées en classes, la criminalité ou le banditisme devaient principalement être compris comme des formes de contestation²⁶. Sans idéaliser l'action politique paysanne, les actes de ces jeunes combattants que caractérisent les guerres en Afrique devraient être compris comme une forme de violence populaire en réponse aux exigences d'adaptation issues de ces temps changeants, plutôt que comme une nouvelle barbarie africaine ou des actes causés par l'avidité. D'une part, nous ne pouvons ignorer l'importance du contexte politique et la prépondérance de l'élément de lutte politique. D'autre part, pour reprendre les mots de CrummeY, il s'agit de s'enquérir des « *initiatives prises par les dominés et des nombreux moyens par lesquels ceux-ci ont organisé leurs vie dans des zones qui se trouvent à l'écart de l'emprise des dominants.* »²⁷ En d'autres

²⁶ HOBBSBAWM, E., *Bandits*, New York, Pantheon, 1981.

²⁷ CRUMMEY, D., « Introduction », CRUMMEY, D. (Ed.), *Banditry, Rebellion and Social Protest in Africa*, London & Portsmouth, James Currey & Heinemann, 1996, p.1.

termes, une combinaison des causes structurelles de violence et du comportement réel de ceux qui s'y trouvent impliqués va permettre un meilleur jugement sur ces combattants que ce que nombre d'observateurs occidentaux voudraient nous faire croire. Comme l'écrit Donald Crummey, « *le réel défi est de voir la violence au sein de son environnement social, afin d'apprécier ses racines dans le conflit social et de comprendre pourquoi et comment les gens adoptent une telle attitude.* »²⁸

Néanmoins, cela ne suffit pas quand on veut comprendre la brutalité de la violence qui caractérise les guerres civiles contemporaines en Afrique ou ailleurs. Pour comprendre de tels événements, nous devons expliquer comment des acteurs se sont résolus à agir comme ils l'ont fait, y compris ont commis des atrocités. On voit mal quels objectifs de profit peuvent être atteints par des amputations. Une explication plus satisfaisante est que ces atrocités furent perpétrées sous ce qu'Emile Durkheim appelle « l'exaltation générale » qui produit tant « l'héroïsme surhumain » que la « barbarie sanglante ». La violence, selon Durkheim, appartient à ces instants d'interaction humaine qu'il nomme « l'effervescence », dans lesquels les ordres sociaux sont produits ou détruits. Si « l'héroïsme surhumain » contribue à former les moments où l'ordre social est sanctifié, le « barbarisme sanglant » est le moment où les solidarités sociales de l'ennemi sont profanées.

Même le cas où les mouvements rebelles pratiquent des atrocités contre leurs propres communautés (le LRA au Nord de l'Ouganda et les différentes milices en Sierra Leone et Liberia, par exemple) devraient être compris comme des formes de violence politique basées sur des revendications et ne pas sur l'avidité ou le barbarisme. Tout en ligne avec la théorie d'Emile Durkheim, on peut dire que dans une certaine mesure, la violence devient une attaque contre la société elle-même en réponse à une crise profonde de confiance dans les principes de responsabilité des institutions étatiques. En ce sens, la terreur – aussi abjecte et cruelle soit-elle – n'est pas tant exercée au hasard qu'exemplaire, dirigée et proportionnée. Son utilisation fournit aujourd'hui une possibilité d'accès au pouvoir à des générations qui ont souffert de l'implosion du système d'enseignement et de l'exclusion sociale. Cette situation est différente de celles des années 1970, où les jeunes africains pouvaient espérer, et obtenir, une intégration sociale significative à travers la création de structures alternatives qui constitueront plus tard le noyau de la société civile. Mais les temps ont changé. Au Sierra Leone, les jeunes cadres de la société civile ont créé le 'Revolutionary United Front' comme réaction contre la marginalisation sociale et économique. Plus récent, en Côte d'Ivoire, ce sont les leaders des mouvements étudiants qui ont finalement choisi pour l'option de violence comme moyen d'opposition contre le pouvoir central, qui est considéré comme la cause de leur position marginalisée. Dans l'Est du Congo, la frustration provoquée par l'exclusion sociale ressentie par un grand nombre de jeunes congolais qui montrent une disposition croissante à agir contre ce qu'ils perçoivent comme la cause de la crise actuelle, c'est-à-dire l'occupation rwandaise de leur province.

3. LE RÔLE DE LA JEUNESSE MARGINALISÉE

Dans la dernière partie de ma présentation, je veux me concentrer sur le rôle de la jeunesse marginalisée dans les conflits en Afrique et souligner l'importance de ce genre d'analyse pour une meilleure compréhension des conflits en Afrique et de

²⁸ CRUMMEY, D. (Ed.), *Op. cit.*, p.2.

l'utilisation de la violence, mais aussi pour les stratégies de pacification et de reconstruction. Nous sommes convaincu que la position de la jeunesse devrait être un élément central de l'analyse des conflits actuels parce qu'en analysant la position de la jeunesse, on comprend mieux la structure et dynamique des conflits. Dans la recherche future de la communauté académique de Bukavu, deux thèmes doivent être accordés une place centrale :

- Tout d'abord, il faut essayer à comprendre dans quelle mesure dans la région des grands lacs, la genèse des milices et groupes armés jeunes et leur utilisation de la violence provoque un changement fondamental dans la structure sociale ;
- Aussi, il faut prêter attention au fait que dans cette région, les frontières de l'espace économique ont tendance de changer pendant les conflits, conférant à ces milices un rôle crucial dans l'articulation des dynamiques locales et régionales, et même au-delà.

Permettez-moi de contextualiser cette analyse en faisant deux remarques qui montrent que ces deux thèmes doivent être étudiés dans un cadre historique.

Il convient tout d'abord d'évoquer le lien entre l'organisation de l'espace et la structure sociale. La fragmentation sociale dans la région des Grands lacs, est le résultat d'un long processus qui n'a cessé de modifier l'utilisation économique de l'espace disponible et de la mobilité du travail en son sein. Au Kivu, par exemple, l'utilisation économique de l'espace qui s'exprime dans le système de propriété foncière reflétait l'organisation sociale. La réorganisation graduelle de cet espace, due à l'émergence de nouveaux acteurs compte tenu des transformations politiques et économiques, surtout après l'indépendance, a miné la structure traditionnelle. Une transformation structurelle de la société rurale en a résulté, la plus importante étant le changement survenu dans la nature du risque collectif au niveau communautaire (vu comme réseau de foyers) et au niveau du foyer lui-même. Le marché, ; plus que les relations patrons - clients inhérents à la structure sociale traditionnelle, a modifié de façon croissante la gestion des risques associés à la subsistance. La nature de ces transformations, combinée à la croissance démographique, a produit dans tels des sociétés africaines, un surplus de main-d'œuvre agricole, composé surtout de jeunes hommes.

Mais il convient aussi de considérer le lien entre la violence et la stratification sociale . dans beaucoup de systèmes politiques en Afrique, connus comme des systèmes patrimoniaux, le principe de stratification – basé sur la conversion de la loyauté politique en biens économiques – nécessitait le recyclage régulier de l'élite politique selon la stratégie proverbiale « diviser pour régner ». Plus la crise de l'Etat s'aggravait (surtout depuis les années 80), plus la disponibilité de biens diminuait. Combinant cette dimension avec l'impulsion démocratique, un grand nombre de leaders politiques comme Mobutu ou Habyarimana, ont encouragé des stratégies de sortie (ou de défection) fondées sur des critères ethniques. Les dirigeants politiques locaux ont organisé la sortie d'un groupe particulier en mobilisant tous ceux qui n'y appartenaient pas. Condamnée à échouer sur le long terme, la stratégie de ces leaders a fait de la violence fondée sur l'identité ethnique un instrument légitime pour provoquer le changement. Plus spécifiquement, elle a revalorisé le statut de ces jeunes marginalisés dans les réseaux traditionnels de dépendance. Les événements récents dans la région ont renforcé davantage encore l'idée que la violence basée

sur l'ethnicité et mobilisée par des groupes de jeunes était devenue le principal moyen de susciter un changement structurel. Les exemples dans la région des Grands lacs sont connus.

Pour conclure, sur la base de ces deux remarques, il nous apparaît que le contexte de désintégration étatique et d'insécurité croissante a permis à de nouvelles stratégies de contrôle économique et social de se développer. Le désordre, l'insécurité ainsi qu'une situation générale d'immunité ont encouragé la formation de nouveaux réseaux militarisés pour l'extraction de profits économiques. La référence ethnique est devenue une part cruciale des stratégies de contrôle et de résistance. Dans la région des Grands Lacs, je vois à présent trois dynamiques différentes, même si elles sont liées :

- D'abord, au niveau de la base, la formation des milices a offert des opportunités aux jeunes générations désireuses d'échapper à une aliénation sociale et économique grandissante. Dans le contexte actuel, la violence les aide en effet dans leur recherche de nouvelles formes d'intégration. Beaucoup de jeunes dans les contextes de conflit, rejettent aujourd'hui l'ordre politique et social existant, optant pour de nouvelles formes d'intégration sociale. La violence, comme principal idiome, renforce l'influence de cette génération de « combattants », ce qui a un impact négatif sur le pouvoir de centres d'autorité traditionnelle.
- Ensuite, l'accent mis sur la violence comme instrument légitime d'interaction sociale donne naissance à un nouveau type d'homme fort au niveau local, dans certains cas d'anciens responsables militaires qui essaient de contrôler le peu qui subsiste des structures locales du marché par des réseaux militarisés informels. Ces « seigneurs de la guerre locaux » trouvent dans les milices populaires une base pour leurs activités d'extorsion, ce qui conforte d'autant la dynamique de création de milices. L'impact sur l'ordre économique, mais surtout sur l'ordre social et politique est néfaste : les centres traditionnels de pouvoir sont remplacés par ceux qui portent les armes, la cohésion sociale est touchée aussi, etc.
- Finalement, l'émergence de tels « seigneurs de guerre » ne se produit pas simplement au niveau local, mais crée de nouveaux noyaux informels qui lient le local au global, en passant par des acteurs régionaux.

Cela dit, je veux souligner une dernière fois que, plutôt que d'interpréter les crises violentes qui secouent la région des Grands Lacs et le continent en termes de « nouveau barbarisme » ou en termes « d'avidité », il faut prendre la mesure de l'espace qu'elles offrent aux groupes sociaux marginalisés pour renégocier leur statut et leur accès aux ressources politiques, sociales et économiques. L'analyse des conflits doit s'orienter sur l'impact de la violence sur la structure sociale. Plus précisément, il faut étudier le statut de la jeunesse, dont les options ont été limitées depuis le début de la crise régionale, dans un univers transformé par les mutations économiques et l'affaiblissement de l'ordre communautaire.

3.2.6. Construire la paix au Nord-Kivu des initiatives habituelles aux perspectives de recherche scientifique

Par Denis MASUMBUKO NGWASI
Chercheur
Centre Universitaire Extension de Goma

B.P. 204 GOMA

RESUME

La communication a pour objet de formuler quelques propositions relatives à la recherche scientifique sur les conflits et le processus de paix dans le Nord-Kivu. Elle rappelle la dynamique des conflits dans la province, mais aussi les initiatives de paix face à ces conflits.

Pour l'essentiel, le Nord-Kivu connaît une histoire des conflits. Cette histoire comprend trois principales périodes :

- La période coloniale : marquée par la Mission d'Immigration des Banyarwanda et sa principale création qui est la contrée de Gishari
- La période allant de la phase de l'indépendance à la phase de la CNS : cette période est marquée par la querelle croissante autour du statut des populations d'expression kinyarwanda (question de la nationalité au Kivu)
- La période post-CNS : cette période connaît une série de situations conflictuelles : les affrontements interethniques de 1993, la guerre de l'AFDL, la guerre du RCD, etc.

Quant aux initiatives de paix, elles s'organisent autour des conceptions concrètes de la paix (résolution pacifique des conflits, droits de l'homme, lutte contre la pauvreté, etc.). Elles sont multiples et s'orientent suivant quelques variables d'action : pacification sur cas, sensibilisation et conscientisation, recherche scientifique, relation d'aide, etc.

A la fin, la communication propose quelques recommandations :

- Sur le rôle de la recherche universitaire dans ce domaine :
- Coordonner la recherche universitaire dans ce domaine de vulgarisation ou d'application ;
- Lier la recherche universitaire et la pratique des acteurs de la paix sur le terrain, c'est-à-dire mener des travaux en synergie ou en collaboration,
- Valoriser (actualiser, sélectionner et opérationnaliser) les savoirs traditionnels (issus de nos cultures spécifiques, et valoriser aussi les savoirs de vie (issus des pratiques et des expériences vécues) en matières de paix ;
- Élaborer des connaissances nouvelles (concepts analytiques, approches méthodologiques, modèles explicatifs)
- Concevoir et réaliser des recherches de vulgarisation, mais aussi d'accompagnement et d'encadrement populaire
- Constituer une banque de données systématiques sur les conflits et le processus de paix
- Sur les tâches immédiates
- Structurer en réseau la recherche universitaire sur la transformation des conflits et la construction de la paix au Sud-Kivu et au Nord-Kivu ;
- Créer des mécanismes de synergie avec les acteurs sur le terrain, et faire fonctionner ces mécanismes dans le sens de l'accompagnement mutuel des chercheurs et acteurs.
- Identifier et définir les domaines de recherche prioritaires, en tenant compte des sciences sociales fondamentales (Histoire, Sociologie, Economie, Anthropologie, Ethnographie, Psychologie, Pédagogie...)

3.2.7. Diagnostic et pistes de transformation des conflits au Nord-Kivu : cas des territoires de Beni et de Lubero

*Par Assistant KAMBALE MALUMALU Timothée,
Secrétaire Général Académique de l'Institut Supérieur de Commerce, ISC/Beni.*

Introduction

Le concept de conflit est assez polysémique. Mais le moins que l'on puisse dire est qu'il s'agit d'un processus social entendu comme une interaction disjonctive mutuelle par laquelle deux ou plusieurs personnes se repoussent l'une et l'autre en s'annihilant soit en rendant l'autre partie inefficace. L'étape la plus décisive du conflit est celui de la guerre ou des attaques frontales. C'est une opposition violente matérielle ou morale qui débouche souvent à une problématique de recherche assez vaste.

La présente communication faite au cours du symposium universitaire international sur la construction de la paix au Nord-Kivu et Sud-Kivu tenu à Bukavu du 03 au 06 mars 2003, par l'Institut Vie et Paix (I.V.P.) en collaboration avec le CIUB²⁹ est un diagnostic catégoriel des conflits en territoires de Beni et Lubero au Nord-Kivu. Il faut bien souligner également la particulière nécessité de fixer pour chaque catégorie, les pistes envisagées pour la résolution ou mieux la transformation des conflits envisagés.

Diagnostic catégoriel des conflits au Nord-Kivu

Les conflits inventoriés dans les territoires de Beni et de Lubero peuvent être regroupés en sept catégories essentielles :

1° les conflits fonciers :

Des statistiques qui se recoupent indiquent que les conflits fonciers représentent environ 60 % des conflits observés dans le milieu indiqué pour cette communication. Ils regroupent tous les conflits portant sur la terre. On peut citer ici par exemple des conflits terriens portant sur des champs, parcelles, concessions, ... Ces conflits comme tous les autres, sont exacerbés par la complicité de certains tenants du pouvoir, obstinés à l'indifférence ou à la corruption. Aussi, on peut noter l'incapacité générale du pouvoir représentatif de l'Etat d'assurer un bon arbitrage, une bonne justice distributive, réparatrice, restauratrice ou préventive.

Une étude récente menée par KAMBALE MUKESYAYIRA³⁰ sur l'impact socio-économique des paysans en localités Vinembwe et de Kisanzi, à Magheria, territoire de Lubero, en Zone de haute altitude, indique que les causes suivantes expliquent les conflits terriens dans ces localités :

- la restriction des terres arables ;
- la poussée démographique ;
- l'attachement de la population à la terre ;

²⁹ Centre Inter Universitaire de Bukavu

³⁰ KAMBALE MUKESYAYIRA E ; Etude des conflits de terre et leur impact sur la vie socio-économique des paysans en milieu rural : cas spécifique des localités Kisanzi et Vinembwe en poste d'Etat de Magheria (1997-2001), TFC inédit, ISDR/Beni, 2000-2001, pp. 23-30.

- l'absence de l'emploi, du salariat et les clivages claniques ;
- la mégestion du patrimoine foncier et le mépris de la vassalité.

Quant aux conséquences, l'auteur note la baisse de la production agricole et donc du revenu vital, l'insuffisance et le déséquilibre nutritionnels, l'insuffisance de la prise en charge des besoins médicaux et de subsistance ; la paralysie du système de commercialisation des produits agricoles et la détérioration du système de l'habitat.

Dans cet ensemble, on diagnostique des conflits relatifs à la spoliation des terres par des exploitants agricoles nantis sous la bénédiction coupable de certains responsables publics profitant de leur pouvoir administratif ou politique pour céder des terres déjà attribuées sans le moindre souci de constater la vacance de terre. Ce qui débouche à des conflits parfois très sanglants. C'est dans ce même cadre qu'il faut placer les conflits entre pygmées vivant de l'économie de cueillette et de ramassage et les peuples agriculteurs. Ces derniers, poussés par des montées démographiques dans leurs milieux, détruisent la forêt qui constitue pour ainsi dire le patrimoine virtuel et vital de pygmées.

Trois pistes sont principalement retenues pour la transformation de ces conflits :

- le glissement de la population vers les zones de basse altitude ; ceci permet non seulement de déconcentrer la population, mais aussi de diminuer les foyers de tension des conflits de terre ;
- l'instauration d'un Etat de droit et par conséquent d'une bonne justice préventive qui consiste à prévenir les conflits ;
- l'orientation des populations vers des activités non agricoles.

2° Les conflits familiaux

Ils comprennent :

des conflits de succession :

ceux-ci opposent les enfants dans le contexte du décroisement de l'institution familiale : divorce des parents, polygamie ou organisation de plusieurs pôles maritaux. La question se pose sur le statut et la légitimité des enfants nés en dehors du mariage monogamique légitime ;

des conflits d'abandon ou d'usure de responsabilité des parents les opposant ainsi à leurs enfants.

3° Les conflits du pouvoir coutumier

Les autorités coutumières réelles peuvent être le garant de l'ordre social, surtout en milieu traditionnel. Le conflit coutumier naît souvent entre des clans lorsqu'ils se réclament posséder le même pouvoir coutumier. C'est le cas du conflit de Kaliro entre le Baswagha et le Basukali, deux clans de la tribu Nande. Il découle de la discordance entre les prescrits du pouvoir coutumier et celui de la pratique de la procédure judiciaire.

La piste de solution envisagée revient encore à la restauration d'un Etat de droit capable de clarifier pour l'intérêt général le pouvoir coutumier face au pouvoir judiciaire. L'implication partisane des Maï-Maï complique ces conflits et les rend plus complexes.

4° Les conflits religieux

Ces conflits sont aussi nombreux que leur description n'est pas très aisée.

Cette communication se limite à deux conflits :

1. le conflit religieux CBK et CEBA du poste ecclésiastique de Katwa en Groupement de Buyora³¹. Ce travail est une analyse à la fois synchronique et diachronique qui, par rapport au conflit (considéré) fait ressortir les variables dépendantes suivantes :

- la destruction des institutions sociales (divorce,) ;
- les procès d'intentions allant jusqu'à la suspicion mutuelle dans les rapports de travail ;
- l'insécurité psychologique ;
- la baisse des initiatives de production ;
- la destruction du tissu socio-économique.

2. Le conflit à l'intérieur de l'Eglise Anglicane, Evêché du Nord-Kivu à Butembo.

Selon les hypothèses encore à vérifier, il s'agit d'un conflit de leadership et de clivages ethniques de dirigeants qui ne s'acceptent pas toujours. De façon plus analytique, dans le conflit CEBA-CBK, l'auteur souligne qu'il découle des causes à la fois internes et externes. Les causes internes sont effectivement les clivages claniques des membres de l'équipe dirigeante entre les originaires de Kitsumbiro Kayina (Bamate) et les originaires de Katwa (Baswagha). L'origine des conflits repose sur la prise en compte des intérêts par les dirigeants d'une certaine catégorie. Par ailleurs, l'auteur relève les disparités socio-économiques entre la classe de riches et celle des pauvres au sein de l'Eglise. Leur résolution nécessite l'arbitrage juste de l'Etat.

5° Les conflits de cohabitation ethnique

Ils sont rares, mais on peut citer celui encore latent déclenché par l'immigration des peuplades Hima à Karuruma à la limite du parc de Virunga. L'opinion publique pense à deux pistes pour juguler cette tension. Celles-ci peuvent appeler des hypothèses d'étude suivantes :

- faut-il sommer ces peuplades à retourner en Ouganda ? A quel prix ?
- comment les intégrer par une installation populaire dans un milieu encore vierge ?

Il y a lieu de noter donc que l'ethnicité qui est parfois positivement porteuse de culture et socle d'une « communauté morale » se présente comme un enjeu de développement notamment par la création des réseaux de solidarité dynamiques fondés sur la confiance mutuelle et le partage de mêmes valeurs. Cet argumentaire peut aussi justifier sa valeur pour une solidarité organique découlant de la cohabitation entre différentes ethnies.

6° Les conflits sociaux entre groupes sociaux armés

Il s'agit des groupes armés créés pour des objectifs non encore très bien élucidés : Maï-Maï, Interahamwe ; d'autres groupes se réclament de la résistance Lumumbiste ou de l'UDF/Nalu, ... Ces groupes sont susceptibles d'alliances

³¹ PILIPILI MUVUNGA, Impact des conflits religieux sur le développement socio-économique en milieu rural : cas des conflits CBK – CEBA au poste ecclésiastique de Katwe (1986-1996), TFC inédit, ISDR-Beni, Mars 1997, pp.

multiples avec des groupes rebelles pour menacer la construction de la paix dans les territoires de Beni et de Lubero.

Leur résolution proviendrait d'un programme de leur démobilisation et leur réinsertion sociale.

7° Les conflits d'affaires et conflits de travail

Ce sont des conflits qui naissent entre différentes entreprises concurrentes, mais aussi entre les différents organes du pouvoir public. Il peut s'agir du conflit de compétences institutionnelles ; c'est le cas du conflit dans le recouvrement des recettes des P.M.E.³² forfaitisées et de P.M.E. patentes à la D.G.C. ressort fiscal de Beni et à l'IPMEA de Beni³³.

Par ailleurs, on peut répertorier de nombreux conflits d'intérêts entre les organes réguliers de l'administration publique et les organes de création rebelle qui sont parfois dans l'incapacité de maintenir les politiques de protection de l'économie locale ou régionale. L'importation des wax Kabode, des boissons sucrées, des savons Mukwano (Uganda) par la bénédiction des seigneurs de guerre ou tout autre personne pour des intérêts égoïstes diminue la compétitivité des industries nationales : Sotexki, Cobki, Saibu, ... et débouche ainsi à des conflits d'affaires.

On peut classer dans cette rubrique les différents conflits individuels entre différents débiteurs et créanciers dans le domaine privé. Ces conflits sont souvent réglés par la chambre de commerce, la Société Civile et les Eglises avant d'atteindre souvent des cours et tribunaux compétents.

Le dernier aspect renferme aussi l'ensemble de conflits collectifs de travail (grève) et des différends individuels de travail qui sont très souvent soumis aux procédures légales et conventionnelles de règlement.

Conclusion

En guise de conclusion, la problématique conflictuelle au Nord-Kivu et Sud-Kivu est encore à exploiter avec beaucoup plus d'attention et de moyens, car c'est encore un domaine de recherche encore ouvert. En fin de compte, trois thématiques peuvent ouvrir des pistes de recherche par des Universités et Centres de recherche, notamment :

- quel serait le rôle des pouvoirs rebelles dans la transformation des conflits au Nord-Kivu ;
- problématique de restauration d'une justice préventive des conflits ;
- comment résoudre les conflits ethniques du Nord-Kivu par des mécanismes d'intégration locale ou régionale.

³² P.M.E. : Petites et Moyennes Entreprises.

³³ Lire p. 19 Etat de la recherche et Evaluation des capacités institutionnelles de recherche sur la Construction de la paix au Nord et au Sud-Kivu (document de travail du Symposium).

IV. BIBLIOGRAPHIE DES DOCUMENTS RENCONTRÉS AU NORD-KIVU ET AU SUD-KIVU

4.1. Ouvrages et articles produits :

- ABADI A .M . *Sur les sentiers de la paix dans la région des Grands*. Edition FUED, Kisangani, 2001, 94 p.
- BAGALWA Muheme G. *Ces guerres imposées au Kivu. Intérêts économiques ou management social*. Ed. A. Academia, Louvain-la-Neuve, Belgique, décembre 1999 ; 172 p.
- BAGALWA Muheme Gaspard. *Ces guerres imposées au Kivu . Intérêts économiques ou management social ?* Editions Bruylant - Academia, Louvain-La-Neuve/Belgique, 1999, 172p.
- BALEGAMIRE G. *Le flux migratoires des réfugiés et leurs conséquences sur la paix*. Colloque International de Bujumbura, mai 1998.
- BERGMANS, L. *L'histoire des Baswagha*. Ed. A.B.B. Butembo 1970
- BOISSONNADE. *Kabila clone de Mobutu*. Ed.. Moreux, 1998, 416 p.
- BUCYALIMWE Maroro. *La guerre des chiffres : une constante dans la politique au Nord-Kivu* . In l'Afrique des Grands lacs, 1999.
- BULAMBO Katambu, A. *Situation des droits de l'homme en R.D.Congo*. In l'Afrique crie, le monde se bouche les oreilles, Rome 4 décembre 1999.
- DJIMOGUINAN, P. Sj. L . *La société civile en Afrique : Mythe ou réalité*. In revue de Philosophie et de critique sociale de Kimwenza. Fac. De philosophie. St. Pierre Canisius, RCD, février 2001. Pp. 57-65.
- FRANK Van Ackeer. « *La péménisation du haut-Kivu : Opportunisme et droits fonciers visités* ». In l'Afrique des Grands Lacs, Annuaire 1998-1999, L'Harmattan, Paris 1999, pp. 201-235.
- HAMULI Kabarhuza (sous sa direction). *Paix et résolution des conflits durant la transition démocratique au Zaïre*. Actes du colloque national tenu à Kinshasa du 22 au 26 août 1994. Edition CNONGD, Kinshasa, 1996, 201p
- HAMULI Kabaruzza (Sous la direction). *Paix et résolution pacifique des conflits durant la transition démocratique au Zaïre*. Publication du CNONGD/KINSHASA, 1996, 202 P.
- HUMAN RIGHTS WATCH. *La République Démocratique du Congo. La guerre dans la guerre. Violence sexuelle contre les femmes et les filles dans l'Est du Congo*. Bruxelles, juin 2002.
- KABUTU B. *La recherche de l'identité des ethnies et tribus de la région des grands lacs : vers une cohabitation pacifique et véritable*. Colloque International de Bujumbura, mai 1998.
- KABUYA Lumuna S. *La conquête des libertés en Afrique. Essai de sociologie politique*. Ed. NORAT, Kinshasa, 568 p.
- KABUYA Lumuna Sando. *Conflits de l'Est du Zaïre, repères et enjeux*. Publication du Ministère de l'Information et de la presse-janvier 1997.
- KAKULE Kamoto. « *Congo-Afrique : La libération ou le long chemin de l'esclavage à la* KAKULE Muwiri, KAMBALUME Muhindoet KIWETE Musubao. *Identité culturelle dans la dynamique du développement*. CRIP, UCG, Butembo 2002.
- KALOMBO Nkole, D. *Zaïre, autopsie d'une transition ratée. Difficile métamorphose. Retour à la guerre*. Ed. Pistes africains, Saint-Gery, 1997, 131 p.
- KANYAMACHUMBI, P. *Les populations du Kivu et la loi sur la nationalité vraie et fausse problématique*. Ed-Select-avril 1993, 153p.

- KATSUVA Muhindo. « *L'Eglise Catholique dans la recherche des solutions au conflit arméen République Démocratique du Cong* »o. Parcours et Initiatives, Revue interdisciplinaire de l'U.C.G-Butembo, CRIG n° 01, Août 2002.
- KISANGANI E. Endanda , MUHINDO KASEKWA, BONANE MBUSA MULISYA. *Evaluation critique du processus de pacification dans la province du Nord-Kivu de 1993- à 2001*. Texte ronéo (étude envoie de publication), inédit (rédigé en mars 2002, 42 pages.
- KYUNGU K. J.C. *Problématique de la gestion de l'environnement et la crise socio-politique au Nord-Kivu*. Texte ronéo, inédit, 2002
- La société civile du Kivu : une dynamique en Panne ?* In l'Afrique des Grands lacs, Annuaire 1998-1999.
- LANOTTE Olivier et alii. *La Belgique et l'Afrique Centrale de 1960 à nos jours*, n° 243-245, Coéditions GRIP-Editions Complexe, Bruxelles, 2000, 380 p.
- liberté* ». Pub, Bruxelles, 2000, 629 p.
- LOHATA Tambwe Okitokosa. "Les techniques de fabrication de l'ethnicité et des ethnies au Rwanda". Revue du CAREP, 1996 (pp. 3-14)
- LUBALA Mugisho E. *L'émergence d'un phénomène résistant au Sud-Kivu (1996-2000)*. In l'Afrique des Grands lacs, L'Harmattan, Paris, 2000.
- LUKUMWENA. « *L'émergence de la paix dans les pays de la région des Grands lacs ; défi actuel de l'Eglise ...* ». In Alternative : Le Congo-Kinshasa à la croisée du Chemin , n° 006, Septembre 2001, pp. 31-33.
- MAFIKIRI Tsongo. *Mouvements de populations, accès à la terre et question de nationalité*. In « Cahiers Africain » , l'Harmattan, paris, 1996.
- MAHANO Ge Mahano. *Existe-t-il des Rwandais Congolais ?* Editons Sophia, Kinshasa, S.A. (1998), 136 p.
- MASUMBUKO Ngwasi. "Les interactions humaines dans un contexte de conflit. Réflexion sur les obstacles et les chances du dialogue dans ce contexte". Revue du CAREP (pp. 78-90).
- MATHIEU, P., LAURENT, P.J. ET WILAME, J.C. *Conflits et guerres au Kivu et dans la région des Grands Lacs. Entre tensions locales et esclavage régionale*. Tervuren-Paris. Institut Africain Cahier Africains n° 39-40, L'Harmattan, 1999.
- MAYOYO Bitumba Tipotipo. *L'ajustement politique africain pour une démocratie endogène au Congo-Kinshasa*. Paris - Montréal, Harmattan paris 1999, 284p.
- MEDECINS SANS FRONTIERE. *Conflits en Afrique, analyse des crises et pistes pour une prévention*. Rapport de la commission Régions africaines en crise, n° 215-2178, Fondation Roi Baudouin, Coéditions GRIP-Editions Complexe, Bruxelles, 1997
- MUGANGU Matabaro S. "Terre, territoire et nationalité : les enjeux des conflits ethniques dans le Kivu montagneux", in les actes du colloque sur "Démocratie, bonne gouvernance et développement dans la région des Grands Lac", Bujumbura, 18-22 mai 1998 pp. 41-49
- MUGANGU Matabaro S. *Nationalité et Réfugiés en RDC : cas particulier des populations d'expression Kinyarwanda*. Butare, décembre 1999.
- MUGANGU Matabaro S. (Sous la direction de). *Droits de l'homme dans la région des grands lacs : réalités et illusions*. Edition Academia, Louvain, 2002, 410 p.
- MUGANGU Matabaro S. « Université, droits de l'homme et promotion de la paix : l'odyssée d'une recherche qualitative ». (article à paraître).
- MUHINDO Malonga. « *L'Etat de Droit en temps de guerre* ». Parcours et Initiatives, Revue Interdisciplinaire de l'U.C.G, Butembo CRIG, n° 01, Août 2002

- MULYUMBA wa Mamba. « Apport des méthodes traditionnelles dans la résolution des conflits actuels. » In *Approches de résolution des conflits au Sud-Kivu*. Christian Aid, 1999.
- MUPENDA, P.C. *Rwanda, Bastion séculaire des violations des droits de l'homme*. XXX "La succession chez les Nande" in *ENGOMANENE* n° 3-4, Butembo, août 1996. p. 15
- MUTAMBO Joseph. *Les Banyamulenge, Qui sont-ils ? D'où viennent-ils ? Quel rôle ont-ils joué (et pourquoi), dans le processus de la libération du Zaïre ?* Imprimerie Saint Paul, Kinshasa, 1997, 150 p.
- MUTOY Mubiala. *L'agenda pour l'Afrique de Mr. Koffi Annan*. Rapport sur les causes des conflits et la promotion d'une paix et d'un développement durable en Afrique. In « *Congo-Afrique* n° 122 (1997, p. 364-365.
- NGUYA-NDILA Malenga (Célestin). *Nationalité et Citoyenneté au Congo-Kinshasa, le cas du Kivu*. l'Harmattan, paris/France et Montréal/Canada, 2001, 311 pages. (ouvrage)
- PRUNIER G. « *L'ouganda,, une puissance régionale. L'ouganda et les guerres congolaises* » In « *politiques Africaines* n° 95, Karthala, Paris, octobre 1995.
- REYCHLER Luc et PAFFENHOLZ Thania. *Construire la paix sur le terrain . Mode d'emploi concepts, outils d'analyse, conseils pratiques... pour tous ceux qui s'engagent sur le front de la paix*. N° 246-248, Coéditions GRIP-Editions Complexe, Bruxelles, 2000, 421 p.
- REYNTJENS Filip et alii. *Kabila prend le pouvoir. Les prémices d'une chute - La compagne victorieuses de l'AFDL* Le Congo d'aujourd'hui, n° 226-227, Coéditions GRIP-Editions Complexe, Bruxelles, 1998, 180 p.
- REYNTJENS, F. *La guerre des Grands Lacs. Alliances mouvantes et conflits extraterritoriaux en Afrique Centrale*. L'Harmattan, paris, 1999.
- RUHIMBIKA Manassé (Müller). *Les Banyamulenge (Congo-Zaïre) entre deux guerres*. Editions l'Harmattan, Paris, 2001, 292 p.
- TEGARA, A. *Massacres au nord-Kivu*. spiritus, n° 135, TXXXV, Butembo, mai 1994.
- WILLAME J. C. *Gouvernance et pouvoir. Essai sur trois trajectoires africaines : Madagascar, Somalie, Zaïre*. In *Cahiers Africains*, L'harmattan. Paris, 1994, 196 p.
- WILLAME J. C. *KABILA : fin du parti ? Réflexion sur la géopolitique et l'Etat en Afrique Centrale*. In *La RDC face au défi du XXe siècle*, L'Harmattan, paris, 1998
- WILLAME J.C. *Banyarwanda et Banyamulenge . Violences ethniques et gestion de l'identitaire au Kivu* Volume 6, n° 25, Institut Africain - CEDAF, l'Harmattan, Paris, 1997, 156 p.
- WILLAME J.C. *Banywaranda et Banyamulenge, violences ethniques et gestion de l'identitaire au Kivu*. In « *Cahiers Africains* » , n° 25, mars 1997 ; l'Harmattan, Paris, 1996, 156p.
- WILLAME J.C., Mathieu P. et Laurent, J.P. *Démocratie, Enjeux fonciers et pratiques locales. Conflits, gouvernance et turbulence en Afrique Centrale*. L'harmattan, 1996, 249 p.

4.2. Travaux de fin de cycle et Mémoires

- AMINI Yeye. *L'action syndicale dans la gestion des conflits de travail au sein d'une entreprise publique 1997-1998*. CTravail de fin de cycle, Faculté de Sciences Sociales, Administratives et Politiques, CUB, 1998, inédit.
- AMISI Mabruki. *Problématique du processus décisionnel face aux mouvements des déplacés de guerre à Goma (1993-2001)*. Travail de fin de cycle en SPA, Faculté de

Sciences Sociales, Administratives et Politiques, UNIKIS- CUEG, 2000, 221 (62 pages), inédit.

BADESIRE Cikwanine. *Rôle des ONG dans la résolution des conflits au Sud-Kivu. Cas de la Société Civile*. - Travail de fin de cycle, Faculté de Sciences Sociales, Administratives et Politiques, CUB, 1999, inédit.

BAHONE Nendjo A. *Essai d'analyse de la position Babembe dans le conflit interethnique suscité par l'immigration Tutsi au Sud-Kivu, cas du territoire Bembe*. Mémoire de licence, Faculté des Sciences Sociales, Administratives et Politiques, Université de Kisangani, 1991.

BALAGA ESSASI (Serge) . *Les Nations Unies face à la problématique de la prévention et de la résolution des conflits en Afrique des Grands Lacs*. Mémoire inédit Faculté de Droit ULPGL 1998-1999 (76 pages)

BALEMBA Bugoye. *L'impact de la guerre de libération sur le développement industriel à Bukavu*. Travail de fin de cycle, UNIC/ISGEA, Bukavu, 1998, inédit.

BALEY Bahi J. *Incidences des groupes de pression sur les processus démocratiques en RDC*.

BASHEKA Cirinda. *Les conflits fonciers dans la collectivité chefferie de Bukavu l'appropriation des terres et légitimité des chefs coutumiers*. Mémoire de Licence, , Faculté de Sciences Sociales, Administratives et Politiques, CUB, 1999, inédit.

BATUMMIKE Rushingwa C. *L'incidence de deux guerres de libération du Congo sur la production de la SNCC/District de Bukavu*. Travail de fin de cycle, UNIC/ISGEA, Bukavu, 2000, 41p., inédit.

BITA Babungulu E. *La problématique de la coexistence pacifique dans le groupement de Bashilubanda en Zone rurale de Mwenga (1960-1996)*. Mémoire en Histoire, ISP/Bukavu, 1997, 62p.

BUHENDWA Gubanja. *Essai de résolution des conflits au sein de l'E.M.G.L. depuis 1997 à nos jours*. Travail de fin de cycle , CUP, Bukavu, 2002, à présenter.

BULINDI Kizito. *Rôle des regroupement inter-communautaires dans la résolution des conflits au Sud-Kivu*. Travail de fin de cycle, Faculté de Sciences Sociales, Administratives et Politiques, CUB, 2001, inédit.

BUTIMBUSHI Mwenelwata C. *La prolifération des sectes religieuses comme source des conflits à Bukavu*. Travail de fin de cycle, CUP, Bukavu, 2002, (à présenter)
Cas de la coordination provinciale de la Société Civile du Sud-Kivu (1997-2000). Travail de fin de cycle, Faculté de Sciences Sociales, Administratives et Politiques, CUB, 2000, inédit.

CHIRHUZA Chihebey P. *Les immigrations des rwandais au Zaïre : cas de Kalonge (1959-1994)*. Mémoire en Histoire, ISP/Bukavu, 1996, inédit.

CIVANGA Bahindwa. *Le conflit d'héritage entre le fils aîné et les autres membres de famille chez les Bashi : cas du territoire de Walungu..* Travail de fin de cycle, CUP, Bukavu, 2002 (à présenter)

CIZA Nkalh. *La rumeur pendant la première guerre de libération au Congo - Analyse de situation à Bukavu (septembre 1996 - mai 1997)*. Travail de fin de cycle, Faculté de Sciences Sociales, Administratives et Politiques, CUB, 1999, inédit.

ENINGA-Isha-Abwe. *L'autorité politico-administrative face aux déséquilibres socio-politiques dans les zones de Fizi, Mwenga et Uvira (Sud-Kivu)*. Mémoire en SPA, Faculté de Sciences Sociales Administratives et Politiques, Université de Lubumbashi UNILU, 1989

GUHANDA Magan. *Les tendances autonomistes des entités administratives de base au Sud-Kivu : cas de Nyangezi*. Mémoire en Histoire, ISP/Bukavu, 1998, 107p, inédit.

- HABIBU Fariala A. *La guerre en RDC de 1996 à 2001. Essai d'analyse du dualisme entre l'opinion publique et les principes de droit*. Travail de fin de cycle, Faculté de Sciences Sociales, Administratives et Politiques, CUB, 2001, inédit.
- IRAGABA Felix . *La nationalité au Congo : ses problèmes et conséquences, cas des Banyamulenge*. Travail de fin de cycle, Faculté de Sciences Sociales, Administratives et Politiques, CUB, 1999, inédit.
- Iréné WABULAKOMBE Kasamba. *Les guerres indigènes chez les Lega de Mwenga (Des origines-1928)*. Mémoire en Histoire, ISP/Bukavu, 1999, 80p, inédit.
- ISIBANZILA Mangaiko S. *Les conflits fonciers dans la ville de Bukavu : cas de la concession musulmane sur l'avenue route d'Uvira II (1985-1997)*. Travail de fin de cycle en Histoire, ISP/Bukavu, 1998, 40p, inédit.
- KABAYA Babolo Rulinda J.P. *Essai de solutions aux conflits de pâturage entre éleveurs et cultivateurs du groupement Kakamba dans la collectivité-chefferie de la plaine de la Ruzizi*. Travail de fin de cycle, UNIC/ISGEA, Bukavu, 1995, 10 p. inédit.
- KAHINDO Mbughavinya. *Le droit civil congolais et le droit canonique. Pour une étude juridique comparée des biens immobiliers et fonciers de l'Eglise. Cas du Diocèse de Butembo-Beni de 1906 à 2000*. Mémoire de licence, Faculté de Droit, UCG-Butembo, 2000, inédit.
- KAJANGE Nenga S. *Crise politico-administrative dans la région du Sud-Kivu (cas des Zones d'Uvira, Fizi et Mwenga)*. Travail de fin de cycle en SPA, Faculté de Sciences Sociales Administratives et Politiques, Université de Lubumbashi, 1989.
- KAKULE Sinzimira. *Analyse des conflits de pouvoir dans la chefferie Baswaga en groupements de Mwenge : causes et expériences*. Travail de fin de cycle, , Faculté de Sciences Sociales, Administratives et Politiques, UCG-Butembo, 1999, Inédit.
- KAKULE Vyasonga. *La guerre du Rassemblement Congolais pour la Démocratie en République Démocratique du Congo : acteurs et enjeux au Nord-Kivu*. Travail de fin de cycle, , Faculté de Sciences Sociales, Administratives et Politiques, UCG-Butembo, 2000, Inédit.
- KALUNGERO Lusenge Y. *Contribution de la société civile à la reconstruction de la paix en République Démocratique du Congo : cas du GADHOP Beni – Lubero (1998-2001)*. Travail de fin de cycle, , Faculté de Sciences Sociales, Administratives et Politiques, UCG-Butembo, 2001, Inédit.
- KAMALEBO Kisamba J.C. *Les conflits armés à l'Est de la R.D.C et la formation à la paix sociale : cas de Bukavu*. Travail de fin de cycle, CUP, Bukavu, 2002, (à présenter).
- KAMBALE Kavunga. *Dissensions ethniques et insécurité en province du Nord-Kivu : 1990-2001*). Travail de fin de cycle, Faculté de Sciences Sociales, Administratives et Politiques, UCG-Butembo, 2001, Inédit..
- KAMBALE Mambo. *L'afflux des réfugiés rwandais et son impact sur la vie socio-économique dans la région du Sud-Kivu*. Travail de fin de cycle, UNIC/ISGEA, Bukavu, 1996, 86 p. inédit.
- KAMBALE Shayinga Maliva *La problématique de la sécurité dans la collectivité secteur de Ruhenzori à la frontière Ugando-Congolaise (de 1990-2000)*.). Travail de fin de cycle, Faculté de Sciences Sociales, Administratives et Politiques, UCG-Butembo, 2000, Inédit.
- KARANDJO Kulimushi Buraro. *Le rôle des organisations non gouvernementales dans la résolution des conflits au Sud-Kivu. Cas de groupe Géremie et PLD*. Travail de fin de cycle, Faculté de Sciences Sociales, Administratives et Politiques, CUB, 2001, inédit.

- KASEREKA Kamavu. *Mouvements révolutionnaire Alliances des Forces Démocratiques pour la Libération/Rassemblement Congolais pour la Démocratie et problématique de leur impact socio-politique et économique dans la cité de Butembo de 1996 à 1999*. Travail de fin de cycle, , Faculté de Sciences Sociales, Administratives et Politiques, UCG-Butembo, 1999, Inédit.
- KASEREKA KINYAHUTWE (Faustin). *Essai d'analyse des enjeux de l'internationalisation de la crise politique en république Démocratique du Congo de 1998-2000*. Mémoire en S.P.A, , Faculté de Sciences Sociales, Administratives et Politiques , UNIKIS- CUEG, 2000, 92 p., inédit
- KASEREKA Matambo P. *Analyse socio-politique de l'insécurité dans la zone frontalière Africaine, cas de la rébellion dans la Zone de Beni (1986-1994)*. Travail de fin de cycle en Histoire, ISP/Bukavu, 1994, 50 p., inédit.
- KASEREKA Mazonzo. *Essai d'analyse de la résolution des conflits à la Regideso Bukavu* . Travail de fin de cycle, UNIC/ISGEA, Bukavu, 1993, inédit.
- KASEREKA Mwanawavene. *Bonne Gouvernance, société civile et poussées identitaires en République Démocratique du Congo*. Mémoire de licence, Faculté de Sciences Sociales, Administratives et Politiques, UCG-Butembo, 2001, Inédit.
- KASEREKA Mwenewabene. *Ethnicité et militarisation au Nord-Kivu de 1990 à 1999*. Travail de fin de cycle, , Faculté de Sciences Sociales, Administratives et Politiques, UCG-Butembo, 1999, Inédit.
- KASEREKA Sivamwanza. *Les conflits de pouvoir dans la chefferie des Bashwaga*. Travail de fin de cycle, , Faculté de Sciences Sociales, Administratives et Politiques, UCG-Butembo, 2000, Inédit.
- KASHINDI Rashidi. *La responsabilité internationale pour les crimes commis pendant un conflit internationalisé : cas de la République Démocratique du Congo*. Mémoire inédit, Faculté de Droit, ULPG, janvier 2000, 96 pages.
- KIBWE Lwango B.K.B. *Etude événementielle du conflit rwandais à travers la presse zaïroise du Sud-Kivu. Cas des journaux « Jua » et le « Souverain » (1990-1996)*. Mémoire en Histoire, ISP/Bukavu, 1996, 85p, inédit.
- KIKUKAMA Amisi, *Les dissidences religieuses dans les communautés protestantes de Bukavu : étude de quelques cas (1989-1998)*. Travail de fin de cycle en Histoire, ISP/Bukavu, 1998, 63p, inédit.
- KIZUIO Rutuma. *Essai d'analyse des cas de violation des droits de l'homme au Sud-Kivu de 1996 à nos jours*. Travail de fin de cycle, CUP, Bukavu, 2002 (à présenter).
- KUBUKYA Ndoole wa Bahati (Naason). *Les facteurs des conflits interethniques en territoire de Masisi (1960-1998)*. Mémoire en S.P.A, Faculté de Sciences Sociales, Administratives et Politiques /UNIKIS- CUEG, 2000-2001, 124 pages, inédit
- KYALONDWA Alimasi. *Les conflits de pouvoir entre autorités militaires et civiles dans les entités de base. Cas du groupement Balighi, (Territoire de Mwenga)*. Travail de fin de cycle, Faculté de Sciences Sociales, Administratives et Politiques, CUB, 2001, inédit.
- LUGUTA Bahane. *Les conflits parcellaires dans les nouveaux lotissements de Muhungu, Karhale et Panzi..* Travail de fin de cycle, CUP, Bukavu, 2001-2002 (à présenter).
- LUMUMBA Matigire P. *Incidence du mode de gestion de la terre dans la cité d'Uvira*. Travail de fin de cycle, ISTECE/Uvira, 1995, 39 p.
- LUSHAMBA Musafiri. *Les conflits tribalo-ethniques au Sud-kivu : un défi aux pacificateurs*. CUP, Bukavu, 2002 (à présenter).

LWABOSHI Chibikya. *La violence interethnique dans le collectivité chefferie de Kaziba de 1996 à 1998*. Travail de fin de cycle, Faculté de Sciences Sociales, Administratives et Politiques, CUB, 1999, inédit.

LWALABA Mubulanwa C. *La gestion des conflits de personnel et son impact sur les rendements « cas de l'ANR Sud-Kivu »*. Travail de fin de cycle, UNIC/ISGEA, Bukavu, 1997, 50 p., inédit.

MALERE Mushagalusa. *L'organisation de la résistance populaire dans la guerre de libération d'octobre 1966 à Bukavu*. Travail de fin de cycle, Faculté de Sciences Sociales, Administratives et Politiques, CUB, 1999, inédit.

MAPATANO Byamungu, S. *Impact des mouvements de libération sur l'organisation traditionnelle des Bukavu. Cas de la collectivité vira de 1996-2000*. Travail de fin de cycle, Faculté de Sciences Sociales, Administratives et Politiques, CUB, 2001, inédit
 MAPENDANO Musale. *La guerre de libération de 1996-1997 à Bukavu. Quelques considérations sur la politique d'assistance aux déplacés de guerre d'octobre 1996 à Bukavu. Analyse du processus de réinsertion sociale*. Travail de fin de cycle, Faculté de Sciences Sociales, Administratives et Politiques, CUB, 1999, inédit.

MASIKA Bamusweka. *Interaction verbale conflictuelle entre parents et adolescents déscolarisés de la cité de Butembo*. Travail de fin de cycle, UNADEL, 2000, inédit.

MASTAKI Bwenge Mwana-Bwenzi (Simon). *Analyse des conflits du pouvoir traditionnel en milieu Batembo : opinions des autochtones en diaspora*. Mémoire inédit en S.P.A., inédit UNIKIS/CUEG, 1999-2000 (77 pages)

MASUMBUKO Muderhwa. *L'action de la commission diocésaine dans les mouvements de libération et dans la restauration de la paix en RDC. Cas de la province du Sud-Kivu, 1994-1996*. Travail de fin de cycle, Faculté de Sciences Sociales, Administratives et Politiques, CUB, 2001, inédit.

MASUZO Bya Dunia, *Les conflits tribaux dans le territoire d'Uvira et leur résolution pacifique*. Travail de fin de cycle, CUP, Bukavu, 2001, 53p.

MATABARO Kingali G. *Les conflits fonciers dans la collectivité chefferie de Nindja de 1974 au 5 septembre 2000*. Travail de fin de cycle en Histoire, ISP/Bukavu, 2000, 53p., inédit.

MBAKWISAVYO Paluku . *L'administration ecclésiastique, base de dissidence*. Travail de fin de cycle, UNADEL, 2000, inédit.

MBINDULE Mitondo. *Analyse de la rébellion Mayi-Mayi et son impact socio-politique et économique en territoire de Lubero au Nord-Kivu*. Travail de fin de cycle, , Faculté de Sciences Sociales, Administratives et Politiques, UCG-Butembo, 2000, Inédit.

MIRINDI Mugaka A. *Rôle des ONG dans la résolution des conflits au Sud-Kivu, une réflexion sur le GALE*. Travail de fin de cycle, Faculté de Sciences Sociales, Administratives et Politiques, CUB, 2001, inédit.

MIRUHO Mwene Bukoroka E. *La problématique des conflits de pâturage entre éleveurs et cultivateurs dans la province du Sud-Kivu*. Mémoire, ISTECE/Uvira, février 1998, 98 p.

- MKYOKU Bilebyane. *La rébellion Simba dans la collectivité secteur d'Itombwe et son impact socio-économique (1964-1982)*. Travail de fin de cycle en Histoire, ISP/Bukavu, 1997, 49p., inédit.
- MUBALAMA Ganywamulume H. *Conflits religieux dans la collectivité de Kaziba (1992-1996)*. Travail de fin de cycle en Histoire, ISP/Bukavu, 1997, 138p., inédit.
- MUBUKO Kuzindamolo. *Etude des conflits de leadership au sein de l'Eglise Kimbanguiste à Bukavu*. Travail de fin de cycle, Faculté de Sciences Sociales, Administratives et Politiques, CUB, 2001, inédit.
- MUGALANO Sumuni. *La résolution des conflits socio-claniques à Kiliba*. Travail de fin de cycle, UNIC/ISGEA Uvira, 1995, 24 p.
- MUGEREKE Kisahira J. J. *Conflits intestins et COOPASUCKI/Kiliba (1985-1988) à la lumière du marketing et du management*. Travail de fin de cycle. UNIC/ISGEA Uvira, 1995-1996, 68 p.
- MUGISHO Akili-Mali. *Groupes de pression de pouvoir politique à Bukavu. Une étude des attitudes de la population face à la société civile*. Travail de fin de cycle, Faculté de Sciences Sociales, Administratives et Politiques, CUB, 2001, inédit.
- MUGISHO Bahavu C. *L'impact de la médiation dans la résolution des conflits fonciers au Sud-Kivu cas du territoire de Kalehe*. Travail de fin de cycle, CUP, Bukavu, 2002 (à présenter).
- MUHAHAYESU Théogène. *Responsabilité de l'ONU dans le génocide du Rwanda, 1997-2000*,. Mémoire inédit, Faculté de Droit, UCB, 2000-2001. (Sous la direction de B. Mulamba et S. Mugangu).
- MUHINDO Malinga. *Analyse du conflits dans le recouvrement des recettes des PME forfaitisées et des PME patentées à la DGC, ressort. De Beni et à L'IMPEA-Beni*. Travail de fin de cycle, ISC/ Beni, 2001, inédit.
- MUNDERE Lwakihugo Kapos. *Le territoire d'Uvira : foyer de tensions . Essai d'explication des faits (1959-1998)*. Mémoire en Histoire, ISP/Bukavu, 1998-1999, 132 p.
- MUNYAMAHORO Buhiga David. *Les conflit interethniques, heurt au développement dans larégion des Grand Lacs. Cas des territoires d'Uvira et de Fizi*. Travail de fin de cycle. ISTECE/Uvira, 1998-1999, 70 p.
- MUNYOLOLO Bashashire J. *L'impact de l'implatation des foyers de paix en Territoire de Kalehe au Sud-Kivu*. Travail de fin de cycle , CUP, Bukavu, 2002 (à présenter).
- MUPENDA Wakengela T. *Implications sociales, économiques et politiques de la révolution armée à Kisangani : opinions des déplacés de guerre installés au Site H*. Travail de fin de cycle, Faculté de Sciences Sociales, Administratives et Politiques, CUB, 1997, inédit.
- MUTABAZI Mfash. *Essai d'analyse du problème de nationalité de Banyamulenge dans la province du Sud-Kivu*. Travail de fin de cycle, Faculté de Sciences Sociales, Administratives et Politiques, CUB, 1999, inédit.
- MWAMI Pacifique. *Rôle des ONGD dans la résolution des conflits au Sud-Kivu. (Cas des RFDP et CPDH)*. Travail de fin de cycle, Faculté de Sciences Sociales, Administratives et Politiques, CUB, 2001, inédit.
- MWILOMWIHI Watuta. *Les conflits de pouvoir et des successions dans les entités politico- administratives. Cas du groupement des Balobola de Nganda*. Travail de fin de cycle, Faculté de Sciences Sociales, Administratives et Politiques, CUB, 2000, inédit.
- NANKAFU Kalunduzi. *Les retombées des conflits armés sur la dignité de la femme de Bukavu : cas de deux guerres de libération*. Travail de fin de cycle, CUP, Bukavu, 2002 (à présenter).

- NGOMU Kisoka F. *Les conflits de pouvoir dans le groupement des Balighi*. Travail de fin de cycle, Faculté de Sciences Sociales, Administratives et Politiques, CUB, 2000, inédit.
- NINDA Bwagula. *La société civile en tant que groupe de pression dans les enjeux politiques au Sud-Kivu. Exemple du GEAF du 1994 à 1998*. Travail de fin de cycle, Faculté de Sciences Sociales, Administratives et Politiques, CUB, 1998, inédit.
- NSENGIMANA Rubuguzo. *Etude sur la gestion des conflits au sein d'une entreprise*. Travail de fin de cycle, UNIC/ISGEA, Bukavu, 2000, inédit.
- NYALUMA Malagano Arnold. *Le droit à la rébellion dans le rapport personne – pouvoir*. Mémoire inédit, Faculté de Droit, UCB, Bukavu, 2001. (Sous la direction de S. Mugangu).
- NYANGI Mkyombwe A. *Les conflits du pouvoir coutumier au sein des groupements de la collectivité-section de Tanganyika/Fizi de 1937 à 1990*. Mémoire en Histoire, ISP/Bukavu, 1995, inédit.
- PALUKU Kamavu. *Analyse des conflits de pouvoir coutumier dans la chefferie de batangi/Nord-Kivu en période de mutation politique de 1990 à 1999*. Travail de fin de cycle, Faculté de Sciences Sociales, Administratives et Politiques, UCG-Butembo, 1999, Inédit.
- PALUKU Kyavakula. *Analyse de la pratique fiscale et gestion des conflits de compétence entre le territoire et la cité de Beni, 1997-1998*, Travail de fin de cycle, , Faculté de Sciences Sociales, Administratives et Politiques, UCG-Butembo, 1999, Inédit.
- PILIPILI Mavunga. *Impact des conflits religieux sur le développement socio-économique en milieu rural (cas des conflits CBK-CEBA du poste ecclésiastique de Katiova en Groupement de Bujura, 1986-1996-* Travail de fin de cycle, ISDR/Beni, 1997.
- RUGUYE Mbotwa Bansina. *Les problèmes nés de la pénétration des Banyarwanda dans le Kivu montagneux le cas de la Zone d'Uvira*. Mémoire de licence en SPA, Faculté de Sciences Sociales Administratives et Politiques, Université de Kisangani, octobre 1988, 82 p.
- RUSUMO Merius. *La protection de la population civile en temps de conflits armés : cas de la CEPGL 1990-2000* . Mémoire inédit, Faculté de Droit, UCB, Bukavu, 2001. (Sous la direction de S. Mugangu)
- SAIDI Omari S. *La société civile et les droits humains : une réflexion sur les stratégies pendant les guerres*. Travail de fin de cycle, Faculté de Sciences Sociales, Administratives et Politiques, CUB, 2001, inédit.
- SAIDI Sango. *Les modes traditionnels de résolution des conflits chez les Babembe*. Travail de fin de cycle, CUP, Bukavu, 2002 (à présenter) .
- SAYIBA TAMBWE (Patience). *Le droit de nationalité et ses implications dans la société congolaise*. Travail de fin de cycle, Faculté de Droit, ULPGL, 2000, 52 p.
- SHAURI TUNDA. *La prévention des conflits de pouvoir coutumier et foncier au Bunandes..* Mémoire inédit, SPA UNIKIS/ CUEG, 1999-2000, (63 pages), inédit.
- SWEDY BASILA MAGHENE (Claude). *Problématique de l'application du principe du droit d'ingérence humanitaire en droit international*. Mémoire inédit, Faculté de Droit, ULPGL, 1998-1999, 73 pages.
- WABULINDILA Kutelelwa, *La problématique de la gestion des conflits en communauté traditionnelle Lega en territoire de Mwenga au Sud-Kivu*. Travail de fin de cycle, UNIC/ISGEA, Bukavu, inédit.

ZIHALIRWA Chirhagage P. *Origines et évolution de la tendance autonomiste de Katana vis-à-vis de Kabare 1870-1970*. Mémoire en Histoire, ISP/Bukavu, 1995, inédit.

ZOMBESE-Te-Ngamba. *Bukavu : sept ans d'effervescence politique (1990-1996)*. Travail de fin de cycle en Histoire, ISP/Bukavu, 1996, 84 p., inédit.

4.3. Autres productions écrites

4.3.1. Documents de vulgarisation ou de conférence

ARCHIDIOCESE DE BUKAVU. Le Sud-Kivu est aujourd'hui agressé par le Rwanda. Que visent les attaques répétées du Rwanda contre l'Est du Zaïre. Document inédit.

BAHUGA Kashoky. Réflexion sur le problème de nationalité en régions du Nord et Sud-Kivu.

BUREAU DE LA COORDINATION DE LA SOCIÉTÉ CIVILE DU SUD-KIVU. (i) Prise de position de la Société Civile ; (ii) Mettons fin à la guerre ; (iii) Plan de paix élaboré par la Société Civile du Sud-Kivu.

CAMPAGNE POUR LA PAIX. (i) Sensibilisation sur terrain, rapport de la descente à Masisi-Centre et Walikale-Est, mai 1998 p.10. , Goma/R.D. Congo. (ii) Sensibilisation sur terrain, rapport de la descente à Lubero et Bwisha, mai 1998 (9 p.) par recherche. Goma/R.D. Congo. (iii) Associations féminines et construction de la paix. Goma, Novembre 1999 (35 pages) Atelier. (iv) Analyse sociale et construction de la paix, Butembo, janvier 2000 (30 p.) Atelier. (v) Construction de la paix par l'approche participative aux actions de développement, Masisi, décembre 1999 (32 p.) Atelier. (vi) ONG, éléments et enjeux du conflit au Nord/Kivu (Zaïre), Goma, 1996 / Document ronéo Rapport final, juillet 1995, (vii) Caritas/Bukavu. Caritas info n° 11. Va-t-on asphyxier les réfugiés ?

Commission inter ministérielle chargée de la délimitation du PNKB.

COZADEK. L'humiliation du grand Zaïre face au petit Rwanda.

DIALOGUE. Les enjeux de la guerre de Masisi.

EDITONS/ZAÏRE. La guerre des montagnes du Kivu. La grande erreur américaine : aucun zaïrois n'accepterait un libérateur sorti du pays tutsi. Article ronéo, inédit.

EUGENE A. MUHIMA. Immigrés Banyarwanda de Masisi.

EXTRAIT DE JOURNAL LA LIBRE Belgique. La guerre civile ensanglante le Kivu.

GEAD. Intolérance ethnique, conflits fonciers et revendications politiques au Nord-Kivu, Goma, avril 1993.

GEAD. Point sur les affrontements ethniques à Masisi et Walikale. Résumé du mémorandum à la CNS relatif à la nationalité des personnes implantées de 1937 à 1954 par le pouvoir colonial dans la région du Kivu et leurs descendants.

GROUPE JEREMIE. (i) Que se passe-t-il à Bunyakiri ? (ii) Communiqué de Presse. Quel avenir pour les réfugiés rwandais. (iii) Zaïre, une terre d'hospitalité devenue terre de conquête.

HCR-PT/Zaïre. (i) Mémorandum sur la situation au Nord-Kivu et au Sud-Kivu. Rapport inédit. (ii) Mémorandum du groupe parlementaire du Sud_Kivu au sujet de la guerre provoquée par les éléments armés venus du Rwanda et du Burundi. (iii) Rapport de la Commission sur la situation des réfugiés et des populations déplacés dans les régions du Nord-Kivu et du Sud-Kivu.

HERITIERS DE LA JUSTICE. Tribalité, ethnicité, moteur ou frein à la paix sociale au Sud-Kivu, texte de la conférence du Professeur Barnabé MULYUMBA wa Mamba.

JOURNAL LE MONDE. Au Zaïre, l'armée lance une opération de ratissage contre les hutu installés dans l'Est du pays.

KASESO Semwavyo. CNS, Société Civile du Nord-Kivu sur la nationalité et l'immigration.

Loi sur la nationalité . Loi n° 72-002 du 5 janvier 1972.

MUHIMA Eugène. Masisi terre promise ? (de la conspiration à l'imposture des Belges). Document ronéo, inédit

MUHINDO Songe Luyeye . Y-a-t-il des hutus et tutsi autochtones au Nord-Kivu ?

MULYUMBA wa MAMBA, Bukavu, juillet 1995.

MUNZHIRWA. Concerne : Appel à faire pression en vue d'une solution négociée au Rwanda permettant le retour des réfugiés.

NDESO R. La nationalité de la population zaïroise d'expression Kinyarwanda au regard de la loi du 29 juin 1981.

RDC/MINISTERE DE L'INTERIEUR. Enquête générale sur les populations Banyarwanda établies dans l'Est du Congo.

REVUE. Nord-Kivu : le feu dans la poudrière.

SABAHIRE Bernadin . Que veulent les mai-mai ?.

SHIKAYI André. Quelques pistes de réflexion sur les mouvements récents des populations aux frontières du Kivu.

SIMA-KIVU. Mettre fin à la guerre du Kivu.

4.3.2. Rapports d'enquête

BAHARANYI Bya-Dunia O. Etude préparatoire à la mise en route du projet "Action citoyenne pour la paix", ACIPA au Sud-Kivu, 2002

CADI ONG-ASBL. Rapport d'enquête sur la problématique des inégalités entre l'homme et la femme en territoires d'Uvira et Fizi, mai 2000, 44 p.

CCDPR. Une analyse narrative sur les manifestations des valeurs de l'éducation et des droits de l'homme dans les comportements des guerres persistantes et de la situation socio-politique de la région. Cas spécifique du Kivu en RDC. Conclusions des observations soutenues et menées sur terrain entre 1999 et 2001, 47 p.

MUGANGU Matabaro S. Conservation et utilisation durables de la biodiversité dans le PNVi : cas du projet parc pour la paix. Bukavu, Juin 2000, 110 p. + annexes.

4.3.3. Projets d'enquête non réalisés

ATENEO PONTIFICIO REGINA APOSTOLURUM. Symposium sur la paix et la réconciliation en Afrique, 20 octobre 2001 à Butembo.

BUCONG. Projet de réflexion sur les migrations, 1995

MILENGE Munene F. Le rôle de l'Eglise Catholique dans la réconciliation nationale en RCD, 7 p.

SEDI-ASBL. Projet d'élaboration du schéma de la recherche de la paix dans les territoires de Fizi et d'Uvira, mai 2000

4.3.4. Projet d'ouvrage

Sous la direction de Séverin MUGANGU MATABARO. Université, droits de l'homme et promotion de la paix ; odyssée d'une recherche qualitative.

4.3.5. Recherches en cours

- a) Etude des politiques et législations comparées sur la nationalité et les réfugiés dans la région des grands lacs.
- b) Dimension politique des conflits fonciers : examen de trois trajectoires conflictuelles.

4.3.6. Projet de recherche

Actions universitaires pour la promotion de la justice pénale internationale dans la région des Grands Lacs.

SAIDI ALO –BYA SANGO

1. Recherche et étude sur les modes traditionnelles des résolutions des conflits au sein des communautés du Sud-Kivu Cas de Bukavu, ADEPAE/COPARE.
2. Recherche et étude sur les modes traditionnelles des résolutions des conflits au sein des communautés du Sud-Kivu. Cas des Bambembe-bafulero-Bahavu, ADEPAE/COPARE (recherche en cours)

ANNEXES

1. LISTE DES PARTICIPANTS

| N° | Prénom + nom + postnom | Institution ou organisation | Téléphone |
|----|---|---|----------------------|
| | A. Universités, Instituts Supérieurs et Centres de recherche | | |
| | 1. ISP/Bukavu | | |
| 01 | Professeur Barnabé Mulyumba wa Mamba | ISP/Bukavu | 08536629 |
| 02 | Professeur Murhega Mashanda | ISP/bukavu | 08513418 |
| 03 | C.T. Kabazimya Kabeziwa | CIUB Ciub_secretariatexecutif@yahoo.fr | 08597689 |
| 04 | Dr Bapolisi Bhuga | CERUKI-ISP/Bukavu | 08492934 08593015 |
| | 2. CENTRE UNIVERSITAIRE EXTENSION DE GOMA | | |
| 05 | C.T. Masumbuko Ngwasi | C. U.E.de Goma | 08557115 |
| | 3. CENTRE UNIVERSITAIRE DE BUKAVU | | |
| 06 | Professeur Nyakabwa Mutabana | CUB dsnyakabwam@hotmail.com | 08534741 |
| 07 | Assistant Chishambo Chubaka | | |
| | 4. INSTITUT SUPERIEUR DE DEVELOPPEMENT RURAL DE BUKAVU | CUB | |
| 08 | C.T. Bosco Muchukiwa | ISDR/Bukavu | 08479105 |
| 09 | Kibangala Ndanya Secrétaire Général Administratif | ISDR/Bukavu | 08525110 |
| | 5. INSTITUT SUPERIEUR DES TECHNIQUES MEDICALES DE BUKAVU | | |
| 10 | C.T. Oscar Baharanyi Bya -Dunia | ISTM/Bkv oscarbabybd@yahoo.fr | 08417107 |
| 11 | C.T. Justin Shabani Mlalekezi | istmbukavu@yahoo.fr | 08530697 |
| | 6. UNIVERSITE CATHOLIQUE DE BUKAVU | | |
| 12 | Professeur Augustin Bashwira Sanvura | UCB&CRSN Bashwira@yahoo.fr | 08520941 |
| 13 | Professeur Séverin Mugangu | UCB, Fcaulté de Droit Sco_ucb@yahoo.fr | 08521904 |
| 14 | Mgr Joseph Gwamuhanya Recteur de l'UCB | | |
| 15 | Augustin Chabwine CEGC/UCB | | |
| | 7. UNIVERSITE EVANGELIQUE EN AFRIQUE | | |

| | | | |
|----|---|--|-----------------|
| 16 | Daniel HALLDORF Recteur de l'UEA | | |
| 17 | Assistant Pasteur Nelson Bya'ene | UEA <nbyaene@yahoo.fr> | 08619755 |
| 18 | Professeur Kaishusha Mbonyi | UEA<doreemedia@hotmail.com> | 08427674 |
| | 8. UNIVERSITÉ LIBRE DES PAYS DE GRANDS LACS | | |
| 19 | Professeur Kabutu, S.G.Ac./ULPGL Ou Professeur Kisangani, Recteur/ULPGL | Sgac-LPGL@yahoo.fr | 08519972 |
| | 9. UNIVERSITE NATIONALE DU BURUNDI | | |
| 20 | Zénon MANIRAKIZA Secrétaire National du projet de réhabilitation de l'institution Abashindangatahe (souhaite rentrer le 05 mars 2003) | Université Nationale du Burundi | (072)92443 0 |
| | 10. USA | | |
| 21 | Chercheur (Ph.D.) MAURO de Lorenzo OXFORD University | Mauro.delorenzo@anthro.ox. ac.uk | 08640970 |
| | 11. INSTITUT SUPERIEUR DE COMMERCE A BENI | | |
| 22 | Assistant Kambale MALUMALU Secrétaire Général Académique | | |
| | 12.UNIVERSITE DE GAND EN BELGIQUE | | |
| 23 | Koen Vlassenroot | Koen.vlassenroot@rug.ac.be | |
| | 13. INSTITUT VIE ET PAIX, UPPSALA SUÈDE | | |
| 24 | Hans Romkema | | |
| 25 | TAREKEGN Adebo Chargé de la recherche à Uppsala/Suède : | Tarekegn.Adebo@life- peace.org | |
| 26 | Sylvie Maunga | | |
| 27 | Hélène Morvan | | |
| 28 | Roger Bupiri Burumbu | | |
| | 14. UNIVERSITE NATIONALE DU RWANDA | | |
| 29 | Déogratias MBONYINKEBE | Deom42@yahoo.fr | 08612305 |
| 30 | TURNER Thomas | Tommyagain@yahoo.com | |
| | 17. UNIVERSITE CATHOLIQUE DU GRABEN A BUTEMBO | | |
| 31 | Télesphore MALONGA Secrétaire Général Académique | butembo@caramail.com cejabut@yahoo.fr | |
| | B. ORGANISATIONS INVITES | | |
| | 1. CAMPAGNE POUR LA PAIX | | |
| 32 | AZILE Tanzi, Secrétaire Exécutif | convergences7@yahoo.fr | 08517201 |

| | | | |
|----|---|---|-----------------|
| | 2. HERITIERS DE LA JUSTICE | | |
| 33 | Roger Muchuba | | |
| | 3. COMITE DE COORDINATION D'ACTIONS POUR LA PAIX (Uvira et Fizi) | | |
| 34 | Butoto/Uvira | | |
| | 4. SYNERGIE VIE | | |
| 35 | Solide MIRINDI | | |
| | 5. ADEPAE | | |
| 36 | SAIDI Alo-I Bya Sango | | 08584162 |
| | 6. AFECEF | | |
| 37 | Joséphine KUSINZA Nyenyezi | | 08490106 |
| 38 | Vénantie BISIMWA | | |
| | 7. CENTRE UNIVERSITAIRE POUR LA PAIX | | |
| 39 | Birindwa Lukeba Directeur Général CUP | | |
| | 8. CADI/UVIRA | | |
| 40 | MAJALIWA Kanazi | | 072931520 |
| | 9 CECI-ACIPA | | |
| 41 | Alexis PEZI Kuyowa | | 08518344 |
| | 10. BUREAU DE COORDINATION DE LA SOCIETE CIVILE | | |
| 42 | Omba Kamengele | | |
| | 10. GADHOP/Butembo | | |
| 43 | Mr Déogratias Kambere KAYTAMBA Secrétaire Permanent | | 002430871 17 |
| | 11. POLE INSTITUTE | | |
| 44 | Assistant de Mr Aloys TEGERA, Secrétaire Général | www.pole-institute.org Poleinst@compuserve.com | 08513531 |
| | 12. CAPS | | |
| 45 | PROFESSEUR KANINGINI MWENYIMALI | bkaningini@yahoo.fr | 08414735 |
| | 13. ETUDIANTS DES INSTITUTIONS MEMBRES DU CIUB | | |
| 46 | Délégué des Etudiants de l'UCB | | |
| 47 | Délégué des Etudiants de l'ISP/bukavu | | |
| 48 | Délégué des Etudiants du CUB | | |
| 49 | Chiralirwa Naweza Délégué des Etudiants de l'UEA | | |
| 50 | Dieudonné Mukutano Délégué des Etudiants de l'ISTM/Bkv | | |
| 51 | M.NGAVHO Kambale Délégué des Etudiants de | | |

| | | | |
|----|---------------------|------------------------------|--|
| | I'ISDR/Bkv | | |
| 52 | Sylvestre Karubamba | Mairie de la ville de Bukavu | |

JOURNALISTES

| | |
|-------------------------|---|
| 01. Eric Kajemba | Radio Maria |
| 02. Bernadin Sebahire | Centre Lokole Search for Common Ground |
| 03. Astrid Mujinga | Radio Okapi |
| 04. Amisi Mabanze Nkula | RTNC |
| 05. | Bulletin « la Clef CEDAC » |

2. ALLOCUTIONS

2.1. ALLOCUTION D'OUVERTURE DU SYMPOSIUM UNIVERSITAIRE INTERNATIONAL SUR LA CONSTRUCTION DE LA PAIX AU NORD –KIVU ET AU SUD-KIVU

Excellence Monsieur le Gouverneur de la Province du Sud-Kivu,
Monsieur le Maire de la ville de Bukavu,
Monsieur le Bourgmestre de la Commune de Kadutu,
Messieurs les Recteurs et Directeurs Généraux des institutions d'enseignement supérieur membres du CIUB,
Monsieur le Représentant de l'Institut Vie et Paix à Bukavu,
Monsieur le Directeur de Recherche de l'Institut Vie et Paix/Uppsala, Suède
Distingués Invités,
Chers Participants,

Au nom du Conseil Inter universitaire de Bukavu, en sigle CIUB, je voudrais vous souhaiter la bienvenue dans ce beau cadre du Centre Olame à ce symposium universitaire international sur la construction de la paix au Nord-Kivu et au Sud-Kivu. Votre présence parmi nous est un gage et une preuve de l'intérêt que vous portez à la question de la paix au Congo et dans la sous région des pays de grands lacs. Je tiens à vous exprimer ma profonde gratitude aux autorités et aux participants pour leur disponibilité et pour toute l'attention accordée à ce symposium.

Avant tout, je voudrais d'abord vous présenter le Conseil Interuniversitaire de Bukavu qui a bien voulu vous associer à cette activité. Ensuite, je vais vous en circonscrire le contexte et les objectifs.

Excellence Monsieur le Gouverneur de la Province du Sud-Kivu,
Monsieur le Maire de la ville de Bukavu,
Monsieur le Bourgmestre de la Commune de Kadutu,
Messieurs les Recteurs et Directeurs Généraux des institutions d'enseignement supérieur membres du CIUB,
Monsieur le Représentant de l'Institut Vie et Paix à Bukavu,
Monsieur le Directeur de Recherche de l'Institut Vie et Paix/Uppsala, Suède
Distingués Invités,
Chers Participants

Le C.I.U.B. est une structure de coopération universitaire de six institutions (publiques et privées) d'Enseignement Supérieur et Universitaire du pool de Bukavu en République Démocratique du Congo. Le C.I.U.B. existe formellement depuis juin 1998. Il s'agit de :

- Centre Universitaire de Bukavu (C.U.B.),
- Institut Supérieur de Développement Rural de Bukavu (I.S.D.R./Bukavu),
- Institut Supérieur Pédagogique de Bukavu (ISP/Bukavu) ,
- Institut Supérieur des Techniques Médicales de Bukavu (I.S.T.M./Bukavu),
- Université Catholique de Bukavu (U.C.B.)
- Université Evangélique en Afrique (U.E.A.).

La finalité du Conseil Interuniversitaire de Bukavu est de canaliser toutes les activités de coopération interuniversitaire des institutions membres en vue de concourir à une meilleure contribution de l'enseignement supérieur et universitaire pour la reconstruction nationale de la R.D. Congo, notamment en mettant sur le marché de l'emploi des produits bien formés, revalorisés et compétitifs.

Le CIUB vise à renforcer les capacités de travail en synergie des institutions membres afin de mieux réaliser les projets et les programmes d'action d'amélioration des conditions générales de vie et de travail des populations cibles et de la société en général

C'est dans le cadre du renforcement des capacités locales de recherche sur la question de paix que le CIUB voudrait mettre à contribution le travail des universités et des centres de recherche pour accompagner les organisations qui opèrent et travaillent quotidiennement sur la paix.

Ce symposium vient bien à propos compte tenu de l'actualité du sujet pour un pays comme la République Démocratique du Congo ou la région des grands lacs où les conflits datent de plus de 10 ans. Les universitaires et les chercheurs ne se sont pas impliqués de façon systématique. En raison de l'absence d'un programme de recherche. Il se justifie également du fait du maque criant entre les scientifiques et ceux qui opèrent sur le terrain, en termes d'interactions entre eux et les scientifiques, de complémentarité et d'échanges entre ces derniers et ceux qui opèrent sur le terrain.

Pourtant, les délégués et des universités sœurs et de la sous-région des grands lacs pourront apporter des contributions et des expériences. Il y a donc une grande nécessité de coopérer avec ces universités et centres de recherche autour de la question de paix qui ne peut se traiter de manière isolée. Ne dit-on pas que « quand la case du voisin brûle, la prochaine est la tienne ». Et donc, s'il y a apport et contribution des partenaires d'autres continents moins affectés que nous, cela témoigne de la solidarité entre les peuples et un signe qui mérite reconnaissance et gratitude. La participation à caractère multidisciplinaire vise à enrichir les contenus du débat à partir des expériences et à en rajouter au regard de la diversité d'argumentation, des thèses avancées et des positions soutenues à la lumière de des lectures faites.

A part ceux qui interviennent sur le terrain, le débat a été laissé aux seuls politiciens actifs et qui sont ceux-là même qui provoquent les conflits au détriment des populations. Plus que jamais, en partant de l'intelligentsia congolaise, la question de la paix intéresse tout le monde, surtout les difficultés que connaissent les cadres de conception que les universités et centres de recherche renferment peuvent être ainsi surmontés. Ce sont eux qui doivent être mis à contribution pour animer la dynamique en amont par rapport aux acteurs politiques et en aval par rapport aux animateurs sociaux.

Le symposium apparaît alors ne pas être une réunion en plus parce qu'il partira d'une recherche documentaire et va devenir un programme de recherche interdisciplinaire durable ainsi que d'accompagnement des organisations travaillant avec les populations selon les besoins ressentis et qui seront redéfinis continuellement.

Excellence Monsieur le Gouverneur de la Province du Sud-Kivu,
 Monsieur le Maire de la ville de Bukavu,
 Monsieur le Bourgmestre de la Commune de Kadutu,
 Messieurs les Recteurs et Directeurs Généraux des institutions d'enseignement supérieur membres du CIUB,
 Monsieur le Représentant de l'Institut Vie et Paix à Bukavu,
 Monsieur le Directeur de Recherche de l'Institut Vie et Paix/Uppsala, Suède
 Distingués Invités,
 Chers Participants

Pour terminer, nous devons dire un mot particulier de remerciement à la Direction de l'Institut Vie et Paix pour l'appui financier qu'il a apporté à la réalisation de ce symposium et son engagement de soutien au programme qui en sortirait. Ces mêmes vœux s'adressent à l'Université de Gand qui voudrait s'y joindre pour apporter son appui scientifique et financier.

C'est sur ces mots que je vous souhaite un bon séjour à Bukavu et bon travail.
 Que vive la paix en République Démocratique du Congo,
 Que vive la paix et la coopération interuniversitaire et la paix entre les peuples.
 Que vive le Conseil interuniversitaire de Bukavu
 Je vous remercie

Le Vice-Président du CIUB

Professeur Bashwira Sanvura
 Vice Recteur de l'Université Catholique de Bukavu.

2.2. ALLOCUTION DU REPRESENTANT DE L'INSTITUT VIE ET PAIX (Bukavu, le 05 mars 2003)

Monsieur le Gouverneur de la Province du Sud-Kivu
 Monsieur le Président du CIUB
 Monsieur les représentants des universités membres du CIUB,
 Messieurs, mesdames participants, chercheurs et acteurs pour la paix, de plusieurs provinces et villes du Congo, Bujumbura, Butare, Gand, Oxford et Uppsala.

Nous tenons d'abord à présenter nos remerciements au CIUB pour nous avoir accordé la parole dans ces assises combien importantes regroupant les hommes et femmes chercheurs. Nous nous donnons d'abord l'obligation de féliciter l'organisateur pour avoir su mobiliser autant de cerveaux pour venir échanger sur les questions de la paix et des conflits dans la Région des Grands-Lacs, le Kivu, le Congo dans son entièreté et ses pays voisins. Ceci témoigne de la crédibilité que vous avez à l'égard des participants. Il est pour nous un honneur de voir l'activité que nous accompagnons aboutir. Avant de poursuivre, permettez de dire un mot sur l'Institut Vie et paix.

L'Institut Vie et Paix est une organisation œcuménique internationale qui a pour objectif principal d'accompagner les initiatives de paix. Il a le jour par suite d'une conférence œcuménique internationale sur la vie et la paix rassemblant les

différentes confessions chrétiennes d'Afrique, d'Asie, d'Amérique et d'Europe en 1983 à Uppsala, en Suède. Ces dernières s'interrogeaient sur le rôle qu'elles devaient jouer pour protéger la vie et promouvoir la paix dans cette période caractérisée par l'éventualité d'un affrontement atomique entre l'Union Soviétique et les Etats-Unis . La conférence appela les églises à développer des programmes d'éducation à la paix. C'est ce qui justifie la création de l'Institut Vie et Paix en 1984 à Uppsala, tout près de Stockholm. Nous sommes opérationnels en RDC depuis le mois de juin 202, la ou les premiers contacts étaient faits l'année 2000 et ou l'Institut m'a envoyé déjà en 2001 à mi-temps au Congo.

C'est sur base de l'objectif ci-haut mentionné que nous avons appuyé la recherche menée par le CIUB sur l'inventaire et l'analyse de la documentation produite localement relative à la construction de la paix au Nord et au Sud-Kivu afin, non seulement de fait un état de lieu mais aussi et surtout accorder aux chercheurs un cadre d'échange dans l'objectif de leur permettre de définir des pistes de recherche répondant au contexte conflictuel dans les provinces du Nord et du Sud-Kivu.

Chers chercheurs, la paix est conditionnelle pour le développement de tout peuple. Les travaux de recherche sur la paix que vous menez sont de grande importance : ils orientent les acteurs de paix et servent de document de référence à ceux-là qui sont appelés diriger les nations que nous représentons ici. Il est vrai que les conflits sont innés à l'être humain, il n'est donc pas question ici de mettre en brèche les conflits mais plutôt de réfléchir sur comment transformer positivement les conflits dans nos provinces et la Région.

Le résultat que nous escomptons de cette rencontre est le même que l'organisation a exprimé dans ces documents d'introduction :

- Que la recherche et les actions pour la paix seront plus coordonnées qu'avant. Que les acteurs pour la paix et les chercheurs marcherons main dans la main pour enfin se compléter et se renforcer mutuellement ! L'institut lui-même a aussi adapté une approche de recherche-action pour son travail de Transformation des Conflits dans tous ses programmes dans le monde entier, car elle reconnaît que
- Les actions pour la paix ont besoin d'être orientées par la recherche
- Si les chercheurs ne travaillent pas avec les acteurs, la recherche risque de ne pas être adapté aux besoins des acteurs
- Que les chercheurs de la Région renforcent leur collaboration pour trouver ensemble des solutions et pour développer des théories sur, par exemple, le fond des guerres qui ont fait rage dans la région, l'importance et l'applicabilité des mécanismes traditionnels de résolution et prévention des conflits ou la Gouvernance.
- Qu'on développe des stratégies pour les chercheurs locaux de publier et partager pour le public et concerné ce qu'ils ont trouvé comme résultat de leur recherche.
- Un ajout doit être que la représentativité des femmes parmi les chercheurs devra être améliorée car la liste des participants et la présence dans la première séance montre qu'il y a trop peu des femmes impliquées dans cette activité et probablement dans la recherche en générale.

Certes, par rapport à la matière à traiter, le temps à ces assises est insuffisant, maximisons donc cette occasion pour la cause de la paix dans nos deux provinces. Nous espérons que la présence des autres chercheurs dans ces assises est un atout en ce qu'elle va nous édifier aux expériences des autres pays, nous vous invitons de les mettre en profit.

Sur ce, nous vous souhaitons bon travail.

Fait à Bukavu le 03/03/03

Pour l'Institut Vie et Paix,

Hans ROMKEMA, Représentant de l'IVP en RDC.

2.3. ALLOCUTION DU GOUVERNEUR DE PROVINCE A L'OUVERTURE DU SYMPOSIUM

Monsieur le Président du Conseil Interuniversitaire du Sud-Kivu,
Messieurs les Recteurs et Directeurs Généraux des institutions d'enseignement supérieur membres du CIUB,
Monsieur le Représentant de l'Institut Vie et Paix à Bukavu,
Monsieur le Directeur de Recherche de l'INstitut Vie et Paix à Uppsala, Suède
Messieurs les professeurs et les invités venant du l'Université Nationale du Rwanda et d'Oxford University ,
Messieurs les délégués des universités, des instituts supérieurs et des organisations du Nord Kivu et du Sud-Kivu,
Distingués Invités,
Chers Participants,

Au nom du Rassemblement Congolais pour la démocratie, je me fais l'insigne honneur de souhaiter la bienvenue la bienvenue à tous les invités au symposium universitaire Kivutien sur la « **La construction de la Paix au Nord et-Kivu et au Sud-Kivu.** Ce symposium intervient au moment Où tous les congolais ont les yeux orientés vers Prétoria en Afrique du Sud pour une issue à la crise congolaise. J'espère vivement que tout cela pourra aboutir.

Je me fais le devoir de féliciter les Universités de se joindre aux acteurs politiques pour mener des recherches scientifiques permettant aux congolais de s'inspirer des résultats des recherches et des expériences d'autres pays pour contribuer à des solutions durables et à la paix en République Démocratique du Congo.

Ces réflexions universitaires se sont faits attendre et je vous rassure bien que c'est à cause de la passivité de votre part. Dans d'autres lieux, ce sont les universités qui ont toujours réfléchi et réfléchissent sur les problèmes de la société et ont apporté des solutions durables. C'est la raison pour laquelle notre mouvement attache une attention particulière aux résultats du symposium universitaire international qu'organise le C.I.U.B sur la construction de la paix dans notre province et dans notre pays.

La province du Sud-Kivu compte beaucoup sur la solidarité entre les peuples. Nous tenons à encourager l'Institut Vie et Paix qui n'a pas ménagé des efforts, non seulement pour appuyer cette activité mais aussi pour permettre aux Universités,

centres de recherche et organisations à réfléchir sur des solutions durables à la crise qui secoue la R.D. Congo à partir des recherches scientifiques axés sur les besoins de la société.

Monsieur le Président du Conseil Interuniversitaire du Sud-Kivu,
Distingués Invités,
Chers Participants,

Le rassemblement congolais pour la démocratie a levé des options claires pour ramener la paix en République démocratique du Congo. C'est à ce titre que sa bonne fois a été exprimée par la signature de l'accord de paix inclusif à Pretoria. Des embûches sont régulièrement montées par les ennemis de la paix. Mais ensemble, je crois fermement que les congolais y arriveront car le peuple a trop souffert et pourtant il a droit à mener une vie saine et à vaquer à ses occupations quotidiennes.

Le rassemblement congolais pour la démocratie vous encourage à mener des recherches qui puissent l'aider à trouver des solutions durables aux problèmes qui déchirent le pays et à préparer une transition pacifique, gage des élections démocratiques.

C'est sur ce message qu'au nom du Président du RCD et à mon nom personnel, je déclare ouverts les travaux du symposium universitaire international sur « la construction de la paix au Nord-Kivu et au Sud-Kivu et je vous remercie.

Le Gouverneur de la Province du Sud-Kivu,

Xavier CHIRIBANYA Chrimwami
PRÉSIDENT PROVINCIAL DU RCD

2.4. MOT DES PARTICIPANTS

En notre qualité de participants, nous sommes heureux de prendre la parole à l'occasion de cette cérémonie de clôture du Symposium universitaire international organisé à Bukavu du 3 au 5 mars 2003. Nous voulons exprimer nos sentiments de remerciement aux uns et aux autres, après trois jours d'intenses réflexions, mais aussi de rencontre et de partage, autour d'un sujet absolument vital pour nos institutions et pour notre société.

Pour commencer, nous exprimons notre sincère gratitude au Conseil Inter Universitaire de Bukavu (CIUB) pour avoir organisé ce Symposium universitaire international sur le thème de la transformation des conflits et de la construction de la paix. En proposant un tel symposium, et en y invitant de nombreux Universitaires et de nombreux Acteurs en provenance des horizons et des milieux les plus divers, le CIB éveille le monde universitaire kivutien à son rôle renouvelé qui doit s'accomplir à travers un rapport d'implication actif dans la quête des solutions salutaires aux problèmes, aux conflits et aux drames qui frappent notre pays, le Congo, en particulier le Kivu. Le CIB invite le monde universitaire du Kivu à s'organiser afin de mieux appliquer les outils de la recherche scientifique à la problématique des conflits et de la construction de la paix au Nord-Kivu et au Sud-Kivu et au Maniema. Nous sommes très fiers du CIB qui nous montre l'exemple à suivre ; et nous lui exprimons notre profonde admiration.

Nous sommes profondément reconnaissant au partenaire du CIB, nous citons : l'Institut Vie et Paix. Nous pensons aux responsables de son Bureau de Bukavu ; nous pensons aussi à ceux de son siège à Uppsala. Nous apprécions beaucoup la présence à ce Symposium de son Coordonnateur de Recherche, Mr. Tarekegn, qui nous a apporté son témoignage d'intérêt et de sympathie, mais aussi sa contribution intellectuelle lors des travaux.

Enfin, nous remercions vivement le Gouverneur de la Province du Sud-Kivu, dont le chef-lieu a abrité nos travaux. Nous savons l'intérêt élevé qu'il manifeste à l'égard de notre symposium et l'attention soutenue qu'il a accordée au déroulement de ses travaux. Nous avons travaillé dans un contexte de sécurité garantie et nous avons mené nos réflexions dans la liberté nécessaire. Nous nous réjouissons de cet encouragement, et nous affirmons à l'autorité provinciale, notre souci d'entretenir des rapports de travail continuels avec différents acteurs sociaux et politiques en vue d'une paix durable dans notre pays, en particulier dans nos Provinces du Sud-Kivu, du Nord-Kivu et du Maniema.

Nous vous remercions tous.

Fait à Bukavu, le 5 mars 2003.

Pour les participants,

MASUMBUKO Ngwasi

2.5. ALLOCUTION DU PRESIDENT DU CIUB A LA CLOTURE DU SYMPOSIUM UNIVERSITAIRE INTERNATIONAL SUR "LA CONSTRUCTION DE LA PAIX AU NORD-KIVU ET AU SUD-KIVU"

Excellence Monsieur le Vice-Gouverneur de Province,
Messieurs les Recteurs et Directeurs Généraux des Instituts Supérieurs membres du Conseil Inter Universitaire de Bukavu,
Monsieur le Représentant de l'Institut Vie et Paix à Bukavu,
Monsieur le Directeur de Recherche de l'Institut Vie et Paix à Uppsala, Suède,
Distingués invités,
Chers participants,

Nous voici au terme des travaux du Symposium Universitaire International sur "La construction de la paix au Nord-Kivu et au Sud-Kivu".

Ces travaux ne se seraient pas réalisés sans des conditions de sécurité.

C'est la raison pour laquelle je voudrais profiter de la circonstance pour témoigner ma profonde gratitude à l'autorité provinciale et au Rassemblement Congolais pour la Démocratie d'avoir assuré la sécurité de tous durant le déroulement du Symposium.

Je prie Son Excellence Monsieur le Vice-Gouverneur de Province de transmettre à la hiérarchie du RCD les remerciements du Conseil Inter Universitaire de Bukavu.

Excellence Monsieur le Vice-Gouverneur de Province,
Distingués invités,
Chers participants,

Les résultats atteints à la fin de ce symposium sont les fruits du travail abattu par tous les participants. Le Conseil Inter Universitaire de Bukavu s'en réjouit et tient avant tout à reconnaître et à féliciter tous les participants pour leurs contributions. Ensemble avec les organisations travaillant à la base sur la question des conflits et de paix, les axes et les contenus d'un programme de recherche inter universitaire sur la construction de la paix au Nord-Kivu et au Sud-Kivu a été défini. Sa mise en œuvre permettra de mettre à contribution les Universités, les Centres de recherche dans l'accompagnement des organisations opérant sur la question en amateur. En effet, ces organisations pourront ainsi bénéficier et utiliser les résultats de recherche pour plus d'impact sur la gouvernance dans la période de transition politique en République Démocratique du Congo et pour des solutions durables aux conflits qui déchirent notre pays.

Excellence Monsieur le Gouverneur de Province,
Distingués invités,
Chers participants,

A cet effet, le Conseil Inter Universitaire de Bukavu compte sur l'engagement non seulement de vos Universités, Centres de recherche et Organisations à participer à un tel programme au Kivu et dans la Sous-Région.

Compte tenu de la modicité ou de l'inexistence des budgets de recherche dans les universités et les Centres de recherche, le CIUB remercie d'avance l'engagement de l'Institut Vie et Paix et l'Université de Gand pour le soutien financier à ce programme de recherche sur la paix.

Excellence,
Distingués invités,
Chers participants,

Pour terminer, aucune œuvre humaine n'est parfaite. Le Conseil inter universitaire de Bukavu profite de cette occasion pour présenter ses excuses pour toute imperfection d'organisation au cours des travaux. Vos suggestions l'aideront à améliorer ses prestations ultérieures.

Au nom du Conseil Inter Universitaire de Bukavu, je tiens à souhaiter à chacun de vous un bon retour chez vous et dans vos institutions, Universités, Centres de recherche et Organisations respectives. J'espère que chacun pourra restituer fidèlement les résultats de ce symposium.

Que vive la paix en République Démocratique du Congo,
Que vive la solidarité entre les peuples dans la résolution des conflits ;
Que vive le Conseil inter universitaire de Bukavu,

Je vous remercie.

Le Vice-Président du CIUB,

Professeur Augustin BASHWIRA Sanvura
Vice-Recteur de l'Université Catholique de Bukavu

2.6. ALLOCUTION DU GOUVERNEUR DE PROVINCE DU SUD-KIVU A LA CLOTURE DU SYMPOSIUM UNIVERSITAIRE INTERNATIONAL SUR « LA CONSTRUCTION DE LA PAIX AU NORD-KIVU ET AU SUD-KIVU »

Bukavu, ce 05 mars 2003.

- Monsieur le Président du Conseil Interuniversitaire de Bukavu ;
- Messieurs les Recteurs et Directeurs Généraux des Universités et Instituts d'enseignement supérieur membres du C.I.U.B. ;
- Monsieur le Représentant de l'Institut Vie et Paix ;
- Messieurs les Professeurs et invités venant des Universités du Rwanda, d'Oxford et de Gand ;
- Messieurs les délégués des Universités, des Instituts Supérieurs et des organisations du Nord-Kivu et du Sud-Kivu ;
- Distingués invités ;
- Chers participants,

Au nom du Gouverneur de la Province du Sud-Kivu, j'ai un agréable plaisir de porter à votre connaissance la joie de l'autorité provinciale et de notre mouvement, le Rassemblement Congolais pour la Démocratie, de voir aboutir le Symposium Universitaire International sur « la Construction de la paix au Nord-Kivu et au Sud-Kivu ».

Trois jours durant, les Universités, les Centres de recherche et les organisations présents à ces assises se sont mis ensemble pour monter un programme de recherche interuniversitaire sur la paix dans cette partie de notre beau pays, la République Démocratique du Congo.

La construction de la paix et la réunification du pays déchiré par la guerre anime aujourd'hui les débats politiques. Pour mieux penser cette paix, les résultats de recherches ressorties de ces assises constitueront des contributions auxquelles les acteurs politiques devront se référer, en particulier dans la transition politique qui s'annonce en République Démocratique du Congo. C'est la raison pour laquelle le RCD compte sur l'engagement de tous ceux qui sont impliqués dans ce programme à bien vouloir le réaliser. Le RCD tient d'avance à remercier l'Institut Vie et Paix et l'Université de Gand pour leur engagement à appuyer un tel programme de recherche sur la paix.

J'en profite pour remercier aussi tous les participants venus du Rwanda, de la Belgique, de la Suède, des Etats Unis et de la province du Nord-Kivu et du Sud-Kivu pour leurs expériences qui ont enrichi vos débats.

Monsieur le Président du CIUB,
Monsieur le Représentant de l'IVP,
Distingués invités,
Chers participants,

Pour terminer, je tiens à vous souhaiter bon retour chez vous dans vos Universités, Centres de recherche et Organisations.

Au nom du Président du Rassemblement Congolais pour la Démocratie et du Gouverneur de Province du Sud-Kivu, je déclare clos les travaux du Symposium

Universitaire International sur « la Construction de la paix au Nord-Kivu et au Sud-Kivu ».

Je vous remercie.

Le Vice-Gouverneur de Province,

Jean Pierre MAZAMBI MUNYATANGOYI.

TABLE DES MATIERES

| | |
|--|----|
| 2 | |
| I. PRESENTATION DU SYMPOSIUM..... | 3 |
| 1.1. INTRODUCTION | 3 |
| 1.2. OBJECTIFS..... | 4 |
| 1.2.1. Objectif global : | 4 |
| 1.2.2. Objectifs spécifiques : | 4 |
| 1.3. CONTENU : | 4 |
| 1.4. RESULTATS ATTENDUS | 5 |
| 1.5. CALENDRIER DES TRAVAUX | 5 |
| II. DEROULEMENT DES TRAVAUX..... | 9 |
| LUNDI 03 MARS 2003..... | 9 |
| CEREMONIES D'OUVERTURE SOLENNELLE DU SYMPOSIUM | 9 |
| TRAVAUX DU SYMPOSIUM..... | 11 |
| 2.1. RESTITUTION DU TRAVAIL DE RECHERCHE RÉALISÉE AU NORD-KIVU ET AU SUD-KIVU PAR LE CIUB..... | 11 |
| 2.1.1. Présentation du programme | 11 |
| 2.1.2. Synthèses des exposés..... | 13 |
| 2.1.2.1. " Monographie des Structures locales de recherche et Etat de la production scientifique " | 13 |
| 2.1.2.2. "Présentation des thématiques récurrentes et ponctuelles par rapport à la diversité des contenus et des regards" | 15 |
| 2.1.2.3. «Qualité et capacité des Recherches des Universités, Centres de Recherches et des Organisations de la Société Civile »..... | 16 |
| 2.1.2.4. « Les instruments d'évaluation des capacités de recherche en matière de transformation des conflits et de construction de la paix »..... | 17 |
| 2.1.2.5. Les questions transversales dans l'étude des conflits au nord et au Sud-Kivu | 20 |
| MARDI 04 MARS 2003..... | 23 |
| 2.2. ECHANGES REGIONALES EN MATIERES DE TRANSFORMATION DES CONFLITS | 23 |
| 2.2.1.« Mécanismes locaux et traditionnels de résolutions des conflits »..... | 24 |
| 2.2.2. « Construire la paix au Nord-Kivu : des initiatives habituelles aux perspectives de recherche scientifiques » | 24 |
| 2.2.3. « Topographie des conflits à la lumière des enquêtes de terrain »..... | 25 |
| 2.2.4. « Pour une analyse sociale des guerres en Afrique »..... | 25 |
| 2.2.5. « Diagnostic et pistes de transformation des conflits au Nord-Kivu : cas des territoires de Beni et de Lubero »..... | 25 |
| 2.2.6 « Le conflit ethnique comme objet d'étude, quelles méthodes s'imposent » ... | 26 |
| 2.2.7. « Le gacaca, un outil "traditionnel" de resolution des conflits gacaca: le mot et la chose » | 26 |
| MERCREDI 05 MARS 2003 | 29 |
| 2.3. PROGRAMME DE RECHERCHE SUR LA CONSTRUCTION DE LA PAIX AU NORD-KIVU ET AU SUD-KIVU | 29 |
| 2.3.1. Thèmes des recherches prioritaires sur la transformation des conflits et la construction de la paix au Nord-Kivu et au Sud-Kivu : | 29 |
| 2.3.2. Mécanisme à mettre en place pour garantir la qualité de la recherche et renforcer les capacités des chercheurs. | 30 |

| | |
|--|-----|
| 2.3.3. Approche du programme pour une recherche conscientisante en matière de transformation des conflits et de construction de la paix au Nord-Kivu et au Sud-Kivu | 30 |
| 2.3.4. Collaboration entre les universités, les centres de recherche et les chercheurs avec les organisations travaillant sur la transformation des conflits et la paix..... | 31 |
| 2.3.5. Mécanismes et stratégies des échanges régionaux d'accès à l'information, de publication et de diffusion des résultats de recherche : | 31 |
| 2.4. RÉSULTATS | 31 |
| 2.5. MÉCANISMES DE SUIVI DES RÉSULTATS..... | 31 |
| III. COMMUNICATIONS | 33 |
| 3.1. Restitution de l'état de la recherche sur la construction de la paix au Nord-Kivu et au Sud-Kivu et questions transversales | 33 |
| 3.1.1. Synthèse de l'état de la recherche sur la transformation des conflits et la construction de la paix au Nord –Kivu et au Sud-Kivu..... | 33 |
| 3.1.1.1. MONOGRAPHIE SUR LES STRUCTURES LOCALES DE RECHERCHE ET ETAT DE LA PRODUCTION SCIENTIFIQUE | 33 |
| 3.1.1.2. Présentation des thématiques récurrentes et ponctuelles par rapport a la diversité des contenus et des regards | 52 |
| 3.1.1.3. Qualité et capacité des Recherches des Universités, Centres de Recherches et des Organisations de la Société Civile..... | 76 |
| 3.1.2. Les questions transversales dans l'étude des conflits au Nord-Kivu et au Sud-Kivu..... | 80 |
| 3.1.3. Les instruments d'évaluation des capacités des recherche en matière de transformations des conflits et de construction de la paix..... | 91 |
| 3.2. ECHANGES REGIONALES EN MATIERES DE TRANSFORMATIONS DES CONFLITS | 100 |
| 3.2.1. Mécanismes locaux et traditionnels de résolution des conflits..... | 100 |
| 3.2.2. Topographie des conflits a la lumière des enquêtes de terrain..... | 112 |
| 3.2.3. Le gacaca, un outil "traditionnel" de résolution des conflits gacaca: le mot et la chose | 118 |
| 3.2.4. Le conflit "ethnique" comme objet d'étude, quelles..... | 129 |
| 3.2.5. Pour une analyse sociale des guerres en Afrique | 132 |
| 3.2.6. Construire la paix au Nord-Kivu des initiatives habituelles aux perspectives de recherche scientifique..... | 137 |
| 3.2.7. Diagnostic et pistes de transformation des conflits au Nord-Kivu : cas des territoires de Beni et de Lubero | 139 |
| IV. BIBLIOGRAPHIE DES DOCUMENTS RENCONTRÉS AU NORD-KIVU ET AU SUD-KIVU..... | 143 |
| 4.1. Ouvrages et articles produits : | 143 |
| 4.2. Travaux de fin de cycle et Mémoires | 145 |
| 4.3. Autres productions écrites | 152 |
| 4.3.1. Documents de vulgarisation ou de conférence | 152 |
| 4.3.2. Rapports d'enquête | 153 |
| 4.3.3. Projets d'enquête non réalisés..... | 153 |
| 4.3.4. Projet d'ouvrage | 153 |
| 4.3.5. Recherches en cours..... | 154 |
| 4.3.6. Projet de recherche | 154 |
| ANNEXES | 155 |
| 1. LISTE DES PARTICIPANTS | 155 |
| 2. ALLOCUTIONS | 159 |

| | |
|-------------------------|-----|
| TABLE DES MATIERES..... | 169 |
|-------------------------|-----|